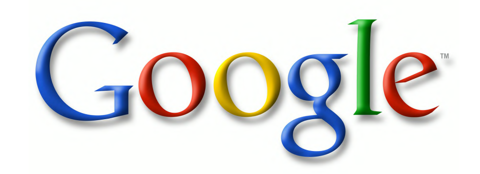




LIEUTENANT-COLONEL ROUSSET
ANCIEN DÉPUTÉ
ANCIEN PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

LE
AUT COMMANDEMENT
)ES ARMÉES ALLEMANDES
EN 1870

(d'après des documents allemands)

AVEC UNE CARTE

Deuxième édition



PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

1908



LE

HAUT COMMANDEMENT

DES ARMÉES ALLEMANDES

EN 1870



Lieutenant-Colonel ROUSSET
ANCIEN DÉPUTÉ
ANCIEN PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

LE HAUT COMMANDEMENT DES ARMÉES ALLEMANDES EN 1870

(d'après des documents allemands)

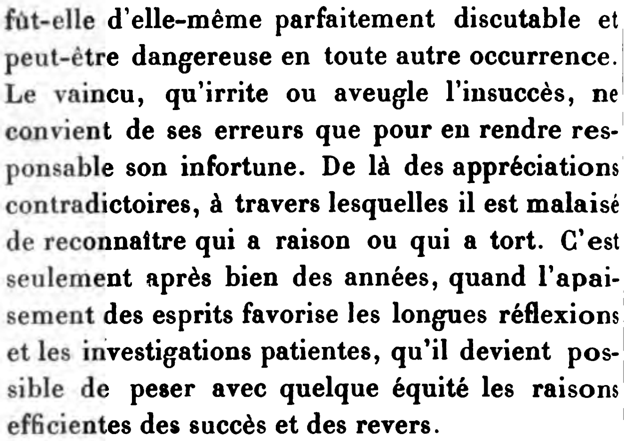
AVEC UNE CARTE

Deuxième édition



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 8
—
1908





fût-elle d'elle-même parfaitement discutable et peut-être dangereuse en toute autre occurrence. Le vaincu, qu'irrite ou aveugle l'insuccès, ne convient de ses erreurs que pour en rendre responsable son infortune. De là des appréciations contradictoires, à travers lesquelles il est malaisé de reconnaître qui a raison ou qui a tort. C'est seulement après bien des années, quand l'apaisement des esprits favorise les longues réflexions et les investigations patientes, qu'il devient possible de peser avec quelque équité les raisons efficientes des succès et des revers.

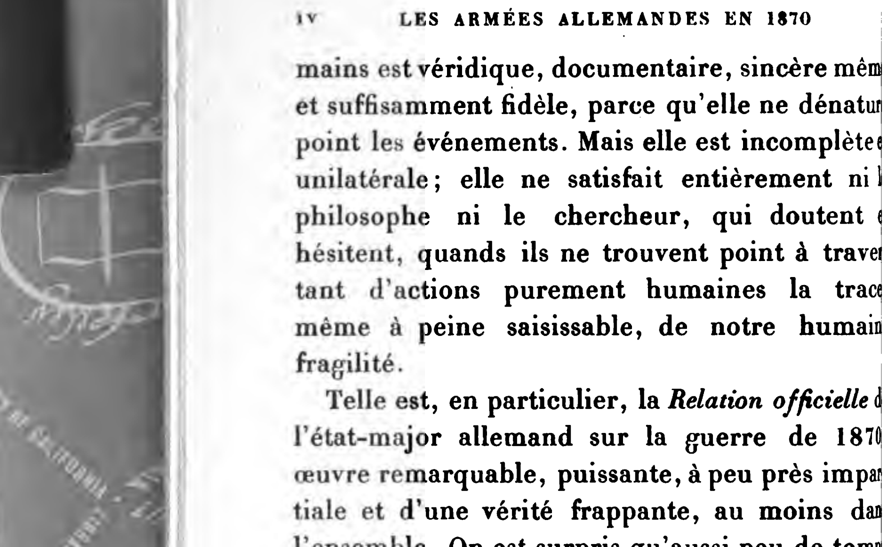
Au surplus, on voit après chaque guerre, du moins est-ce devenu depuis longtemps un usage universel, l'état-major de l'armée triomphatrice établir, en un ouvrage copieux et documenté, le bilan de ses victoires. Il élève ainsi à sa propre gloire et à celle de ses troupes un monument solide, résistant, coulé en métal indestructible, qui doit forcer l'admiration des générations futures, et les inciter à l'imitation de tant de hauts faits. *Præteriti fides exemplumque futuri.* On ne saurait l'en blâmer.

Il est permis, quand on a réduit son adversaire à l'impuissance, d'en rendre grâce aux dieux sur le ton triomphal. L'hymne ainsi composé en l'honneur des héros qui furent heureux n'a rien qui puisse choquer la susceptibilité la plus ombrageuse, lorsque, comme il y a lieu de le constater

l'ordinaire en ce siècle de courtoisie internatio-
ıale, hommage y est rendu au courage que la
ortune a trahi. Cet hymne peut impunément,
n célébrant les mérites, rester muet sur les
léfaillances, et il ne fait de tort à personne en
nasquant habilement, sous les jonchées de fleurs,
es imperfections ou des faiblesses noyées dans
es rayons éclatants de l'apothéose finale.

Il cherche surtout à glorifier, non à discuter;
t, pourvu qu'il n'altère point la vérité dans
'ensemble, on lui passe l'arrangement habile et
liscret de certains détails dont la nature compro-
nettante pourrait offusquer la majestueuse ordon-
ıance de ses dithyrambes. L'historien, collectif
t anonyme, de cette narration officielle devient
insi, inconsciemment et peut-être malgré lui,
ıne sorte de poète épique, le chantre d'une
poque et d'une génération.

Occupé par état à leur assurer dans les siècles
venir une renommée impérissable, il les peint
n larges touches lumineuses, aux rayons des-
uelles se fondent les ombres et les méplats.
l est celui dont J.-J. Rousseau disait, d'une
hrase il est vrai trop généralisatrice : « Les
aits changent de forme dans sa tête, ils se
noulent sur ses intérêts ; ils prennent la teinte de
es préjugés; » et que Montaigne accuse de ne
oint « renvoyer la matière pure et entière en
outes ses dimensions ». L'œuvre qui sort de ses



mains est véridique, documentaire, sincère mêm
et suffisamment fidèle, parce qu'elle ne dénatur
point les événements. Mais elle est incomplète e
unilatérale ; elle ne satisfait entièrement ni l
philosophe ni le chercheur, qui doutent e
hésitent, quands ils ne trouvent point à traver
tant d'actions purement humaines la trace
même à peine saisissable, de notre humain
fragilité.

Telle est, en particulier, la *Relation officielle* d
l'état-major allemand sur la guerre de 1870
œuvre remarquable, puissante, à peu près impar
tiale et d'une vérité frappante, au moins dan
l'ensemble. On est surpris qu'aussi peu de temp
après les événements, il ait été possible d'écrir
de ceux-ci une relation exacte à ce point, qu'à
part quelques menus faits sans importance, nu
ne songe à en critiquer la réalité matérielle. Mai
aussi avec quel art tout y est présenté ! Ave
quelle habileté professionnelle et technique tou
s'enchaîne et se déduit ! Avec quelle science son
reliées les actions diffuses relevant de tant d
corps épars, qui paraissent mus constamment e
impérativement par une seule impulsion, aussi
tôt obéie que ressentie !

Il semble que cette immense machine, cett
armée formidable aux innombrables organes, ce
états-majors, ces troupes, ces parcs, ces convois
ces chemins de fer, tout cela ait fonctionné san

nterruption ni heurts aucuns, avec une régula-ité toujours égale, avec une ponctualité infail-ible, comme si un mouvement d'horlogerie, à 'impassible balancier, lui eût servi de régula-eur. De la tête dirigeante au moindre exécutant, lans ce tourbillon d'hommes aux passions et aux aractères si divers, il règne une harmonie im-erturbable, un calme souverain, une entente xempte de nuages. Tout a réussi, donc tout est arfait. Personne n'a jamais failli, ou si peu ue ce n'est pas la peine d'en parler... et on 'en parle pas. Tout au plus, relève-t-on, par-ci ar-là, quelque excès d'ardeur indiscrète, dont l y a lieu de modérer d'une légère gourmade le etour périlleux. Pour le reste, point de difficulté; n succès indiscutable ayant couronné l'œuvre, 'est donc qu'elle était sans défaut.

Notez que je ne m'étonne pas et que je con-lamne encore moins. En présentant les choses ous cet aspect paisible, l'état-major allemand a on seulement usé d'un droit, mais encore il a ait son devoir. Il n'y avait point à attendre de ui un livre de philosophie ou de technique, dont 'eussent eu certainement cure ceux qu'il enten-lait à bon droit magnifier. Ce n'est pas avec des auriers fraîchement coupés qu'on fait d'ordi-aire des verges pour se fouetter, et, quand on ient d'en récolter une aussi belle moisson, on e se sent guère d'humeur à morigéner les autres

ou soi-même. La *Relation officielle* n'a rie
roman; elle constitue un recueil d'annales
taquables dans le fait, où l'orgueil légitim
vainqueur n'exclut pas le respect du vainc
la modération du langage. C'est bien là to
ce qu'on est en droit de lui demander; c
faisant ce qui lui a plu, elle n'a donné au
entorse à la vérité.

Le fâcheux, par exemple, est qu'elle ait f
notre optique, du moins celle de quelques-
Elle a contribué pour une grande part à aur
l'organisme militaire sous lequel nous avons
combé d'un renom de perfection et d'impec
lité, mérité sans doute en grande partie,
passé presque à l'état de légende redoutab
dont les âmes incertaines se sont laissé déc
ger. En cachant soigneusement, pieusen
toutes les erreurs et toutes les faiblesses, e
donné à supposer qu'il ne s'en était jamais
duit, et presque promis qu'il ne s'en prod
jamais. Par là, elle a affirmé une supériorité
manente et indestructible devant laquelle il
blait qu'il n'y eût qu'à s'incliner.

Et beaucoup l'ont fait, la croyant sur pa
Or voici que des Allemands eux-mêmes se me
en devoir de la démentir, ou tout au moir
porter la lumière là où elle avait accumulé v
tairement des ombres, non sans difficulté ni
Des officiers, acteurs eux-mêmes de la gr

guerre, ayant conquis de l'autre côté des Vosges une réputation solide d'écrivains et de penseurs, le colonel Verdy du Vernois, le colonel Cardinal de Widdern, le capitaine F. Hœnig, tous gens de savoir et de conscience, ont entrepris avec courage la tâche d'éclairer leurs camarades sur les réalités de la guerre, dont la relation officielle ne donne qu'une idée fort affaiblie.

Ils ont fouillé documents, archives, correspondances privées; ils ont interrogé les généraux et les états-majors, et, réunissant ces matériaux à leurs souvenirs personnels, ils ont brutalement dévoilé les secrets que la pudeur officielle avait jusqu'ici jalousement gardés. Avec eux, plus de ménagements, plus de périphrases, plus de réticences. Le commandement des armées allemandes, découronné de son nimbe d'or, apparaît tel qu'il était véritablement, avec ses hésitations, ses erreurs, ses tiraillements, ses à-coups et ses chocs.

Ce n'est plus cette abstraction merveilleuse et intangible, qui ne se révélait, comme une sorte de providence, que par son influence souveraine et tutélaire. C'est une réalité vivante, où les hommes, si considérables ou même supérieurs qu'ils soient, se retrouvent avec leurs passions, leur tempérament propre et leur physionomie distincte. Ici, plus d'idoles. Du moins apparaissent-elles dépouillées et nues. Plus de pontifes

infaillibles, mais des mortels semblables au autres, animés certes par les plus nobles sentiments d'honneur, de courage et d'esprit militaire, mais soumis aux mêmes incertitudes, au mêmes scrupules, aux mêmes angoisses que tou ceux à qui incombe une responsabilité pesante Ils cherchent souvent leur voie, et souvent ne l trouvent pas. Ils se trompent lourdement, s gourmandent mutuellement, se jalousent mêm quelquefois, tout comme nos généraux, à qui o a si durement reproché d'être égoïstes. En u mot, ce sont des hommes, de vrais hommes, e qui n'ont été supérieurs aux autres que parc qu'ils ont su mieux qu'eux s'affranchir de leur faiblesses et vaincre leur infirmité.

Et qu'on ne s'imagine point trouver en tou ceci le moindre esprit de dénigrement. Aucu des auteurs que je viens de citer n'y a cédé à u degré quelconque. C'est proprement chez eu besoin d'investigation, de recherche infinitésimale, de dissection psychologique, si l'on peu ainsi parler.

Il y a là un sentiment naturel à l'Allemand e très généralisé, qui le pousse à la dissertation, à l'analyse, et qui, allié chez lui à une certaine candeur expansive, cherche à se satisfaire en dépit de toute considération de mesure et de discrétion. Il ne connaît ni diplomatie ni adresse. Il procrée des enfants terribles qui ont vite fait de

rever les poupées de son émanant des officines
aranties, à seule fin de voir ce qu'il y a dedans.
e tels rejetons ne sont pas toujours vus d'un œil
imable, ni spécialement encouragés. Il faut
ependant leur savoir gré d'être bien vivants, et
e mettre, à côté de l'empyrée officielle, une
tmosphère plus imprégnée de réelle humanité.

C'est dans ces travaux que j'ai puisé les maté
iaux de la présente étude. Il m'a paru intéres-
ant de rétablir avec eux la physionomie véri-
ible d'un monde sur lequel on se fait encore,
ans beaucoup de milieux, des illusions considé-
ables. Il est bon de bien connaître ses adver-
aires, et ce n'est point les diminuer que de les
ontrer tels qu'ils sont.

Les pages qui suivent n'ont trait qu'aux ba-
illes livrées autour de Metz. C'est qu'en vérité,
lles seules ont décidé du sort de la guerre et de
a France. Dans les champs lorrains se sont jouées
os destinées, et les luttes qui ont suivi, si elles
nt fixé les résultats acquis, ne les ont point
odifiés, militairement du moins.

L'armée du Rhin anéantie, ou mise hors de
ause, c'était la fin de la campagne stratégique,
ù la grandeur du succès répond au mérite des
ombinaisons ou tout au moins à la rigueur pré-
ise de leur matérialisation. Le reste ne pouvait
lus être qu'une sorte de poursuite générale,
ans laquelle la valeur des courages et des

dévouements, ainsi que la force de résistanc
pays, ont trouvé largement encore à s'affi
avec beaucoup d'honneur et parfois même un
de gloire, mais où n'avaient que faire la puiss
ni la souplesse des conceptions.

Sedan même, dont la renommée doulour
semble étouffer dans un deuil plus concre
cruels souvenirs de Metz; Sedan, dont le
synthétise, aux yeux de nos vainqueurs
mêmes, toute une série de triomphes inespér
les confond en un unique anniversaire ; Se
n'est qu'un épisode tragique, l'avortement d
tentative hasardée qui peut-être, si elle eût ré
aurait créé à l'ennemi de durs obstacles e
lourds embarras, mais n'aurait certainement
comblé l'abîme où l'incroyable atonie de Baz
devait, à si courte échéance, précipiter le p
C'est à Rezonville ou à Saint-Privat qu'il fa
vaincre. Nous avons toujours prétendu qu'o
pouvait. Voici que nos adversaires eux-mê
fournissent de nouveaux arguments à cette th
Nous ne les négligerons pas, car, tout en ravi
nos regrets, ils fortifient singulièrement
espoirs.

L. R.

LE HAUT COMMANDEMENT

DES

ARMÉES ALLEMANDES EN 1870

CHAPITRE PREMIER

MÉTHODES DE COMMANDEMENT

En 1870, les armées allemandes avaient pour
hef nominal Guillaume Ier, roi de Prusse, et pour
irecteur effectif le général de Moltke, sous le titre
e chef d'état-major général. Le premier était âgé
e soixante-treize ans, le second de soixante-dix. Bien
u'encore verts l'un et l'autre et intellectuellement
ıtacts, ils ne possédaient plus la résistance indis-
ensable à l'homme de guerre, ni l'activité néces-
aire à l'exercice du commandement. Les efforts
hysiques leur coûtaient, et leurs forces ne pou-
aient se maintenir à la hauteur des obligations
mposées par une campagne pénible que grâce à
n confort habilement ménagé. Le bivouac les eût
ués ou moralement anéantis. Le régime alimen-
aire des camps, avec ses comestibles indigestes et
es irrégularités fréquentes, les eût débilités. Il

leur fallait bon souper et bon gîte, dussent-ils allon-ger l'étape pour les trouver, ou même abandonne momentanément leurs troupes. La vie intensive rude et sévère que Napoléon, en pleine force d l'âge, partageait avec ses soldats et endurait jou et nuit sans lassitude apparente, leur était interdite et ils durent y renoncer avant même d'en avoi essayé.

Le 30 juillet, quinze jours après la déclaratio de guerre, alors que le déploiement stratégiqu si rapide des corps français le long de la frontièr était déjà terminé et pouvait faire craindre, par l fait même qu'il avait été ordonné avant que le différents corps eussent reçu leurs compléments une offensive brusquée de notre part; le 30 juillet le quartier général du généralissime était encore Berlin (1). Il ne quitta que le lendemain la capitale pour se transporter à Mayence, où nous allons l voir se maintenir du 2 au 7 août.

Un exemple venu de si haut devait fatalemen être suivi. Tout comme leurs chefs suprêmes, le trois commandants d'armée, Steinmetz, Frédéric Charles et le Prince royal attendirent le 30 juille pour aller rejoindre leurs quartiers généraux placé respectivement au centre de rassemblement d leurs forces, c'est-à-dire à Trèves, à Alzey et à Spire Quant aux simples commandants de corps d'armée les documents allemands sont muets sur leurs fait

(1) Déjà, en 1866, il n'avait quitté cette ville que le 30 ju quatre jours après le premier combat (26 juin), quatre jo également avant la bataille décisive de Sadowa (3 juillet).

t gestes à cette date. Nous savons cependant que : général de Gœben vint se mettre à la tête du 'IIIe corps, à Wadern (1), le 1er août seulement.

Assurément, la facilité et la rapidité des com- ıunications télégraphiques autorisent dans une ertaine mesure, au début des opérations, l'éloi- nement relatif du généralissime et des comman- ants d'armée. Quand on peut, en quelques mi- utes, communiquer ses ordres et faire connaître es intentions; quand surtout la situation, encore nprécise, n'est susceptible que de modifications e détail et que, les transports de concentration 'étant point terminés, il n'est pas encore possible 'entamer les opérations actives, il semble inutile 'exiger des hauts chefs une présence réelle qui 'ajouterait rien à la capacité de rendement des oies ferrées. En des temps où celles-ci n'existaient as, et où par suite la concentration était plus ente, on a vu Napoléon qui, le 5 septembre 1806, vait envoyé au major général Berthier les premiers rdres de mouvement relatifs à la campagne de 'russe, arriver le 30 seulement à Mayence, et le ! octobre à Wurtzbourg.

Mais Napoléon avait pris les mesures les plus troites pour assurer à la fois le secret et la sécu- ité des rassemblements. Il s'en fallait que le géné- al de Moltke ait fait de même, et j'ai déjà expliqué illeurs la différence essentielle qui sépare sa mé- hode hésitante des impeccables conceptions de

(1) Vingt-quatre kilomètres à vol d'oiseau au sud-est de Sar- ebourg.

l'empereur (1). En réalité, les troupes allemandes ont été exposées par lui à une attaque brusquée, dans un moment où elles ne possédaient encore ni généraux ni états-majors. Comment auraient-elles pu, si cette attaque s'était produite, réparer le moindre échec, même partiel, puisque le haut commandement n'était point représenté sur place, et ne l'aurait connu que trop tard?

Le grand âge des directeurs de la stratégie allemande, en leur interdisant la faculté de se mêler activement aux opérations du début, constituait bien réellement une infériorité qui fût devenue redoutable si le commandement français n'avait pas dédaigné, par esprit d'indécision et de faiblesse, de demander à la hardiesse traditionnelle de notre race le remède contre la pénurie de ses moyens. Il ne constituait cependant pas une exception. L'un des trois commandants d'armée, le général de l'infanterie de Steinmetz, avait soixante-treize ans sonnés (2). Parmi les commandants de corps, beaucoup étaient sexagénaires depuis longtemps. Dans son ensemble, le commandement allemand était vieux, extrêmement vieux. Nous pourrons constater plus d'une fois, au cours de cette étude, qu'il n'en a pas tiré grand profit.

Il est vrai que c'était peut-être chez nos voisins question de tradition et d'habitude, puisque, mal-

(1) Cf. *les Maîtres de la guerre*, p. 201 et suiv.

(2) Né le 27 décembre 1796, le général de Steinmetz avait, comme le roi Guillaume, pris part aux campagnes de 1813 à 1815.

gré une première expérience assez malheureuse, ils avaient persisté dans leur goût pour les vieillards. Voici en effet, ce qu'on lit dans les *Lettres sur la stratégie* du général prince de Hohenlohe, à propos de la campagne de 1806 : « Il y avait chez les Prussiens autant et peut-être plus de généraux instruits et intelligents que chez les Français (1), mais la plupart d'entre eux étaient trop âgés et trop affaiblis pour résister aux dures fatigues d'une campagne. Plus d'une opération fut retardée parce que tel général n'était pas en état d'exécuter un ordre immédiatement. C'est ainsi que le 13 octobre (veille d'Iéna) un général n'arriva qu'à dix heures du matin au conseil qui avait été fixé au point du jour, à cause de sa transpiration du matin; *cela retarda la mise en route de toute l'armée* (2). »

Hâtons-nous de dire que jamais on n'a constaté, chez les généraux allemands de 1870, une sénilité aussi accentuée. Il en est cependant dont la déchéance physique était évidente; tel Voigts-Rhetz, commandant du X° corps, dont le colonel de Widdern termine ainsi le portrait d'ailleurs fort élogieux : « Son caractère, ses qualités naturelles et acquises, sa facilité de travail faisaient de lui un des chefs les plus éminents de l'armée. Malheureusement, il avait fait en 1869 une grave

(1) Mais il y en avait beaucoup plus de routiniers, pour qui la science de la guerre se bornait à des combinaisons théoriques. Nos généraux étaient certainement plus simplistes, mais plus pratiques aussi.

(2) Prince Kraft DE HOHENLOHE-INGELFINGEN, *Lettres sur la stratégie*. Paris, Westhausser, 1887. Lettre I.

maladie, et, en 1870, quand il mena son corps d'armée à l'ennemi, il commençait déjà à décliner, physiquement et intellectuellement... Admirablement secondé par son chef d'état-major, le général de Voigts-Rhetz, bien que la campagne le fatiguât beaucoup, *ce dont on s'aperçut surtout dans les phases décisives des journées d'août,* conduisit ses soldats de succès en succès (1). »

Eh oui, il était admirablement secondé, et il se laissait faire, ce qui prouve même en sa faveur. Son chef d'état-major, le lieutenant-colonel de Caprivi, qui devait un jour recueillir à la chancellerie de l'empire la lourde succession de Bismarck, était un officier de haut mérite; il l'a prouvé le 16 août. Aussi voit-on parfaitement, en lisant entre les lignes, que Voigts-Rhetz, dont il « avait toutes les sympathies », n'aurait guère pu se passer de son précieux concours. Il en eut fréquemment besoin, à Metz, à Beaune-la-Rolande, à Cravant, à Vendôme et au Mans, et il en usa largement. Du moins cela semble-t-il résulter du témoignage des anciens officiers de l'état-major du Xe corps. « C'était un plaisir de travailler pour Voigts-Rhetz, » dit Widdern, qui ajoute avec l'amertume d'une expérience éprouvée : « Il est bien fâcheux que, dans l'intérêt général et pour la bonne harmonie des états-majors, on ne puisse en dire autant de tous les grands chefs (2). »

(1) Cardinal von Widdern, colonel à la disposition, *Kritische Tage,* erster Theil, Band II, *Die Krisis von Vionville.* Berlin, 1897, p. 56.

(2) *Ibid.*

On peut se demander maintenant jusqu'à quel point une pareille méthode de commandement est avantageuse et compatible avec l'organisation même de ce commandement. Évidemment, il faut bien que quelqu'un dirige, et, si ce quelqu'un n'est pas le général, ce ne peut être que son chef d'état-major. Mais alors, qui est responsable et qui se chargera de remettre les affaires en ordre dans les moments de trouble, ou de réprimer, chez les commandants de troupe subordonnés, les périlleuses velléités d'indépendance qui ont trop souvent tendance à se manifester?

Le commandement est indivisible. Il implique à la fois la supériorité du grade, de la personnalité et de la fonction. Aucun de ces éléments constitutifs n'étant susceptible de dédoublement, le droit qui en résulte ne se dédouble pas non plus. Il peut se déléguer, dans certaines circonstances, mais à la condition de respecter ses formes essentielles et de ne point intervertir les responsabilités. Tout empiétement d'autorité est nuisible, même quand il est implicitement consenti, et le rôle du chef d'état-major ne saurait être, en aucun cas, de se substituer à son général.

On objectera que ce fait se passait en grand dans les armées allemandes, puisque le commandement suprême, dévolu en droit au roi de Prusse, y était exercé de fait par le général de Moltke, chef du grand état-major. La différence, cependant, est capitale, parce qu'il n'existe point de rapport entre le rôle du généralissime et celui d'un commandant

de corps d'armée. Le premier est surtout un dire
teur et un régulateur. Les opérations militair
qu'il a conçues, d'une façon plus ou moins hardi
plus ou moins féconde, plus ou moins géniale, soi
réalisées sous son impulsion par l'ensemble de
forces mobilisées. Mais il ne prend point de pa
directe à cette réalisation et se borne à la surveille
Le second est, au contraire, un agent d'exécutio
à qui l'on demande de faire, du mieux possible, s
partie dans le concert.

L'un dispose d'une autorité sans conteste et san
bornes, mais qui peut être impersonnelle; peu im
porte, en effet, que le plan d'opération soit sor
intégralement de son cerveau, ou résulte d'une co
laboration même multiple, pourvu qu'il porte un
signature unique et que son développement soi
poursuivi avec unité, méthode et habileté. L'autr
ne peut avoir qu'une autorité limitée et une indé
pendance relative; mais il est investi d'une actio
directe, personnelle sur ses troupes, et doit l'exerce
sans partage ni atteinte. Il est en communion intim
et perpétuelle avec elles; il les a instruites pendan
la paix, et les emploie à la guerre au mieux de son
caractère et des qualités qu'il leur connaît. S'il es
vigoureux et énergique, elles seront vigoureuses e
énergiques comme lui; s'il est timoré et hésitant
elles trembleront aussi et hésiteront. En un mot, il
commande et il est là. Le généralissime dirige et ne
saurait être partout.

On conçoit que, dans ces conditions, son actio
puisse être anonyme ou substituée. Lorsque, pou

une raison quelconque, le chef nominal et naturel ne présente que des garanties insuffisantes d'expérience ou d'habileté, il se trouve le plus souvent à ses côtés quelqu'un d'avisé et d'entreprenant, qui finit par prendre sur lui un empire plus ou moins absolu, mais définitif. S'il est perspicace, il devine ce conseiller; s'il est judicieux, il l'accepte et se décharge ainsi d'un fardeau qui l'écrase. S'il est vain et orgueilleux, il l'éloigne, mais alors, malheur à lui! Car ces décisions qu'il est incapable de prendre de lui-même et qu'un seul mentor lui eût dictées, il ne tardera pas à les demander à une collectivité irresponsable, dont les avis diffus le conduiront sûrement à sa perte. « Qui tient conseil est à moitié battu », a écrit le prince de Hohenlohe après une peinture caractéristique des interminables parlottes dont le résultat imprévu mais inévitable devait être, pour l'armée prussienne de 1806, la catastrophe d'Iéna.

« Pour faire au mieux, dit-il encore, le roi Frédéric-Guillaume convoquait souvent ses généraux et écoutait toutes leurs propositions. Ces conciliabules avaient déjà commencé à Berlin; ils duraient souvent des journées entières, et pendant ce temps on ne faisait rien, parce qu'on n'avait pas encore pris de décision. Ce qui fut encore plus désastreux que la perte de temps, ce fut le changement continuel dans les projets, changements provenant du plus ou moins de considérations dont chaque général accompagnait ses plans. De là des contre-ordres, des allées et venues, et, par suite, double perte de

temps... Mieux vaut prendre une décision mo bonne et l'exécuter intégralement que consulter subordonnés et produire ainsi du flottement et l'hésitation (1). »

C'est parler d'or, et l'histoire militaire de to les temps est là pour montrer le danger de ce qu' nomme *les conseils de guerre*. « Frédéric le Gran dit encore Hohenlohe, ne réunissait ses généra que pour leur donner des ordres. Napoléon n jamais tenu de conseil de guerre; il envoyait to jours des ordres et des instructions sans appel (2). En revanche, le maréchal de Soubise et Bazai ne faisaient rien sans consulter leurs lieutenant On sait où cet expédient, par lequel ils pensaie se sauver, les a conduits.

Le généralissime doit donc, à tout prix, écart la tentation des conseils de guerre, et décider seu S'il s'en reconnaît incapable, qu'il ait alors le cou rage de passer la main; sa renommée, loin d'e être atteinte, s'en grandira singulièrement. Lorsqu ceint d'une couronne, il juge que sa présence l'armée est nécessaire ou simplement utile, pou exalter les courages et provoquer les dévouement qu'il fasse comme le roi de Prusse en 1870. Qu' trouve un Moltke pour parler en son nom; c'es beaucoup plus facile que de jouer au Napoléon Qu'il le couvre de sa prérogative royale, et s'e rapporte à lui du soin de conduire des affaire délicates. Il gardera toujours, comme l'a écri

(1) *Lettres sur la stratégie*, lettre II.
(2) *Ibid*.

Moltke lui-même, « le mérite supérieur d'avoir pris les responsabilités de l'exécution (1) ».

La chose, il est vrai, ne va pas toujours sans secousses. Il faut pour qu'elle se recommande par ses avantages, et que la machine ainsi montée arrive à fonctionner régulièrement, d'abord que l'homme choisi *ad latus* possède assez d'autorité personnelle pour s'imposer; qu'ensuite, il jouisse de la confiance absolue de son maître. Il ne s'agit pas ici d'une mission temporaire, à laquelle un caprice pourrait mettre fin. C'est une investiture générale et définitive qui s'impose, avec toutes ses conséquences de grandissement pour l'élu, et d'effacement pour l'électeur. L'amour-propre de ce dernier en souffrira, certainement, dans ses replis intimes; si cependant tout se passe avec tact et convenance, il n'y paraîtra rien, et, le succès aidant, il y aura assez de gloire pour deux. Guillaume de Prusse, ayant eu le courage d'accepter cette abnégation de soi-même, et d'y persévérer sans souci ni du rang suprême, ni des difficultés qu'elle a parfois créées, ne paraît certainement ni à plaindre ni à blâmer.

J'ai parlé de difficultés. Il y en a eu, et de graves. En 1866 surtout, où Moltke, n'ayant point encore donné sa mesure comme chef d'armée, n'était connu que pour ses mérites d'organisateur et d'éducateur, il ne semble pas que son autorité ait été admise partout sans discussion. Même dans

(1) Introduction à la *Relation de la campagne des Français en Italie* (1859), par le grand état-major prussien.

les conseils du roi, ses avis ne prévalurent pas to
jours, et il dut à deux reprises réparer tant bi
que mal des fautes qu'il n'avait pu empêcher (
Quant à son influence directe sur les généraux,
moins sur certains, elle était singulièrement d
cutée et fragile, si l'on s'en rapporte au fait suiva
raconté par Widdern, d'après les souvenirs perso
nels du général de Wartensleben (2).

C'était à Sadowa. La bataille, engagée depuis
matin contre l'armée autrichienne, étalée sur
fortes positions et couverte par la Bistritz, se
blait mal tourner pour les Prussiens. Luttant d
puis plusieurs heures contre des forces sup
rieures, les troupes du prince Frédéric-Charl
(Ire armée) et du général Herwarth (armée
l'Elbe) assaillaient infructueusement le front
l'ennemi, sans parvenir à l'entamer, et avai
tout à redouter d'une contre-attaque bien mené
L'infanterie, harassée, n'avançait pas, et les batt
ries avaient dû rétrograder. Le roi, posté avec to
le grand état-major sur la hauteur de Koskos, de
rière l'aile gauche de la Ire armée, suivait av
une certaine anxiété les péripéties de cette te
rible lutte, et n'espérait plus qu'en l'arrivée de
IIe armée (Prince royal), à qui ordre avait é
envoyé d'accourir pour enfoncer le flanc d

(1) Cf. *les Maîtres de la guerre*, « l'Art du maréchal
Moltke. »

(2) Alors major au grand état-major. Il fut, en 1870, d'abo
sous-chef, puis chef d'état-major de la Ire armée, sous les ord
du général de Gœben.

Autrichiens. Mais je laisse parler Wartensleben.

« Le temps passait et l'on ne voyait toujours rien venir. L'entourage du roi commençait à s'émouvoir. Seuls, le général de Moltke et le quartier-maître général (1) étaient restés calmes, et s'efforçaient de rassurer tout le monde. Le Prince royal, disaient-ils, arriverait certainement à temps, bien qu'il fût en retard. Il ne devait être question, pour l'instant, que de conserver les résultats obtenus sur le front. Tout nouveau mouvement offensif eût été inopportun et eût probablement échoué. Et même en admettant qu'il réussît, il devait être moins irrésistible que s'il se combinait avec l'action du Prince contre le flanc droit de l'ennemi. Malheureusement, on avait commis la faute de faire passer la Bistritz à toute l'infanterie de la réserve de la Ire armée (5e et 6e divisions), et de la pousser au delà de Sadowa. Si les Autrichiens avaient passé à la contre-offensive, cette infanterie eût été beaucoup mieux placée sur l'autre rive de la Bistritz. Mais, maintenant qu'elle avait franchi la rivière, il valait mieux, pour ne pas le démoraliser, éviter de lui faire faire demi-tour sans motif plausible...

« Entre une heure et deux heures, le lieutenant de Podbielski, adjudant de la 6e division, accourut rendre compte que le prince Frédéric-Charles venait d'ordonner au général de Manstein (2) de

(1) Sous-chef d'état-major général.

(2) Commandant la 6e division. Nous le retrouverons en 1870 à la tête du IXe corps, et nous aurons à en reparler.

prendre d'assaut la position ennemie devant son front. Le roi, qui pouvait encore empêcher à temps cette attaque, n'était pas là dans le moment. Il était cependant urgent de donner contre-ordre, afin d'éviter des pertes inutiles. Moltke en prit donc la responsabilité et me chargea d'aller le communiquer. M'étant porté au delà de Sadowa, je passai rapidement à cheval dans la zone du feu de l'artillerie, entre les bois, et je trouvai le général de Manstein... sur le point d'exécuter l'ordre du prince. Je lui exposai qu'on était d'avis, en haut lieu, qu'il suffirait de se maintenir de front en attendant l'arrivée de l'armée du Prince royal, et lui en expliquai les raisons. Le général de Manstein, tout en les admettant, me répondit qu'il n'obéirait qu'à l'ordre direct du roi ou du prince Frédéric-Charles. « Tout cela est très bien, me dit-« il, ou à peu près. *Mais qu'est donc le général de* « *Moltke* (1)? » Il consentit cependant à différer d'un quart d'heure son attaque, pour me donner le temps d'aller chercher un contre-ordre en règle. Je me hâtai et ne tardai pas, heureusement, à rencontrer à Sadowa le prince Frédéric-Charles, qui, après m'avoir entendu, se rendit aux observations que je lui présentais. L'officier d'état-major de la 6e division, qui m'avait accompagné, rapporta à

(1) Ce qui signifie, met en note Wartensleben : « Moltke, bien qu'il soit le chef d'état-major général de l'armée et le premier conseiller du roi, même en ce qui concerne la direction de la bataille, n'a ni autorité sur moi, ni le droit de me donner des ordres. »

son général la décision du prince, et l'assaut fut contremandé (1). »

« Qu'est donc le général de Moltke? » Voilà, ce semble, une parole bien irrévérencieuse, où perce même une nuance de dédain jaloux. Elle est toute une révélation des tiraillements consécutifs à une situation anormale, et laisse pressentir la menace des plus graves conflits. Le bon sens des généraux prussiens, et probablement aussi la rapidité d'opérations très heureuses, ont écarté celle-ci. Elle n'en a pas moins existé de façon assez précise pour montrer tout ce qu'un pareil dédoublement peut, surtout au début, présenter de délicat. Une fois consacré par le succès, ses inconvénients disparaissent; chacun, au surplus, se rend compte qu'il n'est qu'apparent, et que la direction générale émane bien réellement d'un cerveau unique. La confiance accordée par le chef nominal à son mentor devient si entière, si absolue, si intangible, que celui-ci peut uniformément, quand cela est nécessaire, trancher dans le vif et décider de tout, sans même en référer, sinon après coup, à l'éditeur responsable. On le sait si solide que personne n'ose le battre en brèche ou même se choquer de sa toute-puissance. Quant à lui, tout en s'effaçant devant la personnalité plus haute dont il émane, il agit en maître indiscuté.

C'est ainsi que les choses se sont passées en

(1) Cardinal de Widdern, d'après Wartensleben, *loc. cit.*, p. 178 et 179. — Lés *Souvenirs* de Wartensleben ont paru en 1897, à Berlin.

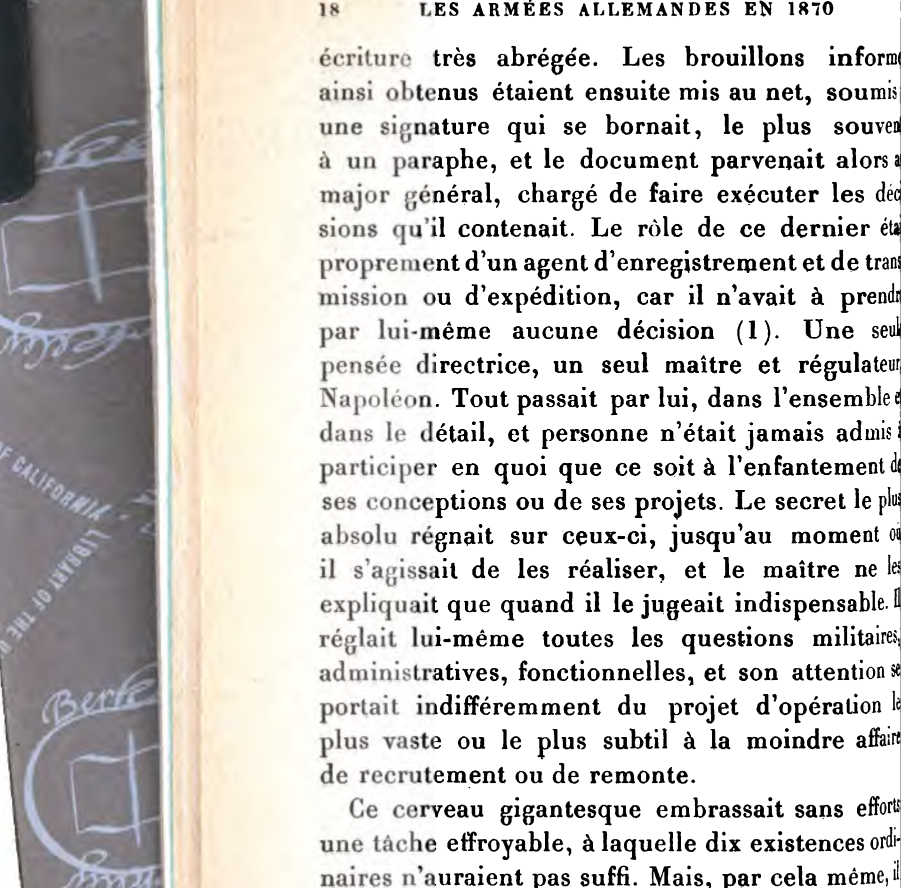
1870, sans qu'on relève, pendant tout le cours d[e] la campagne, une seule velléité d'indépendance comparable à celle du général de Manstein. Ici Moltke a toujours été religieusement écouté et obéi, et si ses instructions ont soulevé, très rarement d'ailleurs, certaines récriminations, dont nous aurons à parler un peu plus loin, celles-ci visaient uniquement la matière des ordres, jamais la personnalité de leur auteur. Aussi bien, quand le roi était appelé à juger ces divergences, se gardait-il de désavouer son chef d'état-major. Il lui communiquait tout simplement la réclamation et le chargeait d'y répondre; puis il signait. Ceux qui y avaient été pris une fois n'avaient, en conséquence, nulle envie de recommencer.

Le système de commandement, dans les armées allemandes, se résumait donc en ceci. Un directeur des opérations, ordonnant au nom du roi, par le moyen d'instructions assez générales, appelées *directives*, que le grand état-major élaborait, mais que lui revoyait, corrigeait et adressait ensuite aux commandants d'armée. Ces directives indiquaient la situation générale, la manœuvre à exécuter, son but et son concept d'ensemble, rien de plus. A leur tour, les commandants d'armée donnaient à leurs corps d'armée des ordres d'exécution, et ces derniers en rédigeaient de nouveaux, plus détaillés, plus circonstanciés et surtout très précis, destinés aux différentes unités subordonnées. De la sorte, les troupes ou services savaient toujours dans quel ordre d'idées ils devaient agir, quel résultat ils

devaient poursuivre et par quels moyens ils pouvaient l'obtenir. Il n'y a pas à le nier, cette méthode, dont les Prussiens furent les initiateurs, est irréprochable. C'est la seule qui assure, en même temps que l'unité de vues, la convergence des efforts, le développement des initiatives et le concert des volontés. Elle est parfaitement logique, et conséquemment féconde. Elle est devenue de règle partout aujourd'hui.

Au surplus, le général de Moltke en a bien été réellement l'inventeur. Personne avant lui ne l'avait employée, pas même Napoléon, dont le chef d'état-major allemand a cherché partout ailleurs à suivre de si près enseignements et procédés. Et, sur ce point unique, nous devons à la vérité de convenir que l'élève a été supérieur au maître. Sa méthode de commandement, infiniment moins personnelle que celle de l'empereur, est aussi beaucoup plus raisonnable, en ce qu'elle laisse à chaque organe sa part d'activité nécessaire et ne subordonne jamais le fonctionnement complexe d'une armée à la prévoyance d'un cerveau unique, si prodigieux soit-il. Elle fait appel à tous les concours, et utilise toutes les compétences. Napoléon n'exigeait que de la bravoure et une soumission aveugle à ses ordres. Il est des cas où ce n'est pas assez.

L'empereur dictait en personne *toutes ses instructions*, soit à ses aides de camp, soit à des secrétaires, avec une rapidité telle que personne ne pouvait traduire sa pensée autrement que par une



écriture très abrégée. Les brouillons inform ainsi obtenus étaient ensuite mis au net, soumis une signature qui se bornait, le plus souven à un paraphe, et le document parvenait alors a major général, chargé de faire exécuter les déc sions qu'il contenait. Le rôle de ce dernier éta proprement d'un agent d'enregistrement et de trans mission ou d'expédition, car il n'avait à prendr par lui-même aucune décision (1). Une seul pensée directrice, un seul maître et régulateur, Napoléon. Tout passait par lui, dans l'ensemble e dans le détail, et personne n'était jamais admis à participer en quoi que ce soit à l'enfantement de ses conceptions ou de ses projets. Le secret le plus absolu régnait sur ceux-ci, jusqu'au moment où il s'agissait de les réaliser, et le maître ne les expliquait que quand il le jugeait indispensable. Il réglait lui-même toutes les questions militaires, administratives, fonctionnelles, et son attention se portait indifféremment du projet d'opération le plus vaste ou le plus subtil à la moindre affaire de recrutement ou de remonte.

Ce cerveau gigantesque embrassait sans efforts une tâche effroyable, à laquelle dix existences ordinaires n'auraient pas suffi. Mais, par cela même, il créait, comme l'a très justement écrit un officier général, « une anomalie véritable, une situation

(1) « Je ne suis rien dans l'armée, écrivait Berthier à Soult le 1er mars 1807. Je reçois au nom de l'empereur le rapport de MM. les maréchanx et je signe ses ordres pour lui. *Ainsi je suis nul pour ce qui m'est personnel.* »

monstrueuse, que les lois immuables de la nature devaient mettre tôt ou tard à néant. On ne l'a que trop vu dans les campagnes de 1812 et de 1813, où les lieutenants de l'empereur, déshabitués de penser et d'agir par eux-mêmes, sont devenus une proie facile pour des adversaires de second et de troisième ordre, toutes les fois qu'ils ont eu à opérer loin du maître et sans son inspiration directe. »

Le rôle des officiers d'état-major était, par des procédés de cette sorte, réduit à un métier de scribe ou de courrier. Aucun d'eux n'avait jamais à se préoccuper de la partie conceptible de la guerre ni même à en calculer les éléments. Ils n'en connaissaient que le côté matériel et tout d'exécution. Parfois, les aides de camp de maréchaux avaient à rédiger quelques ordres, inspirés d'une lettre particulière de l'empereur, et c'était tout. Pour le reste ils enregistraient ou transmettaient sans commentaires. On ne fait point ainsi son éducation.

D'ailleurs, les ordres de Napoléon n'arrivaient pas habituellement aux intéressés dans leur intégralité constitutive. Le major général, ou ses adjoints, en faisaient autant d'extraits séparés qu'il y avait de destinaires, en sorte que chacun de ceux-ci ne recevait que la partie le concernant spécialement. Il restait donc dans l'ignorance absolue de la situation générale, et de celle même où se trouvaient les corps placés à ses côtés. L'empereur était là, dira-t-on. Pas toujours, hélas! Et, quand sa présence n'éclairait pas les ténèbres, on se faisait



battre, parce que nul ne savait au juste quel parti prendre, ni braver une responsabilité à laquelle rien ne l'avait préparé.

Si donc la stratégie allemande, bien qu'imitée de celle de Napoléon, reste incomparablement audessous de son modèle, le système de commandement de nos adversaires a été, pendant la dernière guerre, le meilleur qui ait été encore connu. Moltke, homme sans génie, mais bon calculateur et esprit pratique, s'est parfaitement rendu compte qu'il ne serait jamais, ni lui ni personne d'ailleurs, de taille à concentrer dans sa main tous les fils conducteurs de la lourde machine qu'il devait actionner. La leçon des dernières campagnes de Napoléon était là pour lui montrer que, même quand une intelligence humaine est assez vaste pour se permettre de tout oser, sa puissance de réalisation a des bornes. Il ne voulut donc pas renouveler une expérience périlleuse, et, comprenant que le rôle de directeur stratégique constituait, à lui seul, une tâche suffisante pour absorber tout entière son activé cérébrale, il laissa à d'autres le soin de matérialiser ses propres conceptions.

C'était là ce qui s'appelle tout bonnement diviser le travail. A le faire, on étonne peut-être moins l'humanité, mais on trouve une facilité dont s'accommodent les facultés moyennes, et surtout plus de profit. Et la preuve en est dans la comparaison des résultats obtenus à l'aide des deux méthodes, tant au point de vue de la commodité qu'à celui du rendement.

Lorsque au début de la campagne de 1806, il, fallut assurer le débouché de la grande armée en Saxe, après le franchissement des défilés de Thuringe, le maréchal Berthier, major général, dut expédier aux différents chefs d'unité ou de services seize ordres différents ou instructions diverses. Le 4 août 1870, le prince Frédéric-Charles organisait le passage de la Hardt par les six corps de son armée au moyen d'un document unique, dit *ordre général d'opérations,* qui contenait trois pages, exactement, et où se trouvaient déterminées de la façon la plus large, mais aussi la plus précise, les mouvements de chacun des corps, ceux de leurs convois et de leurs parcs, le stationnement de leurs avant-gardes, la profondeur de leurs cantonnements, leurs zones de marche et de ravitaillement, en un mot tout ce qu'il leur était nécessaire de connaître. Nul ne pourra nier qu'avec une très sensible économie de temps, il ait ainsi réussi bien mieux à coordonner les phases d'une opération dont le succès dépendait principalement de certaines conditions indispensables d'unité, d'accord et de simultanéité.

Ainsi, *ordre d'opérations* pour les armées, *ordre de mouvement* pour les corps d'armée et les unités subordonnées : en cela se résumait l'exercice intégral du haut commandement allemand en 1870. « Les mouvements une fois arrêtés à la suite d'un entretien verbal, dit de Goltz, le roi Guillaume abandonnait à son chef d'état-major, le général de Moltke, le soin de communiquer les ordres d'exé-

cution aux différentes armées, dans la forme qu jugeait convenable. Ces ordres portaient la sign ture du chef d'état-major, mais ils n'en avaient p moins l'autorité des rescrits royaux (1). » Ils affe taient au début la forme de télégrammes conc tellement concis qu'ils ne tardèrent pas à deve insuffisants (2). On les remplaça bientôt par fameuses *directives,* dont le nom, « dû au hasa et malsonnant à une oreille allemande » (3), cl quait si fort de Goltz, mais qui avaient le gra avantage de guider l'initiative de chacun, tout la respectant.

Elles avaient pour objet, nous dit le grand ét major, « non pas tant de régler la conduite imm diate du subordonné par des ordres précis, que lui indiquer les idées générales sur lesquelles devait guider son action. Ces idées générales s vaient de bases à ses résolutions, lesquelles étai prises en toute indépendance. » Le comman ment supérieur s'abstenait donc, de parti pris, toute ingérence dans l'exécution de la guerre, q savait confiée à des mains sûres. Le haut de d'instruction auquel étaient arrivés les états-ma et les officiers de l'armée allemande, le dress émérite des troupes, la préparation intensive guerre qui avait constitué, de façon absolue

(1) Colmar von der Goltz, *la Nation armée,* tradu Monet. Paris, Westhausser, 1891, p. 101.

(2) *La Guerre franco-allemande,* par le grand état-major sien, II, p. 154 et 155.

(3) *La Nation armée,* p. 123.

labeur de temps de paix, tout cela permettait de risquer, sans danger, une tentative de décentralisation unique encore dans les fastes militaires, et se conciliait assez bien avec l'impuissance physique relative du roi et son mentor.

Ceux-ci pouvaient généralement se dispenser de vivre au milieu des troupes dont les mouvements de détails échappaient à leur compétence, et se donner un bien-être dont leur corps fatigué n'aurait pu être privé impunément. C'était là un accommodement dont il fallait bien se contenter, faute de chefs jeunes et vigoureux. Ce n'était que cela. Von der Goltz y voit un bénéfice, et ses raisons sont assez spécieuses pour que nous nous y arrêtions un instant.

« Il est certain, dit-il, que le commandement supérieur, en particulier, *aura un grand avantage à se tenir à une certaine distance des théâtres d'opérations des différentes armées*. Il doit, en toute circonstance, représenter la force motrice de la machine; il doit constamment être prêt, s'il voit un sous-ordre hésiter, à assumer la responsabilité; il doit apprécier en toute indépendance l'importance relative de *toutes* les opérations. Aussi doit-il être soustrait à l'agitation, aux inquiétudes, aux alarmes que comporte la vie journalière des troupes au contact de l'ennemi. Un calme parfait doit régner dans l'atmosphère qui l'environne. *Ce n'est que dans de rares circonstances décisives qu'il devra pénétrer dans la zone orageuse de la guerre*, pour prendre ses déterminations sous l'influence directe

de ce milieu. S'il le fait trop souvent, toute
d'ensemble disparaîtra, et le spectacle de la m
paralysera peu à peu les résolutions (1). »

J'imagine que l'auteur, en argumentant d
sorte, visait surtout à l'apologétique, et qu'on
point trouvé sous sa plume des aphorismes
étrangement sophistiques s'il ne s'était a
flatter l'amour-propre d'un monarque sept
naire, à qui un séjour, quelque peu prolongé
la « zone orageuse de la guerre » ne pouvait
convenir. Aussi von der Goltz se garde-t-il d
ter et n'hésite-t-il pas à se contredire lui-
quelques pages plus loin en affirmant l'inconv
qu'il y a pour le haut commandement à se
du « vivifiant contact des troupes » (2), et la
sité non seulement de « pouvoir à tout m
tâter le pouls de l'armée » (3), mais
« d'éprouver quelque peu les souffrances do
abreuvées les troupes » (4).

Ce qui revient à dire que le haut command
s'exerce malaisément au bout d'un fil télégra
et que, sans exposer inutilement une existen
cieuse à plus d'un titre, le chef qui le dét
tenu à la présence réelle. L'oubli de ce pré
entraîné pour l'armée allemande, à plusie
prises, des conséquences fâcheuses, et qui
pu devenir graves. Il en sera question plus l

(1) *La Nation armée*, p. 141.
(2) *Ibib.*, p. 143.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 144.

En resumé, si le système de commandement dans cette armée était, en 1870, théoriquement irréprochable, il présentait dans la pratique certaines défectuosités, dont la plus sérieuse provenait du grand âge des généraux en chef. Le résultat final n'en a pas été compromis, c'est vrai; mais qui peut affirmer qu'il n'aurait pas été influencé, dès les premières rencontres, sans notre irrémédiable inertie?

Admettons un instant que la concentration française en deux groupes, qui fut ordonnée, sans être même ébauchée, se soit réellement effectuée le 4 août. L'exécution du plan de campagne allemand, dirigée de Mayence, n'en aurait au début subi aucune modification. Il y aurait eu, comme il y a eu, une bataille de Wœrth et une bataille de Spicheren, mais combien différentes dans leurs conséquences! La première n'aurait même probablement pas été perdue; peu importe. En tous cas, l'Alsace nous restait, premier point. Quant au passage de la Sarre par la Ire et la IIe armée, il devenait singulièrement problématique. La résistance de notre 2e corps, qui venait de jouer à son insu le rôle d'avant-garde générale, permettait à l'armée de Lorraine de foncer sur tous les corps allemands, dispersés en colonnes de route et coincés dans des terrains insuffisants à leur déploiement, et Dieu sait ce qui aurait pu en advenir. Et alors, que restait-il du plan allemand? Pas beaucoup plus qu'un souvenir, avec pas mal de regrets.

Je ne veux pas dire que ce fût pour nous la vic-



toire définitive, mais seulement que ces événements créaient aux Allemands une situation nouvelle, imprévue et particulièrement délicate à laquelle il fallait parer d'urgence. Le généralissime était dans l'obligation d'intervenir, de prescrire des dispositions adéquates à des nécessités immédiates, en un mot de faire acte de commandement. Or, il était à Mayence. Pour arriver sur les lieux, il lui fallait une journée, pour le moins. Sinon, il devait agir à coups de télégraphe, sur le seul renseignement de dépêches, nombreuses sans doute, mais peut-être insuffisamment explicites et même contradictoires. Il pouvait tout perdre pour n'être pas présent.

C'était là, dira-t-on, une crise inattendue et que rien jusqu'alors ne faisait prévoir. Sans doute; mais, à la guerre, les crises surgissent presque toujours inopinément et se succèdent souvent pendant de longues journées. Leur dénouement peut évidemment dépendre du plus ou moins de clairvoyance, d'audace ou d'ingéniosité d'un chef subordonné. Le plus souvent, il exige l'intervention du commandement suprême, surtout quand il s'agit d'armées modernes aux multiples articulations. S'imagine-t-on Napoléon abandonnant à ses lieutenants la traversée du Frankenwald en 1806, et restant de sa personne à Strasbourg ou à Mayence pendant que l'avant-garde de Murat bousculait à Saalburg et à Schleitz les avant-postes de Tauentzien? Il n'avait pas le télégraphe, c'est vrai; mais je crois que, même l'ayant, il ne se serait senti tranquille à pareille distance de « la

zone orageuse de la guerre », au moment même où les opérations actives commençaient. Il est juste d'ajouter qu'il avait trente-sept ans.

Veut-on un autre exemple, tactique celui-ci? La bataille de Saint-Privat va le fournir. Ici, la lutte s'était engagée et se poursuivait suivant un plan prémédité, dûment étudié et nettement exposé. Il s'agissait, pour les Allemands, d'attaquer un ennemi dont les positions étaient en partie reconnues, de le fixer sur ces positions, puis de le déborder par sa droite, en utilisant une supériorité numérique indiscutable et indiscutée. La seule difficulté était qu'on ne connaissait pas très bien l'emplacement de cette droite, et qu'on avait beaucoup tâtonné avant de la déterminer approximativement. Mais ce n'était là qu'un détail, une question de temps, qui devait fatalement se résoudre à un moment ou à un autre, car l'ennemi se défendait sur place et n'opposait aucune manœuvre à la manœuvre commencée.

Il semblait donc qu'une fois le premier coup de canon tiré et l'exécution du plan d'engagement suffisamment bien amorcée, il n'y eût plus qu'à laisser faire, et que le rôle du généralissime pût se borner à exalter par sa présence le courage de ses soldats. Une pareille attitude répondait d'ailleurs parfaitement à l'état physique du roi de Prusse et de Moltke, tous deux très fatigués par trois dures journées de marche, sinon de combats (1). L'un et

(1) Ni le roi ni Moltke n'avaient été présents sur les champ de bataille de Borny et de Rezonville. Il les parcoururent seule-

l'autre choisirent donc un poste sur la partie sud
champ de bataille, d'où ils pensaient pouvoir sui
l'action dans son ensemble, sans exposer leurs p
sonnes inutilement.

Cependant la lutte s'était étendue considérab
ment vers le nord, en raison même de l'éloig
ment de la droite française. Du point où ils étaie
les deux augustes personnages ne pouvaient ap
cevoir ni Amanvilliers, ni Saint-Privat. Ils ign
rèrent complètement les drames sanglants dont
deux localités furent le théâtre, et, faute d'un tem
de galop, ne connurent de la bataille que les do
loureux épisodes de la débâcle de Steinmetz.
croyaient encore la défaite irrémédiable, et pr
naient des dispositions de retraite précipité
quand, à une heure du matin, un officier d'éta
major vint annoncer que le but cherché avait é
atteint, et que l'aile droite française, enfoncé
s'était dérobée dans la nuit.

Il n'y avait évidemment là, à tout prendr
qu'une mésaventure piquante, bientôt oubliée da
l'ivresse du succès (1). Il aurait pu y avoir quelq
chose de plus sérieux. Que l'attaque avortée de
garde prussienne ait été suivie d'une vigoureu
contre-attaque française; que la garde impéria
ait été utilisée opportunément; qu'enfin les inno

ment après la lutte et durent faire des courses assez longues p
y arriver.

(1) Moltke cependant ne l'oublia pas et fit payer durement
Steinmetz les émotions désagréables que celui-ci lui avait p
curées. Il le fit purement et simplement relever de son comma
dement.

brables escadrons qui se tenaient impassibles derrière nos lignes soient sortis tout à coup de leur immobilité funeste, pour se jeter à corps perdu dans la cohue sans nom des régiments prussiens à bout d'haleine, à bout d'hommes, à bout de muscles et de cœur! C'était le désastre. Et que restait-il aux Allemands pour l'endiguer? Un seul corps intact, le II[e], que ce fou de Steinmetz était en train, sous les yeux mêmes du roi, de jeter tout entier, et en masse, dans le goulot de Saint-Hubert, large tout au plus pour dix hommes de front!

Un généralissime suffisamment jeune et actif aurait songé depuis longtemps à cette éventualité périlleuse. Il aurait galopé d'une aile à l'autre, et dirigé à temps vers le point menacé cet unique soutien dont pouvait dépendre le sort de la journée. Il n'eût pas laissé Steinmetz faire à sa tête, et buter à trois reprises, comme un sanglier, contre des positions inexpugnables, où il n'y avait à récolter que la mort. Il se serait fait reconnaître, non pas à cette impassibilité olympienne, qu'impose aux vieillards la raideur de leurs membres usés, mais à une activité essentielle et féconde, celle de Turenne, de Condé, de Frédéric et de Napoléon. Il eût commandé; Moltke ne l'a pas fait.

Si donc la conception et la préparation de la bataille décisive de Saint-Privat font honneur au chef d'état-major des armées allemandes, on peut affirmer que ni lui ni le roi n'ont coopéré en quoi que ce soit à son exécution, et que la victoire définitive a été due uniquement aux deux causes sui-



CHAPITRE II

LES DIFFICULTÉS DU DÉBUT. — STEINMETZ

Le plan d'opérations établi, en 1868 et 1869, contre la France, par le général de Moltke, étant suffisamment connu, je n'y reviendrai pas. Je me bornerai à exposer ici ce qui, dans les événements de début de la guerre, est nécessaire à l'intelligence des faits qui se rapportent à l'exercice même du haut commandement allemand.

Dans les premiers jours d'août 1870, les trois armées allemandes, à peu près complètement mobilisées, avaient opéré leur concentration respective, la Ire à l'est de la Sarre moyenne, la IIIe vers Landau et Germersheim, la IIe entre Kaiserslautern et le Rhin. Le transport de cette dernière avait été retardé, on le sait, par des motifs de prudence dictés par la rapidité du déploiement français, et résultait du recul que Moltke avait cru devoir imposer à sa ligne de débarquement (1). Le projet du chef d'état-major général tendait, dans son ensemble, à aborder sur la Sarre l'armée française avec la Ire et la IIe armée et à faire manœu-

(1) Voy. *les Maîtres de la guerre*, p. 208.

vrer la IIIe, de façon à la jeter sur notre flanc droit pour amener la décision. Mais déjà la minuscule affaire de Sarrebrück, survenue le 2 août, avait eu pour conséquence inattendue, malgré son peu d'importance effective et ses résultats dérisoires, de jeter une certaine perturbation dans le développement de ce projet.

Elle avait inquiété le général de Moltke, assez peu soucieux de nous voir prendre à travers le Palatinat une brusque offensive, et provoqué certaines mesures de précaution, qui contribuèrent à accentuer encore le retard de la IIe armée. Au contraire, la IIIe fut invitée, par manière de diversion, à presser son entrée en basse Alsace. Quant à la Ire, on lui recommanda de se garder soigneusement de tout engagement prématuré. Mais le général qui la commandait interpréta ces instructions d'une façon assez particulière, et s'empressa, à l'encontre de leur esprit, d'accentuer davantage la poussée de ses troupes vers la Sarre, dans la partie comprise entre Sarrebrück et Merzig. C'était un acte d'indépendance excessive. Il ne saurait surprendre quand on connaît l'homme qui le commettait.

Le général de l'infanterie de Steinmetz, robuste vieillard de plus de soixante-treize ans (il était né le 27 décembre 1796), jouissait dans l'armée prussienne d'une célébrité indiscutée, mais de sympathies très rares. Ce vétéran des guerres de l'indépendance, soldat au caractère entier et au tempérament brutal, était, en effet, d'une rigidité légendaire dans le service, et, s'il payait d'exemple, ne

tolérait aucune faiblesse, aucune défaillance, aucu
oubli. Connu surtout, avant 1866, par la rigueu
de sa discipline et le soin méticuleux qu'il apporta
à l'instruction de ses troupes, il avait trouvé, pen
dant la courte campagne de Bohême, trois occa
sions successives de se populariser. A Nachod
d'abord, où, le 27 juin, il déboucha des montagne
à la tête du Ve corps, et bouscula un corps d'armé
autrichien qui voulait lui barrer la route. A Skalitz
où, le lendemain même, il poursuivit son ennem
renforcé par un autre corps, et où, n'ayant pa
hésité à l'attaquer malgré sa propre infériorit
numérique (il n'avait avec le Ve corps qu'une bri
gade mixte du VIe), il obtint un succès éclatant
Enfin le 29, jour où, exécutant une marche d
flanc assez délicate, il battit à Schweinschadel u
parti autrichien qui inquiétait ses mouvements.

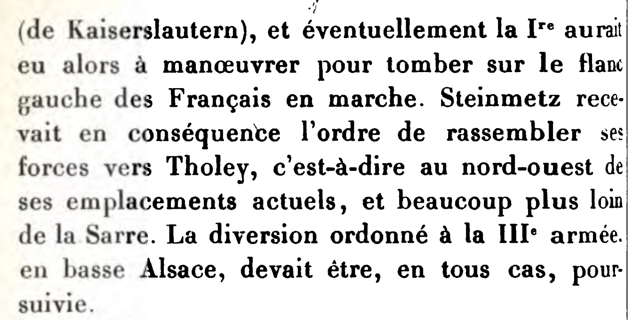
Surnommé le « lion de Nachod », il devint un
sorte de héros. Mais « son irritabilité perpétuelle
dit Cardinal de Widdern, sa sévérité que n'arrêtai
aucune considération, la conscience de sa person
nalité très accusée, provoquaient de tous côtés de
heurts et des froissements, et faisaient de ce géné
ral un chef très redouté » (1). Ailleurs, le mêm
auteur nous montre Steinmetz refusant à ses com
mandants de corps d'armée toute espèce d'initia
tive et ne les tenant au courant ni de la situatio
générale, ni des desseins du généralissime (2).

(1) C. DE WIDDERN, *loc. cit.*, t. Ier, ch. VIII.
(2) *Ibid.*, t. II. Considérations finales.

Et ce n'était pas seulement pour ses subordonnés que cette nature de fer se montrait intraitable, c'était aussi vis-à-vis de ses chefs. « D'ordinaire, dit toujours Widdern, ce ne sont pas les caractères faibles, mais précisément les hommes énergiques ou sûrs d'eux-mêmes, qui se refusent à lâcher la bride et ne permettent pas que les forces dont ils disposent soient employées sans leurs ordres ou leur consentement. Mais il arrive aussi que *l'amour-propre exagéré*, *la présomption*, *une susceptibilité maladive*, *comme chez Steinmetz*, prédisposent à agir ainsi (1). » Un tel homme ne devait pas tarder à résister à Moltke, pour le moins aussi autoritaire, quoique beaucoup moins cassant. Les cartes commencèrent à se brouiller au lendemain même de Sarrebrück, c'est-à-dire dès le début des opérations.

Au moment précis où Steinmetz donnait les ordres dont il vient d'être question pour pousser ses forces sur le Sarre, arrivait de Mayence une dépêche ordonnant à la Ire armée de reculer. On craignait, nous l'avons déjà vu, une irruption brusquée des Français, et, d'autre part, on savait que la IIe armée ne pourrait être rassemblée, avant le 6, au débouché de la zone boisée de Kaiserslautern. Dans ces conditions, et si, disait la dépêche, « une offensive rapide de l'ennemi ne pouvait être empêchée, » la IIe armée devrait accepter une bataille défensive derrière la Lauter

(1) Cardinal von Widdern, ch. v.



(de Kaiserslautern), et éventuellement la Ire aurait eu alors à manœuvrer pour tomber sur le flanc gauche des Français en marche. Steinmetz recevait en conséquence l'ordre de rassembler ses forces vers Tholey, c'est-à-dire au nord-ouest de ses emplacements actuels, et beaucoup plus loin de la Sarre. La diversion ordonné à la IIIe armée en basse Alsace, devait être, en tous cas, poursuivie.

Sans discuter ici quel pouvait être le mérite de cette décision nouvelle, on doit constater qu'elle ne fut point du goût du général de Steinmetz. Tout d'abord, ce dernier, qui s'était soumis en rechignant, n'exécuta qu'imparfaitement les ordres de Moltke, car les emplacements qu'il assigna à ses différents corps ne répondaient nullement aux exigences de la situation.

Le chef d'état-major général avait prescrit que, si l'offensive française redoutée tardait à se produire, la IIe armée serait immédiatement portée sur la Sarre. Or les cantonnements choisis par Steinmetz non seulement bordaient de très près la ligne de marche affectée à la colonne de droite de cette armée, mais même se trouvaient en partie à cheval sur celle-ci, et restreignaient singulièrement par là l'aisance du mouvement.

Cependant Moltke approuva tout, sans réussir à calmer la mauvaise humeur de son terrible lieutenant, qui s'exhala dans un télégramme très vif. « Sur l'ordre du roi, disait-il, je me suis porté aujourd'hui dans la région de Tholey, mais je

serais bien plus volontiers demeuré sur la Sarre, où mon armée formait un flanc offensif par rapport à la IIe armée. La Ire armée pouvait avoir là une action plus efficace.... *Je ne comprends pas la conception stratégique qui fait abandonner la Sarre, ce à quoi n'oblige nullement la situation.* Je désirerais donc des éclaircissements afin de pouvoir agir à propos par la suite... (1). »

La leçon était sévère. Moltke, cependant, ne la releva pas. « Je suis parfaitement d'accord avec Votre Excellence, répondait-il, au sujet de l'importance qu'il y a pour les commandants d'armée à connaître et à posséder exactement les motifs servant de base aux ordres de Sa Majesté. J'ai l'honneur, par suite, de vous adresser par la lettre présente, et en réponse aux questions que vous avez posées à la date du 4, des explications plus complètes qu'il n'a été possible de le faire par télégramme (2). » Suivaient, en effet, des explications précises, que terminait cette phrase lénitive : « La coopération des trois armées ne peut être réglée que par Sa Majesté, mais la pleine liberté d'action de chacune d'elles, en vue de l'exécution des ordres donnés à cet effet, ne sera pas limitée. »

C'était certainement là un adoucissement de forme que le chef d'état-major voulait apporter à la rigueur impérative de décisions sans appel. Le fougueux Steinmetz n'y fut nullement sensible, et

(1) *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. Ier, p. 246. Paris, Lavauzelle.

(2) *Ibid.*, p. 247,

comme, au surplus, tandis qu'on le consignait à Tholey, il avait reçu avis que la IIe armée allait se mettre en marche, il n'y tint plus, et s'adressa directement au roi. « La IIe armée, télégraphiait-il, va se porter en avant de la Ire, et, comme je n'ai reçu aucune direction sur l'offensive ultérieure, il me manque toute base pour pouvoir agir à propos (1). »

Ceci n'était pas tout à fait exact, car Moltke, dans sa lettre précitée, avait très suffisamment indiqué ses projets généraux, au moins pour la période actuelle. Mais il fallait bien trouver prétexte à des récriminations peu justifiées. Celui que venait d'invoquer Steinmetz ne lui réussit pas, car non seulement le roi ne répondit point à ses plaintes, mais le chef d'état-major riposta d'abord par une dépêche laconique, où perçait son irritation. « La route Saint-Wendel, Ottweiler, Neunkirchen sera évacuée demain par la Ire armée... ; » puis par une lettre dont les termes n'étaient pas faits pour calmer son bouillant adversaire. « En réponse à la dépêche chiffrée adressée à Sa Majesté disait-il, *on fait connaître au commandant en chef de la Ire armée* que, pour les raisons suivantes (concernant les opérations de la IIe armée), il sera avantageux que la Ire armée conserve, d'une façon générale, aujourd'hui et demain, ses emplacements actuels, et qu'elle se borne à évacuer complètement la route Saint-Wendel, Ottweiler, Neunkir-

(1) *Correspondance militaire, etc.*, p. 249.

chen, qui est indispensable à la IIe armée pour son mouvement. Le 7 août, la Ire armée... se mettra en mouvement par les routes de Lebach, Sarrelouis et d'Illingen, Vœlkliegen. *Tout en évitant d'attirer inutilement l'attention*, elle s'approchera assez de la Sarre pour être prête à franchir cette rivière à partir du 9 août entre Sarrelouis et Vœlklingen et à prendre éventuellement l'offensive contre le flanc gauche de l'adversaire que la IIe armée aborderait de front. *Sa Majesté se réserve expressément de donner les ordres pour l'exécution de cette opération*, car la manière de l'entamer et la direction à lui donner dépendront de la tournure que les événements auront prise alors à la IIIe armée (1). »

Il y avait là autant de coups de poignard que de mots. Avoir rêvé d'aborder l'ennemi le premier, de le bousculer peut-être, tout au moins d'ouvrir la voie aux forces allemandes, et se voir réduit à un rôle subordonné, éventuel, et solidaire du plus ou moins d'activité d'un collègue, c'était une désillusion profonde, qui parut intolérable à Steinmetz. Il reprit sa plume et la chargea de toute sa bile.

Le début de sa lettre est ironique et cavalier. « J'ai l'honneur de vous répondre, écrit-il, quant au sujet de la dépêche que Votre Excellence m'a envoyée à la date du 5 août, *que je n'avais aucun doute sur l'objet de la mission qui incombait à la Ire armée*, tant que la IIe armée cherchait à effectuer son déploiement stratégique sur la Sarre. Cette

(1) *Correspondance militaire, etc.*, t. Ier, p. 250.

mission ne pouvait consister qu'à faciliter le mouvement en avant de la IIe armée, en détournant de celle-ci et en attirant sur la Ire armée (1) les troupes ennemies, et à attaquer vigoureusement ces dernières, si la IIe armée ne pouvait plus s'avancer sans combat. C'est dans ce sens qu'était projetée la grande reconnaissance qui n'a pas été exécutée par suite de l'ordre donné par Sa Majesté de marcher sur Tholey; c'est également à ces considérations qu'avait répondu jusqu'ici la position de la Ire armée derrière la Sarre, — de Sarrebrück à Sarrelouis; — au contraire, la retraite de la Ire armée sur Tholey ou éventuellement sur Baumholder a eu pour effet de rendre à l'ennemi toute liberté d'action derrière la Sarre pour entraver la marche de la IIe armée... »

On voit que Steinmetz ne se faisait point scrupule de critiquer les décisions du généralissime. L'ennemi, poursuivait-il, ne paraît pas toutefois avoir profité de cette liberté, sinon pour se retrancher dans ses positions de Spicheren et s'y faire attaquer. « Il s'agit maintenant de savoir si nous voulons faire ce qu'il veut, et comment. »

Et, après ce préambule agressif, Steinmetz annonçait carrément son intention de ne point obéir à l'ordre qu'il avait reçu de rester sur place en se bornant à évacuer la route Saint-Wendel-Neunkirchen. « Les troupes des Ire et IIe armées sont maintenant littéralement coude à coude; elles viendraient à se traverser en cas de maintien ultérieur

(1) En marge, de la main du général de Moltke : « Ce qui eût exposé la Ire armée à une défaite. »

des directions de marche de la IIe armée; en tous cas, *la Ire armée est gênée dans sa liberté d'opérations*. Par suite, et comme il était en outre nécessaire de régulariser le déploiement stratégique des VIIe et VIIIe corps (1), j'ai pu d'autant moins me borner à évacuer la route Saint-Wendel-Ottweiller-Neunkirchen que les troupes à pousser vers l'ouest eussent été reportées sur des localités déjà occupées par d'autres troupes (2). On a dû, en somme, procéder à un déplacement des cantonnements *vers l'ouest et aussi vers le sud*, car il fallait également gagner, auprès de Tholey, la place nécessaire pour cantonner le Ier corps d'armée et la 1re division de cavalerie mis entre temps sous mon commandement. *La Ire armée, qui avait jusqu'ici à peu près deux marches à faire de Tholey jusqu'à la Sarre, s'est maintenant, d'après des dispositions dont il a été rendu compte par télégramme, portée à une marche de cette rivière*. Elle a — dans le cas où la Ire et la IIe armée attaqueraient ensemble l'ennemi derrière la Sarre — reconquis la liberté d'action qui lui est nécessaire, et l'espace qui le lui est également pour déployer ses troupes (3). »

(1) La Ire armée se composait des VIIe, VIIIe corps, et de la 3e division de cavalerie. On venait de lui adjoindre le Ier corps et la 1re division de cavalerie.

(2) En marge des deux dernières lignes, Moltke a mis sur l'original deux points d'interrogation. Les mots « vers l'ouest » sont soulignés deux fois par lui.

(3) Moltke a écrit en marge : « On ne peut prévoir les opérations si longtemps à l'avance, quand on est tout près de l'ennemi. » (Extrait de la *Correspondancc* du maréchal, déjà citée.)



Ce qui signifie : « Vous voulez que je resserre mes forces afin de donner toute aisance de marche à une armée rivale; j'entends, au contraire, garder ma liberté d'agir. Vous prétendez me reléguer momentanément au second plan; je veux, moi, rester au premier. Je consens, néanmoins, à évacuer la route dont vous avez besoin; mais ce ne sera pas, comme vous l'indiquez, en me repliant vers le nord, pour y rester immobile tandis que d'autres agiraient; ce sera, au contraire, en obliquant à l'ouest, vers la Sarre, c'est-à-dire vers l'ennemi. Prenez votre route. Moi, je garde l'indépendance de mes mouvements, et j'en profiterai à l'occasion. »

Voilà donc un commandant d'armée qui non seulement s'arroge le droit de discuter des ordres, alors qu'on ne lui demandait pas son avis, mais même les considère comme lettre morte quand ils dérangent ses propres combinaisons. Le commandant supérieur veut, à tort ou à raison, faire agir de front la IIe armée, et conséquemment la pousser vers l'ennemi par toutes les routes disponibles. Il entend réserver à la Ire le rôle de masse d'attaque sur un des flancs de l'adversaire, et, pour cela, la concentrer à distance vis-à-vis de ce flanc. Qu'il y ait eu mieux ou simplement autre chose à faire, c'est possible; mais, comme je m'abstiens volontairement ici de toute discussion stratégique, je n'examinerai pas la question. On conviendra en tout cas que si, dans une opération d'ensemble, chacun des agents d'exécution refusait

d'obéir, sous prétexte que cette opération n'est pas conforme à ses conceptions ou satisfait insuffisamment ses ambitions personnelles, il n'y aurait plus de guerre possible, et le généralissime en serait réduit à abdiquer ses pouvoirs.

On s'étonne vraiment de la longanimité montrée par Moltke en cette circonstance. Elle est peu conforme à son caractère, et n'a vraisemblablement d'autre cause que la grande situation de Steinmetz ou peut-être la crainte de ses boutades atrabilaires. Elle a fini d'ailleurs par se lasser, à la suite de nouvelles frasques du trop irascible général, et par faire place à une sévérité dont la tardive explosion est seule un sujet de surprise.

Je dois cependant exposer maintenant les circonstances atténuantes qui existaient pour le cas dont nous nous occupons. Elles résultent d'un malentendu initial et du silence que le général de Moltke avait cru devoir garder, vis-à-vis des commandants d'armée, sur ses projets généraux. Steinmetz, impulsif de tempérament et soldat d'expérience, comprenait le rôle de son armée, déjà presque au contact et prête au combat (1), comme celui d'une troupe de couverture ou d'avant-garde, chargée de tâter l'ennemi, de l'attirer au besoin et de l'accrocher. Mais, outre que la constitution de cette armée, trop pauvre en cavalerie, ne se prêtait qu'imparfaitement à un pareil rôle, c'était aller à l'encontre des idées du général de Moltke, lequel,

(1) Les VII[e] et VIII[e] corps, stationnés en Prusse rhénane, avaient pu se mobiliser et se concentrer les premiers.

pour des raisons spéciales qu'il n'y a d'ailleurs p lieu d'exposer ici, n'avait basé aucune de ses co binaisons sur l'emploi ou même l'existence de c organe, et recommandait au contraire express ment d'éviter toute affaire avant que les forces all mandes fussent toutes en état de se prêter u mutuel secours.

Peut-être que si Steinmetz eût été mis au fa de ces raisons, et surtout de la nature de la ma nœuvre générale que Moltke préparait avec ses tro armées, il eût refréné ses velléités impatientes e tempéré son ardeur fougueuse. Mais, à ses de mandes réitérées de renseignements, le chef d'état major répondait invariablement qu'il ne croya point devoir donner d'instructions s'étendant au del de la période immédiate (1). Au lieu d'exposer net tement à ses lieutenants le plan fondamental de se opérations, comme Napoléon n'hésitait pas à faire *une fois le contact pris*, et d'adopter le systèm des directives, auquel il fallut bien arriver plu tard, il en restait aux ordres journaliers d'exécu tion (2). Ce fut une faute qui explique en part l'irritabilité de Steinmetz.

Quand, pour évacuer la fameuse route Saint Wendel-Ottweiler-Neunkirchen, celui-ci, au lie de rester autour de Tholey, comme il en ava l'ordre, fit au contraire, le 5 août, appuyer so armée vers la Sarre, « les projets ultérieurs du com

(1) *La Guerre franco-allemande*, p. 155.
(2) Voy. plus haut, p. 22.

mandement supérieur lui étaient inconnus (1). » S'il ne peut donc être absous de son indépendance, il a du moins une excuse à alléguer, qui la pallie tant soit peu.

Mais on ne saurait refaire sa nature, et le moment approchait où, de nouveau, Steinmetz allait traverser les plans du haut commandement au point de s'aliéner définitivement ses bonnes grâces. On vient de voir qu'invité à resserrer ses forces sur Tholey et à y demeurer jusqu'à nouvel ordre, il avait, au contraire, pris des mesures pour s'étaler vers la Sarre. Son ordre de mouvement du 5 août ne cherchait même pas à pallier cette désobéissance formelle et semblait, au contraire, la proclamer comme un défi. « L'armée, y était-il dit, commencera demain (6 août) *son mouvement en avant vers la Sarre*... » Le corps de tête (VIIe) devait, en conséquence, s'avancer jusqu'à Guichenbach (8 kilom. N.-E de Sarrebrück) et pousser une avant-garde dans cette dernière ville. Il n'était plus question, on le voit, des lignes de marche réservées à la IIe armée.

Or, tandis que ces événements se passaient, le 2e corps français (général Frossard), posté en avant de nos forces de Lorraine sur les hauteurs de Spicheren et de Stiring-Wendel, dans une formation défectueuse qui rendait sa position aventurée, avait replié ses avant-postes de la Sarre et évacué Sarrebrück.

(1) *La Guerre franco-allemande* p. 155.

Ici, le commandement ne possédant point de donnée précise sur la situation réelle et ayant au surplus complètement perdu la tête, n'existait plus à proprement parler, ou plutôt sa stratégie était si flottante qu'elle équivalait au chaos. On laissait étalées, de Teterchen à Sarreguemines, les forces (3e et 4e corps) qu'il eût fallu concentrer pour la bataille imminente, et on concentrait au contraire le corps de couverture, dont le rôle eût précisément comporté un dispositif en éventail. La cavalerie, maintenue en arrière, ne rendait aucun service et demeurait aussi inutile pour l'exploration que pour la sûreté. Enfin, chose étonnante, les passages de la Sarre, évacués par ordre, restaient intacts, à la disposition complète d'un ennemi pour qui le franchissement de la rivière était de première nécessité.

La cavalerie ennemie les utilisa la première. Le 6, dès l'aube, elle vint patrouiller sur la rive gauche et constata le repli de nos avant-postes. Tirant de ce fait des conclusions excessives, et d'ailleurs influencée par la rumeur, répandue on ne sait comment, que les Français avaient commencé à s'embarquer en chemin de fer à Forbach, elle prit pour une retraite générale ce qui n'était qu'un recul partiel, et rendit compte du départ définitif de l'ennemi.

Cette nouvelle, parvenue en cours de route à l'avant-garde d'une des divisions de VIIe corps (la 14e), donna au général de Kameke, qui la commandait, l'idée de profiter de l'aubaine, de pousser

.te avant-garde au delà de Sarrebrück (1) et de
endre possession des hauteurs qu'on croyait abannées par nous, afin de constituer ainsi une sorte
tête de pont. Sur l'autorisation implicite de son
mmandant de corps d'armée, le général de Zasw, qui, soit dit en passant, déclina toute responbilité et laissa son subordonné « libre d'agir suint sa propre inspiration » (2), il jeta donc, dès
ır arrivée, à onze heures et demie, ses premiers
ntingents sur la rive gauche et leur donna l'ordre
ıttaquer. C'est ainsi que débuta la journée de
ɔicheren.

Quant à Steinmetz, informé dès midi de ce qui
passait, il n'eut garde d'exprimer un regret ou
ı blâme. Au contraire, il donna à Zastrow carte
anche, dans un ordre célèbre, où l'assurance la
us présomptueuse s'alliait à une astuce insoupɔnnée. « *L'ennemi doit être puni de sa négligence,*
ısait-il. Afin de l'empêcher de rentrer dans les
ositions qu'il a évacuées sur la rive gauche de la
arre, le commandant en chef déclare en approuer l'occupation *dans l'intérêt de la IIe armée.* »

Le « lion de Nachod » s'érige décidément en
edresseur de torts. Après avoir morigéné ses
ropres chefs, le voici qui châtie les erreurs de son
dversaire. C'est de la justice distributive, et qui
ıe saurait faire de jaloux. Mais c'est uniquement
le la justice, et que ne dicte, du moins semble-t-il
'affirmer, aucune préoccupation personnelle. Ce

(1) C'est celle qui avait reçu l'ordre d'occuper la ville. V. p. 45.
(2) *La Guerre franco-allemande*, p. 294.

n'est pas pour lui que travaille Steinmetz, mai pour les autres. S'il a, contre vents et marées envahi les plates-bandes d'un collègue, ce n'es point par ambition ou égoïsme, mais uniquemen par esprit de confraternité : c'est bien « dans l'in térêt de la IIe armée » qu'il agit, de cette IIe armé dont, il n'y a pas vingt-quatre heures, il semblai se soucier autant qu'un poisson d'une pomme, e qu'il accusait de lui ravir sa « liberté d'action ». Le voici revenu à résipiscence, et se sacrifiant au profit du rival. Il l'affirme et voudrait nous en convaincre. Faut-il être vraiment sceptique pour imaginer que cette générosité n'est qu'apparente, et que sous ce bel altruisme se cache un sentiment d'ordre plus pratique et plus immédiat?

Ne serait-ce pas tout simplement que le bon apôtre, enchanté de tenir enfin cet ennemi insaisissable qu'on ne voulait pas lui donner en pâture, mais préoccupé cependant des conséquences de son audace, chercherait à l'excuser d'avance en faveur de la bonne intention? N'aurait-il pas écrit cette phrase : « dans l'intérêt de la IIe armée, » à l'adresse de Moltke, dont il redoute quand même la mauvaise humeur? « Voyez, lui dit-il, j'ai ouvert les voies et déblayé le chemin; vous n'avez plus qu'à marcher dans des routes frayées. Tout est maintenant profit pour vous, quand j'ai, moi, gardé la peine. Que pourriez-vous souhaiter de mieux Allez donc! Je ne suis pas jaloux! Mais, si vous êtes encore mécontent, c'est que vous serez vraiment difficile... »

Moltke, en effet, ne protesta point, et accepta le fait accompli. Mais un autre montra les dents, à qui Steinmetz n'avait peut-être pas songé : celui-là même au profit de qui s'était consommé le prétendu sacrifice. C'était le prince Frédéric-Charles, commandant en chef de la IIe armée.

Informé également par sa cavalerie, dans la matinée du 6 août, de la retraite apparente des Français, le prince, avec un sentiment plus exact de ses obligations, avait ordonné à ses escadrons de découverte de s'emparer des passages de la Sarre, de suivre l'ennemi pas à pas et de garder le contact avec lui, mais « sans entamer une offensive prématurée » (1). En même temps, il prescrivait à la 5e division d'infanterie, qui marchait en tête du dispositif général de l'armée, sur la route de Neunkirchen à Sarrebrück, d'occuper cette dernière ville. Lui-même quittait Kaiserslautern, où il avait couché, et se transportait à Hombourg.

Il venait à peine d'arriver quand un télégramme, expédié par le général commandant une de ses divisions de cavalerie, lui annonça que déjà l'avant-garde de la 14e division (Ire armée) avait atteint Sarrebrück et se disposait à s'y établir. Une collision devenait inévitable si la 5e division exécutait son ordre. En tout cas, l'empiétement de la Ire armée sur la zone de marche de la IIe était manifeste, et d'autant plus insolite qu'aucun avis préalable ne l'excusait. C'était un manquement grave

(1) *La Guerre franco-allemande,* p. 296.

aux convenances les plus élémentaires et à la déférence réciproque que se doivent les généraux en chef, abstraction faite de la situation personnelle que donnait à l'un deux son rang de prince du sang royal. Frédéric-Charles, dont on connaît le caractère impulsif et le tempérament sanguin, entra dans une violente colère et adressa sur-le-champ, *ab irato*, un télégramme au général commandant la 5e division pour lui ordonner de mettre à la porte la 14e, *en usant de la force au besoin* (1).

Fort heureusement, la distance à laquelle la 5e division se trouvait encore de la Sarre, et la tournure que prirent bientôt les événements, dispensèrent le général de Stülpnagel de recourir à une pareille extrémité. Il suffit cependant de connaître l'existence d'un ordre de cette nature pour constater l'extraordinaire nervosité du commandement allemand, et la tension extrême qui régnait entre ses plus hauts représentants. Steinmetz venait en tous cas de se faire un ennemi de plus et qui, peu après, se para sans hésitation de ses dépouilles, quand l'heure de la disgrâce définitive eut sonné. Et, cet ennemi, on peut dire qu'il le chercha de façon préméditée, car, non content de l'avoir blessé une première fois, il ne craignit pas de le provoquer encore par une de ces récriminations mala-

(1) L'historique du grand état-major se borne à parler de « pleins pouvoirs » donnés par Frédéric-Charles. Une publication moins officielle, mais plus sincère, nous a donné les termes exacts dont le commandant en chef de la IIe armée avait cru devoir se servir.

droites dont il était coutumier. Le 7, en effet, il adressait sur l'incident de la veille une mercuriale probablement fort vive au prince Frédéric-Charles (1); mais celui-ci, pour toute réponse, la transmit directement au roi, lequel se chargea de clore l'incident.

On trouve dans la correspondance de Moltke (2) un *projet de lettre de Sa Majesté au général de l'infanterie de Steinmetz*, *écrit au crayon de la main du général de Moltke*, qui, bien que ne paraissant pas avoir été expédié, n'en a pas moins les honneurs d'une publicité dont la renommée du destinataire se serait bien passée. Il est probable que la nouvelle de la victoire de Spicheren, survenue au moment où cette semonce allait être mise à la poste, en a fait décider le retrait. Mais Moltke n'a pas voulu qu'elle fût perdue pour la postérité, et en a soigneusement gardé l'original, sachant bien qu'il serait publié un jour. C'est, comme on va le voir, un désaveu formel (3).

« Je vous ferai remarquer, au sujet du télégramme adressé par vous au commandant en chef de la IIe armée, le 7 courant, et qui m'a été soumis, que la Ire armée avait, à l'origine, reçu, comme point de direction, Sarrelouis. Afin de ne pas isoler

(1) Les termes de la communication faite par Steinmetz au prince Frédéric-Charles devaient être très violents, car aucune publication allemande n'en a, que nous sachions, donné la teneur.

(2) P. 262.

(3) Le brouillon écrit par Moltke ne porte pas de date. L'éditeur de la *Correspondance* indique qu'il a été écrit probablement le 8 août.

cette armée, et de lui faire attendre, dans une position de flanc, l'arrivée de la IIe armée, elle fut, par ordres datés du 29 juillet et du 3 août, maintenue sur la ligne Wadern-Saarburg, puis sur la ligne Tholey-Lebach. En étendant ses cantonnements au delà de la dernière ligne précitée et jusqu'à Ottweiler, la Ire armée empiéta sur la zone de marche de l'aile droite de la IIe, et, par ordre en date du 5 courant, il lui fut, par suite, prescrit à nouveau d'exécuter son mouvement par les routes de Vœlklingen et Sarrelouis. Malgré cet ordre, elle a pris, par Guichenbach et Fischbach, la direction de Sarrebrück-Forbach, s'exposant ainsi, en cas de continuation de son mouvement, à être prise en flanc par les forces de l'ennemi encore réunies vers Boulay.

« Je dois donc vous informer que je considère comme sans fondement les représentations faites par vous à la IIe armée dans votre télegramme. Je déclare, au contraire, formellement, que la IIe armée a été conduite d'une manière conforme à mes intentions, et je m'en suis exprimé au général de la cavalerie, prince Frédéric-Charles. »

Il est impossible de résumer en moins de mots l'historique de la question tout entière, et de mieux mettre les choses au point. Mais il est impossible aussi d'infliger avec moins de ménagements une leçon et un blâme. Moltke tirait là une première vengeance de l'imprudent qui avait fait mine de le régenter. Elle était, il est vrai, incomplète. Ce ne fut pas pour bien longtemps.

Quoi qu'il en soit, la bouillante ardeur du général de Steinmetz venait de provoquer une bataille, mais toute différente de celle que le général de Moltke eût souhaitée. Le plan initial de l'état-major, celui que la relation allemande qualifie de fondamental, tendait bien à une lutte décisive sur la Sarre; mais, pour être décisive, cette lutte devait être générale, c'est-à-dire entreprise, du côté allemand, avec toutes les forces mobilisées. Or, à la date du 6, le déploiement stratégique des trois armées allemandes était encore imparfait, et l'échelonnement des forces ne se prêtait pas à leur action combinée. Je ne critique pas, je constate.

Mais, critique ou non, il est clair que le général de Moltke était logique et bien inspiré en recommandant à ses subordonnés une prudence nécessaire, en les invitant à éviter toute affaire prématurée, et en fixant à deux ou trois jours plus tard la date de la grande journée. Seulement, il aurait dû veiller lui-même à l'observance de ses recommandations et ne pas borner son action à donner au général Steinmetz quelques coups de caveçon inoffensifs.

A la guerre, un incident est bien vite arrivé qui peut entraîner, si rien ne se met à la traverse, les plus graves conséquences, et l'affaire de Spicheren en est une preuve. Nul ne la voulait, nul même n'y songeait. Un chef impétueux pousse ses troupes de l'avant, une autre veut profiter des facilités que lui laisse l'ennemi pour mettre la main sur des passages et s'en assurer la possession définitive. Pour

cela, il faut gagner du terrain en avant. Il gagne donc. Mais l'ennemi, qu'on croyait parti, là. Il résiste et riposte. Les premières trou engagées ne parvenant pas à gagner du terrain, les renforce. Puis, successivement, la lutte s'a mant partout, le feu gagne comme une traînée poudre, et c'est toute une division, puis deux, p trois, qui entrent successivement en danse. L'esc mouche devient combat, le combat, bataille. au soir, on se trouve bien maître du champ bataille, mais l'ennemi qu'on voulait anéantir s dérobé. Il est évanoui, disparu, et il va falloir remettre à sa recherche, comme si l'on n'avait r fait.

Au lieu d'une rencontre décisive, on n'a qu'une stérile effusion de sang. Tout est à reco mencer. Le 2e corps français est battu sans dou mais les autres sont sauvés, et ils peuvent t réparer sous un commandement énergique. gain effectif est nul, et quant au gain moral, est incontestable, parce que, comme le dit t judicieusement la relation allemande, « la val morale d'une victoire se fait sentir bien au delà champ de bataille, » il ne vaut certainement les 5,000 hommes qu'il a coûtés.

Voilà le fait, et, si j'y insiste, c'est que je voi l'effet d'une double erreur du haut commandeme dont j'ai entrepris d'étudier le fonctionnement h torique. Sans doute, le commandement sub donné n'est point absolument indemne, et on p lui reprocher ici une ardeur aventureuse qui f

l'imprudence. Engager une avant-garde sans savoir si elle sera soutenue; l'engager de telle sorte qu'elle soit prise en un instant dans l'engrenage, au point qu'abandonnée à elle-même, elle est perdue, tandis que, secourue, elle entraîne tout le monde dans une action de hasard, c'est une faute, mais qui a son excuse dans un louable sentiment d'initiative et d'énergie, et aussi dans cette idée tactique qu'il faut profiter de toutes les défaillances de l'ennemi.

Ce qui est plus grave, c'est, quand on a la direction et la responsabilité des choses, d'abdiquer son rôle de régulateur et de guide, ou du moins de se mettre dans l'impossibilité de l'exercer. C'est ce qu'a fait le général de Moltke; et, si ses projets ont été bouleversés de par l'exubérante ardeur d'un Steinmetz et d'un Kameke, le premier responsable n'est autre que lui-même. En se refusant à orienter le commandement de la Ire armée sur ses projets d'ensemble, il l'autorisait presque à agir à sa tête; il est vrai que l'autre a abusé de la permission. Mais, surtout en se tenant de parti pris à si grande distance du théâtre d'opérations, il s'interdisait toute action opportune et toute influence directe sur la marche des événements.

Il est à présumer que si le roi Guillaume avait eu vingt ans de moins, il ne serait pas resté à Mayence aussi longtemps, et n'aurait pas tant tardé à se mettre en campagne. Et, bon gré mal gré, Moltke l'aurait suivi. La rapidité du télégraphe ne corrige pas toujours les inconvénients de l'éloi-

gnement, et ce ne sont point les objurgations tardives ou les réprimandes après coup qui peuvent rétablir une situation compromise. C'est l'influence directe du chef responsable qui seule en écarte l'éventualité. Elle ne détruit pas nécessairement les initiatives, mais elle étouffe souvent les velléités d'indépendance ou du moins les réprime à temps.

Les regrettables conflits du 6 août, entre deux des plus hauts personnages de l'armée, n'ont pu s'élever que parce qu'il manquait, sur les lieux mêmes, une autorité supérieure. L'affaire de Spicheren, qui dérangeait si complètement le plan fondamental, et pouvait entraîner pour les Allemands de si funestes conséquences, est due aux mêmes causes et résulte de la même erreur.

La vraie place du grand quartier général était à Hombourg, à portée des opérations, et en un point central. Et l'on peut alors affirmer que si Moltke, avec son coup d'œil militaire, avait, le 6 au matin, reçu avis de la retraite, vraie ou supposée, des Français, il aurait en personne pris le timon des affaires, et loin d'engager une bataille qu'il ne voulait pas livrer, se serait borné à prescrire une exploration plus complète, au moyen de la cavalerie, puis à faire tenir solidement les ponts de la Sarre par l'infanterie. De la sorte, il restait maître des événements, et en arrachait le cours au hasard. Mais, pour cela, il fallait qu'il fût avec ses troupes, c'est-à-dire que, vieux lui-même, il ne traînât pas après lui un maître plus vieux encore, dont la santé pré-

cieuse ne pouvait s'accommoder des nourritures équivoques et des abris mal clos.

L'échauffourée du 6 août n'a pas eu les suites qu'elle comportait; du moins n'a-t-elle fait que proroger la catastrophe à laquelle était vouée l'armée française. Mais, je l'ai déjà dit plus haut et je veux encore le répéter : c'est uniquement parce que, de notre côté, le haut commandement, désorienté et éperdu, n'a su profiter de rien. Il est devenu tout à coup aveugle, sourd et muet, et, dans son impuissance, n'a réussi qu'à réglementer la confusion et le désordre. Devant un pareil effondrement, la stratégie prussienne pouvait se donner bien des licences, et ne risquait pas grand'chose à être dirigée de loin. Ses fautes se payaient un peu plus cher, voilà tout; mais elle avait les moyens d'y mettre le prix, et, à ne trouver jamais devant elle qu'une bravoure impuissante, elle commençait à se sentir rassurée sur l'issue d'une lutte qu'elle n'avait certainement pas entreprise sans appréhension. Car elle existait bien réellement, en dépit de ses imperfections ou de ses défaillances. La nôtre, hélas! ne représentait que le néant.

Il ne serait pas équitable, cependant, d'envisager la question à ce point de vue unique. Le commandement à la guerre n'est pas une simple abstraction, inspiratrice des opérations ou des manœuvres. Il est aussi, et plus immédiatement, la source des énergies et le ressort des volontés fécondes. Son influence permanente et souveraine domine encore plus les réalités de l'action que les événe-

ments dont elles dérivent. Souvent même, elle c
rige les seconds par les premières, et provo
des résultats supérieurs aux causes elles-mêmes
suppléant par la vigueur ou la ténacité à ce
manque d'ampleur au concept. On a vu, pend
la campagne de 1859, un commandement ha
conduire à des succès prodigieux une troupe
soldats valeureux, malgré la misère d'une straté
enfantine. On a vu souvent des généraux comp
mis, tel Wellington à Waterloo, se tirer, à fo
d'énergie, d'une situation désespérée. On n'a jam
vu, et on ne verra jamais, la mollesse et l'indole
triompher de la volonté et de la décision.

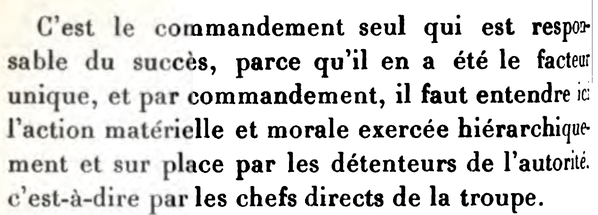
Lors donc qu'un combat, se fût-il allumé fort
tement ou même à l'encontre de projets formels
pris, par suite des circonstances, une intensité te
que le rompre devient une impossibilité ou simp
ment un danger, le devoir du commandement
d'inspirer à tous, officiers et troupes, le sentim
d'une nécessité supérieure à toute combinaison,
nécessité de vaincre. Engager la lutte était
faute, soit. La conduire sans la vigueur nécessa
en serait une autre, et plus grave assuréme
parce que la dépression morale que provoque
une pareille attitude serait le pire de tous
maux.

Quand on se bat, c'est pour triompher, et il n'
plus alors à se préoccuper de telle ou telle conc
tion stratégique, de telle ou telle manœuvre sava
ou subtile qu'on avait pu préalablement rêver
s'agit uniquement de démoraliser son adversai

et de prendre sur lui l'ascendant que, seul, donne le succès. « Une bataille perdue est une bataille que l'on croit perdue, » disait le prince de Ligne; et un général français, résumant d'un mot la morale du combat de Spicheren, a pu écrire, avec un sens profondément philosophique : « Le général Frossard, non battu, a cru l'être et il l'a été; le général de Zastrow, à moitié battu, mais ne voulant pas l'être, ne l'a pas été. Voilà le secret de la victoire prussienne. »

Quant au résultat, je disais tout à l'heure qu'il ne valait pas les 5,000 hommes qu'il avait coûtés. Peut-être ai-je eu tort, car, à tout prendre, le retentissement de cette victoire, stratégiquement nulle, a été énorme. Elle a exalté les Allemands, déprimé encore davantage le commandement français, et contribué à l'affolement déplorable de l'opinion et de la presse. Elle n'était donc point stérile, tandis que le moindre échec fût devenu désastreux.

Mais à qui les Prussiens la doivent-ils, puisque leur généralissime ne l'a ni préparée, ni dirigée, ni voulue? Est-ce à leurs troupes? Non, certes, car les nôtres valaient mieux, sinon par la quantité, du moins par la qualité, et la supériorité numérique de l'assaillant ne compensait pas cette différence. La bravoure déployée par le 2e corps a dépassé tout éloge, et ne pouvait être plus haute. Est-ce donc à l'excellence de leur tactique? Pas davantage, car, à proprement parler, celle-ci n'a existé que dans le détail, et nulle part un effort combiné n'a été même esquissé.



C'est le commandement seul qui est responsable du succès, parce qu'il en a été le facteur unique, et par commandement, il faut entendre ici l'action matérielle et morale exercée hiérarchiquement et sur place par les détenteurs de l'autorité, c'est-à-dire par les chefs directs de la troupe.

Jamais, peut-être, on n'a vu dans une armée accord plus complet de vues, concours plus absolu de volontés, ni concordance d'efforts plus entière. Une fois la 14ᵉ division aux prises avec l'ennemi, c'est à qui lui amènera des renforts, à qui la fera soutenir dans sa tâche. Qu'elle ait eu raison ou tort de s'engager, personne n'en a cure. Elle a, dans un but déterminé qui lui a paru s'imposer, entrepris une affaire délicate; cela suffit, on l'aidera. Il appartenait au commandement supérieur de la retenir, s'il jugeait son initiative périlleuse. Comme il n'en a rien fait, et pour cause, le devoir de chacun est tout tracé et il se résume en ceci : tout faire pour battre l'ennemi. Cette conception si simple est à la fois très haute. Elle honore une armée, moins encore qu'elle ne lui profite, car elle efface et compense les erreurs d'une stratégie timorée, et noie ses imperfections ou ses faiblesses dans l'incomparable rayonnement du succès.

On a vu plus haut la 14ᵉ division s'engageant tout entière à l'est de Sarrebrück afin de s'emparer des hauteurs que l'on croyait évacuées par nous, et de former ainsi une tête de pont pour le reste de l'armée. Au moment où elle recevait les premiers coups de canon, un général de brigade, le géné-

ral de Dœring, appartenant à la II[e] armée, arrivait de sa personne à Sarrebrück, où, devançant ses troupes, il était venu en reconnaissance (1). Il ne tarda point à comprendre ce que la situation avait de périlleux, et instantanément envoya l'ordre à sa brigade, qui était partie le matin de Neunkirchen pour se rendre à Dudweiler, de continuer sa marche sur Sarrebrück. Non seulement cette brigade accourut, mais le lieutenant général de Stülpnagel, commandant de la division, vint, aussitôt informé de ce qui se passait, se mettre à la tête.

Un instant après, le commandant du corps d'armée, général Constantin d'Alvensleben, à qui on avait rendu compte de ce qui se passait, faisait embarquer en chemin de fer, à Neunkirchen et Saint-Wendel, deux régiments d'infanterie qui traversaient ces villes, et les dirigeait vers Sarrebrück, en même temps qu'il activait la marche des autres éléments de son corps d'armée trop en avant déjà pour profiter des gares. On ne saurait assez admirer cette marque de confiance donnée au jugement d'un subordonné; on ne saurait assez louer et ceux dont elle émane et celui qui l'a reçue.

Ce n'est pas tout; le général de Gœben, commandant le VIII[e] corps, étant venu lui aussi faire sa reconnaissance personnelle, s'occupait à attirer sur le champ de bataille sa division de tête, la 16[e], quand il rencontra l'avant-garde de cette division qui, déjà, de sa propre initiative, s'y rendait. Mais

(1) Le général de Dœring devait, dix jours plus tard, périr glorieusement sur le champ de bataille de Rezonville.

le fait le plus remarquable est celui-ci. Une batterie, qui arrivait en chemin de fer de Kœnigsberg, opérait son débarquement à Neunkirchen, quand elle apprit l'engagement de Spicheren. Sans désemparer, son capitaine la remit en vagon, fit pousser jusqu'à la Sarre, et, à six heures et demie, après cinquante-cinq heures de route, elle tirait son premier coup de canon!

Le spectacle n'était pas moins suggestif sur le champ de bataille, où quatre généraux, appelés successivement par le privilège de l'ancienneté ou du grade à exercer le commandement, donnaient l'un après l'autre l'exemple de l'accord le plus parfait et de la plus étroite communion de vues. Ici. le canon avait ruiné toute velléité d'indépendance et étouffait tout sentiment autre que celui de la solidarité. On rivalisait, du haut en bas de l'échelle, pour donner à un acte discutable d'initiative la consécration du succès. Le concours de toutes les bonnes volontés, de tous les instincts militaires était si fermement mesuré et si formellement acquis, que leur combinaison procurait aux troupes jetées là par éléments disparates et s'infiltrant sur le terrain, comme on l'a dit, « goutte à goutte, » une puissance de cohésion presque égale à celle de solides unités constituées.

Dans ce concert impeccable, à peine a-t-il été possible de relever deux dissonances; car ni l'abstention du général de Zastrow, qui n'a pas osé donner un ordre ferme, ni la mollesse du général de Gneisenau, qui n'a pas su amener sa division.

n'ont eu d'imitateurs. Ces défaillances sont bien peu de chose au regard de l'indécision, de la lenteur et de l'incohérence qu'ont montrées les diverses unités du 3e corps français, dont pas une, dans le désordre d'une direction vacillante et timorée, n'a pu, malgré le peu de distance, secourir le général Frossard!

Et cependant, les généraux français étaient, à un bien plus haut degré que les Allemands, des hommes de guerre, des vétérans dont on ne comptait plus les campagnes ni les actions d'éclat. Depuis leur naissance à la vie militaire, ils n'avaient presque jamais cessé de batailler, et certains d'entre eux même jouissaient d'un prestige que leurs adversaires leur enviaient. A ceux qui citaient orgueilleusement leurs courtes prouesses de la guerre de Bohême, ils pouvaient répondre par une longue théorie de dates glorieuses, Afrique, Isly, Sébastopol, Grande Kabylie, Magenta, Solferino, Puebla! Ils étaient braves autant que les plus braves, et se croyaient invincibles parce qu'ils étaient invaincus.

Hélas! si leur illusion était profonde, le réveil en a été bien douloureux! Ils ont connu très vite, à leurs dépens et aux nôtres, que le courage, chez le chef, devient presque une vertu négative s'il ne s'allie à d'autres qualités concrètes et principales, le jugement, la décision, la méthode, la doctrine, dont l'ensemble constitue l'essence même du commandement. Ces qualités, que n'avaient pas développées chez eux les campagnes de nature spéciale auxquelles ils avaient pris part, ils les dédaignaient,

ou mieux ils les ignoraient, tandis que leurs antagonistes avaient mis à les acquérir et à les exploiter toutes les forces de leur intelligence et de leur volonté.

Ils étaient déconcertés par la moindre aventure, et restaient désarmés devant la logique impérieuse d'événements naturels, qu'ils n'avaient appris ni à prévoir ni à maîtriser. La centralisation outrancière où, comme en une ornière béante, l'armée française s'enlizait depuis de longues années d'un mouvement continu et progressif, avait finalement eu raison de toutes les volontés, tué toutes les audaces. Dominés par l'influence rétrograde d'une scolastique étroite et bornée, qui n'avait rien retenu des souvenirs napoléoniens, ni des sévères leçons de l'histoire, nos chefs se faisaient de la guerre une conception étriquée, qui réduisait l'art de vaincre à la connaissance de quelque botte secrète, ou au monopole d'un engin plus ou moins destructeur.

Ils méconnaissaient les principes essentiels d'activité, de coordination, de concentration, de sécurité et de liberté, qui sont la base des moindres combinaisons militaires, et confondaient volontiers l'offensive avec le laisser-aller, ou la résistance avec la passivité. Leur action sur les troupes, toute d'extérieur, ne dépassait pas un rôle d'adjudant-major de rang élevé, qui sait veiller à la discipline et au maintien du rang. Elle s'effaçait complètement au combat, où seule étonnait leur bravoure, éclatante et stérile. Et ils donnaient devant l'en-

nemi le lamentable spectacle d'hommes écrasés par une responsabilité trop lourde, en ayant conscience, en souffrant même, et s'en allant, désolés et impuissants, au sacrifice comme à une expiation résignée!

En face d'eux, des généraux moins éprouvés sans doute, mais plus fermes dans leurs convictions acquises, mettaient à dominer les circonstances toute l'énergie dont ils étaient capables, avec l'obstination méthodique de leur race. Une activité inlassable remuait leurs corps et leurs âmes, imprégnées d'une doctrine ferme en laquelle ils avaient foi. Elle leur inspirait des décisions qui guidaient les efforts de leurs troupes, les condensaient, les réglaient, avec plus ou moins de mesure sans doute, plus ou moins de tact, plus ou moins d'ingéniosité, mais toujours avec une conviction profonde et une égale opiniâtreté.

N'étant point impeccables, ils se trompaient parfois; certains s'entêtaient alors dans leur erreur, tandis que d'autres, mieux éclairés, s'ingéniaient à la réparer. Mais rarement ils abdiquaient ou invoquaient une équivoque. C'était, à tous les degrés, une passion d'agir tellement accusée qu'elle dominait les âmes faibles et galvanisait les esprits hésitants. On peut blâmer certains chefs de l'armée allemande d'avoir poussé l'audace jusqu'à l'imprudence; ou même en condamner d'autres, dont il sera question plus loin, et qui ont montré une indépendance frisant de trop près l'indiscipline. On ne constate presque chez aucun cette pusillani-

mité que donnent l'insuffisance technique et l'ignorance des rudiments. Ils exerçaient bien réellement *le commandement*, c'est-à-dire qu'ils constituaient une puissance morale indispensable, dont l'action tutélaire ne peut être suppléée par rien, pas même par la valeur la plus rare. Ils étaient le lien qui unit le faisceau des forces, le bras qui les soulève et les dirige.

Quand un tel levier existe, il est presque toujours irrésistible; mais quand il manque, et que les horreurs du champ de bataille ne sont plus noyées dans un rayonnement de la pensée humaine, alors la guerre se réduit à un sanglant cataclysme, dont on ne voit plus que la hideur et la brutalité.

Que l'on fasse bien maintenant la différence entre le commandement et la direction. Celle-ci a été, comme on l'a vu, assez précaire chez les Allemands. On doit y relever des erreurs doctrinales, un certain flottement, de la mollesse et l'antagonisme le plus fâcheux. Quant au commandement, il est, jusqu'ici du moins, inattaquable, et commande l'admiration de quiconque place le sentiment esthétique au-dessus de mesquines rancunes.

Serait-ce à un sentiment aussi bas qu'aurait cédé, en la circonstance, le général de Moltke? Toujours est-il que, tandis qu'il expédiait, le 7 au matin, au vainqueur de Wœrth, une longue dépêche commençant par ces mots : « Félicitations bien sincères pour votre brillant succès, (1) » il

(1) *Correspondance du maréchal de Moltke*, p. 258. — Lettre datée de Mayence, 7 août, 9 h. 30 matin.

envoyait à Steinmetz un froid télégramme qui non seulement ne faisait aucune allusion à la victoire de la veille, mais semblait au contraire uniquement dicté par le désir de refréner par avance de nouvelles ardeurs. « Sa Majesté, y était-il dit, prescrit à la Ire armée de maintenir demain les VIIe et VIIIe corps dans la position qu'ils occupent entre Sarrebrück et Vœlklingen. Les hauteurs de Spicheren seront occupées et défendues en cas d'attaque. *Les directives pour le mouvement en avant ultérieur ne pourront être données que lorsque la cavalerie aura procuré des indications certaines sur l'attitude de l'ennemi* (1). »

Rancune ou non, on voit que la leçon avait servi.

(1) *Correspondance du maréchal de Moltke*, p. 259. — Télégramme daté de Hombourg, 7 août, 10 h. 15 soir.

CHAPITRE III

LA BATAILLE DE BORNY

Après l'affaire de Spicheren, les forces allemandes réunies sur la rive gauche de la Sarre et aux abords de Sarrebrück étaient restées deux jours immobiles. Elles avaient à se remettre de la secousse et à réfléchir, avant de s'aventurer de nouveau.

Pendant ce temps, nos corps de Lorraine, miraculeusement échappés à un péril des plus graves, se dirigaient concentriquement vers Metz, après un simulacre de prise de position sur la Nied française. L'empereur eût désiré les ramener à Châlons, avec le corps Canrobert qui venait de rejoindre, un peu écorné en route; mais le maréchal Bazaine, investi depuis peu du commandement suprême, en avait déjà, très vraisemblablement, décidé autrement.

Quant à Moltke, il attendit jusqu'au 9 pour prendre une décision, dictée par la pensée que les Français se retiraient non pas sur Metz, mais sur Verdun. Son ordre prescrivait à la Ire armée de les suivre immédiatement, et, à la IIe, de franchir par son aile gauche la Moselle en amont de Metz, afin

de leur couper la retraite avant leur arrivée sur la Meuse.

Une série de marches assez pénibles, exécutées sous une pluie battante, amena la Ire armée, le 13 au soir, sur la Nied française, le long de laquelle s'établirent le Ier corps à droite et le VIIe corps à gauche, entre Hayes et Courcelles. Le VIIIe corps restait en arrière, sur la Nied allemande. Une des deux divisions de cavalerie couvrait la direction du nord, à Vry; une autre, celle du sud, à Pontoy et Mécleuves. Le quartier général s'était établi à Varize, *à 18 kilomètres en arrière de l'aile droite.* Les avant-postes, tenant une ligne distante de 5 à 6 kilomètres des forts de Metz, occupaient le front Sainte-Barbe-Laquenexy.

« Le contact perdu depuis le 7, dit Widdern, était alors repris à l'ouest de la Nied française, sur tout le front de la Ire armée, et les positions et campements des Français se déroulaient tout d'un coup, comme un vaste panorama, du bois de Grimont à Nouilly, Bellecroix, Borny, Mercy et Magny. » Toute l'armée du Rhin, sauf le 6e corps, était en effet réunie dans un immense camp, sur le plateau à l'est de Metz, entre la route de Nomeny et celle de Bouzonville. Sa cavalerie était resserrée sur elle; ses avant-postes nuls ou, du moins, tellement rapprochés qu'ils pouvaient passer pour des avant-postes de combat. En un mot, sa concentration était telle qu'on y devait voir bien plutôt l'indice d'une offensive résolue et prochaine que les préparatifs d'un mouvement rétrograde imminent.

Cette impression ne paraît pas, cependant, avoir été ressentie par le chef d'état-major de la Ire armée, général de Sperling, que Steinmetz avait envoyé parcourir la ligne des avant-postes. Si nous nous en rapportons à Widdern, cet officier général envisagea effectivement l'éventualité d'une attaque brusquée, mais sans y croire, et il fit partager son sentiment à Steinmetz, puisque celui-ci pensa pouvoir, de sa propre autorité, lancer un gros détachement contre la place de Thionville, pour essayer de la surprendre et de l'enlever. Et ici se place un incident qui, bien qu'en dehors de notre sujet, mérite une mention rapide, parce qu'il donne une vision précise et caractéristique des procédés de guerre allemands.

Il y avait, à l'un des régiments de la 3e division de cavalerie, un réserviste prussien qui, fait prisonnier dans une escarmouche du début, avait été amené à Thionville, et y était resté jusqu'au 12 août, jour où il avait réussi à s'évader. Contraint de travailler aux fortifications, il avait examiné avec attention les défenses de la place, et reconnu un gué situé à quelques centaines de mètres des remparts, en amont, par lequel il se faisait fort d'amener les troupes d'assaut contre le point le plus faible et le moins bien gardé. Il savait que tous les matins, à quatre heures, les portes, sur un signal donné, s'ouvraient. Il connaissait la force de la garnison, sa composition et son peu d'importance. Bref, il fournissait des renseignements intéressants et nets, que confirmait,

quoique avec moins de précision, un garde mobile de cette garnison, fait prisonnier peu de temps avant.

C'en était assez pour que l'aventureux Steinmetz vît là quelque chose à tenter. Le 13 au soir, il ordonnait donc au général de Gneisenau d'emmener sa brigade, un escadron, une batterie, un détachement de pionniers, et d'aller, avec le réserviste comme guide, à la conquête de la petite forteresse lorraine, dont la chute immédiate ne présentait cependant qu'un intérêt médiocre. Se priver ainsi du concours de six bataillons, en cas d'une attaque, dont la possibilité n'était pas discutable, et qui aurait amené contre la Ire armée des forces très supérieures, constituait au surplus une imprudence. Mais on sait que Steinmetz n'était pas homme à se laisser arrêter par semblable considération.

Gneisenau partit donc la nuit, avec toutes les précautions désirables, mais ne réussit pas. La place faisait bonne garde, et la rivière, grossie par les pluies, avait noyé le gué. Après avoir essuyé quelques coups de canon, qui, à la vérité, ne lui firent pas grand mal, la colonne dut rétrograder. Mais, au retour, le 16, elle ne trouva plus l'armée, que les événements avaient poussée vers le sud, et elle ne put rejoindre celle-ci que le 17, après une expédition dont la stérilité se compliquait d'une extrême fatigue et d'une fâcheuse déception. Comprend-on que, dans une armée au contact, et soumise aux plus graves incertitudes, un détachement de cette importance puisse être décidé, sans que le

haut commandement intervienne, et sans même qu'il en ait été informé, sinon après coup?

D'ailleurs, Steinmetz, accoutumé à n'en faire jamais qu'à sa tête, ne devait pas tarder à aggraver sa faute par d'autres plus inexcusables encore. Le 14, à une heure du matin, il recevait du grand quartier général un ordre de première importance, où la manœuvre projetée par le haut commandement était très nettement expliquée, cette fois. « D'après les nouvelles parvenues ici, y était-il dit, l'ennemi avait encore aujourd'hui, avant midi, des forces importantes à l'est de Metz, à Servigny et Borny (1). » En conséquence et en vue d'une attaque possible, le grand état-major voulait assurer à la Iʳᵉ armée, plus particulièrement exposée, le concours éventuel de deux corps de la IIᵉ, laquelle continuerait pour le reste son mouvement tournant par le sud de Metz, mouvement destiné, d'après les combinaisons antérieures, à nous prendre à revers. Il était donc prescrit :

1° A la Iʳᵉ armée, de se maintenir le 14 sur la Nied française, *mais en poussant en avant des avant-gardes*, avec mission d'observer si l'adversaire se retirait ou préparait une attaque ;

2° A la IIᵉ armée, placée à gauche, c'est-à-dire au sud de la Iʳᵉ, de continuer sa marche vers la Moselle, qu'elle devait aborder entre Marbache et Pont-à-Mousson, mais en laissant deux corps en arrière, le IIIᵉ à Pagny, le IXᵉ à Buchy.

(1) CARDINAL DE WIDDERN, Crise de Borny.

« Placés à un mille (7 k. 500) seulement de la Ire armée, disait l'ordre d'opérations, ces deux corps seront en état d'intervenir, en rompant à propos, si un combat sérieux vient à éclater devant Metz. D'autre part, la Ire armée pourra arrêter par une attaque de flanc tout mouvement offensif de l'ennemi dans la direction du sud. » Enfin, il était prescrit à la cavalerie des deux armées de pousser le plus en avant possible, de manière à gêner la retraite éventuelle de l'ennemi par la route de Metz à Verdun. Si cette retraite s'accentuait, la Ire armée aurait alors à suivre la IIe, en laissant sur la rive droite de la Moselle seulement une division.

On conviendra que rien ne pouvait être plus clair que ces instructions. Elles indiquaient formellement que le projet fondamental était toujours de couper la retraite à l'armée française entre Moselle et Meuse. Mais comme le séjour prolongé de cette armée à l'est de Metz, alors que deux corps allemands avaient déjà atteint les passages de la Moselle en amont de la place, et que la cavalerie battait l'estrade de l'autre côté de la rivière, « paraissait étrange au grand quartier général » (1), il y avait lieu de se prémunir contre le danger du retour possible, bien que tardif, des Français à une tactique vigoureuse, et de se garer contre un coup de boutoir où leur inconcevable immobilité eût trouvé sa seule excuse. Dans cet ordre d'idées, on chargeait, *jusqu'à changement de situation,* la Ire armée d'ob-

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

server avec soin, mais sans se montrer agressive. Si elle était attaquée, elle pouvait compter sur le concours de deux corps d'armée de la IIe. Et, par réciprocité, si c'était contre cette dernière que les Français se tournaient, elle devait les prendre en flanc pendant le mouvement qu'ils seraient obligés alors d'exécuter vers les passages de la Moselle, c'est-à-dire vers le sud. Tel était le programme dont Moltke venait d'arrêter les dispositions très simples, et réellement habiles d'ailleurs.

La première chose que fit Steinmetz fut, au lieu de le communiquer à ses subordonnés principaux, de le mettre dans sa poche. Lui, si avide de participation aux décisions du généralissime, et si âpre à en réclamer la communication complète, jugea sans doute que ses agents n'avaient ni le même désir, ni le même besoin. Il les mit à ce régime d'exclusion contre lequel il avait protesté naguère, et, tout en se tenant éloigné d'eux de presque une journée de marche, il les laissa sans instructions comme sans renseignements.

Son ordre se bornait à indiquer que la Ire armée resterait, le 14, sur ses emplacements du 13. Des mouvements de la IIe, pas plus que de la réciprocité possible des actions éventuellement combinées, il n'était nullement question. Seule, la 1re division de cavalerie, chargée du côté de Pontoy de couvrir le mouvement du prince Frédéric-Charles, fut brièvement mise au courant de ce que ce mouvement devait être; encore ne lui disait-on rien de la situation de sa propre armée, la Ire, en sorte qu'elle dut

ignorer si celle-ci s'ébranlait elle-même ou bien restait en position.

Voilà, il faut en convenir, des procédés de commandement singuliers, et il serait vraiment inique qu'après les avoir tant déplorés dans l'armée française où il ne provenaient d'aucun parti pris, on ne les stigmatisât point dans l'armée allemande, qui ne les a, il est vrai, pratiqués que quelquefois, mais toujours dans un esprit de défiance injusfiée, de raideur insupportable et de hautaines susceptibilités. Ils se compliquent ici d'une insuffisance rare qu'un rapide examen de la situation va faire ressortir.

L'obéissance militaire, dans les degrés élevés de la hiérarchie, ne saurait se borner à une observance littérale des prescriptions émanées du commandement supérieur. Encore que celles-ci soient d'ordre impératif, elle impliquent de la part du chef subordonné une conception suffisante des intentions qu'elles révèlent et un esprit assez préparé aux responsabilités pour matérialiser ces intentions dans une exécution adéquate aux exigences de la situation dont elles s'inspirent. Le rôle d'un commandant d'armée ne saurait se réduire à celui d'une boîte aux lettres, qui transmet intact les documents qu'elle a reçus. Il comporte aussi une large part d'initiative personnelle, laquelle se manifeste par l'extension des *directives*, obligatoirement condensées, à la dimension exacte du théâtre d'opération afférent à chacun des corps de l'armée et par leur application à des cas déterminés. Il exige, au

total, que l'on transcrive d'abord ces directives. qu'on les explique ensuite, enfin qu'on les développe. Le général de Steinmetz l'a-t-il interprété de la sorte? Il n'y paraît guère en vérité.

Prescrire à la I[re] armée de rester sur place, c'était bien lui communiquer la lettre de l'ordre du généralissime, mais sans en traduire l'esprit. Ce n'était même pas se conformer assez étroitement à des prescriptions formelles.

Moltke avait ordonné, en effet, de *pousser en avant les avant-gardes;* or, on laissait celles du I[er] corps aux Étangs et à Pont-à-Chaussy, c'est-à-dire tout près de leurs gros. Il y avait à cela certaines raisons que l'on verra tout à l'heure. Encore eût-il fallu les dire. Il avait désiré que la cavalerie allât, de l'autre côté de la Moselle, *gêner la retraite éventuelle de l'ennemi;* et les deux divisions de cette arme restaient sur la rive droite (1). Enfin, le

(1) Widdern nous donne de ce fait une explication spécieuse. sans toutefois excuser Steinmetz. « L'ordre donné de faire franchir la Moselle à des détachements en aval de Metz, dit-il, n'avait pas été exécuté par la 3[e] division de cavalerie, d'abord *parce que la cavalerie allemande de 1870 n'était pas habituée au passage des rivières,* exercice auquel elle a été entraînée depuis, et, en second lieu, *parce que le commandant de l'armée ne donna pas expressément l'ordre d'exécuter cette opération.* Sans doute, tous les canots disponibles dans le secteur de Metz. entre cette place et Thionville, avaient dû être transportés en ville, si tant est qu'il y en eût beaucoup. De sorte qu'une seule patrouille de cavalerie, faite par le 7[e] uhlans, passa sur la rive gauche, au moyen d'un bac, en aval d'Olgy; mais elle ne s'avança qu'à la lisière occidentale d'Hauconcourt. Elle y apprit par les habitants qu'au nord de la « Maison-Rouge », près de Metz, il n'y avait pas de troupes ennemies sur la rive gauche. »

VIII[e] corps, gardé tout entier sur la Nied allemande, était hors d'état de concourir efficacement, du fait de son éloignement, à une action possible, soit que l'armée se battît droit devant elle, soit qu'elle eût à prendre les Français en flanc. D'ailleurs, aucun des corps d'armée n'était avisé de ce qu'il aurait à faire, le cas échéant.

Ici, la critique est trop aisée, vraiment; et Steinmetz, comme commandant d'armée, se montre tout juste à la hauteur d'un Bazaine. Des Allemands eux-mêmes le lui font entendre, sans beaucoup de ménagements. « La position prise le 13 par la I[re] armée, dit Widdern, était telle que la concentration et le groupement des forces en vue de l'attaque de flanc éventuelle eussent demandé un temps énorme. On pouvait donc attendre du commandant de l'armée un ordre fixant les dispositions nécessaires pour porter rapidement sur Metz des forces convenables (1). Le général de Sperling, chef d'état-major de la I[re] armée, *sollicita en vain des prescriptions dans ce sens.* » N'est-ce point là une scène identique à celle qui devait se passer le lendemain au quartier général français, quand, le maréchal Bazaine ayant obstinément affecté la route de Gravelotte à l'écoulement de toute l'armée, l'état-major général *sollicita en vain* des ordres plus

(1) L'auteur prend la peine d'indiquer ces dispositions, qui eussent dû consister à condenser les colonnes, à porter l'artillerie en tête de celles-ci, à rapprocher le VIII[e] corps du centre, ou mieux encore de l'aile gauche, pour être prêt plus tôt à reprendre le mouvement vers la Moselle, si les Français continuaient leur retraite, etc.

logiques, ou plutôt moins absurdes? C'est à se demander vraiment lequel de ces deux hommes fût venu à bout de l'autre si on les eût laissés seul à seul.

Cependant, la méfiance de Steinmetz vis-à-vis de ses commandants de corps, et son silence inexcusable sur les intentions du généralissime commençaient à porter leurs fruits. Nulle part on ne lançait de reconnaissances, comme il l'eût fallu si l'on voulait sérieusement contrôler les faits et gestes de l'ennemi. Les généraux de Zastrow et de Manteuffel, livrés à eux-mêmes, choisissaient leur position de résistance éventuelle, le premier en arrière, le second en avant de la Nied. Et le commandant de l'armée, impassible et muet, restait dans son quartier général de Varize, à 18 kilomètres de ses corps de première ligne, sans paraître se préoccuper le moins du monde des redoutables éventualités que le moindre incident pouvait provoquer! Celles-ci n'allaient pas tarder à se produire, sous forme d'une rencontre imprévue, contraire encore une fois aux intentions du haut commandement, et déchaînée, sans souci des conséquences, par la téméraire initiative d'un sous-ordre. C'était la troisième fois, en moins de huit jours, que pareil fait se produisait (1), et sa fréquence, si elle dénote chez les généraux prussiens un esprit d'offensive caractérisé, enlève assurément à la direction supérieure quelques

(1) Les batailles de Wœrth et de Spicheren avaient été, le 6 août, engagées toutes deux à l'encontre des ordres formels du haut commandement.

rayons de l'auréole dont on a voulu la couronner.

L'avant-garde du VII[e] corps, commandée par le général-major von der Goltz, mais aux ordres directs du commandant de corps d'armée (1), était postée au delà de la Nied, à l'ouest de Laquenexy. Elle comprenait la 26[e] brigade (6 bataillons), 3 escadrons et 2 batteries. Un bataillon de chasseurs, qui lui était adjoint, occupait des bocqueteaux en avant et le village de Mercy.

De ces points, on avait pu voir distinctement, pendant toute la matinée du 14, les premiers mouvements exécutés par l'armée française pour entamer la retraite prescrite la veille par le maréchal Bazaine, et qui devait amener nos forces sur le plateau de Gravelotte. Comme cette retraite commençait par la droite, c'est-à-dire juste en face du VII[e] corps, on n'y pouvait conserver aucun doute sur sa réalité. Von der Goltz résolut de l'entraver, et, sans en demander la permission, il fit rompre, à trois heures et demie, le bivouac de Laquenexy, pour porter sa brigade en avant.

Cet acte de hardiesse n'ayant pas eu pour les Allemands les conséquences fâcheuses qu'on aurait pu craindre, la Relation officielle n'a pas osé le censurer. Mais comme, d'autre part, il était malaisé de l'approuver nettement, l'ingéniosité des officiers de la section historique de Berlin a tourné la difficulté, en présentant les faits sous un jour apprêté qui leur donne une couleur de logique.

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

« En présence de la situation reconnue, ont-ils écrit, le général von der Goltz crut devoir agir immédiatement. Essayer d'entraver les projets des Français et de retarder autant que possible le mouvement de retraite qu'ils projetaient, lui paraissait une tentative justifiée par toutes les règles de la guerre, *et imposée par la situation stratégique du moment. En outre, l'alarme donnée au Ier corps et les mouvements qui en étaient résultés semblaient faire croire que ce dernier se préparait à prendre l'offensive*. Le général von der Goltz résolut en conséquence d'agir de lui-même, sans aucun ordre. Il fit part aux deux commandants de division de son corps d'armée des mouvements qu'il avait observés de la part du Ier corps, puis il demanda à ce dernier corps, ainsi qu'à la 1re division de cavalerie stationnée à sa gauche, de vouloir bien le soutenir. »

Tout cela est un peu du roman. D'abord, cette *situation stratégique du moment,* qui, d'après le grand état-major, était si impérative, von der Goltz devait l'ignorer complètement, puisque Steinmetz n'en avait fait part ni à lui, ni à ses chefs hiérarchiques. Tout au moins, s'il en connaissait peut-être quelque chose, était-ce grâce à des circonstances spéciales que le grand état-major n'a pas pu soupçonner. Quant à l'alarme donnée au Ier corps, Widdern nous apprend qu'elle est une fable inventée après coup. « En réalité, dit-il, elle n'eut lieu qu'après que la brigade de Goltz eut entamé son mouvement en avant. » Ainsi, aucune des excuses

apportées par la Relation officielle n'est valable, et von der Goltz reste entièrement responsable d'un acte qui dépassait absolument ses pouvoirs.

Alors, pourquoi l'a-t-il commis? Widdern, qui n'a pas les mêmes motifs de réserve que le grand état-major, va nous l'apprendre.

Il ne nous cache pas, tout d'abord, que von der Goltz, qui avait servi à l'état-major de Steinmetz et connaissait le caractère emporté de son chef, éprouva, avant de se décider, des scrupules qui s'expliquent. « Ce qu'il savait de la conception sévère que le commandant de l'armée se faisait de l'obéissance et de la subordination n'était pas fait pour l'encourager. » Mais comme il avait pu se procurer, par hasard, quelques renseignements sur la situation générale, l'inaction, malgré tout, lui répugnait.

Puis, un souvenir récent et désagréable l'influençait. « Sept jours auparavant, à la bataille de Spicheren, il s'était trouvé posté avec ses mêmes troupes sur le flanc droit de l'armée française. En continuant à marcher, il aurait pu, sans grande difficulté, atteindre ses derrières et menacer sa ligne de retraite. La volonté de ses chefs et un concours fâcheux de circonstances avaient empêché ce chef intelligent et vigoureux d'obtenir avec ses troupes un résultat inespéré, et de compléter la défaite de l'ennemi. Il n'en était que plus ardent, comme ses soldats, du reste, à désirer l'action. »

Dans les ténèbres où on l'avait laissé à dessein, il cherchait donc, depuis le matin, à s'orienter. Ren-

contrant le général de Hartmann, commandant la 1re division de cavalerie, le seul, ainsi qu'il a été dit plus haut, à qui Steinmetz ait découvert un coin du voile, il l'avait interrogé assez longuement. Un peu plus tard, il avait pu s'entretenir avec un colonel de cavalerie, appartenant à la IIe armée, qui, lui, connaissait la situation générale, et avait pu en dévoiler au moins une partie. Et, telle était encore son hésitation au dernier moment, que, ce colonel l'ayant accompagné quelques instants à cheval après la levée de ses bivouacs, il lui demanda à brûle-pourpoint : « Trouvez-vous que j'aie raison d'attaquer? » A quoi le colonel répondit, avec vivacité, paraît-il : « Je le trouve (1). »

Cependant, von der Goltz affirme « qu'il ne voulait pas d'un nouveau Spicheren » (2). Mais voici que, vers une heure, un officier de réserve de la cavalerie du Ier corps, qui s'en allait à cheval au grand quartier général, communique en passant la nouvelle que la 1re division de ce corps veut attaquer. A cette pensée, von der Goltz, qui n'a le temps de rien vérifier, se surexcite davantage. Il ne veut pas être devancé. Et, quand des rapports successifs viennent confirmer la réalité du mouvement de retraite entamé par les Français, il n'y tient plus. Bravant la colère de Steinmetz, passant outre à un ordre formel donné par Zastrow de s'abstenir d'une action offensive, il ébranle ses troupes et les

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*, d'après les *Souvenirs particuliers* du général von der Goltz.
(2) *Ibid.*

mène à l'attaque. « Je ne pouvais pourtant pas laisser l'ennemi se retirer tranquillement, » dira-t-il le soir à un officier du grand état-major. « Il fallait que j'agisse sans perdre de temps, » écrira-t-il dans ses souvenirs.

Il y a là une manifestation nouvelle et très sincère de cet état d'esprit si commun aux généraux prussiens, et qui fait leur gloire. L'action, toujours l'action, tel est le mot d'ordre. Que la direction supérieure s'efface, abdique ou s'égare, peu importe. On ne laissera jamais l'ennemi tranquille, on ne négligera aucune occasion de l'inquiéter, on ne lui donnera ni trêve ni merci. Ceci est la vraie conception de la guerre, la conception primordiale, dont la conduite des opérations n'est qu'une justification raisonnée. Qui la possède et l'applique, même s'il se trompe, n'est pas coupable. A de plus hauts que lui remonte toujours la responsabilité de son erreur.

Widdern nous montre bien comment von der Goltz a subi, presque malgré lui, l'empire d'une suggestion invincible. « L'abandon par les Français d'une position particulièrement favorable, dit-il, leur était imposé sans doute par de graves événements, vraisemblablement le passage de la Moselle par la II[e] armée à Pont-à-Mousson. Le commandant de l'avant-garde du VII[e] corps, sentant bien qu'il n'avait plus rien à faire sur la rive droite, résolut immédiatement de prendre l'offensive, *afin de garder le contact de l'ennemi, d'accrocher celui-ci le plus longtemps possible, et de le forcer à faire*

front avec toute son armée (1). » Ailleurs, il écrit encore : « Von der Goltz comprenait avant tout qu'il s'agissait de serrer de près l'ennemi pour l'obliger à se retourner contre l'attaque allemande et à maintenir des forces considérables sur la rive droite de la Moselle. *On retardait ainsi sa retraite sur Verdun, et c'était autant de gagné pour le prince Frédéric-Charles qui devait aller couper cette retraite.* » La conception est parfaitement juste, nul ne le niera. Qu'elle dépasse la compétence d'un simple général de brigade, je le confesse. Mais pourquoi ce général est-il ainsi livré à lui-même? Sans parler de l'éloignement où se cantonne délibérément le commandant en chef d'une armée en plein contact avec l'ennemi, comment se fait-il que le commandant de corps d'armée, *qui s'est réservé le commandement direct de son avant-garde* (2), ne se trouve pas avec elle, pour la diriger et lui dicter ses décisions? Nous allons le savoir, et constater une fois encore les dangers d'un commandement trop vieux.

« Zastrow avait alors soixante-neuf ans, écrit Widdern. Intelligent et original, plein de bravoure et de décision, il jouissait de la confiance absolue et de l'affection de ses troupes. *Il avait cependant perdu de sa vigueur d'esprit, et physiquement, il n'était plus très apte à faire campagne à cause des souffrances qu'il endurait à ce moment. Depuis quelques jours, il était malade, montait péniblement*

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*
(2) Voy. plus haut, p. 79.

à cheval et ne pouvait rester en selle sans éprouver de vives douleurs. Il fut obligé de se reposer sur son chef d'état-major, plus qu'il ne l'aurait fait s'il avait été en pleine possession de ses forces... » Honorer les longs services par des grades et des honneurs, c'est bien; mais confier à un vieillard cacochyme et valétudinaire la lourde tâche de conduire au feu 30,000 hommes, c'est dangereux.

En résumé, voici encore une bataille engagée, sans qu'on le veuille, et même alors qu'on ne le veut pas. Von der Goltz, qui connaît l'esprit de solidarité dont sont animés les officiers prussiens, a fait, aussitôt après son coup de tête, appel à leur concours. Et tous, ou à peu près, y répondent. Au Ier corps, Manteuffel lui fait dire que, « se souvenant du soutien autrefois donné à Kissengen (en 1866), il va lui rendre la pareille avec toutes ses forces ». Même le IXe corps, appartenant à la IIe armée, pousse sur le champ de bataille ceux de ses éléments à portée. Ce qu'on a vu à Spicheren se renouvelle. Avec une unanimité admirable, tous veulent aider leur camarade. Le général commandant la 13e division, Glümer, s'étonne d'abord de la hardiesse de son brigadier; néanmoins, il se refuse à le laisser dans l'embarras. Une heure après, à cinq heures un quart, le commandant du corps d'armée, Zastrow, arrive, lui aussi, bien qu'un peu tard. Son premier mouvement est de blâmer von der Goltz; il essaye même d'arrêter la lutte. Mais, reconnaissant bientôt que c'est impossible, il hâte la marche de son autre division (la 14e)

et finit alors par convenir qu'à la place de Goltz, il aurait agi comme lui et se serait accroché à l'ennemi en retraite, au moins pour un temps (1). Tout cela montre à quel point, dans l'armée allemande, la doctrine est commune, la camaraderie puissante, la volonté ferme et hardie. C'est un beau spectacle, en vérité, et qui fait oublier l'anéantissement du commandement supérieur!

Cependant le combat avait, sur ces entrefaites, pris une allure de violente énergie. L'armée française, toujours brave et de plus énervée par sa longue retraite, faisait tête avec la plus rude obstination. Les Prussiens, loin de gagner du terrain, se cramponnaient péniblement à celui sur lequel ils avaient si imprudemment pris pied. Ils avaient tout à craindre d'une contre-attaque énergique à laquelle, malheureusement, Bazaine, indolent et passif, était loin de songer, et ils se trouvaient même dans l'impossibilité de rompre, tant ils étaient maintenant bien accrochés. Au sud, devant Mercy et Colombey, le VIIe corps subissait des pertes sanglantes; au nord, en face de Mey et de Bellecroix, le Ier essayait vainement de déloger le corps de Ladmirault. Il était sept heures, et déjà la nuit s'annonçait, quand tout à coup un officier envoyé par Steinmetz vint prévenir de l'arrivée de celui-ci, et apporta en même temps à Zastrow l'ordre impératif de rompre le combat pour reprendre les emplacements du matin. Même injonction, ajoutait-il,

(1) *Souvenirs particuliers* du général DE ZASTROW, cités par CARDINAL DE WIDDERN.

était faite simultanément au général de Manteuffel.

A cette communication, Zastrow et son fidèle chef d'état-major, qui ne se quittaient pas, eurent un sursaut. Comment! rompre le combat dans les conditions où l'on se trouvait, après tant de sacrifices, et au moment où les troupes faisaient des efforts surhumains pour se maintenir! Entamer une retraite que la proximité et la force de l'ennemi rendraient infailliblement désastreuse, et cela en pleine obscurité, sans éléments de recueil, sans réserves pour dégager la ligne de feu! Abandonner les blessés et s'avouer vaincus avant de l'être! Impossible d'accepter solution pareille. Zastrow, très embarrassé, et redoutant singulièrement l'arrivée de son terrible chef, essaya avant tout de détourner sa colère et voulut user d'un compromis. Il fit écrire, par le chef d'état-major, sur une feuille de carnet, que « la situation présente ne permettait une rupture immédiate du combat qu'au prix de pertes considérables; mais qu'aussitôt la chose possible, il se conformerait à l'ordre reçu après avoir recueilli ses blessés ». Puis, il rédigea pour ses troupes un ordre prescrivant de bivouaquer sur place, sous le prétexte « qu'il n'était pas dans les intentions du commandement qu'il soit pris une position plus rapprochée des ouvrages de la place ».

Donner des instructions pour le stationnement en pleine lutte, et avant de savoir comment celle-ci finira, pourrait paraître un acte de présomption presque insensé. Mais le pauvre Zastrow ne voyait pas si loin; il cherchait à se garer tout uniment.

« Grâce à cet ordre, nous dit Widdern, il espérait enrayer du mieux possible toute ingérence directe d'officiers du quartier général de l'armée que Steinmetz pourrait envoyer dans le but de faire engager un mouvement de retraite. » Et voilà à quelles compromissions on en arrive quand, au fonctionnement normal de la subordination hiérarchique, se substitue une autorité d'autant plus brutale qu'elle ne s'exerce que par intermittence et en quelque sorte par à-coups. Widdern qualifie d'« acte de sage prévoyance » l'artifice auquel Zastrow venait de recourir. En réalité, comme on le verra plus tard, ce fut simplement une « précaution inutile ».

Passons maintenant au Ier corps, où la tension n'était pas moindre, ni les consciences plus rassérénées. Là, cependant, le général de Manteuffel avait eu sur son collègue Zastrow l'avantage d'une orientation plus complète et de précieux éléments d'information. Il n'en était que plus embarrassé, en présence de la divergence absolue qu'il constatait entre les vues du généralissime et celles de son chef immédiat. Mais, pour expliquer son état d'esprit, il nous faut revenir quelque peu en arrière.

Le grand quartier général s'était, le 13 au soir, installé à Herny, sur la route de Faulquemont à Pont-à-Mousson, et aussitôt Moltke, qui, probablement, se méfiait de Steinmetz, avait dépêché vers la Ire armée deux officiers du grand état-major, le lieutenant-colonel de Brandenstein et le capitaine de Winterfeld, « qui devaient se faire une opinion

immédiate et personnelle de la situation et en rendre compte aussitôt, *mais qui étaient aussi les porteurs de la pensée du haut commandement* (1). » Ces officiers, partis à trois heures et demie du matin, le 14, avaient, dès l'aube, parcouru la ligne des avant-postes et constaté que, contrairement à l'ordre d'opérations (2), on n'y faisait aucune reconnaissance et point d'exploration.

Très surpris de cette découverte, ils coururent à Courcelles-Chaussy, où Manteuffel leur apprit qu'en fait de directive, il ne possédait que cet ordre sommaire, qu'il venait tout juste de recevoir du commandant en chef Steinmetz. « J'informe Votre Excellence que la Ire armée restera aujourd'hui sur ses positions. » Pour lui, il désirait vivement attaquer. Jugeant d'instinct les choses, il ne s'expliquait pas que tenant enfin l'ennemi qui se dérobait depuis la Sarre, on ne cherchât point à l'aborder. Sans faire aucune combinaison stratégique, il voyait dans l'armée de Bazaine un objectif immédiat. « Et, puisqu'on l'avait rejointe, il fallait sans tarder combattre (3). »

Sa surprise fut donc extrême quand le colonel de Brandenstein lui communiqua les intentions de Moltke, et le rôle réservé éventuellement par celui-ci à chacune des deux armées, chose dont il ne connaissait pas le premier mot. Mais il dut se retran-

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*
(2) Voy. plus haut, p. 76.
(3) *Souvenirs* du lieutenant-colonel de Burg, chef d'état-major du Ier corps d'armée, cités par Widdern.

cher derrière les ordres formels qu'il avait reçus (1) et refusa d'étendre davantage son service de reconnaissances, par crainte de provoquer des incidents. Toutefois, il consentit à faire donner l'alarme à ses troupes, afin qu'elles fussent prêtes à toute éventualité.

Cependant, le lieutenant-colonel de Burg, chef d'état-major, restait inquiet. Il sentait l'électricité dans l'air et songeait qu'au premier éclair, le corps d'armée serait, bon gré mal gré, touché par l'orage. Et que dirait alors Steinmetz? Courir lui demander carte blanche, il n'osait pas, car le « caractère du général, sa manière de comprendre l'obéissance, son attitude à l'égard de ses subordonnés, fussent-ils commandants de corps d'armée, la violence de son caractère, tout interdisait aux officiers en sous-ordre la possibilité de se faire écouter; et, de fait, ceux-ci s'adressaient à lui très rarement (2) ». En désespoir de cause, il recourut à son camarade Brandenstein, dont la situation indépendante autorisait plus d'audace, et le supplia de se rendre à Varize, pour tâcher de convaincre le redoutable entêté. Il alla même jusqu'à lui demander d'en référer à Moltke, si sa première démarche échouait, et d'obtenir de l'influence de celui-ci le consentement que la sienne propre aurait été impuissante à arracher. Brandenstein acquiesça et partit pour Varize, avec son compagnon et un offi-

(1) « Steinmetz lui avait dit lui-même, la veille, qu'il fallait rester sur la défensive absolue et éviter toute attaque. » (*Ibid.*)

(2) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

cier d'état-major du Ier corps, que Manteuffel leur adjoignit pour être plus tôt renseigné.

L'entrevue, paraît-il, fut assez calme; mais Steinmetz demeura inflexible. Malgré les observations du général de Sperling, son chef d'état-major, qui joignit ses instances à celles de Brandenstein; malgré l'insistance de ce dernier, qui revenait toujours sur les intentions exprimées par Moltke, il refusa d'autoriser le mouvement en avant des avant-gardes et de déplacer le VIIIe corps pour le rapprocher des autres. Il s'attendait (1), on ne sait pourquoi, « à voir le choc principal se produire sur son flanc droit », et ne voulait rien entendre de plus. Notons qu'à ce moment (cinq heures et demie), la bataille de Borny était déjà, depuis trois grands quarts d'heure, engagée au VIIe corps.

Cette attitude de Steinmetz, si nouvelle et si peu conforme à son tempérament, peut surprendre. Il faut cependant convenir qu'elle est très sage et beaucoup plus logique que la *directive* de Moltke. A la distance minime où se trouvaient les deux armées opposées, il était bien difficile que les moindres mouvements de l'une pussent échapper à l'autre. Porter en avant les avant-gardes, comme le voulait Moltke, c'était les jeter au combat, et la preuve en a été faite par celle du VIIe corps. Même condenser les colonnes, en les faisant serrer sur leur tête, constituait un jeu dangereux, parce qu'on pouvait ainsi provoquer les velléités d'offen-

(1) *Rapport* du lieutenant-colonel DE BRANDESTEIN au général de Moltke, cité par WIDDERN.

sive des Français, numériquement très supérieurs à la Ire armée, et amener cette bataille dont on ne voulait pas. Moltke était donc, en la circonstance, mal informé, ou bien il s'était trop hâté dans la rédaction de son ordre. Ici encore, il n'aurait pas mal fait de venir voir, parce qu'il eût alors constaté que, si ses prescriptions étaient encore réalisables le 13, elles ne l'étaient plus le 14, en raison de la proximité de l'ennemi. Quant à Steinmetz, il était maintenant dans le vrai, et le reproche le plus sérieux qu'on soit en droit de lui faire est de n'en avoir pas référé au généralissime, outre qu'il montrait trop d'obstination à ne pas vouloir bouger son corps de réserve, le VIIIe, qui, placé trop en arrière, ne pouvait être d'aucune utilité, ni pour une bataille directe, toujours possible, ni pour une attaque dirigée contre le flanc des Français, si ceux-ci prenaient le parti de se porter contre la IIe armée.

Quoi qu'il en soit, Manteuffel restait avec ses perplexités. S'étant posté lui-même, à cheval, sur sa ligne d'avant-postes, il avait constaté *de visu* certains mouvements de l'ennemi et les interprétait comme constituant une menace pour la IIe armée (1).

(1) Le *Journal de marches* du Ier corps parle de mouvements exécutés par les troupes françaises *du nord au sud*. J'ignore ce qui a pu donner lieu à semblable constatation. L'armée du Rhin avait, en effet, vers midi et demi, commencé son mouvement de retraite sur Metz, pas sa droite. Mais la direction de cette retraite était du sud-est au nord-ouest, et nulle part du nord au sud. Peut-être certaines marches intérieures ont-elles donné le change sur l'orientation véritable de la manœuvre. Mais, à coup

Ses troupes étaient sous les armes, et, bien que la tentation fût grande de les pousser à l'action, il n'osait pas y céder. Il allait cependant envoyer l'ordre à ses deux divisions de se rapprocher, quand tout à coup un peu après quatre heures, il entendit sur sa gauche une forte canonnade, bientôt suivie d'une crépitante mousqueterie. Au même moment, arrivait à franc étrier un officier d'ordonnance, envoyé par von der Goltz pour demander du secours. Manteuffel n'hésita plus. Jugeant que la confraternité d'armes lui imposait des devoirs supérieurs à une obéissance aveugle, et que le changement de situation l'autorisait à s'en affranchir, il imposa silence à ses scrupules pour se montrer homme de caractère et de décision. Par un ordre verbal, il prescrivit donc aux commandants des avant-gardes qui avaient rapidement devancé leurs troupes d'attaquer énergiquement et de refouler l'ennemi, *mais sans se laisser attirer sous le feu des canons de la place*. Puis il rendit compte au commandant de l'armée de sa détermination, ainsi que du motif grave qui l'avait provoquée.

Nous ne suivrons pas le développement de l'action ainsi entamée. Disons seulement qu'elle fut sanglante et également stérile. Les Français gardèrent à peu près toutes leurs positions, et purent se retirer à la nuit sans être inquiétés. L'affaire, commencée très tard, et par suite extrêmement courte,

sûr, les reconnaissances allemandes, si elles ont vu ce qu'elles rapportent, ont été le jouet d'une illusion.

ne fut qu'un inutile carnage, dont les Prussiens ne tirent ni grande gloire, ni réel profit.

Elle aurait cependant pu fort mal tourner pour eux si Bazaine, au lieu de se laisser obséder par l'idée de retraite, avait voulu profiter de l'occasion offerte, et vigoureusement foncé sur son imprudent ennemi, avant que la nuit ne vînt le sauver. Vers huit heures, « le Ier corps, dit Widdern, se trouvait, par le fait de ses actions offensives sans but et sans objet, morcelé jusqu'à Mey et Vallières (1); il était disloqué sur une grande étendue de terrain en pays fort difficile... L'attaque débordante de Ladmirault aurait pu le mettre en très mauvaise posture. Mais, étant donnée l'heure avancée, une action décisive n'aurait pu être poussée à fond... » En réalité, l'obscurité seule avait sauvé les Prussiens, qui laissèrent encore 5,000 hommes sur ce champ de bataille de hasard.

La lutte venait de s'éteindre partout, et Manteuffel en avait adressé à Steinmetz un compte rendu sommaire se terminant par cette phrase : « Afin de recueillir les blessés et d'affirmer la victoire, je reste sur mes positions, à moins d'ordres contraires, » quand il reçut précisément ces ordres, les mêmes qui avaient été envoyés à Zastrow.

(1) Il y a là une erreur matérielle, imputable à la relation historique du grand état-major, et que, personnellement, j'ai déjà rectifiée deux fois. (Voy. *Histoire générale de la guerre franco-allemande*, I, p. 370, et *le 4e corps de l'armée de Metz*, p. 78.) Jamais le village de Mey n'a été perdu par nous. Du reste, un article du *Militær-Wochemblatt* a à peu près désavoué le grand état-major, et admis comme fondée ma rectification.

Comme ce dernier, il prit sur lui de ne pas les exécuter, et d'éviter une retraite qui eût été plus déprimante qu'une défaite. Mais, plus ferme que Zastrow, il ne chercha point d'excuse et s'en remit aux seuls droits qu'il tenait de son autorité du soin de se justifier.

Je ne crois ni intéressant ni utile de m'appesantir maintenant sur la façon dont certains éléments du IXe corps (IIe armée) furent amenés sur le champ de bataille, ni de montrer comment, au regard de leurs camarades de l'infanterie, les deux commandants de division de cavalerie, Hartmann et von der Grœben, firent preuve de peu d'initiative et de décision. Mais je tiens à exposer, toujours d'après mon auteur, les faits et gestes du VIIIe corps, parce qu'ils montrent à l'évidence jusqu'où allaient les tiraillements du commandement dans cette armée allemande, dont la légende a voulu faire un modèle inimitable et un exemple unique, et qui, pour l'instant, n'offrait guère d'autre spectacle que la plus désolante anarchie.

Le VIIIe corps d'armée, moins la brigade Gneisenau envoyée devant Thionville, cantonnait sur la Nied allemande, partie à Varize, partie à Bionville (1), où était le quartier général. Le général de Gœben, qui le commandait, n'avait pas été, mieux que ses camarades, mis au courant des affaires, et il jugeait la situation assez rassurante

(1) A 4 kilomètres au sud de Varize.

pour avoir accepté du général de Zastrow, le 14 une invitation à déjeuner à Pange (1). De retour à son quartier général, il avait trouvé une dépêche émanant du Ier corps et lui demandant son concours éventuel. A cinq heures et demie, il en recevait une autre, annonçant que la lutte était commencée. Il crut devoir en référer à Steinmetz. « Les troupes au bivouac, disait-il, me font savoir qu'on entend une vive canonnade dans la direction de l'ouest. Le VIIIe corps constituant la réserve de l'armée, j'attendrai l'ordre du commandant en chef pour savoir si je dois me porter en avant et vers quel point. »

Cette démarche, pourtant si régulière et hiérarchique, parut choquer Steinmetz, qui y répondit sèchement que personne ne devait bouger sans son ordre formel. Il n'y avait qu'à s'incliner, et Gœben s'inclina. On peut supposer, d'ailleurs, qu'il ne demandait pas mieux. Sur la foi de renseignements inexacts, il s'était en effet imaginé que l'initiative de l'attaque était venue, non des Allemands, mais des Français, et il ne pensait pas qu'en raison de l'heure avancée, l'offensive de ces derniers les menât bien loin. Il monta néanmoins à cheval et gagna une hauteur en avant. Mais, comme il était encore à 14 ou 15 kilomètres du champ de bataille, il ne vit rien et demeura privé de toute espèce de renseignement.

Il venait de rentrer à Bionville, à huit heures et demie, quand un officier du Ier corps lui apporta

(1) Lettre de Gœben à sa femme, du 14 août, cinq heures et demie soir, citée par WIDDERN.

une dépêche de Manteuffel, donnant des nouvelles de la bataille, et demandant qu'on envoyât d'urgence des renforts à Pont-à-Chaussy. Gœben, toujours pour les mêmes raisons, refusa encore. Enfin, à neuf heures, il reçut de Steinmetz qui, sur ces entrefaites, s'était rendu, comme on le verra plus loin, sur le champ de bataille, un ordre prescrivant de faire marcher sur les Étangs les troupes du VIII[e] corps stationnées à Varize, et de les faire remplacer en ce dernier point par celles de Bionville et environs. C'était net. Une pareille injonction émanant du commandant en chef devait être d'autant plus impérative que ce commandant en chef se trouvait, dans le moment où il l'avait faite, sur le lieu même du combat. Nulle objection, nulle raison dilatoire ne pouvait être valable, et la plus élémentaire discipline faisait au général de Gœben un devoir d'obéir.

Eh bien ! il n'obéit pas.

Sous le prétexte qu'il était trop tard, qu'une marche de nuit disloquerait ses troupes, que la prétendue offensive de l'ennemi était d'ores et déjà enrayée, qu'enfin le meilleur parti à prendre lui semblait être une abstention grâce à laquelle il pouvait amener le lendemain des troupes fraîches au combat, il refusa d'exécuter l'ordre formel qu'il recevait, et, ne pouvant arrêter les troupes de Varize déjà parties, il prévint celles de Bionville qu'elles auraient à se porter sur ce point *le lendemain seulement à cinq heures du matin*.

Sans doute, l'initiative est louable. Quand, en

présence de circonstances imprévues, un officier, quel que soit son grade, prend sous sa responsabilité la détermination qu'il croit la meilleure, et ne craint pas de l'exécuter même au risque d'un blâme, il fait preuve de caractère, c'est-à-dire d'une qualité qui, pour un soldat, est la première de toutes; et, quoi qu'il arrive, il commande l'estime. Mais quand il se substitue au commandement et que, parce qu'il apprécie la situation à un point de vue spécial, il fait litière des règles hiérarchiques et de la discipline, alors son indépendance n'est plus que de l'insubordination; et, quoi qu'il arrive, il mérite toutes les rigueurs.

L'acte que le général de Gœben a commis, le 14 au soir, relève purement et simplement du code de justice militaire; et, malgré les éloges que Widdern et avant lui un général russe, de Woyde (1), ont cru devoir lui décerner, j'estime que le donner en exemple serait funeste. Un esprit non prévenu n'y verra jamais que le fait d'une présomption très fâcheuse qu'il importe de refréner sans ménagement. Et, bien que celle-ci n'ait rien de comparable à la hardiesse de Manteuffel ou de Glümer, l'une et l'autre éclairent d'un jour singulier l'état d'esprit d'une armée où les trois commandants de corps semblent s'être donné le mot pour refuser

(1) Dans un ouvrage intitulé : *De l'initiative des chefs en sous-ordre à la guerre*. L'auteur y émet généralement des idées justes. Mais la façon dont il interprète les événements de la guerre franco-allemande prouve qu'il ne possède de celle-ci qu'une notion générale, superficielle et trop souvent erronée.

l'obéissance, les deux premiers quand il s'agissait de reculer, l'autre quand il fallait marcher.

Gœben n'eut d'ailleurs pas à se louer de sa trop scrupuleuse circonspection, car Manteuffel surtout lui en tint assez sévèrement rigueur. « Mais où est donc le VIII[e] corps? » répétait-il pendant la bataille. Lui et Zastrow manifestèrent hautement leur étonnement de cette abstention singulière à un officier d'état-major qui, envoyé aux renseignements vers le soir par Gœben, et de retour après minuit, réveilla son général pour lui transmettre leurs reproches. Et Gœben, très affecté, écrivit sans désemparer à ses deux camarades une lettre de félicitations qui était en même temps une lettre d'excuses.

Le lendemain, les retrouvant sur le champ de bataille, il put faire sa paix avec eux, mais ce fut sur le dos de Steinmetz. « Le commandant en chef, écrivait-il à sa femme, est très mécontent du mouvement offensif d'hier; *nous sommes cependant tombés d'accord pour ne jamais nous laisser mutuellement dans l'embarras* (1). » Il y avait dans cette promesse un acte réel de courage, car, au moment où elle s'échangeait, une scène terrible se passait à quelques pas de là, qui était bien faite pour détruire à jamais, chez les subordonnés de Steinmetz, toute velléité d'affranchissement.

Nous avons laissé le commandant en chef de la I[re] armée à son quartier général de Varize, où,

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

toute la journée du 14, il s'était obstinément tenu à 18 kilomètres en arrière de son corps de première ligne, et sans donner à personne la moindre indication, sinon que l'armée ne bougerait pas ce jour-là. Renfermé dans son isolement hautain, comptant sur la terreur qu'il inspirait pour faire strictement observer ses ordres, cet homme à la fois orgueilleux et défiant tenait à l'écart tous ses surbordonnés, quels qu'ils fussent, et se confinait dans une tour d'ivoire d'où il foudroyait les imprudents qui tentaient de l'approcher. Une fois ses prescriptions données, il n'admettait ni observation ni remontrance, et l'idée seule de la plus légère infraction à ses volontés le mettait en fureur. Un officier d'état-major, informé qu'au VII[e] corps on venait de donner l'alerte et de porter en avant une division, s'étant avisé de dire devant lui que c'était peut-être le début d'une bataille[1]: « Une bataille! s'écria le général rouge de colère. Comment s'engagerait-elle? Je ne l'ai pas ordonnée! » Et il renvoya l'autre, terrifié.

Il est clair que, lorsqu'on est aussi jaloux de son autorité, on ne doit jamais s'éloigner de ses troupes. Car il faut choisir entre ces deux solutions : ou bien accorder aux subordonnés quelque indépendance, en se confiant à leur bon sens, ou bien être là soi-même, et tout diriger de près. Steinmetz n'adoptait ni l'une ni l'autre; mais, en revanche, il était constamment de mauvaise humeur et la faisait volontiers retomber sur les autres. Il représentait, dit Widdern, « le type d'une personnalité spéciale qui ne dispa-

raîtra jamais. » Tant pis, si elle est éternelle, car elle manque de séduction.

Mais, la connaissant, on peut se figurer l'état dans lequel dut être l'irascible général, quand, à partir de quatre heures trois quarts, il reçut successivement trois dépêches l'informant que cette bataille, si formellement contraire à ses volontés, était bien réellement engagée. Furieux et hors de lui-même, il dépêcha immédiatement deux officiers à Zastrow et à Manteuffel, avec ordre de rompre immédiatement le combat; puis il monta à cheval et se dirigea en personne vers le terrain de lutte. Mais, avant de l'y suivre, une remarque s'impose qui a son intérêt.

La communication émanant du général de Zastrow était ainsi conçue : « Du général commandant le VIIe corps. — Région de Colombey. Cinq heures et demie du soir. — *L'ennemi a attaqué les avant-postes du Ier corps avec des forces supérieures.* La 13e division marche sur le flanc droit de l'ennemi, la 14e division suit celle-ci en arrière et à gauche pour la couvrir du côté de Metz. *L'ennemi se replie sur Metz.* »

Qui donc avait pu rédiger un compte rendu aussi complètement inexact? Est-ce Zastrow qui, pour se mettre à couvert, travestissait les faits ainsi? Cela donnerait une piètre idée de son caractère, car il savait parfaitement que l'attaque ne venait pas plus des Français que du Ier corps, et qu'au surplus l'ennemi, à cinq heures et demie, non seulement ne se repliait pas, mais, au contraire, résis-

tait avec la plus grande énergie. Serait-ce un officier d'ordonnance trop zélé ou trop ingénieux? On pourrait en conclure alors que le service d'état-major s'exécutait de façon singulière!

De fait, Widdern n'ayant pas jugé à propos de s'appesantir sur cet incident extraordinaire, nous ne pouvons que le constater comme un spécimen de pratiques étranges, si elles ne sont que cela (1). Mais il serait inutile d'en relever beaucoup de même nature pour expliquer, dans une mesure suffisante, les méfiances de Steinmetz.

Cependant, l'un des officiers dépêchés par ce dernier, le capitaine de Baumann, avait, sur ces entrefaites, joint, vers sept heures et demie, le général de Zastrow, au sud de Coincy. « Le soleil n'était pas encore couché, a-t-il écrit, mais se rapprochait de l'horizon; Zastrow, impassible sur son gros cheval bai, allumait justement un long cigare. A ses côtés se trouvaient le colonel de Unger, son chef d'état-major, dont la tunique avait été déchirée par un éclat d'obus, et le major de Kaltenborn, qui, ayant eu son cheval tué sous lui, en enfourchait un autre (2). » Le combat en avant était très vif et trop acharné pour qu'il fût possible de le rompre. Baumann fit néammoins sa commission, puis galopa vers Noisseville pour la redire à

(1) WIDDERN, après avoir transcrit la dépêche de Zastrow, se contente de mettre en note : « Cette affirmation n'était pas conforme à la réalité. »

(2) *Souvenirs* du capitaine (depuis lieutenant général) de Baumann, cités par WIDDERN.

Manteuffel. Il recontra celui-ci près de la *Brasserie*, qui flambait, et dut constater qu'ici, comme ailleurs, l'affaire était devenue sérieuse. Retournant ensuite sur ses pas, il trouva Steinmetz qui venait de dépasser le lieu dit le *Petit-Marais*, sur la route des Étangs à Metz. Il était alors huit heures et demie environ.

Le commandant en chef entendit son rapport avec les marques de la plus violente colère. Exaspéré de la fin de non-recevoir opposée à ses ordres, et se refusant même à en juger les motifs, il voulut punir immédiatement ce qu'il appelait « un acte d'émancipation », et, sans rien écouter de plus, il renvoya Baumann au galop intimer à Zastrow l'injonction formelle « d'évacuer avant la nuit le plateau, pour se replier derrière la Nied ». Lui-même se chargea d'aller trouver Manteuffel et poursuivit sa route vers la *Brasserie*. Il y arriva un quart d'heure après, et aborda le commandant du 1er corps, la fureur dans les yeux. Ici se place une scène dramatique, dont les témoins terrifiés nous ont laissé le poignant récit.

La bataille venait de prendre fin. Une obscurité silencieuse enveloppait le champ de carnage, qui résonnait encore du râle des mourants. Tout à côté, les flammes, dévorant la *Brasserie*, montaient vers le ciel en longues gerbes crépitantes, et éclairaient une ambulance, où les chirurgiens, le tablier sanglant aux reins, vaquaient à leur rude besogne. Un peu plus loin, des soldats, groupés autour des fagots allumés, montraient en pleine lumière leurs

visages bronzés tout dégouttants de sueur. A l'horizon, perdu dans le crépuscule lunaire, on entendait des bruits confus, faits de clameurs sourdes, de cris étouffés, d'appels haletants, de roulements de voitures et de canons. Et à deux pas, dans un chemin, venait d'éclater un hymne de triomphe : *Heil dir im Siergerkranz* (1)! que la musique des grenadiers « Prince-Royal » entonnait à pleins cuivres, comme une sommation à la victoire incertaine. Manteuffel, à cheval, droit et ferme sur ses étriers, attendait impassible, la main à sa casquette, que son chef l'abordât.

Sans préambule, Steinmetz lui reprocha violemment d'avoir transgressé ses ordres et le rendit responsable des conséquences et du sang versé. Il parlait haut, durement, sans souci des auditeurs, muets et tremblants, que son emportement, à l'égard d'un officier général de grade égal et subordonné seulement par la fonction, gênait visiblement.

Manteuffel demeurait calme sous la bourrasque. Avec beaucoup de dignité, il expliqua les motifs de sa conduite, acceptant devant le roi cette responsabilité dont on le menaçait, et ajoutant qu'il est à la guerre des circonstances où un général a le droit et le devoir d'agir suivant ses convictions, fussent-elles contraires à un ordre donné.

« Vous avez perdu une bataille! » répliqua brutalement Steinmetz, que le chant de victoire en-

(1) « Salut à toi, dans la gloire du triomphe! »

tonné par le régiment Prince-Royal irritait encore davantage, parce qu'il semblait le narguer. Et, répétant à deux reprises le mot de « désobéissance », il réitéra l'ordre impératif de faire replier toutes les troupes sur les emplacements du matin.

La situation de Manteuffel devenait extrêmement pénible. A chaque minute, il semblait vouloir éclater, et sur son visage altéré se voyait la trace du violent combat qui se livrait en son âme. Son chef d'état-major, debout à ses côtés, lui prodiguait des paroles d'apaisement et le suppliait de rester maître de lui, pour ne pas donner barre à son terrible adversaire. Il rompit enfin le silence, et, d'une voix tremblante d'émotion, il demanda une dernière fois, au nom des considérations les plus hautes et de la conservation du moral de l'armée, l'autorisation de passer la nuit sur le champ de bataille : « Je vous donne une heure, répondit Steinmetz en tournant le dos. Que pendant ce temps on rétablisse l'ordre et on s'occupe des blessés. La retraite commencera immédiatement après! »

Elle fut lugubre. Cette marche de nuit, terminée à deux heures du matin, pour reprendre à cinq heures, exerça sur les troupes une action déprimante. Vainement, pour leur en masquer la tristesse, faisait-on entonner, çà et là, le fameux hymne du victoire. Nul ne voulut croire qu'il fallût tourner le dos pour confirmer un triomphe, et, du côté français même, on salua ce départ avec des cris de joie.

Steinmetz venait de montrer là toute l'ardeur

venimeuse de sa passion d'autorité, et, uniquement pour affirmer sa toute-puissance, il avait profondément blessé un de ses meilleurs lieutenants, ébranlé le moral de ses troupes, fatigué beaucoup les soldats et porté une atteinte grave au prestige de sa haute fonction. A un pareil oubli de soi-même, à un si complet manque de sang-froid, il n'y a pas d'excuse, bien que le grand état-major en ait cherché. La colère est mauvaise conseillère, et l'homme qui ne sait pas s'en affranchir ne mérite pas d'être placé au-dessus de ses semblables, à qui il n'inspire plus qu'une pitié méprisante, au lieu de la soumission et du respect.

Tandis qu'en ruminant sa bile, le commandant en chef retournait à son quartier général de Varize, Baumann courait après Zastrow. Au bout de pas mal de recherches, il finit par le retrouver à Pange, vers dix heures un quart, qui se mettait à table avec quelques officiers, dans la salle à manger du château. « Les uns, dit Widdern, étaient occupés d'écritures et de détails de service, les autres cherchaient à se remettre des émotions et des fatigues de la journée, grâce aux ressources de la cuisine et de la cave. » Quant au général, confortablement installé à la place d'honneur, et une large serviette autour du cou, il dégustait, « avec une évidente satisfaction, » un grand bol de lait caillé que son chef d'état-major, aux petits soins pour sa santé, venait de lui apporter (1).

(1) « Nous qui avons connu, dit Widdern, le vieux et original gentilhomme, amateur de bonne chère et l'appétit toujours ou-

Parmi les officiers, allant et venant, se trouvait le lieutenant-colonel de Brandenstein, qui avait assisté à la terrible entrevue de la Brasserie, et qui, avant de regagner le grand quartier général d'Herny, s'était arrêté un instant au VII[e] corps pour voir où en étaient les affaires. Baumann entra, et communiqua l'ordre de retraite immédiate qu'il était chargé d'apporter. Zastrow se leva alors, et, suivi de Brandenstein et de son chef d'état-major, se retira dans une pièce voisine.

Là, on discuta la situation, qui paraissait délicate. Outre les raisons d'ordre moral mises en avant par Manteuffel, et tout aussi impérieuses ici, il y avait impossibilité matérielle de condenser, dans l'obscurité, les troupes éparpillées par le combat, et d'improviser une retraite qui sûrement aurait abouti au plus complet désordre. Zastrow, cependant, hésitait à contrecarrer, pour la seconde fois, les volontés formelles du commandant en chef; mais le colonel de Brandenstein vint à son secours. Il promit de partir aussitôt, malgré sa fatigue extrême et celle de son cheval (il était en route depuis trois heures et demie du matin), et d'obtenir de Moltke une approbation de la conduite de Zastrow. Les 20 kilomètres à parcourir encore pour joindre, à Herny, le généralissime, ne l'effrayèrent pas, et il se fit fort de provoquer, dès les premières heures du jour, le lendemain, une solution satisfaisante.

Sur cette assurance, Zastrow prit courage, et,

vert, nous sommes tout heureux de penser qu'il a pu se restaurer ainsi à son aise, après la rude journée de Colombey. »

moins d'une demi-heure plus tard, il faisait remettre à Baumann une note, que, cependant, il n'osa pas signer (1), déclarant que « le commandant du corps d'armée avait déjà donné, pour la nuit, des ordres tendant à l'évacuation des blessés et à la conservation de l'honneur du champ de bataille: mais qu'à la pointe du jour, il se rendrait de sa personne sur le terrain, à l'est de Colombey, et veillerait alors à l'exécution des prescriptions du commandement ». Puis, il alla se coucher, tandis que Baumann remontait à cheval pour regagner Varize.

Chemin faisant, comme il traversait, vers onze heures et demie, le village de Courcelles-Chaussy, il entendit, à travers les volets d'une grande maison très éclairée, le bruit d'une conversation animée, et apprit, par la sentinelle placée devant la porte, que c'était là le logement du général de Manteuffel. Il entra.

Le commandant du Ier corps, assis avec ses officiers devant un souper frugal, parlait avec vivacité des événements de la journée, et semblait très animé au souvenir de l'affront qu'il avait reçu. Chacun donnait son avis, et probablement déplorait l'inconvenance de la scène de Noiseville, quand apparut un officier du VIIe corps venant demander si l'on pouvait compter sur le Ier, au cas où le combat se rallumerait. Sans hésiter, et avec une spontanéité où perçaient à la fois sa rancune

(1) Elle fut signée, *par ordre*, par le chef d'état-major, colonel de Unger.

contre Steinmetz et la colère de son humiliation, Manteuffel, peu soucieux maintenant de savoir s'il y serait autorisé, répondit qu'il se porterait en avant au premier coup de canon.

Sur ces entrefaites, Baumann s'en était allé; mais quand il arriva à Varize, à trois heures du matin, tout le monde était couché. Il dut faire réveiller le général de Sperling, chef d'état-major, pour lui rendre compte de l'insuccès de sa mission. Ce dernier, prévoyant un nouvel éclat, le congédia en lui disant que « le commandant de l'armée apprendrait bien assez tôt le lendemain ce qui était nécessaire ». Baumann avait, pour ce résultat, fait environ 60 kilomètres, en restant près de neuf heures à cheval.

Revenons maintenant à Steinmetz, dont le tempérament emporté s'alliait parfois, comme on l'a vu déjà, — et comme on va le revoir, — à une considérable astuce. Le soin jaloux qu'il prenait de ramener ses subordonnés à l'obéissance ne l'empêchait pas, en effet, de tirer de leur acte d'initiative quelque petit profit, ni de présenter au roi comme une victoire bel et bien démontrée ce que, quelques heures avant, il qualifiait, pour les besoins de sa cause, de bataille perdue. Et, dans une dépêche écrite à une heure vingt du matin, il anticipait à ce point sur les événements qu'il représentait les Français comme « refoulés dans Metz après une vive résistance ». En outre, pour donner satisfaction à Moltke, il ajoutait que les troupes de la Ire armée

avaient été ramenées sur leurs emplacements du matin (1), et que, seule, la 1re division de cavalerie restait, pour *dominer le champ de bataille* (2). De sa querelle avec ses commandants de corps, il ne soufflait mot, se réservant de lui donner ultérieurement une sanction plus effective. C'était d'ailleurs chez lui une habitude de ne rendre compte que de ce qu'il voulait, quand il le voulait, et la correspondance de Moltke nous donne, ici encore, une notion caractéristique de sa façon d'agir.

Ainsi, le 11 août, le chef d'état-major général lui écrit : « Sa Majesté est restée pendant toute la journée d'hier et jusqu'à dix heures du soir sans indication sur la situation du quartier général et des corps de la Ire armée; aujourd'hui encore *on n'a* aucune donnée sur les mouvements projetés. Sa Majesté rappelle par suite au commandant en chef les ordres en vertu desquels on doit chaque jour lui envoyer les comptes rendus nécessaires *pour qu'Elle puisse à tout instant disposer des corps d'armée*. Il devient d'autant plus indispensable de prendre ce soin que les armées se rapprochent davantage de l'ennemi. » Et, le même jour, Moltke

(1) C'était inexact pour le VIIe corps. Mais Steinmetz ignorait encore que celui-ci se fût refusé à exécuter son ordre d'évacuation.

(2) Ces mots rappelaient le texte même d'une communication écrite à une heure et demie et que Steinmetz avait fait parvenir aux troupes par ses officiers. Si les Français, d'aventure, avaient repris l'offensive à l'aube du 15, ce qui, après tout, aurait bien pu arriver, cette division de cavalerie se fût trouvée en jolie posture, vraiment!

écrit au général de Stiehle, chef d'état-major du prince Frédéric-Charles : « Merci pour tous vos renseignements, *d'autant plus que nous n'en recevons aucun de la Ire armée.* Je ne suis pas même en état de vous dire où se dirigent aujourd'hui les Ier, VIIe et VIIIe corps. Les démarches voulues ont été faites pour remédier à cet état de choses... » Nous voilà bien loin, ce semble, de cet accord parfait et immuable dont la relation du grand état-major nous a donné un tableau si habilement composé!

Quoi qu'il en soit, le général de Steinmetz reçut, le 15, à six heures du matin, une dépêche qui dut lui faire l'effet d'une douche glacée. « Sa Majesté, y était-il dit, *prescrit à la* Ire *armée de se maintenir sur le terrain conquis à la bataille d'hier*, en tant qu'il ne s'étendra pas dans la zone d'action efficace de l'artillerie de la place. Amenez immédiatement en avant le VIIIe corps, en soutien des Ier et VIIe. Le IXe corps, déjà entré en ligne hier, sera amené près du champ de bataille. Le IIe corps atteindra par sa tête Han-sur-Nied. Sa Majesté se rend à Pange. »

Cet ordre, où se reconnaissait la main du colonel de Brandenstein, constituait évidemment un désaveu; mais il pouvait d'autant moins être éludé que le roi lui-même arrivait pour en surveiller l'exécution (1).

Après l'avoir transmis, quoique sans enthou-

(1) Guillaume était parti de Herny à cinq heures, accompagné de tout le grand état-major. « La première partie du trajet, dit Widdern, se fit en voiture à cause de la distance. »

siasme, le commandant de la Ire armée monta à cheval et se dirigea sur Flanville. Tout près de ce hameau, il rencontra l'auguste cohorte et fit son rapport; puis Manteuffel arriva, qui fit aussi le sien. Le roi, les ayant écoutés, se tourna vers le dernier et lui exprima toute sa satisfaction pour sa décision, son esprit de camaraderie, en lui permettant de transmettre aux troupes ses remerciements et ses éloges.

Entre temps, des officiers d'état-major étant venus annoncer que décidément, cette fois, l'armée française avait évacué les plateaux de Borny et de Mey, Moltke dicta l'ordre de suspendre le mouvement en avant; après quoi, le roi et lui remontèrent en voiture pour se diriger vers les emplacements du VIIe corps. Quand Guillaume vit venir à lui le général de Zastrow, dont la mine inquiète en disait long, il lui tendit la main : « Je vous remercie tout particulièrement, lui dit-il, *de vous être maintenu sur les positions conquises*. C'était bien le seul moyen de marquer aux Français que nous étions victorieux. » Et il ajouta en riant, comme pour achever de confondre Steinmetz, qui suivait d'un air maussade : « Goltz a eu encore de la chance; voilà la seconde fois qu'il a l'occasion de montrer son esprit d'initiative; c'est bien! »

Celui-ci n'était guère rassuré, cependant, et, dans le moment même, il faisait la confidence de ses émotions au colonel Verdy du Vernois, chef de section du grand état-major, qui accompagnait le cortège. « A peine étais-je arrivé, dit Verdy, que

je rencontrai von der Goltz, tout à la joie de l'heureuse issue du rude combat de la veille, mais assez inquiet de la façon dont son équipée serait prise en haut lieu. Je réussis à le tranquilliser, en lui disant que sa conduite avait servi très utilement les vues du commandement, car le temps d'arrêt imposé par le combat aux Français concordait avec la tendance des opérations entamées et ne pouvait que les favoriser (1). » Un instant après, le roi lui-même le rendait à la vie, en le félicitant très chaleureusement.

Ainsi, grâce à l'intervention opportune de Brandenstein, le calme venait de renaître après la tempête. Sans doute, tout ce monde s'exagérait les résultats de la bataille du 14, et personne ne se doutait encore qu'ils fussent si minces, au regard du sang qu'ils avaient coûté. Mais, pour l'instant, Moltke et, avec lui, le roi, voulaient avant tout que le sentiment d'activité existant dans l'état-major allemand ne fût pas étouffé par une compression maladroite. Peut-être y avait-il aussi, de la part du chef d'état-major général, une pointe d'animosité personnelle. En résumé, Steinmetz était délibérément jeté par-dessus bord, sans souci des privilèges hiérarchiques ni des droits de son autorité. Et la haute intervention du roi s'exerçait à temps pour arrêter un conflit dont les suites eussent pu être considérables, car le commandant en chef ne parlait de rien moins, paraît-il, que de traduire ses

(1) Voy. *Im Grossen Hauptquartier* du colonel VERDY DU VERNOIS.

subordonnés en conseil de guerre (1). On peut s demander qui d'eux ou de lui méritaient réelle ment d'y passer!

Deux faits principaux, dans cette bataille de Borny, frappent l'attention. C'est, d'une part, l'effacement du haut commandement, ou, si l'on préfère, de la direction, et, d'autre part, l'ingérence décisive d'un officier sans mandat aucun, dont la seule patente est le titre de représentant du grand quartier général.

Le généralissime, très loin en arrière, lance une *directive*, plus ou moins conforme aux nécessités de la situation actuelle, et se tient coi. Je dis plus ou moins conforme, car, enfin, s'il voulait réussir à prendre l'armée française à revers, il avait un intérêt majeur à retarder le plus longtemps possible son mouvement de retraite, et le moyen le meilleur, en vue de ce résultat, n'était certainement pas de planter en face d'elle deux corps d'armée, trois même, avec ordre exprès de ne pas bouger. Mais passons : j'ai dit déjà que je ne faisais pas ici de stratégie.

De son côté, le commandant en chef de ces trois corps d'armée, bien que complètement orienté sur la manœuvre prescrite, ne donne à ses sous-ordres aucune indication de nature à préciser leur rôle éventuel. Il se tait, se dérobe et se cache, sans même envoyer sur les lieux un seul officier au cou-

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

rant de la situation. Et, confiné à deux heures de marche de ses corps de première ligne, il les laisse exposés à tous les hasards. Le résultat, le voici.

Comme les deux adversaires sont au contact intime, la moindre étincelle peut mettre le feu aux poudres. Elle s'allume, et voilà une bataille engagée, qui ne découle d'aucune idée, qui ne répond à aucune tendance, qui ne vise aucun résultat, sinon la satisfaction de troubler la quiétude de l'ennemi. Personne n'est là pour la diriger, la poursuivre si elle est utile, ou l'arrêter si elle est compromettante. Le commandant en chef, malgré sa diligence, n'en a vu que l'agonie, et le généralissime ne l'a connue que quand elle était finie depuis longtemps. Elle s'est livrée en dehors du commandement supérieur, en dépit de lui et hors de lui. Elle proclame donc son insuffisance ou sa faiblesse, puisqu'il n'a su ni la prévoir, ni l'accepter, ni l'empêcher.

Et qu'on ne voie pas là un simple incident de guerre, comme il en surgit parfois, qui déconcertent et bouleversent les prévisions les plus minutieuses. La période était passée où de pareilles surprises sont admissibles. Quant le théâtre d'opérations est à ce point resserré, que la manœuvre peut s'exécuter, pour ainsi dire, à commandement, tout événement fortuit risque d'entraîner des conséquences qu'il est impossible de calculer, et peut porter dans cette manœuvre une perturbation telle, qu'elle s'en trouve immédiatement et formellement enrayée. Il ne doit donc jamais s'en produire; et,

s'il s'en produit, c'est que la direction a été hé[s]itante, ou qu'elle a mal pris ses précautions. Cel[les] de Napoléon n'a jamais eu à en subir, que l'emp[e]reur n'ait envisagés par avance, et préalableme[nt] circonscrits par des mesures de garantie.

Qu'on suppose à l'armée française un chef, je n[e] dirai pas grand capitaine, mais simplement homm[e] de tempérament et d'action, un Pélissier si vou[s] voulez, ou un Bosquet, à défaut d'un Bugeaud.

Même admises les fautes qui avaient placé se[s] troupes dans la situation défectueuse, au point de vue stratégique, où se trouvait, le 14 août, l'armée du Rhin, il s'en serait autrement tiré que Bazaine, je n'hésite pas à l'affirmer. Attaqué de la façon que l'on sait, il aurait risposté. Une contre-attaque vigoureuse, fournie à sept heures du soir par la garde impériale, ou par la division de Cissey tout entière, eût refoulé en désordre les deux corps prussiens si imprudemment aventurés, culbuté leurs têtes sur leurs queues encore en mouvement, et rejeté le tout derrière la Nied. Après quoi on était libre de ses mouvements, car semblable dénouement entravait singulièrement le passage de la Moselle par la IIe armée et, par suite, toute la manœuvre de Moltke. On pouvait alors, soit continuer la retraite sous la protection de la place de Metz, qui, bien qu'inachevée et insuffisamment armée, offrait cependant une aide momentanée, ou bien encore, en prenant cette forteresse comme appui de gauche, défendre le franchissement de la Moselle. Il se présentait une foule de solutions

plausibles, acceptables, rationnelles. Une seule était à rejeter; c'est précisément celle que, pour son malheur et le nôtre, Bazaine a choisie, par faiblesse de caractère et insuffisance de jugement : c'est-à-dire la défense passive et l'incarcération sous les murailles de Metz.

Mais, cette faiblesse et cette insuffisance, l'état-major allemand en faisait-il état par avance? Non, et toute la littérature militaire de nos adversaires est là pour le prouver. S'ils avaient confiance dans l'indiscutable supériorité de leur éducation technique, ils n'ignoraient pas cependant de quelle trempe était fait le ressort de l'armée française, ni quels tours de force cette armée, sous la poussée d'un bras vigoureux, était capable d'accomplir. Loin de mépriser leur ennemi, pour un engourdissement cérébral qui pouvait n'être qu'apparent, ils le redoutaient, au contraire, en raison de son impétuosité traditionnelle, dont le réveil eût été d'autant plus terrible qu'elle était depuis plus longtemps refrénée. Et nulle part l'influence dominatrice de ce sentiment ne se révèle plus clairement que dans la prudence extrême apportée par Moltke à ses projets d'abordage, dans la constitution et la mise en œuvre de son plan d'opération fondamental.

Non, certes, l'armée allemande ne pouvait pas préjuger, dans ses calculs, d'une inertie aussi prodigieuse que celle dont le commandement français devait donner l'exemple, unique d'ailleurs dans l'histoire militaire, et c'était bien un acte d'impru-

dence inexcusable qu'elle commettait en venant ainsi s'offrir à nos coups. Si cet acte confirmait la réputation d'activité, de hardiesse et d'esprit de solidarité que les généraux prussiens s'étaient déjà antérieurement acquise, s'il les révélait comme des hommes de guerre résolus et capables d'affronter les responsabilités, il indiquait, également, de la part de la direction supérieure, une impuissance caractéristique, dont l'armée allemande, malgré sa fortune inlassable, n'a pas eu à se louer.

« Bien que glorieuse pour nos armes, écrit un général prussien (1), la bataille du 14 août n'en a pas moins été une lourde faute. Sans résultats militaires appréciables, elle a coûté fort cher, et *prématurément épuisé dans deux corps d'armée l'ardeur de combattre naguère si puissante.* La faiblesse du VII[e] corps, quatre jours plus tard, à Gravelotte, en est certainement un résultat immédiat... »

Et, poursuivant son examen de la bataille, le même général apprécie comme suit l'initiative extrême dont elle a dérivé : « La marche offensive du général von der Goltz, officier d'une vigueur remarquable, est la conséquence d'un reproche immérité qu'il avait essuyé le 6, jour de Spicheren, pour un soi-disant manque de hardiesse à marcher sur Forbach. Ce souvenir le poussa à marcher sur Colombey, sans but cette fois. Comme nul ne pouvait prévoir ce qui résulterait de cette offensive, elle est

(1) Widdern, qui le cite, ne le nomme pas, mais il le donne comme un témoin oculaire parvenu depuis aux postes les plus élevés.

blâmable absolument, et ne s'excuse point par le mouvement rétrograde des Français. Celui-ci, en effet, était prévu, et on n'avait pas prescrit de le suivre parce que c'était inutile. *Le désir violent de molester l'ennemi en retraite a seul déterminé une attaque en opposition formelle avec les intentions du commandement.* »

Passant ensuite à Zastrow, le même auteur le blâme d'avoir approuvé le mouvement de son avant-garde. Quant au commandant du Ier corps, voici ce qu'il en dit : « Le général de Manteuffel, à qui il n'avait pas encore été donné de combattre, avait évidemment un vif désir de rattraper le temps perdu. Mais c'était un subordonné très discipliné, je le sais pour l'avoir approché souvent. Il n'aurait certainement pas attaqué contre la volonté du commandant de l'armée, s'il n'y avait été contraint par l'obligation de soutenir un camarade très engagé. Je crois pourtant que l'attaque injustifiée du VIIe corps servit à souhait ses désirs. »

Citons enfin des conclusions intéressantes à plus d'un titre : « L'initiative des chefs en sous-ordre est aujourd'hui un mot qui a des ailes. On lui attribue la supériorité de notre armée sur l'armée française; on compte sur elle pour le salut dans l'avenir. *Au moins, n'y persévérons que quand elle est justifiée* (1). Elle seule, dans bien des cas, peut

(1) J'ignore si le général russe de Woyde, si fervent admirateur de l'initiative allemande, a lu cette phrase. Elle est faite pour refroidir un peu son enthousiasme tellement débordant, qu'il va parfois jusqu'au lyrisme, et ne trouve pas de termes

amener la réalisation des intentions du commandement, si les circonstances de temps et de lieu ne permettent pas à celui-ci, soit de connaître la situation réelle, soit d'intervenir à propos. Mais elle peut aussi provoquer des incidents fâcheux et causer ainsi de graves dommages. Là où elle s'exerce sans mobile autre que l'ambition, elle rend tout impossible et fait tomber l'outil de la main qui doit le manier. »

Voilà des idées parfaitement justes et raisonnables, et les choses strictement mises au point, du fait d'un homme de bon sens, dont les yeux ne se sont pas laissé éblouir par la fulguration du triomphe. A cette conclusion d'un esprit indépendant, qui se maintient à des hauteurs inacessibles à ceux pour qui le succès justifie tout, il est inutile de rien ajouter, et les commenter serait les affaiblir.

Il me reste maintenant à dire un mot du rôle joué en cette affaire par le lieutenant-colonel de Brandenstein, rôle spontané, personnel et parfaitement irrégulier, mais dont l'influence a effacé complètement toutes les autres, au point de devenir la directrice unique des opérations. Constatons tout de suite qu'elle est condamnée sans rémission par l'officier général que je citais tout à l'heure. « Le lieutenant-colonel de Brandenstein, dit-il, en-

assez admiratifs, même pour célébrer la conduite du général de Gœben, refusant nettement, le 14 août, d'obéir au commandant en chef.

voyé par le grand quartier général pour s'orienter *de visu* sur la situation des corps avancés de la Ire armée, était un homme très bien doué et de grand mérite. Mais il exerça ici une action aussi peu justifiée que funeste par ses conséquences, et il y a lieu de le rendre responsable des erreurs de cette journée. Il se peut que le fait d'être resté jusque-là fort en arrière, avec le grand quartier général, sans voir l'ennemi, et de se trouver tout à coup à quelques centaines de pas de ses avant-postes, ait provoqué chez lui le besoin d'agir et obscurci la netteté de sa vision des choses. Il savait cependant qu'au grand quartier général, on ne s'attendait point à un acte offensif de la Ire armée, et qu'on ne le désirait même pas. Il aurait donc dû se demander à quoi répondait l'attaque. Au lieu de cela, c'est son intervention qui a influencé et von der Goltz, et peut-être aussi Manteuffel. »

Le fait est parfaitement exact. C'est, en effet, après avoir vu Brandenstein que Goltz se décida à marcher de l'avant : « J'aurais certainement été averti par lui, disait-il, si j'avais fait fausse route ou agi à l'encontre des intentions du grand état-major. » C'est Brandenstein qui a couru donner l'alerte à la 13e division, à Pange, et à la 14e, à Domangeville. C'est son compagnon Winterfeld qui est allé demander le concours du Ier corps. Leur intervention à tous deux pendant le combat a été incessante et s'est même continuée, comme on sait, longtemps après qu'il était fini.

Elle n'a subi d'ailleurs aucune opposition. Cha-

cun semble, au contraire, l'avoir acceptée avec satisfaction, comme une garantie désirable; et, si le seul Steinmetz a refusé de s'y soumettre, du moins l'a-t-il repoussée avec des formes et sans céder à sa violence habituelle. Les deux officiers du grand état-major ont joui d'une autorité absolue, indiscutée, et qui a primé sans discussion les pouvoirs hiérarchiques réguliers. L'un d'eux est allé jusqu'à encourager la désobéissance, en promettant de la faire sanctionner par le roi. Autant dire qu'ils disposaient d'un pouvoir souverain, mais occulte et sans responsabilité.

Une manière de faire aussi insolite a trouvé cependant des approbateurs; que dis-je? des admirateurs. On a voulu y voir le complément naturel et normal de l'action directrice exercée par la puissante institution à laquelle présidait le général de Moltke, et le développement intégral de son influence tutélaire. Les agents du grand état-major allant au loin propager les idées du généralissime, chacun devait être éclairé, et conséquemment l'hésitation n'était plus permise à personne. S'il existait dans les directives une obscurité quelconque, eux étaient là pour l'expliquer et la traduire. Ils portaient avec eux le secret de la pensée du maître, et devaient le livrer à qui avait besoin de le connaître. Ils en étaient les interprètes, au besoin les commentateurs assermentés. Les rencontrer constituait une aubaine, les consulter une assurance contre l'erreur, les satisfaire une certitude de flatteuse approbation. Ils déterminaient les âmes hési-

tantes, et orientaient les esprits embarrassés. Ils étaient, comme les apôtres, chargés de porter la bonne paroles aux gentils.

Tout cela eût été parfait, s'ils se fussent bornés à faire leur office auprès des agents d'exécution directement responsables, c'est-à-dire à expliquer aux commandants d'armée ou de corps d'armée isolés ce qui, dans les instructions émanées du grand quartier général, pouvait paraître mystérieux ou ambigu. Mais il y a loin de cette conception logique et raisonnable d'un procédé de dilution tendant à obtenir une communauté de vues indispensables, à l'ingérence directe de personnalités sans mandat dans l'exercice du commandement. Celui-ci est l'apanage exclusif des autorités militaires hiérarchiquement constituées, qui se le partagent dans des proportions strictement réglées par l'étendue même de leurs attributions. Il ne comporte d'autre contrôle que celui du chef légitime, d'autre impulsion que l'action régulière de l'échelon supérieur. Et, n'en déplaise aux louangeurs intrépides, toute immixtion étrangère ou latérale, non seulement est abusive, mais elle est destructive des liens sacrés sans lesquels une armée ne serait plus que l'incohérent amalgame de caractères disparates et de tempéraments contrariés. Cela s'appelle, en propres termes, l'anarchie, c'est-à-dire l'agent le plus sûr, le plus redoutable et le plus rapide de la désorganisation.

Certes, le grand état-major allemand, source d'une doctrine commune et suffisamment répandue

d'ailleurs à tous les degrés du commandement, a été, en 1870, un des facteurs immédiats du succès. C'était, et c'est encore, un moteur puissant, un organe remarquable de direction, quant aux efforts de diffusion, quant aux idées. Il a créé des moyens formidables, qu'il a ensuite actionnés et mis en œuvre plus que convenablement. Son rôle a été décisif, honorable, on peut même dire glorieux, au sens subjectif de l'épithète. Cela n'empêche pas de constater que certains de ses membres, en voulant trop étendre ce rôle, ont failli tout détraquer. Qu'on les excuse en faveur de l'intention, je l'admets; mais qu'on les loue, c'est réellement abusif, car il serait fâcheux de voir leur exemple suivi.

On ne saurait vraiment concevoir qu'un officier, par le seul fait de ses attaches avec le grand quartier général, ait le droit de prendre en personne la direction effective d'une bataille, de dicter à l'un ou à l'autre sa ligne de conduite, et de contrecarrer, sous prétexte qu'elle ne concorde pas absolument avec les vues du commandement supérieur, la volonté du chef responsable et direct.

Et ces vues mêmes, est-il sûr de les bien connaître et de les interpréter congrûment? Ne serait-ce pas par hasard les siennes propres, qu'inconsciemment il est amené à leur substituer? Voyez Brandenstein. Il sait mieux que personne que Moltke ne veut point de bataille ce jour-là, qu'il la redoute même, puisque, malgré l'intérêt qu'il y a à pousser

rapidement toute la IIe armée de l'autre côté de la Moselle, il a retenu deux de ses corps sur la rive droite pour soutenir Steinmetz contre une attaque française qui le mettrait, à ses yeux, en danger. Qu'un malentendu existe entre ce dernier et le généralissime au sujet du plus ou moins de champ à donner aux avant-gardes, c'est possible, c'est même réel. A Brandenstein de le faire disparaître, si Steinmetz s'y prête, ou d'en rendre compte, s'il y persiste. Mais là s'arrêtent ses pouvoirs. Et quand, entraîné malgré lui par une ardeur inconsciente, il va, d'un mouvement spontané, autoriser les témérités de l'un, exciter l'énergie d'un autre, et jeter les troupes qu'il rencontre dans un combat auquel lui-même ne connaît ni raison ni but, il cesse d'être le truchement des volontés du maître pour obéir passivement à ses propres suggestions. Il ne raisonne plus, il ne compare plus; il va, sans souci des conséquences, se plonger dans le guêpier d'où il devait tirer les autres, et, comme il s'aperçoit à la fin de la gravité de ses actes, il ne craint pas, pour les justifier, de pousser à l'insubordination un officier général dont il se rend solidaire, afin de se couvrir lui-même en le couvrant. Qu'on admire, si l'on veut, sa hardiesse et sa souplesse d'esprit. Mais, par grâce, qu'on ne donne point en exemple un acte aussi déconcertant.

Le ferait-on, d'ailleurs, s'il n'était pas excusé par le succès? Succès très relatif, à vrai dire, et qui n'est qu'un revers esquivé.

En réalité, par le fait d'une direction imprécise

qui favorisait outre mesure les audaces individuelles, la stratégie allemande nous a offert, deux fois en huit jours, l'occasion de prendre sur elle une supériorité marquée. La manœuvre entreprise par Moltke, avec trois armées, avait, en effet, pour corollaire immédiat une étroite solidarité entre celles-ci, solidarité telle qu'un échec subi sur un point se répercutait immédiatement sur les autres. De notre côté, si nous étions en état manifeste d'infériorité numérique, nous bénéficiions d'autre part des avantages d'une position centrale, que nous avaient faite les circonstances, à défaut du commandement lui-même; c'est-à-dire qu'il nous suffisait, pour entraver, peut-être même pour interrompre le développement de la combinaison allemande, de frapper énergiquemet sur celle des armées ennemies qui s'offrait le plus directement à nos coups. Ici, par exemple, le moyen le plus sûr d'arrêter les progrès inquiétants de la IIe armée sur notre aile droite, était d'infliger à la Ire la leçon qu'elle était venue chercher, et, pour dire comme Steinmetz, qu'elle avait méritée.

Pour cela, étant donné la faute qu'elle venait de commettre en s'amorçant d'elle-même, il n'y avait qu'à la laisser faire, puis à riposter d'un vigoureux coup de boutoir. Nous en avions le moyen. Un chef imprégné du simple bon sens militaire n'y eût pas manqué. Bazaine ne semble pas y avoir songé, même une minute, tant était impérieuse la fascination exercée par des murailles sur son esprit désorienté. Il est cruel cependant de pen-

ser qu'un résultat si simple et à la fois si désirable eût été obtenu de lui-même, en laissant tout bonnement à nos soldats héroïques la faculté d'obéir à leur impulsion naturelle et de céder à leur instinct!

CHAPITRE IV

BATAILLE DE REZONVILLE

I. — LE GÉNÉRAL CONSTANTIN D'ALVENSLEBEN

La bataille livrée le 16 août 1870 par un peu plus de deux corps d'armée allemands et quatre brigades de cavalerie contre l'armée française que commandait Bazaine, constitue, malgré la minime proportion des forces ennemies engagées par rapport à leur effectif total, l'acte décisif de la guerre.

Une victoire remportée par nous sur les plateaux de Gravelotte — et tout autre que Bazaine l'eût sans doute obtenue complète — mettait les armées du roi Guillaume, alors éparpillées en un dispositif invraisemblablement dispersé, dans la plus fâcheuse posture, qu'aggravaient encore les difficultés du terrain et le cours de la Moselle orienté par leur travers. La défaite, au contraire, nous privait d'une partie de nos lignes de manœuvre, réduisait de façon très sensible le réseau des voies de communication avec l'intérieur et risquait de nous rejeter vers le nord, c'est-à-dire la Belgique, ou tout au moins sur la place de Metz.

On sait que cette dernière solution n'était pas

pour déplaire au commandant en chef de l'armée du Rhin, que fascinait déjà l'attirance invincible des murailles. Elle ne lui apparaissait pas, en tout cas, avec ses conséquences inéluctables d'annihilation et de mort.

Cette bataille, cependant, fut absolument le résultat du hasard. Ni le généralissime allemand, qui transportait paisiblement ce jour-là son quartier général de Herny à Pont-à-Mousson; ni le commandant de l'armée engagée, prince Frédéric-Charles, ne l'avaient escomptée ou prévue. L'un et l'autre ignoraient la situation exacte de nos forces. Quant à celles-ci, ballottées au gré d'un commandement débile et incertain, qui non seulement ne cherchait pas à se procurer un renseignement quelconque, mais même faisait fi de ceux qui par aventure lui parvenaient, elles se mouvaient par masses compactes, d'une allure lente, irrégulière et gênée, sans se douter qu'à quelques kilomètres, sur leur flanc, s'avançaient des bataillons épais, animés d'un furieux esprit d'offensive et prêts à se jeter sur elles avec l'impétuosité du taureau.

Le choc de Rezonville a été bien réellement le fait d'une des surprises stratégiques comme l'histoire des guerres en enregistre fort peu d'aussi complètes; mais il faut convenir que, si l'état-major allemand dut être un moment assez déconfit à la brusque découverte d'une situation militaire imprévue, il sut, par contre, se tirer de ce mauvais pas grâce à une énergie peu commune, et à sa notion très nette des principes essentiels de la

guerre, que nous avions oubliés dans des triomphes trop facilement obtenus.

On se rappelle que la bataille de Borny avait été livrée à l'insu du grand quartier général. Le roi et Moltke ne furent informés de ses résultats que fort tard dans la nuit. Peut-être cependant s'étaient-ils doutés de quelque chose, car, « à partir de six heures du soir, on avait bien entendu, à Herny, le bruit du canon dans la direction de Metz, ou plutôt de faibles échos atténués par les accidents du terrain et les bois intermédiaires (1) ». Mais il ne semble pas qu'ils aient attaché autrement d'importance à ces indices, pourtant caractéristiques, puisque, à cet heure-là même, ils envoyaient à la IIe armée, dont le quartier général était à Pont-à-Mousson, un ordre disant en substance que, « les observations faites par la Ire armée devant Metz n'ayant pas tiré au clair la situation de ce côté,... l'aile droite de la IIe ne bougerait pas le lendemain, mais que, pour tâcher d'y voir plus clair, il serait indispensable de pousser, avec toute la cavalerie disponible, de fortes reconnaissances sur la rive gauche de la Moselle vers les routes entre Metz et Verdun, et de les faire soutenir, dans la direction de Gorze et de Thiaucourt, par les corps d'armée ayant franchi la Moselle les premiers. »

Rappelons, pour l'éclaircissement de ceci, que, le 14 au soir, tandis que la Ire armée (Steinmetz) stationnait aux abords du champ de bataille, la IIe

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *la Crise de Vionville.*

(Frédéric-Charles) avait trois de ses corps (IIIe, IXe et XIIe) échelonnés le long de la route de Sarreguemines à Pont-à-Mousson, entre la Nied française et la haute Seille, afin de pouvoir soutenir la Ire armée au cas où les forces françaises l'auraient assaillie, comme on pouvait encore le craindre. C'était là ce qui constituait l'aile droite, avec la 6e division de cavalerie, portée en observation au sud de Metz. Quant à l'aile gauche, elle comprenait la garde, à Dieulouard, et le Xe corps avec la 5e division de cavalerie, à Pont-à-Mousson, où était le quartier général. Les IVe et IIe corps stationnaient, en deuxième ligne, sur la Seille et vers Faulquemont.

L'ordre de Moltke ne parvint au prince Frédéric-Charles que vers minuit. Mais ce dernier, dès six heures, en avait donné un autre qui se trouvait en contradiction formelle avec celui du souverain, puisque, d'après sa teneur, toute l'armée, sauf le IXe corps, devait le lendemain continuer le mouvement en avant vers la Meuse. On voit quel manque absolu d'entente provoquait l'éloignement abusif du grand quartier général, et quelles conséquences funestes pouvaient entraîner de pareilles divergences dans l'appréciation d'une situation pourtant bien facile à définir, si l'on eût bien employé une nombreuse cavalerie qui semblait ne servir à rien. Moltke croyait l'armée française encore tout entière, ou à peu près, sur la rive droite de la Moselle, et prête à donner un coup de boutoir à Steinmetz. Frédéric-Charles la supposait au contraire déjà en retraite vers la Meuse, et ne

songeait qu'à l'y devancer, et tandis que le premier tirait en arrière, l'autre entendait au contraire pousser de l'avant. Ce sont là de ces discordances qui risqueraient de déparer la magnifique ordonnance de la *Relation officielle*. Aussi celle-ci s'est-elle gardée de les signaler, ou même d'y faire la plus discrète allusion.

Arrivons maintenant aux événements qui furent la conséquence de ces ordres divergents. Ils étaient parvenus tous deux, et presque simultanément, au commandant du IIIe corps, qui stationnait à Allémont, à 18 kilomètres au sud-est de Metz. C'était le général Constantin d'Alvensleben qui devait, le surlendemain, récolter tant de gloire et dont la belle figure militaire mérite plus qu'une simple mention.

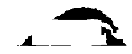
Né en 1809, il avait à cette époque tout près de soixante-deux ans. C'était un homme d'une distinction charmante, en qui l'expérience et le caractère s'alliaient à une grande noblesse de sentiments, à la courtoisie la plus parfaite et à une captivante simplicité. Comme tous les chefs de l'armée allemande, ou à peu près, il sortait de l'état-major, mais avec de nombreux passages dans les troupes. En 1860, chef de section au ministère de la guerre, il avait pris une part importante à la réorganisation de l'armée prussienne, accomplie sous les auspices et grâce à la ferme volonté du prince-régent, depuis Guillaume Ier, et celui-ci s'était empressé de lui témoigner sa particulière sympathie en l'appelant dans le corps de la garde, où il commanda d'abord le régiment de grenadiers Empereur-

Alexandre, puis la 1re brigade, qu'il conduisit brillamment, en 1866, sur les champs de bataille de Soor et de Sadowa, enfin de la 1re division. Il avait été, dès le début de la guerre de 1870, mis à la tête du IIIe corps, que le prince Frédéric-Charles venait de si vigoureusement entraîner. Il déploya, dans cette terrible journée du 16 août, des qualités militaires de premier ordre : courage, sang-froid, esprit de décision et de vigueur, ténacité admirable, d'autant plus méritoires qu'il souffrait, paraît-il, de maux de tête atroces (1). Mais il était de ceux chez qui l'âme dompte le corps et dont la confiance inébranlable commande le succès. Dans la brillante pléiade des généraux qui ont porté si haut la puissance de leur pays, Constantin d'Alvensleben occupe une place à part, et c'est un devoir pour l'historien qui peut s'abstraire un instant de tant de souvenirs pénibles, de saluer en passant la mémoire de cet admirable soldat (2).

Comme bien on pense, le bruit du canon de Borny n'avait pu le laisser indifférent. Il s'était entouré des renseignements nécessaires, et savait, lui, ce que les autres ne savaient pas. L'armée fran-

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

(2) Le général d'Avensleben, qui avait conscience de sa valeur et de ses services, ne supportait pas toujours patiemment les taquineries administratives. A la suite de certaines difficultés sur la nature desquelles on n'est pas édifié, il envoya, le 9 août 1872, sa demande de retraite à l'empereur. Celui-ci la refusa, en une lettre chaleureuse, mais qui ne put triompher de la décision du général. Alvensleben quitta définitivement l'armée en 1873, et mourut en 1892, à Berlin. (CARDINAL DE WIDDERN, *passim.*)



çaise était bien réellement en retraite, et le combat du 14 n'avait pu que la retarder dans un mouvement rendu déjà long et difficile par la traversée d'une ville. Si donc on marchait, — comme l'aurait voulu Frédéric-Charles, — on avait des chances de devancer l'ennemi sur les plateaux de l'ouest, ou tout au moins de le prendre en flanc.

Aussi, bien qu'ayant un peu plus tard reçu du commandant de l'armée avis formel des intentions du généralissime, il n'hésita pas à faire son choix, en obéissant à celui des deux ordres qui s'inspirait du sentiment d'activité dont il était animé lui-même, car c'était à ses yeux le seul moyen de tirer parti du succès obtenu. « Nous savons vaincre, répondait-il aux observations de son chef d'état-major, mais nous n'avons pas su encore profiter de la victoire. Marchons! » Et, comme on lui parlait de responsabilité à engager, il se décida plus formellement encore, « car une de ses qualités essentielles était son goût prononcé pour la responsabilité » (1). Ce trait, rapporté par son chef d'état-major lui-même, suffit à peindre l'homme et le classe décidément parmi les forts :

A six heures et demie du matin, le 15, il écrivait donc à Moltke et à Frédéric-Charles la lettre suivante :

Les motifs pour lesquels le IIIe corps entre autres devait rester aujourd'hui sur ses emplacements étaient

(1) *Dix-huitième Monographie* de l'état-major allemand, citée par Cardinal de Widdern.

es suivants : 1° l'hypothèse que l'ennemi pût encore se trouver en force sur la rive droite de la Moselle et méditer un mouvement offensif; 2° la nécessité d'accorder un jour de repos aux troupes à la suite des dernières marches fatigantes.

Or, d'après les résultats du combat d'hier, il est peu probable que l'ennemi songe encore à prendre l'offensive. D'autre part, le corps d'armée n'a pas besoin d'un jour de repos, et *l'idée fondamentale de la prochaine opération est de franchir la Moselle tout en appuyant à gauche.*

Je propose donc de franchir la Moselle aujourd'hui même, si du moins mes reconnaissances constatent l'existence d'un pont à Pagny, ou si je parviens à en construire un.

Et, en même temps, il mettait ses troupes en marche, sans plus s'inquiéter de savoir si son acte téméraire serait ou non approuvé. Il jugeait que, dans cette phase décisive de la lutte, accorder à l'adversaire une journée de répit qu'on ne pourrait plus jamais regagner, était une faute, et il ne voulait pas la commettre. Sa hardiesse s'appuyait sur une connaissance exacte de la situation militaire, complètement ignorée de ceux qui, par grâce d'état, auraient dû en être informés les premiers; et, s'il risquait personnellement quelque bourrade, du moins était-il en droit de compter que les résultats promis à son audace suffiraient amplement à la justifier.

Peut-être que, s'il eût eu affaire au terrible Steinmetz, il se serait mal défendu d'une hésitation permise. Cardinal de Widdern, à qui nous sommes redevables de tous ces détails, ne manque pas d'en faire

la remarque, tant était bien connue l'ombrageuse susceptibilité du commandant en chef de la Ire armée. Mais il ajoute qu'avec Frédéric-Charles, il était plus facile de s'entendre. Le caractère bouillant et aventureux du prince n'excluait point, en effet, une appréciation très juste et raisonnable des mérites de chacun. Il aimait, en ses sous-ordres, l'initiative, la volonté, le caractère, et savait fort bien les encourager. Aussi, au reçu de la dépêche d'Alvensleben, se borna-t-il à répondre que les instructions royales ne lui permettaient pas de souscrire aux dispositions prises par le IIIe corps, « mais que cela ne l'empêchait pas de rendre hommage au sentiment qui avait poussé son chef à agir ».

Alvensleben dut s'arrêter. Malgré tout, s'il était satisfait dans son amour-propre, il persistait dans son opinion. Revenant donc à la charge, il exposa de nouveau tout l'avantage qu'il voyait à une action rapide, et, cette fois, il obtint gain de cause, le grand quartier général, mieux éclairé, ayant, sur ces entrefaites, donné toute latitude à la IIe armée de continuer le mouvement en avant.

Voilà donc un commandant de corps d'armée qui, parce qu'il est sur les lieux et se renseigne, voit seul clair dans une situation assez confuse, dont la réalité échappe à la fois au chef de l'armée et au directeur suprême des opérations. Ce dernier, suivant une habitude prise, se tient à distance et y demeure obstinément. Il ne connaît que le 15 au matin ce qui s'est passé le 14, le danger qu'aurait pu courir l'armée de Steinmetz, et le résultat heu-

reux qu'on doit à l'inertie de Bazaine. Et c'est seulement à midi et demi, ce jour-là, qu'il lance un télégramme avisant la IIe armée de la retraite probable des Français! Jusque-là, croyant toujours à une attaque possible, il voulait maintenir la plus grande partie de ses forces sur la rive droite de la Moselle, ce qui aurait permis à Bazaine, pour peu qu'il apportât d'activité, d'opérer sa retraite sans encombre. Ce n'était certes pas la cavalerie allemande, si mollement conduite et si peu aventurée, qui eût été capable de l'en empêcher. La bataille de Rezonville, celle de Saint-Privat n'auraient pas été livrées. Nous aurions pu gagner les côtes de Meuse pour y attendre l'attaque, et peut-être qu'ainsi le sort de la guerre eût été changé, car, en raison de la paresse physique des deux inspirateurs de la stratégie allemande, « la souricière, comme on l'a dit, restait consciencieusement tendue, mais risquait fort de se refermer à vide » (1). Alvensleben, par son activité, son coup d'œil et sa hardiesse, a seul permis de faire jouer à temps le déclic.

Si d'ailleurs Moltke, comme on vient de le voir, n'eut qu'une révélation tardive et encore vague de la réalité des événements, il faut constater, à son excuse, que Frédéric-Charles, cependant plus rapproché du théâtre des opérations, et pourvu d'une cavalerie nombreuse (trois divisions), qui aurait dû l'éclairer de façon complète, Frédéric-Charles

(1) G. G. de la *Nouvelle Revue*, *Essais de critique militaire*. (Voy. *Revue historique* de l'état-major général, III, 1903, p. 361.)

n'était pas mieux instruit. Il venait, en tous cas, d'aggraver, par des dispositions maladroites, le décousu initial d'une manœuvre qui devait être décisive, et que le grand quartier général, enfin au courant des choses, avait tardivement dessinée en termes d'une précision suffisante pour qu'il n'y eût plus aucun malentendu.

L'avantage obtenu dans la soirée d'hier (à Borny), écrivait Moltke, le 15 août, à six heures trente du soir, s'est produit dans des conditions qui excluent toute idée de le poursuivre. Ce n'est que *par une vigoureuse offensive contre les routes de Metz et de Verdun*, par Fresnes et par Étain, que l'on peut recueillir les fruits de cette victoire. Le commandement en chef de la IIe armée demeure chargé de conduire cette opération d'après sa propre inspiration, *et avec tous les moyens dont il dispose* (1).

C'était net, et l'homme le plus étranger au style militaire ne pourrait voir qu'un ordre formel d'engagement adressé à la IIe armée tout entière, dans ce document qui doit se traduire ainsi : « Je ne connais pas la position exacte de l'ennemi entre Moselle et Meuse; je sais seulement qu'il a quitté ses positions antérieures et qu'il bat en retraite. Cherchez-le, vous avez assez de cavalerie pour cela, et attaquez-le avec toutes vos forces. » Frédéric-Charles comprit la chose tout autrement, et, au lieu d'infléchir son armée dans la direction de

(1) Ordre parvenu à dix heures trente du soir. Dès sept heures, Frédéric-Charles avait envoyé ceux dont il va être question plus loin. Il ne jugea pas à propos de les modifier.

l'ouest, qu'elle suivait primitivement, vers celle du nord, c'est-à-dire vers les routes indiquées par Moltke, il se contenta d'y faire converger deux corps, le IIIe, qui eut ordre de gagner Gorze, et le Xe, qui fut dirigé sur Fresnes, à 20 kilomètres plus loin.

L'opération était scabreuse, puisque ce dispositif ne comportait aucune réserve à portée. Mais le prince avait son idée fixe. Il croyait n'atteindre, entre Metz et Fresnes, que des convois (1), et supposait que la bataille sérieuse ne se livrerait que sur les bords de la Meuse. C'est ainsi qu'au passage du pont de Champey, il criait aux soldats de la 6e division : « Pour pincer les Français, il faut marcher rondement ce soir et demain matin (2). » Alvensleben, lui, estimait, au contraire, qu'il allait rencontrer autre chose que des convois. Aussi, bien que ses dernières troupes n'eussent atteint leur bivouac qu'à deux heures du matin, le 16, il les remit en marche dès cinq heures (3), en les faisant précéder par la 6e division de cavalerie. Le IIIe corps forma deux colonnes qui se dirigèrent respectivement sur Vionville, par Gorze, et sur Mars-la-Tour.

Pendant ce temps, l'armée française, ou du moins sa plus grande partie (4), campait sur le plateau de Gravelotte, entre le village de ce nom,

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) Le 4e corps (Ladmirault) était encore sous Metz, à Woippy.

Rezonville et Saint-Marcel. Elle avait passé la nui[t] là, après une marche pleine de difficultés et d'à-coups, et devait reprendre son mouvement dans l'après-midi. Mais on sait qu'aussitôt après le départ de l'empereur, qui désirait vivement la continuation de la retraite sur Verdun, Bazaine avait donné contre-ordre, et fait redresser les tentes abattues depuis l'aube du jour. Tout le monde était au repos, sous la protection plus apparente que réelle de la division de cavalerie de Forton, qui bivouaquait un peu plus à l'ouest, près de Vionville. Aucune reconnaissance n'était faite; certaines rumeurs annonçant la proximité de l'ennemi avaient été taxées d'exagération, et leur intérêt semblait négligeable. En sorte que, bien qu'une distance de 6 kilomètres, à vol d'oiseau, séparât à peine les deux adversaires, ils s'ignoraient absolument l'un l'autre, le Français par insouciance et coupable quiétude, l'Allemand par inertie de sa cavalerie. Cependant, la 5[e] division de cette arme, qui battait l'estrade depuis vingt-quatre heures dans les plaines, au sud-ouest de Mars-la-Tour, avait échangé, la veille même, quelques coups de canon avec les troupes du général de Forton! Elle n'aurait donc rien dû ignorer de ce qui se passait devant elle et fut inexcusable de n'en rien dire.

Elle fut bien plus inexcusable encore en attaquant, le 16 au matin, la cavalerie française *avec du canon*. Elle aurait pu tomber sans crier gare sur des camps qu'aucune couverture ne protégeait, et

y jeter un irréparable désordre. Elle préféra annoncer sa présence à grands fracas et donner ainsi aux corps d'armée massés autour de Rezonville le temps de se ressaisir, de recueillir les escadrons en retraite et de se déployer pour recevoir l'attaque. De la sorte, l'infanterie d'Alvensleben, qui quelques instants plus tard atteignait la crête du plateau, après une marche difficile dans des chemins escarpés, trouva devant elle trois corps français. Quels que fussent sa résolution et son courage, c'était beaucoup, surtout si l'on songe que sa 5e division se trouvait diminuée de 2,000 hommes depuis la bataille de Spicheren et qu'elle avait dû laisser, en outre, deux bataillons à la garde des ponts.

Elle n'hésita pas cependant à attaquer, et très vigoureusement. Mais la lutte était difficile et coûteuse. Le IIIe corps, séparé en deux masses reliées par une longue ligne d'artillerie, essayait à grand'-peine de conquérir les points d'appui de la route Metz-Mars-la-Tour, que lui disputaient successivement le 2e corps, la garde et le 6e corps. Il se trouvait, par la force des choses, déployé en ordre mince et exposé à tous les dangers. Il ne disposait d'aucune réserve et n'en voyait point paraître à l'horizon. Dans ces troupes, qui fondaient sous les effets foudroyants du chassepot, l'inquiétude commençait à poindre, malgré l'attitude calme d'Alvensleben et la mine rassérénée qu'il s'était composée. Un colonel « brave et intelligent » disait tout haut : « Il y a là-dessous quelque malen-

tendu (1). » Quant au général lui-même, il ne pouvait s'empêcher de murmurer : « Me voici tout à l'heure dans la situation de Wellington à Waterloo. Je voudrais que le soir ou le Xe corps soit arrivé (2). »

Il comprenait cependant que son initiative si hardie avait atteint le but qu'il lui avait assigné lui-même : arrêter l'armée française dans sa *retraite* et l'accrocher solidement. Le lendemain, peut-être, le généralissime avec toutes ses forces viendrait achever l'œuvre ainsi amorcée, et cueillir le fruit que lui avait commencé à détacher. Le tout était de ne point se faire rejeter dans les ravines tourmentées de la forêt de Gorze par les forces supérieures auxquelles on s'était heurté. Et il faut avouer qu'une pareille crainte avait quelque raison de se manifester.

Mais Alvensleben n'était pas de ceux que le péril décourage : « Bazaine pouvait me battre, a-t-il écrit plus tard, mais quant à se débarrasser de moi facilement, c'est une autre affaire ! » Et il ne paraît pas qu'il y ait eu dans le mot la moindre forfanterie. Quand on pense cependant que jusqu'à deux heures de l'après-midi, ces deux maigres divisions, sans autre renfort que quelques éléments du Xe corps, successivement arrivés sur le champ de bataille, eurent affaire à plus de 100,000 hommes massés devant elles, on peut juger extraordinaire la confiance de leur indomptable chef, car il est clair que

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*
(2) *Ibid.*

si Bazaine, au lieu de se préoccuper uniquement de son aile gauche et de la liaison avec Metz que personne ne songeait à menacer, avait lancé en bélier contre son débile adversaire une seule des divisions magnifiques qu'il envoyait se morfondre de ce côté, les choses auraient tourné tout autrement que ne le croyait Alvensleben, et il est douteux qu'avec tout son courage, toute son ardeur et toute sa science, il eût pu jamais tirer un parti quelconque de la poussière d'armée que seraient devenus les débris de ses régiments essaimés au travers de taillis impénétrables, percés de chemins rocailleux. Comme le dit fort bien le commentateur avisé de ses hauts faits :

Si, devant la supériorité écrasante de l'ennemi, la retraite du IIIe corps, engagé à fond sur un front de 6 kilomètres, put être évitée, la cause en est, non seulement aux fautes tactiques du commandement français, mais encore aux secours effectifs dus à l'esprit de solidarité manifesté par d'autres corps, notamment le Xe. Bien que ce corps ait d'abord marché en quatre colonnes séparées par des intervalles de plusieurs lieues, colonnes dont les forces principales s'avançaient parallèlement au IIIe corps, il arriva, de sa propre initiative, *au complet* sur le champ de bataille (1).

Et nous pouvons ajouter : non seulement il sauva le IIIe corps, mais il sauva l'armée allemande, la renommée de ses chefs suprêmes, et aussi, sans doute, l'intégrité du royaume prussien.

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

Car c'est toujours la même constatation qui s'impose, ici comme à Borny, et comme à Spicheren. Les erreurs capitales d'une stratégie flottante, que dirigent de trop loin des hommes impuissants à en redresser sur place les inévitables à-coups, sont corrigés par l'ardeur combative et l'esprit de *solidarité* de chefs en sous-ordres, qui ne trouvent devant eux qu'un adversaire inerte, dénué à la fois de jugement, de coup d'œil, d'activité, toujours ignorant de ce qui ce passe, et s'en remettant au hasard du soin de dénouer des situations dont il ne connaît rien.

A ces généraux ardents, impétueux, obstinés *et* savants, cela est incontestable, la part était faite trop belle, en vérité. Ils pouvaient tout risquer, tout entreprendre, tout oser. Ils exposaient des vies humaines, sans doute, car la bravoure de l'ennemi était éclatante, et l'on nous dit qu'Alvensleben, « exempt de cette dureté qui reste insensible à la souffrance et aux horreurs du champ de bataille », ne voyait pas sans une émotion douloureuse fondre ses « chères troupes comme la neige au soleil ». Mais on nous dit aussi que, « sa pensée et sa volonté étant exclusivement absorbées par l'exécution de la tâche qu'il avait fait assumer à son corps *dans l'intérêt de l'armée tout entière*, il ne se laissa pas entamer par l'impression dissolvante des lourds sacrifices qu'il faisait (1). »

Cet homme remarquable comprenait toute l'éten-

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

due de la faute commise par Frédéric-Charles, en n'allant pas chercher l'armée ennemie avec toutes ses forces, mais seulement avec une minime partie de celles-ci, exposées ainsi à un écrasement complet. Cette faute, il entendait l'atténuer, la réparer si possible, et il apportait à cette tâche une ténacité, une obstination admirables, comptant sur le concours de ses voisins, dont il connaissait les sentiments énergiques et l'esprit de devoir. Cependant, bien qu'il pût commencer à juger de l'incapacité profonde de son adversaire, dont tous les efforts semblaient conjurés pour l'épargner, il mesurait le courage de l'armée française aux coups terribles qu'elle frappait. Que ces coups fussent mal dirigés, cela était évident. Ils n'en restaient pas moins redoutables et sanglants. Un retour au bon sens chez le maréchal Bazaine était toujours possible, qui les aurait rendus décisifs. Alvensleben le sentait, et, à travers son masque qu'il voulait rendre impénétrable, perçait l'anxiété croissante qui le dévorait.

Quand il sut enfin, vers trois heures, que le X[e] corps tant attendu approchait, sa physionomie se détendit en un élan de gaieté jaillissante, et le joueur de whist passionné qu'il était s'écria : « Allons, nous n'allons pas tarder à faire le trick! » Puis, comme pour montrer qu'en son âme de soldat la jalousie ne pouvait mordre : « Peu importe qu'il revienne à mon partner ou à moi, pourvu que nous l'ayons. » Ce sont là, il faut bien en convenir, des sentiments de camaraderie qui étaient communs alors à nombre de généraux prussiens et qui, malheureu-

sement, n'animaient pas au même degré tous les nôtres (1).

Avec une solidarité aussi agissante, de la volonté, de l'ardeur et de bonnes troupes, il n'est presque pas besoin, pour ainsi dire, de stratégie, à la condition toutefois que l'adversaire n'en ait pas davantage. Ici, celles de Moltke et de Frédéric-Charles étaient notoirement insuffisantes; celle de Bazaine, il est vrai, absolument nulle. Mais tandis que d'un côté on *voulait vaincre*, de l'autre on n'y tenait pas, parce que la préoccupation de ne pas être séparé de Metz primait tout. C'est ce qui explique que, même contre une armée dont la bravoure fut des plus hautes, la témérité d'un Alvensleben ait pu réussir.

Il savait qu'elle serait encouragée et soutenue dans la limite du possible. Il savait surtout qu'elle puisait son excuse dans une situation imprévue, que n'avaient pas su deviner les conducteurs de la guerre, mais que personne ne lui saurait mauvais gré d'avoir exploitée. Aucun de nos généraux ne jouissait d'une indépendance semblable, aucun ne

(1) On sait avec quel empressement, à Spicheren et à Borny, tous les chefs des unités allemandes placés en seconde ligne accoururent soutenir ceux qui étaient engagés; à la première de ces batailles, on raconte que le maréchal Bazaine, apprenant l'état grave où se trouvait le corps du général Frossard, aurait dit : « Ah! ah! le pion est dans la marmelade; qu'il y reste! » Nous ne savons si le propos est exact. Mais le fait certain est que, par suite de circonstances diverses auxquelles n'était pas étrangère la coupable inertie du maréchal, le 2e corps français ne reçut aucun secours, alors qu'à moins d'une journée de marche, trois autres corps étaient au bivouac ou en mouvement.

bénéficiait d'une connaissance, même approximative et lointaine, des conditions générales au milieu desquelles se déroulaient des opérations dont ils ignoraient le but, aussi bien que l'exécution d'ensemble. Eux et leurs troupes marchaient à l'aveugle, tenus étroitement en lisière par un chef qu'occupait seule la réalisation de certaines visées ténébreuses, auxquelles il subordonnait tous ses actes et limitait toutes ses conceptions. Cette obscurité où ils se mouvaient sans cesse ne leur laissait d'autre alternative que la résistance passive ou l'abstention.

Sans doute, ils pouvaient se faire tuer, — et ils n'y manquaient pas, — mais il leur était interdit d'agir. La partie était-elle égale et peut-on vraiment leur reprocher de n'avoir pas mieux exploité, au regard des manœuvres osées de leurs adversaires, le dévouement sans limite de ces soldats admirables, dont beaucoup étaient encore les vainqueurs de Montebello, de Puebla et de Solferino?

C'est à celui qui les commandait, et à lui seul, qu'il appartenait de se souvenir d'un passé glorieux, dont l'exemple, encore récent, lui dictait son devoir. Il lui suffisait de faire comme en Italie et de culbuter l'ennemi dans une poussée vigoureuse. Il ne voulut pas l'ordonner et non seulement il permit ainsi à Alvensleben, qui, vers une heure de l'après-midi, songeait sérieusement à une retraite dont il serait probablement sorti anéanti (1), de tenir bon sur ses positions conquises et de jouer ainsi dans

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

son intégralité le rôle qu'il s'était assigné lui-même. mais il laissa le reste de l'armée allemande libre de se concentrer à loisir pour l'écraser le surlendemain.

Qu'on juge du désastre qui attendait celle-ci si ses têtes de colonnes, culbutées par nous sur les corps de l'arrière, eussent porté partout le désordre et la terreur. Le passage de la Moselle n'était pas encore terminé et ne se poursuivait pas sans encombre (1). Comment se serait-il effectué en sens inverse, sous la pression d'une armée victorieuse qu'aucune barrière vivante ne pouvait plus arrêter? C'était bien alors l'effondrement des savantes combinaisons de Moltke, et l'on peut affirmer que de son plan tant vanté, depuis que le succès en a consacré l'apparente excellence, il ne serait plus alors resté que le souvenir d'un rêve mégalomane, dissipé par une poignée de soldats résolus.

Bazaine ne voulut pas répondre au sourire de la victoire et les rôles furent alors pour toujours renversés. Moltke le comprit parfaitement, bien qu'un peu tard, lui qui, n'ayant point assisté à la bataille et ne la connaissant encore que par d'assez vagues nouvelles, adressait à huit heures et demie du soir au prince Frédéric-Charles cette dépêche caractéristique : « Plus le IIIe corps a aujourd'hui de forces devant lui, plus le succès de demain sera grand, alors que nous pourrons disposer de cinq corps contre l'ennemi. » Il se trompait d'un jour, il est vrai, mais sa conclusion n'en était pas moins juste.

(1) Voir à l'appendice la lettre du capitaine de Baumann.

II. — LE X[e] CORPS ET LE GÉNÉRAL DE VOIGTS-RHETZ.

Que devenait en tout ceci le X[e] corps, si impatiemment attendu? Il se promenait sur les routes, en quatre colonnes séparées par des intervalles de plusieurs lieues, c'est-à-dire qu'il était dans les conditions les meilleures pour se faire écraser en détail par un ennemi tant soit peu entreprenant.

La nuit du 15 au 16, il l'avait passée dans le voisinage de la Moselle, partie à l'est de Pont-à-Mousson (20[e] division et artillerie de corps), partie à Thiaucourt (19[e] division et brigade de dragons de la garde qui lui était adjointe).

Un détachement (deux bataillons, deux escadrons et une batterie) occupait, plus au nord, les abords ouest de Novéant (1). Une autre, destiné à soutenir la 5[e] division de cavalerie, qui opérait déjà devant Mars-la-Tour et Puxieux, devait se porter, le 16 de grand matin, de Pont-à-Mousson sur Chambley, y être rejoint par le premier, puis de là pousser sur la route de Fresnes jusqu'à Doncourt-aux-Templiers (2).

D'une façon générale, le mouvement, pour cette journée, était orienté sur Verdun, en vertu de cette idée, commune au prince Frédéric-Charles et au

(1) Il était commandé par le colonel de Lyncker.

(2) Quatre bataillons, trois escadrons et une batterie, aux ordres du colonel Lehmann.



commandant du X[e] corps, que « l'armée française était en pleine retraite sur la Meuse ». L'un et l'autre l'avaient exprimée de façon très explicite en tête des ordres qu'ils avaient donnés.

Qu'Alvensleben eût déjà franchi la Moselle, dans les conditions que l'on sait, tout le monde l'ignorait, sauf Lyncker qui lui emboîtait le pas. Ce dernier était aux écoutes, et ne tarda pas à percevoir l'écho du furieux combat qu'au nord de Gorze livrait la 5[e] division. Aussitôt, de son plein gré et sans consulter personne, il abandonne sa route, passe outre aux instructions qu'il a reçues, et vient se mettre à la disposition du commandant de la 5[e] division. A onze heures du matin, il atteignait le champ de bataille, où son arrivée fut saluée comme elle le méritait.

De même, en joignant Chambley, le colonel Lehmann avait entendu le fracas de la bataille, et, jugeant à ses grondements que l'engagement était rude, avait lui aussi conversé à droite, en poussant de l'avant son artillerie. Vers midi, il venait à Tronville renforcer l'aile gauche d'Alvensleben, qui n'avait plus un homme en réserve, et lui permettait de tenir tête aux assauts répétés du 6[e] corps français. Voilà comment, dans l'armée prussienne, l'initiative éclairée des sous-ordres savait réparer les erreurs du haut commandement.

Cependant, le général de Voigts-Retz, commandant du X[e] corps, n'était pas très rassuré sur le mérite des dispositions qu'il avait ordonnées (1).

(1) « En quittant Thiaucourt le 16 au matin, nous dit le major (depuis lieutenant général) de Gerhardt, Voigts-Rhetz avait

Sans doute, celles-ci s'inspiraient de l'esprit même qui avait dicté les ordres de l'armée, et tendaient en outre à la concentration finale, vers le soir, d'éléments assez fâcheusement dispersés au début. Elles étaient cependant de nature à justifier certaines inquiétudes, au cas où, en dépit d'une opinion préconçue qui se basait uniquement sur des appréciations spéculatives, les forces françaises n'auraient point amorcé leur retraite aussi complètement qu'on s'était plu à le supposer.

Voigts-Rhetz était un officier de valeur et d'expérience, dont la personnalité n'aimait pas à s'effacer devant l'autorité des autres. Agé en 1870 de soixante et un ans, il devait à son passé, riche d'emplois variés, une notoriété particulière et une légitime considération qu'augmentait encore son renom mérité de travailleur infatigable et d'esprit éclairé. Depuis l'époque où, jeune officier d'état-major, il avait pris une part éclatante à la répression de l'insurrection polonaise de 1842, on l'avait vu successivement directeur au ministère de la guerre, plénipotentiaire militaire à la diète de Francfort, puis, pendant la campagne de Bohême, chef d'état-major de Frédéric-Charles, enfin gouverneur général du Hanovre, nouvellement annexé. Dans ces situations diverses, il avait fait preuve de rares qualités de tact, d'intelligence et de savoir, comme il convient à un diplomate doublé d'un soldat. Il y avait conquis à la fois la confiance du sou-

un air ennuyé et préoccupé, qui tranchait avec sa gaieté habituelle. » (Citation de Cardinal de Widdern.)

verain et l'autorité morale qui commande obéissance et respect. Malheureusement, nous l'avons dit déjà, une grave maladie, contractée en 1869, avait porté atteinte, de façon assez fâcheuse, à des facultés si brillantes, en sorte que, lorsque éclata la guerre, il ne restait à cet homme usé qu'une volonté tenace, sans les moyens intellectuels et physiques de la matérialiser (1). Mais, comme d'autres plus augustes, il avait à ses côtés le chef d'état-major qu'il fallait.

C'était le lieutenant-colonel de Caprivi, dont la vive intelligence et l'esprit délié méritèrent plus tard d'attirer l'attention de Guillaume II, lorsqu'il s'agit, pour celui-ci, de secouer le joug intolérable de Bismarck. Sans doute, la valeur militaire et celle qu'il faut à un chancelier d'empire sont d'essence différente et ne se combinent point aisément. Le fait est que Caprivi succomba à la tâche et tomba, au bout de peu de temps, dans une disgrâce dont il ne s'est pas relevé. Le coup d'œil et l'activité qu'il déploya sur le champ de bataille de Rezonville lui présageaient cependant une destinée plus heureuse et une retraite moins obscure. Il est permis de dire que l'éclat passager des grandeurs, suivi d'une chute aussi profonde, n'était pas une récompense suffisante à son dévouement obstiné.

Dès huit heures du matin, Caprivi, qui partageait les inquiétudes de son chef, et n'avait peut-être pas une confiance absolue dans la vigueur du géné-

(1) Le général de Voigts-Rhetz, atteint d'un ramollissement du cerveau, dut quitter l'armée en 1873, et mourut en 1877.

ral commandant la 5e division de cavalerie, était arrivé auprès de ce dernier avec l'intention de surveiller les affaires et, au besoin, de stimuler certaines ardeurs vacillantes. Il amenait deux batteries à cheval et une escorte de cinq officiers d'ordonnance, afin d'être paré pour toutes les transmissions d'ordres ou de renseignements qu'il lui faudrait effectuer.

La première de ces transmissions eut lieu vers dix heures et demie. Un officier se porta au-devant de la colonne de Thiaucourt pour lui demander d'accourir sur le champ de bataille. Un second chercha Voigts-Rhetz pour l'avertir de ce qui se passait. Un troisième partit vers midi et demi et piqua sur Pont-à-Mousson, distant de 39 kilomètres, afin de mettre au courant le roi et le prince Frédéric-Charles de la situation critique où se débattait le général d'Alvensleben. Pareille activité est louable. Elle dénote, cependant, une singulière abstention du commandement supérieur.

Voici une bataille engagée — et quelle bataille! —par la seule ardeur, d'ailleurs justifiée ici, d'un commandant de corps. Elle peut exercer sur le développement ultérieur des opérations une influence décisive, et ni le généralissime ni le commandant de l'armée intéressée n'en ont eu le moindre soupçon. L'un est tranquillement en route et doit arriver le soir à une couchée distante de près de 40 kilomètres du champ de bataille. L'autre est installé à son quartier général, et la nouvelle qu'on lui apporte est à ce point inattendue, qu'elle

provoque d'abord chez lui le plus profond étonnement (1). Il faut que l'activité d'un lieutenant-colonel intelligent, vigoureux et hardi, supplée à tout, à l'insuffisance des prévisions comme à celle des ordres; à l'ignorance des uns comme à la mollesse des autres; à l'absence des chefs supérieurs comme à la timidité des subordonnés. Tout en essayant de galvaniser Rheinbaben, le médiocre commandant de la 5e division de cavalerie, qui bat l'estrade et se promène au hasard, Caprivi fait prévenir tout le monde, prend sur lui d'appeler au combat une forte colonne qui s'en allait dans une direction excentrique, et ouvre les yeux de chacun sur l'imminence du péril. Bienheureux les chefs d'armée qui ont à leur disposition des coadjuteurs de cette sorte, car ils sont seuls, le plus souvent, à récolter les fructueux bénéfices d'une clairvoyance dans laquelle ils n'ont été pour rien!

Il faut dire cependant, à la louange de Voigts-Rhetz, qu'il n'avait pas attendu l'avertissement de son chef d'état-major pour se porter de sa personne au danger. Marchant avec la colonne partie de Pont-à-Mousson, il l'avait quittée dès que le bruit du canon lui était parvenu, et arrivait à Tronville vers midi et demi. Quant au prince Frédéric-Charles, aussitôt mis au fait, vers deux heures, par le messager de Caprivi, il sauta à cheval et courut sur Rezonville à franc étrier. Dans cette conjoncture critique, le commandant en chef de la IIe armée ne parta-

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

geait certes pas la quiétude affectée de Moltke qui, opposant à ce même aide de camp la marmoréenne impassibilité d'un masque énigmatique, répondait tranquillement à ses récits angoissants : « Même si nous étions battus, ce ne serait pas un malheur, pourvu que nous réussissions, au cas où la retraite deviendrait nécessaire, à attirer à notre suite le plus de forces possible de l'ennemi. » Il ignorait peut-être, ou plutôt feignait d'ignorer dans quelle situation pleine de périls se seraient trouvés les différents corps de la IIe armée, en cas d'un échec déterminé du IIIe et du Xe. En tout cas, il ne voulait pas en convenir. Personne ne saurait le blâmer d'avoir ainsi opposé à l'émotion légitime des acteurs mêmes du drame ce sang-froid qui donne confiance, et qu'un commandant en chef, quelles que soient les circonstances, ne doit jamais abdiquer.

Quoi qu'il en soit, les précautions prises par le colonel de Caprivi n'étaient pas inutiles, comme on va le voir. La colonne partie le matin de Pont-à-Mousson (20e division et artillerie de corps) venait en effet de dépasser Thiaucourt quand elle fut rejointe, entre onze heures et midi, par l'officier porteur d'un ordre d'accourir. Le général de Kraatz-Kolschau, qui la commandait, avait bien entendu le canon, mais il s'était borné à envoyer quelqu'un aux renseignements, et, en attendant des nouvelles, il s'occupait uniquement d'installer ses bivouacs. Les troupes avaient déjà parcouru 23 kilomètres par une chaleur torride et une poussière aveuglante. Cependant l'affaire était assez

chaude pour qu'on ne leur donnât point de repos. Elles repartirent donc sans délai, et purent entrer en ligne au moment le plus critique de la bataille, vers trois heures ou trois heures et demie, à l'instant même où Alvensleben lui-même, malgré son obstination magnifique, désespérait de pouvoir tenir plus longtemps.

Quant à la dernière colonne, celle qui venait de Thiaucourt, et qui se composait de la 38e brigade, plus la brigade de dragons de la garde (1), aux ordres du lieutenant-général de Schwartzkoppen, elle avait atteint Saint-Hilaire, sur la route de Verdun, et y faisait la soupe tranquillement. En vain, les rapports les plus positifs l'avaient-ils mise au fait de l'engagement terrible dont était le théâtre le plateau de Gravelotte (2). En vain, à deux reprises, le bruit du canon avait-il frappé l'oreille du général. Celui-ci s'en tenait strictement à la lettre des instructions de Frédéric-Charles, dont la dernière, reçue en cours de route, portait que, « d'après certains renseignements, la retraite de l'ennemi s'effectuait sur la route de Metz à Verdun par Étain, » et l'invitait à pousser de ce côté sa cavalerie. Il lui fallut un ordre formel, envoyé par Voigts-Rhetz, et apporté par un officier qui montait un cheval blanc d'écume, pour le décider à revenir sur ses pas. Les troupes

(1) Soit 6 bataillons, 7 escadrons, 3 batteries et 2 compagnies de pionniers. Le reste de la division constituait le détachement Lehmann, dont il a été précédemment question.

(2) La brigade de dragons de la garde, qui la devançait, n'ayant rencontré personne devant elle, avait fait un crochet à droite pour gagner Mars-la-Tour et l'en avait avisé.

avaient fait déjà 22 kilomètres; elles en firent près de 20 autres pour venir chercher le désastre et la mort.

On connaît la terrible odyssée de cette malheureuse brigade, qui, brusquement jetée par Schwartzkoppen sur l'aile droite française intacte, se lança très bravement, mais aussi très imprudemment à l'attaque, sans liaison avec le reste du corps de bataille, sans réserves ni soutiens, et ne fut sauvée d'une destruction totale que par la charge audacieuse du 2e dragons de la garde qui permit à ses débris de quitter le terrain de carnage où gisaient les deux tiers des siens (1). Il n'apparaît pas qu'au point de vue tactique et professionnel, sa manœuvre ait été irréprochable, ni même que la catastrophe dont elle a été victime n'ait pas eu pour cause immédiate et décisive le vice des dispositions qu'elle avait adoptées (2). Mais qu'importe? La victoire,

(1) Celui qui écrit ces lignes se souvient encore, après trente-huit ans, du drame terrible qui s'est déroulé, vers cinq heures du soir, sur les bords du *Fond de la Cuve* et il revoit, malgré l'éloignement, le plateau funèbre où gisaient les 2,000 Westphaliens que ses soldats venaient en quelques minutes de coucher dans les sillons rouges de sang. Mais, en même temps, il revoit, maculé et en lambeaux, le drapeau du 57e prussien, qu'un des nôtres, le lieutenant Chabal, avait arraché aux mains du sous-officier qui le portait. Autour de lui, pantelants et mornes, étaient étendus les 400 prisonniers valides que nous avions faits à l'ennemi, et qui lui formaient comme une garde douloureuse...

Évocation de journées héroïques, dont le crime d'un homme a seul pu faire des journées de deuil.

(2) Ici encore, une heureuse intervention de Caprivi empêcha le défaite de se transformer en déroute. Comme, à travers la bagarre, un officier d'état-major avait crié : « Retraite sur Thiau-

comme on l'a dit, n'est point la somme algébrique de succès et de revers partiels. Ceux-ci l'emporteraient-ils même, que le but cherché serait atteint néanmoins, si, en un point donné et au moment opportun, on avait réussi à rompre l'équilibre des forces, et à frapper un coup décisif.

Ici, le fait ne s'est pas produit, en sorte que la bataille du 16 août est restée tactiquement indécise. Elle n'en a pas moins eu, au point de vue stratégique, une importance souveraine, parce que, grâce à la vigueur d'Alvensleben et à l'activité de Caprivi, deux corps d'armée allemands, à peine augmentés de quelques éléments dont il va être question tout à l'heure, ont réussi à maintenir devant eux toute l'armée française, dont l'intérêt pressant était de se dérober, à lui interdire la libre disposition d'une de ses routes de retraite principales, et à ouvrir ainsi un champ nouveau de conceptions et de manœuvres au génie pratique de Moltke, qui s'est empressé de l'exploiter.

Dire qu'ils n'ont pas été aidés dans une large mesure par l'inertie préméditée d'un Bazaine, qui,

court! » indication malencontreuse qui équivalait à un sauve-qui-peut général, il l'arrêta aussitôt et se multiplia pour limiter au village de Tronville la retraite des essaims désordonnés qui abandonnaient en courant le champ de bataille où la malheureuse brigade venait de subir un sort si tragique.

A ce moment, d'ailleurs, la situation paraissait à ce point désespérée qu'afin d'empêcher que l'original de l'ordre de mouvement du Xe corps pour le 16 ne tombât aux mains des Français, Caprivi le déchira. De même, le général de Voigts-Rhetz détruisit l'ordre d'armée dont il était détenteur. (C. DE WIDDERN, *loc. cit.*)

hanté de visées chimériques et d'obsessions malsaines, leur a laissé le champ libre au lieu de les écraser, comme il le devait et le pouvait, ce serait faire injure à la vérité. Il n'en est pas moins certain que, placés par la force des choses dans la position la plus critique et la plus inattendue, tous deux ont fait des efforts surhumains pour maîtriser les événements, forcer la destinée, et corriger par l'énergie de leur action des erreurs de concept dont ils n'étaient pas coupables.

Le premier par sa furie offensive et son ardeur inlassable, le second par son esprit d'à-propos, ont démontré une fois de plus, s'il en eût été besoin, que la volonté est le facteur essentiel du succès. Des fautes de détail ont été commises sans doute, et il y en eut de nombreuses et graves, mais elles s'effacent devant une direction aussi ferme. Il est donc inutile de les relever, dans cette étude qui vise le commandement seul. Il nous suffit d'avoir montré à quelles déceptions cruelles aurait sans doute abouti la stratégie nuageuse de Moltke, si elle n'avait eu pour agents et pour auxiliaires des hommes aussi entreprenants et aussi résolus.

Constatons également la différence profonde qui existait entre les méthodes de commandement, suivant qu'on avait affaire à Frédéric-Charles ou à Steinmetz. Celui-ci, on l'a vu, n'admettait chez ses subordonnés aucune initiative, aucune indépendance, et, pour y couper court, il les tenait dans la plus complète ignorance des renseignements dont il recevait lui-même communication. C'était le sys-

tème français, avec cette différence que, de notre côté, il eût été fort difficile d'initier les chefs en sous-ordre à un plan d'opérations quelconque, par l'excellente raison qu'il n'en existait point, sinon de résister quand on serait attaqué.

Frédéric-Charles, au contraire, laissait à ses coopérateurs liberté complète d'agir au mieux, et de mettre ainsi, en conformité d'ailleurs avec des intentions largement divulguées, « toutes leurs forces au service de l'intérêt commun (1) ». Il faisait sentir son action « sans irritation ni brusquerie », et ses ordres étaient donnés sur un ton de réflexion et de calme qui tranchait avec la nervosité de son hargneux collègue. A la IIe armée, les affaires marchaient donc généralement sans heurts ni violences, et l'on n'y était point exposé, du moins par le fait du commandant en chef, à voir des scènes aussi fâcheuses que celle dont fut témoin la brasserie de Noisseville, le 14 août. Cela suffit à expliquer l'audace d'Alvensleben, et les heureux résultats qui s'ensuivirent, pour le plus grand bonheur des armées allemandes et le renom de ceux qui les menaient au combat.

III. — DERNIERS RENFORTS AMENÉS SUR LE CHAMP DE BATAILLE. — LES GÉNÉRAUX DE MANSTEIN ET DE GŒBEN.

On nous dit, à la louange du commandant en chef de la IIe armée, qu'il approuva sans réserve

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

toutes les mesures prises sans son assentiment par Alvensleben et Voigts-Rhetz. C'est quelque chose. Ce n'est peut-être pas tout ce qu'eussent désiré ceux-ci, qui attendaient sans doute de sa part un secours plus effectif.

Parti de Pont-à-Mousson à trois heures, il était arrivé d'une traite, vers quatre heures et demie, sur les hauteurs de Flavigny. Mais il n'amenait ni un homme, ni un canon. Il n'apportait même pas une idée ou un projet quelconque. Cette bataille terrible, engagée contre ses prévisions et qui dérangeait tous ses calculs, semblait avoir paralysé ses facultés. Il assistait impassible aux efforts héroïques de ses troupes, et, s'il les encourageait du geste, il ne faisait rien pour les aider ou les soutenir.

Un de ses corps, le IXe, était au bord de la Moselle; il ne songeait même pas à lui envoyer l'ordre d'accourir. Un autre, le VIIIe, appartenant à la Ire armée, et enchevêtré dans le précédent par suite d'ordres généraux mal donnés, arrivait également près de la rivière; l'idée ne vint pas au prince de réclamer son concours. Bien qu'assistant à la bataille, son action personnelle était nulle, et sa présence n'apportait aux combattants d'autre réconfort que l'honneur inutile de mourir sous les yeux d'un aussi auguste personnage. Il est étrange vraiment de constater que, dans toute cette guerre, et jusqu'à Sedan, pas une bataille n'a été dirigée, commandée, ou simplement conduite par la volonté du chef responsable, et que, seule, la vigueur ou l'intelligente activité de certains sous-ordres a pu

suppléer à cette carence d'une autorité qui s'effaçait au moment décisif. Le succès est venu tout de même, dira-t-on. Je n'en disconviens pas. On peut affirmer toutefois qu'avec un adversaire autre que Bazaine, cet effacement insolite eût produit des résultats très différents.

En tout état de cause, si les deux corps d'armée, maladroitement engagés, le 16, contre toute l'armée française, reçurent encore, avant la fin de la journée, quelques renforts dont le concours ne leur était certes pas inutile, ce n'est ni à Frédéric-Charles ni à Moltke qu'ils le durent, mais à la seule énergie de certains officiers hardis qui ne craignaient point d'aller de l'avant, au risque de déchaîner sur leur tête des foudres que les généraux, trop jaloux d'une autorité cependant inactive, ne leur ménageaient pas toujours. Ainsi en est-il advenu pour la 16e division du VIIIe corps, et pour le régiment de grenadiers n° 11 du IXe, dont l'ardeur combative ne trouva point, comme on va le voir, à s'affirmer sans quelques difficultés.

Après une marche très fatigante, la 16e division avait atteint à midi et demi les hauteurs qui bordent la Moselle, à Arry (1). La chaleur était accablante, et les hommes épuisés.

Ils avaient, nous dit l'historique d'un de ces régiments (2), la langue desséchée, l'estomac vide, le front

(1) Par suite des croisements de colonnes dont il vient d'être question, l'autre division, avec l'artillerie de corps, était restée assez loin en arrière.

(2) Le 4e régiment de Thuringe, n° 72.

ruisselant de sueur. La montée à travers les vignobles d'Arry donna à beaucoup d'entre eux le coup de grâce pour le reste de la journée. Nombre de soldats, exténués par les fatigues des trois derniers jours, restaient en arrière. Avant de mettre la division au bivouac, il fallut faire une halte, pour donner aux hommes un peu de repos et leur permettre d'étancher la soif dont ils étaient dévorés.

Cependant, au bruit du canon qui vient de l'ouest, « chacun se redresse et prête l'oreille ». Les officiers grimpent sur les points culminants, leur jumelle à la main. Ils perçoivent le crépitement de la fusillade et voient en l'air la fumée des obus. Plus de doute, une grande bataille se livre et il va falloir y courir. Justement, un officier d'état-major du corps d'armée vient de passer, qui est allé en reconnaissance jusqu'aux ponts, afin de savoir s'ils sont praticables (1). Il court au quartier général, à Lorry, village distant d'un peu plus de trois kilomètres, et demande des ordres pour pousser les troupes en avant.

Le général de Gœben, commandant le VIII[e] corps, celui-là même dont on se rappelle peut-être l'attitude assez étrange le jour de Borny, était en train de déjeuner. « Tout cela ne signifie pas grand'-chose! s'écrie-t-il. Il ne doit s'agir que d'une bagatelle! Pas plus tard qu'hier, Moltke m'a dit qu'avant demain 17, il ne s'attendait à rien de l'autre côté de la Moselle, et demain nous y serons

(1) On sait que le maréchal Bazaine n'en avait fait détruire aucun.

tous. » Il acquiesce cependant à la demande qui lui est faite de pousser de l'avant la 16e division, sous prétexte que « ce qu'elle fera dans cette journée sera autant de gagné pour le lendemain » ; mais il refuse d'en faire autant pour l'autre, qui est trop loin. Après quoi, il se remet à manger.

L'officier remonte à cheval, suivi par le chef d'état-major lui-même. Tous deux, après avoir averti, à Arry, un général de brigade qui se trouve là, piquent des deux vers le champ de bataille où ils jugent la situation fort grave. Ils envoient estafettes sur estafettes pour guider la 16e division, et celle-ci arrive enfin, entre trois heures et demie et quatre heures, pour renforcer l'aile droite d'Alvensleben, à qui les vieux soldats de notre garde impériale donnaient à ce moment une forte tablature, et « dégager le front du IIIe corps en détresse (1) ». Quant au général de Gœben, il était resté tranquillement à Lorry, s'abstenant de conduire au feu une division de son corps d'armée. « C'était, nous dit un de ses apologistes, pour laisser au commandant de celle-ci les honneurs de la journée, au cas où il pourrait encore prendre part à l'action (2). » Voilà de l'abnégation ou je ne m'y connais pas.

Cependant, s'il ne se mobilisait pas lui-même, il stimulait les autres, du moins ceux qu'il avait à

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

(2) Article nécrologique sur le général August von Gœben, paru en 1881 dans le supplément du *Militær-Wochenblatt*, et dû au général-major de Heinsch, alors chef d'état-major du VIIIe corps. (Cité par Cardinal de Widdern.)

portée. Par suite de l'enchevêtrement des colonnes des VIII[e] et IX[e] corps, il se trouvait voisiner, à Lorry, avec le général de Wrangel, commandant une division de ce dernier (1). Il l'avertit aussitôt du départ de la 16[e] division, et le fit prier d'envoyer de son côté les renforts qu'il aurait disponibles. Mais le général de Wrangel n'avait sous la main que le régiment de grenadiers n° 11, le reste de ses troupes étant encore assez loin en arrière. Il lui envoya l'ordre de se porter en avant et de se mettre à la disposition de la 16[e] division, *avec mission d'occuper le pont de Corny-Novéant*. Du moins, c'est ce qui semblerait résulter du rapport fourni le 24 août par le général de Wrangel lui-même, car les ordres donnés verbalement au malheureux colonel du 11[e] grenadiers furent à ce point amphigouriques, qu'il lui était permis d'hésiter sur la nature exacte du rôle qu'on voulait lui assigner. Devait-il rester au pont ou pousser jusqu'au champ de bataille? C'est ce qu'il est, en présence de documents contradictoires, impossible d'élucider.

Il semble bien qu'ici le général de Wrangel, en prenant sur lui de détacher ainsi un de ses régiments pour le mettre sous les ordres d'un général qui n'appartenait pas à son armée, ait éprouvé quelque scrupule et songé par avance, en ne se prononçant pas plus nettement, à se garer contre les éclats d'une mauvaise humeur qu'il prévoyait bien. Son commandant de corps d'armée, le général de Mans-

(1) Le IX[e] corps appartenait à la II[e] armée (prince Frédéric-Charles), tandis que le VIII[e] faisait partie de la I[re] (Steinmetz).

tein, n'était point un homme commode, et, le 14, il le lui avait fait voir, en le gourmandant très vertement de ses velléités d'indépendance qui avaient amené, sans autorisation préalable, sa division sur le champ de bataille de Borny. Lui voulait donc probablement se réserver une porte de sortie et pouvoir, au besoin, partager, avec le colonel du 11e régiment, une responsabilité qu'il sentait lourde. La précaution ne servit à rien, car Manstein, pas plus que Steinmetz, n'était de ceux qui consentent à diviser ou à restreindre leur autorité, considérée par eux comme un apanage inaliénable et une propriété dont ils défendent jalousement les abords.

Ce vieillard de soixante-cinq ans, qui s'était acquis une certaine notoriété dans la campagne de 1864 contre le Danemark, passait pour un manœuvrier habile et un adepte fervent de la discipline prussienne. Mais il était de relations difficiles dans le service, « mal embouché (1) », d'une intelligence ordinaire et peu instruit, ce qui en l'empêchait pas de jouir, à un haut degré, de la confiance et de la sympathie de son commandant en chef, le prince Frédéric-Charles (2).

Très bon fantassin, paraît-il, « il ne faisait ni n'admettait d'observation, mais ne connaissait que les ordres (3) », et menait ses troupes avec une rigueur

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

(2) Fritz HŒNIG, *la Guerre nationale sur la Loire.* (Cité par CARDINAL DE WIDDERN.)

(3) *Ibid.*

et une inflexibilité que rien ne pouvait faire céder. « Il n'était aimé de personne, et s'en souciait peu (1) » ; cependant, des qualités militaires réelles, telles que le courage et une activité prodigieuse, une équité absolue et la conscience la plus chatouilleuse, faisaient passer sur ses défauts. On le craignait et on lui obéissait (2).

Wrangel, qui le connaissait bien, dut rédiger en tremblant le rapport par lequel il l'avisait des ordres donné au 11e grenadiers. Et, en effet, ce document fut accueilli comme il le prévoyait, c'est-à-dire avec les marques de la plus violente colère. Manstein avait établi, on ne sait pourquoi, son quartier général à Sillegny, point situé à la queue de ses cantonnements et à 8 kilomètres de la tête de son corps d'armée. Le bon sens et la règle eussent exigé, en un pareil moment, qu'il fût au contraire installé près de son avant-garde; il ne pouvait donc s'en prendre qu'à lui-même des retards apportés à la communication de Wrangel, ainsi qu'à l'impossibilité où s'était trouvé celui-ci de demander une autorisation préalable. Mais lui aussi croyait l'armée française en retraite sur la Meuse; une bataille ce jour-là heurtait toutes ses prévisions, et à ceux qui lui signalaient la rumeur lointaine du canon, il répondait : « Ce n'est rien! Alvensleben se chamaille probablement avec les forts de Metz! » On conçoit que, dans cet état

(1) Fritz HOENIG, *la Guerre nationale sur la Loire.* (Cité par C. DE WIDDERN.)

(2) Manstein, retraité en 1873, est mort à Flensburg, en 1877.

d'esprit, il ait assez mal reçu la nouvelle d'une emprise aussi formelle sur ses ordres et sur sa volonté.

Son premier mouvement fut donc de révoquer les instructions qu'avaient données Wrangel. Un officier, expédié à grande allure, courut faire rétrograder d'urgence le 11e grenadiers. Quant au général lui-même, il était appelé en personne et sans délai au quartier général de Sillegny. Il s'y rendit en hâte par un soleil ardent et une terrible poussière; mais Manstein n'ayant pas pris garde à ces inconvénients, force lui était bien de les subir. Ils étaient peu de chose, d'ailleurs, auprès de la scène qui l'attendait. De son aveu même, elle fut terrible, et jamais chef ne se montra plus dur à l'égard d'un subordonné que le haut rang de lieutenant général aurait dû cependant garantir contre une pareille algarade. Il l'essuya sans pouvoir même tenter une justification quelconque, et rentra à Arry, jurant, mais un peu tard, qu'on l'y prendrait plus.

Il eut, quelques heures après, pour compagnon d'infortune, certain capitaine de l'état-major du IXe corps, nommé de Lignitz (1), qui joua, lui aussi, un rôle essentiel dans cette journée, et n'en reçut d'abord d'autre récompense qu'une verte semonce de l'irascible Manstein. Ses interventions hardies et répétées, son activité inlassable et féconde éclairent d'un jour particulier la façon dont

(1) Devenu général de l'infanterie, il a commandé depuis le IIIe corps d'armée, à Berlin.

est comprise, en Allemagne, la mission de l'état-major, et en montrent l'indéniable crédit.

Car il n'est plus ici question de cette usurpation hasardeuse que, deux jours auparavant, le colonel de Brandenstein avait osé entreprendre sur les prérogatives mêmes du commandement et sur sa responsabilité concrète. Il ne s'agit que d'une extension légitime et permise donnée spontanément à des fonctions assez mal définies en général, par un officier qui a conscience de leur importance, et entend les remplir dans leur intégralité. L'hommage rendu à son heureuse initiative peut donc être entendu sans hésitation comme un encouragement à l'imiter.

Le capitaine de Lignitz avait été envoyé de grand matin en mission spéciale au quartier général de l'armée, à Pont-à-Mousson. Il vit là le prince Frédéric-Charles, le chef d'état-major général, d'autres officiers, en particulier le major Hœseler (1), avec qui il s'entretint de la situation stratégique, et assista au dépouillement des premières dépêches arrivant du champ de bataille. Nous devons croire que celles-ci furent interprétées d'une façon singulièrement optimiste, puisque, lors de son départ, le prince lui dicta l'ordre suivant, destiné au IX[e] corps :

Le III[e] corps poursuit depuis ce matin, à dix heures, des *troupes ennemies se retirant de Vionville sur Thionville*. Il est prescrit à ce corps de s'attacher à l'adver-

(1) Depuis, commandant du XVI[e] corps à Metz, et actuellement feld-maréchal-général.

saire *jusqu'à ce que ce dernier soit réfugié à Thionville, ou ait été rejeté au delà de la frontière belge*. Il importe que le IXe corps occupe bientôt Mars-la-Tour, et couvre, aujourd'hui même, du côté de Metz, *le flanc droit du IIIe*, auquel il servira en principe de soutien. Autant que possible, les prescriptions de cet ordre devront être complètement exécutées à la date du 17.

Si l'existence d'un pareil document ne nous était certifiée par un officier qui affirme l'avoir copié aux archives du IXe corps, on serait vraiment en droit de croire qu'il est ou apocryphe, ou l'œuvre de quelque mauvais plaisant. Il est impossible, en effet, d'accumuler en moins de mots un amas plus déconcertant d'affirmations fantaisistes et de prescriptions incohérentes. Ce corps d'armée qui, à lui tout seul, doit refouler une armée entière *au delà de la frontière belge*, distante de plus de 60 kilomètres à vol d'oiseau; cet autre qu'on envoie à Mars-la-Tour, sur le flanc gauche du premier, et qui doit en même temps lui servir de soutien sur son flanc droit, du côté de Metz; enfin cette date comminatoire du 17, fixée on ne sait pourquoi à une opération faite d'imagination et de rêve, tout cela constitue une véritable gageure contre le bon sens, et l'on comprend que la *Relation officielle* soit restée muette sur cette aberration momentanée d'un général d'ordinaire plus pratique et plus avisé (1).

(1) « Cet ordre, dit Cardinal de Widdern, figure aux archives du IXe corps avec la mention : *dicté verbalement au capitaine de Lignitz*. Mais celui-ci a déclaré qu'il n'avait rien écrit, et

ainsi muni d'instructions qu'il n'avait pas à
er, mais décidé surtout « à faire le nécessaire
ır que son corps d'armée atteignît aussitôt que
sible le théâtre du combat (1) », le capitaine de
;nitz se rendit rapidement aux ponts de la
selle, où il espérait rencontrer le général de
nstein, ou tout au moins les colonnes du
corps. Ne voyant personne, il avisa de la situa-
n, par un billet, les divers commandants d'unité,
is s'occupa de faire jeter des ponts afin de hâter
passage. Bientôt, trouvant à Novéant des troupes
ii gagnaient le champ de bataille, et, entre autres,
11e grenadiers, il leur dit qu'il « fallait aller du
ıté où l'on se battait, sans attendre d'ordres, car
ut le corps d'armée ne tarderait pas à en faire de
ême ».

Survint alors le prince de Hesse, commandant la
5e division (IXe corps). Il lui tint un langage iden-
que, et l'engagea, lui aussi, à courir au canon
vec tout ce qu'il avait sous la main. Le prince
ésitait. Lignitz, montrant les convois de blessés
ui affluaient, et les notes qu'il avait reçues depuis
quelques heures, desquelles il résultait que la lutte
tait de plus en plus chaude, insista tellement qu'i
init par le décider, malgré la terreur qu'inspirait
Manstein. Et c'est ainsi que la division hessoise put

que l'ordre en question « avait dû être ajouté plus tard aux archives ». Il en reconnaît cependant pour exacte la teneur. On se demande alors à quel sentiment a pu céder le collecteur de ces archives pour y ajouter un factum aussi extravagant.

(1) Lettre du général de Lignitz, citée par WIDDERN.

arriver en majeure partie, vers sept heures un quart, au débouché du bois des Oignons, et s'engager, sur les avis du chef d'état-major du VIIIe corps d'armée, lequel était là depuis le matin, contre l'aile gauche française, qui faisait de ce côté des progrès inquiétants.

Cependant, le général de Manstein, informé enfin de ce qui se passait, s'était décidé à monter à cheval et à gagner à son tour la Moselle. Il arriva à Corny vers six heures et demi, furieux de ce qu'une bonne partie de son corps d'armée lui eût déjà échappé ; et il se mit aussitôt à décharger sa colère sur le malheureux Lignitz. Comme celui-ci cherchait à le mettre au courant des incidents divers de cette journée si bien remplie : « Nous savons tout cela ! » répondit brusquement le général. Puis, sans lui permettre de continuer : « Où est le 11e régiment ? interrogea-t-il. Où est le prince de Hesse ? » Lignitz raconta alors ce qu'il avait fait, et s'excusa sur la gravité des affaires de la liberté grande qu'il s'était octroyée d'agir. Mais Manstein ne l'écoutait déjà plus.

« Vexé d'avoir jugé superficiellement la situation générale, et d'être arrivé trop tard de sa personne, sans amener le gros de ses forces qui aurait pu renforcer dans la journée même le IIIe corps obligé, contre toute attente, de soutenir une lutte difficile (1), » il maugréait contre les autres afin de ne pas avoir à se blâmer lui-même. « Je n'admets pas

(1) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

qu'un officier d'état-major se permette de se substituer à ses chefs! » cria-t-il d'un ton rogue. Et il infligea au pauvre capitaine, qui peut-être s'attendait à des éloges, et en tous cas les avait mérités, la réprimande la plus sévère et la plus injustifiée.

Mais, cette concession faite à son mauvais caractère, le brave soldat qu'il était se retrouva, et, piquant des deux, gagna le champ de bataille où il arriva avant la fin du combat. De là, il donna les instructions nécessaires pour que son corps d'armée se concentrât tout entier dans la nuit même, à portée de ses ordres; puis, n'ayant à sa disposition qu'une ferme encombrée de blessés, il s'endormit sur une chaise, devant la porte, au milieu de ses officiers, couchés par terre à ses côtés.

Quant au colonel de Schœning, commandant le 11e régiment de grenadiers, il n'avait échappé que par une blessure mortelle à la rebuffade qui, probablement aussi, l'attendait.

On se rappelle que, sur l'ordre du général de Wrangel, son régiment avait été envoyé au pont de Novéant. Mais voyant la 16e division courir au feu, incité, d'ailleurs, par les pressantes invites de Lignitz, le colonel de Schœning n'y avait plus tenu, et, sur l'autorisation du général de Barnekow, qui d'ailleurs n'avait point qualité pour la donner, il avait suivi ce dernier (1). L'engagement de sa troupe fut rude et coûta 41 officiers avec

(1) Le général de Barnekow, commandant la 16e division du VIIIe corps (Ire armée), n'avait aucune autorité sur un régiment du IXe corps (IIe armée).

1,169 hommes. Mais il contribua, dans une large mesure, à dégager l'aile droite d'Alvensleben. Il paraît même que les pattes jaunes que portait, sur les épaules, le 11e grenadiers, firent croirent à Bazaine qu'un nouveau corps d'armée ennemi était arrivé; supposition qui le détermina à renforcer encore d'avantage son aile gauche, en raison de la communication avec Metz (1). Le fait est possible; je doute cependant qu'il ait influencé à ce point le commandant en chef de l'armée française, lequel, en ce qui concerne cette tendance spéciale, n'en avait certes pas besoin.

Il n'en est pas moins certain que l'entrée en ligne du 11e grenadiers eut une influence décisive et sauva du désastre toute une brigade du VIIIe corps, mise en déroute par les chevronnés de la garde impériale. Ce serait assez pour auréoler la mémoire du colonel de Schœning, si sa mort héroïque et le caractère dont il fit preuve, en cette circonstance, ne lui donnaient, d'autre part, un si puissant relief.

Au moment même où il venait de faire prendre à son régiment la formation préparatoire de combat, lui arriva, en effet, l'ordre formel, que Manstein avait arraché à Wrangel, de revenir sur ses pas. Mais, en même temps, le chef d'état-major du VIIIe corps accourait lui demander de s'engager, au nom de la 16e division en détresse (2). Quel

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

(2) Il ajoutait que le prince Frédéric-Charles avait donné à tout le IXe corps l'ordre d'arriver. C'était vrai, si l'on s'en rap-

parti choisir, entre une obéissance passive qui le mettait sans doute à l'abri de toute aventure, non toutefois sans quelque diminution de soi-même, et la voix de l'honneur militaire, par laquelle il s'entendait appeler? Schœning n'hésita pas. Il fit d'abord lire à ses officiers réunis l'ordre qu'il venait de recevoir, en les regardant fixement. Puis, les voyant aussi décidés que lui-même : « En avant! avec Dieu! » s'écria-t-il, et il lança les grenadiers à l'attaque. Quelques minutes plus tard, il tombait, le corps traversé d'une balle, mais heureux d'avoir fait plus que son devoir. Et, le soir, couché à l'ambulance sur un lit de paille, il disait, à un lieutenant de son régiment accouru pour le voir : « Sommes-nous vainqueurs? Je sais que je vais passer en conseil de guerre, mais j'ai la ferme confiance que je serai acquitté! » La mort survint, qui l'amnistia.

J'aime à croire, du reste, qu'il ne se serait pas trouvé un tribunal pour condamner tant de fermeté et de courage, même si Manstein, mieux informé et tout à fait apaisé, n'avait pas lui-même reconnu son erreur en félicitant chaudement, dès le lendemain, le régiment décimé. C'était un bourru, sans doute, mais qui n'était point malfaisant. Quand il connut, dans leur entier, les services que lui avaient rendus ses subordonnés, et comment ils s'étaient dévoués en son lieu et place, il ne leur tint plus rigueur.

porte à l'ordre étrange que nous avons cité plus haut. Il est, d'ailleurs, le seul qui ait été envoyé dans ce sens.

Il voulut même que la première croix de fer donnée au IX[e] corps fût pour le capitaine de Lignitz, si vertement rabroué par lui pour son ardeur féconde, et à qui il fit ainsi amende honorable en reconnaissant que de pareils mérites doivent se payer tout autrement que par l'ingratitude et l'aigreur. « Grâce à votre activité infatigable, lui dit-il en le décorant, le IX[e] corps a pu, dans la journée du 16 août, être conduit à la victoire. » Cette vérité indéniable, Manstein avait mis bien du temps à la proclamer.

IV. — CONSIDÉRATIONS D'ENSEMBLE

Les épisodes que nous venons de relater, d'après un auteur allemand à la fois ingénu et véridique, démontrent surabondamment que si la journée de Rezonville a tourné à l'avantage définitif de nos adversaires, ce n'est certes point leur commandement qui doit en tirer vanité; car rien, dans le cours de la bataille, ni même dans sa préparation immédiate, ne relève d'une direction supérieure ou d'une impulsion nettement précisée.

Tandis que, sur le plateau de Gravelotte se décidaient à coups d'hommes l'issue de toute la guerre et la destinée de deux peuples, — car ce qui s'est passé dans la suite n'a été qu'une conséquence de cette rencontre fatale, — le roi Guillaume se transportait péniblement en voiture, avec son chef d'état-major général, de Herny, où il venait de

demeurer trois jours, à Pont-à-Mousson (1). En arrivant dans cette dernière ville, à quatre heures et demie du soir, Moltke jugea qu'il se faisait trop tard pour pousser plus avant. Il était sans doute fatigué, comme son maître, et il montrait en plus la même confiance que toujours dans les dispositions ordonnées par lui, sans se douter le moins du monde que le prince Frédéric-Charles, par ses mesures imprudentes, en avait rompu la savante ordonnance et le dispositif majestueux. D'ailleurs, il ignorait tout de ce qui se passait à Rezonville et ne fut complètement renseigné que fort tard.

A notre arrivée à Pont-à-Mousson, a écrit Verdy du Vernois, l'un des chefs de section du grand état-major (2), nous fûmes prévenus qu'une violente bataille se livrait sur la rive gauche, à Vionville et Mars-la-Tour. Vers le soir, les nouvelles importantes se multiplièrent; elles donnaient l'impression, par leur quantité (impression augmentée par les récits de ceux qui revenaient du combat), que la bataille était sérieuse et particulièrement sanglante. De tous ces rapports, on pouvait toutefois conclure que le IIIe corps, soutenu par le Xe et quelques autres troupes, se maintenait victorieusement sur le champ de bataille, et que les Français avaient été arrêtés dans leur marche vers l'ouest. Très tard, le soir, Bronsart revint enfin nous donner des renseignements et des détails, avec le calme et l'assurance qui le caractérisaient (3).

(1) La distance entre Herny et Pont-à-Mousson est de 33 kilomètres.

(2) *Im grossem hauptquartier 1870-1871*, traduction Soubise, p. 85.

(3) Le lieutenant-colonel Bronsart de Schellendorf, chef de section au grand état-major, avait été détaché le 15 au soir

A ce moment, paraît-il, l'impatience et l'inquiétude étaient grandes (1). Elles ne permirent point au roi de goûter un repos très prolongé; car, dès trois heures et demie du matin, il remontait en voiture pour gagner le champ de bataille où il arriva à sept heures. Il n'y trouva point ce qu'il croyait, c'est-à-dire une reprise de la lutte, mais seulement le calme produit par la disparition des troupes françaises, lesquelles avaient commencé à se dérober dès le lever du soleil, sans être, d'ailleurs, et pour cause, le moins du monde inquiétées.

De son côté, le prince Frédéric-Charles, présent depuis quatre heures et demie du soir sur le terrain du combat, s'était borné, jusqu'à plus de huit heures, à y jouer le rôle insignifiant que nous avons déjà relaté. Cardinal de Widdern, pourtant bon courtisan, n'a pu se dispenser de le constater et de le dire : « Je ne parlerai pas, écrit-il, de la façon dont le prince dirigea la bataille. Il me suffira de mentionner qu'il est resté dans la zone de combat du IIIe corps et ne s'est pas rendu personnellement compte de la situation du Xe, qu'il a jugée trop favorable. »

Cependant, à la nuit, son activité sembla se

auprès du IIIe corps, comme Brandenstein, le 14, à la Ire armée. C'est par ces *missi dominici*, chargés d'orienter le commandement en sous-ordre sur les intentions du généralissime, que celui-ci suppléait à la présence réelle. Le système évidemment avait du bon, à la condition toutefois de ne pas être poussé jusqu'à l'intervention directe, telle que nous l'avons constatée dans la journée de Borny.

(1) Cardinal de Widdern, *loc. cit.*

réveiller. Il voulut, comme l'a écrit la *Relation officielle*, « montrer qu'il avait la ferme volonté de sortir vainqueur de cette lutte encore indécise, » et, sans se soucier du degré d'épuisement auquel étaient arrivées ses troupes, il ordonna tout à coup une offensive générale, appuyée par toutes les batteries encore en état de tirer, et dont certaines ne pouvaient plus avancer qu'au pas. Il ne réussit qu'à faire tuer un peu plus de monde et à provoquer le recul désordonné sur leurs anciennes positions des débris de la 6e division jetés à l'aveugle dans cette attaque imprudente.

Pareil exploit dénote évidemment une certaine vigueur de caractère qui, en d'autres circonstances, aurait pu s'exercer de façon plus profitable, mais il n'est pas de ceux qui grandissent la renommée d'un général en chef. Toujours est-il que le commandant du Xe corps, Voigts-Rhetz, mieux au courant de l'état de ses régiments, répondit à la sommation réitérée qui lui fut faite de reprendre l'offensive, qu'il n'obéirait pas. On lit, en effet, sur le *Journal de marche* de ce corps d'armée, la note suivante, écrite de la main même du colonel de Caprivi : « Le général refusa péremptoirement d'attaquer, mais déclara non moins nettement qu'il tiendrait absolument à Tronville. L'expérience que venait de faire la brigade Wedell (1) excluait tout retour offensif (2). »

(1) La 38e brigade, aux trois quarts détruite par la division de Cissey devant Mars-la-Tour.

(2) CARDINAL DE WIDDERN, *loc. cit.*

Donc, point de direction d'ensemble. Les commandants des deux corps engagés se débrouillent comme ils peuvent, avec intelligence et vigueur, il faut en convenir, mais sans autre idée maîtresse que de ne pas se faire bousculer. Au fur et à mesure de l'arrivée des renforts, lesquels ont marché au canon dans les conditions que l'on sait, et grâce à l'initiative pas toujours encouragée d'officiers de grades divers, ils les jettent dans la fournaise, ici pour soutenir une troupe qui faiblit, là pour boucher une trouée dangereuse, ailleurs pour consolider une aile qui menace de s'effondrer. Quant aux autres éléments encore en arrière et dont certains auraient pu aussi, sans nul doute, apporter leur concours, le commandement néglige de les actionner, de les mouvoir ou seulement de les prévenir.

On sent que cette bataille imprévue a porté une perturbation telle dans les prévisions d'un état-major habitué à voir jusque-là ses désirs se changer en réalités, que les cerveaux se désemparent et que personne ne songe plus qu'à une chose, se tirer d'affaire afin d'éviter le désastre menaçant. C'est bien une crise, comme l'appelle Widdern, et si grave qu'elle désoriente le commandant en chef, lequel, écrasé par la responsabilité qui l'accable. essaye, dans une téméraire et folle entreprise, de forcer la victoire, pour cette fois moins complaisante et hésitante à se fixer. De l'énergie, de l'ardeur, de l'entrain, chacun en a à revendre; mais chacun aussi est livré à lui-même et doit chercher dans ses propres ressources le remède à une situa-

tion grave toujours et même désespérée par instants.

L'erreur initiale venait de haut. Cette idée, que les Français battaient en retraite sur la Meuse, hantait tous les esprits et les conseils souverains. Elle avait dicté à Frédéric-Charles des mesures maladroites dont, par son acte spontané et hardi, Alvensleben avait tout à coup fait ressortir l'impropriété. Le premier croyait ne trouver sur la route de Mars-la-Tour que des convois; le second espérait y rencontrer des arrière-gardes, s'y accrocher, et par là même entraver, retarder ou même arrêter le mouvement général de l'ennemi; mais on peut affirmer que ni l'un ni l'autre n'ont un instant supposé qu'ils pouvaient avoir affaire à l'armée française tout entière, car, dans ce cas, l'attaque du IIIe corps serait devenue un acte de folie.

Quand Alvensleben vit dans son entier la redoutable aventure où il était engagé, le moment était passé de se dérober. Il ne lui restait d'autre ressource que de faire contre fortune bon cœur et de lutter en désespéré, sauf à escompter la camaraderie des autres... et la fortune qui sourit aux audacieux. On a vu par quelle énergie sauvage le commandant du IIIe corps suppléa à sa prodigieuse infériorité numérique et comment des concours empressés lui arrivèrent, dont plusieurs étaient imprévus. En cette affaire, le lieutenant-colonel de Caprivi, le chef d'état-major du VIIIe corps, colonel de Vintzendorf, le colonel de Schœning, le capitaine de Lignitz ont récolté une large part d'hon-

neur en travaillant vaillamment et habilement à sauver la situation compromise. Le courage incontestable des troupes et leur dressage remarquable ont fait le reste. Mais, ceci dit, je ne vois rien qui puisse être attribué au commandement, sinon un effacement qu'on s'explique, quand on connaît la base erronée de ses conceptions stratégiques et les fautes grossières qu'il avait greffées sur son aveuglement initial.

Et que l'on veuille bien admettre qu'en faisant cette constatation, je ne cède en aucune façon à l'intention mesquine de rabaisser la gloire du vainqueur. L'éclatant succès qui a couronné ses efforts, il l'a mérité par une ténacité, un esprit offensif, une ardeur belliqueuse, une opiniâtreté qui furent constamment admirables. Essayer de le lui chicaner par des arguties misérables serait donc absolument malséant. Mais il est bon également d'en bien connaître la genèse, et de ne point le faire remonter à une source qui s'est trop souvent tarie pour en assurer la continuité.

« Les plus jeunes élèves de Napoléon, les généraux prussiens de 1866 et de 1870, a écrit un officier allemand, ont surpassé le maître, car leur stratégie a été plus réfléchie, plus résolue, plus nette que celle de l'empereur (1). » Je suppose qu'en cédant à cette poussée de dithyrambe, l'ancien commandant de l'artillerie de la garde avait oublié ou dédaigné l'exemple de la bataille de Rezonville,

(1) Prince Kraft de Hohenlohe-Ingelfingen, *Lettres sur la stratégie*. Paris, L. Westhausser, 1887, p. 100.

à laquelle, d'ailleurs, il n'assistait pas, car il n'y eut, certes, rien là qui rappelât de près ni de loin les manœuvres de Montenotte, d'Iéna, de Landshut, ni qui mît en lumière, à un degré même très inférieur, des qualités similaires de réflexion, de résolution et de netteté. Ni Moltke ni Frédéric-Charles n'ont vu clair dans cette opération exécutée à leur insu ; et l'on peut affirmer qu'ils n'ont échappé à la défaite que grâce à la vigueur entreprenante de certains de leurs subordonnés.

Que vient donc faire la stratégie en cette affaire? Et que peuvent avoir de commun des tâtonnements aussi prolongés, compliqués d'erreurs aussi capitales, avec la sereine assurance du triomphateur immortel de 1806 et de 1809?

Je voudrais bien ne pas écrire ici le mot chance, bien qu'à la guerre ce ne soit pas un élément à dédaigner. Il me faut cependant constater que celle des Allemands fut prodigieuse (1), de trouver en face d'eux un homme qui non seulement ne profita jamais de leurs fautes, mais n'essaya même pas d'entraver un seul de leurs mouvements. Widdern nous dépeint l'étonnement joyeux de tous ces officiers envoyés en reconnaissance aux ponts de la Moselle et les trouvant tous intacts ! Qu'était-ce que cette négligence, à côté de celle, beaucoup plus

(1) Le prince de Hohenlohe le reconnaît lui-même. « Certaines mesures, qui auraient dû avoir de fâcheuses conséquences, dit-il, ont, au contraire, tourné à notre avantage par suite de circonstances imprévues. » — « Dans cette guerre, dit-il encore, nous avons eu partout de la chance ! » (*Mémoires.*)

grave, qui laissa, jusqu'au matin du 16, toute une armée au bivouac sans un avant-poste, sans un escadron de découverte, sans une patrouille envoyée sur les routes où devait subitement et rapidement apparaître l'ennemi?

Qu'était-elle auprès de l'inertie calculée dont fit preuve Bazaine, en ne profitant à aucun moment de la journée de son énorme supériorité numérique pour rejeter dans les ravins difficiles d'où elles sortaient les forces si imprudemment offertes à ses coups?

Il disposait de 137,000 hommes, 364 bouches à feu et 66 mitrailleuses. Jusqu'à une heure, les Allemands furent 35,000 hommes, et 66,000 à partir de trois heures. Au soir, ils ne comptaient en tout que 101,000 soldats, avec 222 pièces de canon! Mais eux au moins faisaient donner tout leur monde, et avec furie, tandis que, du côté français, près d'un tiers de l'armée restait immobilisé, en raison de l'hypnotique attraction des murailles de Metz. Quant au reste, s'il se battait avec héroïsme, il faut bien constater, hélas! que rien n'était fait, bien au contraire, pour galvaniser ses ardeurs.

Dans des conditions semblables, toutes les audaces se justifient, et toutes les erreurs s'effacent devant la volonté qui agit. Il ne saurait plus être question ici de combinaisons plus ou moins ingénieuses ni plus ou moins ajustées. C'est la force qui prime tout, c'est-à-dire l'activité contre laquelle ne prévaudront jamais l'atonie des résistances passives, si courageuses soient-elles, ni les sacri-

fices de vies humaines, même les plus généreusement consentis. A égalité de mérite stratégique, l'énergie l'emporte toujours, j'entends celle de la direction et du commandement local. Elle a même compensé souvent l'infériorité des conceptions et la faiblesse des plans de campagne.

La nôtre aurait dû avoir raison ici des combinaisons médiocres par lesquelles le généralissime allemand avait espéré nous « enfermer dans la souricière », et même des efforts énormes, mais encore insuffisants, que tentèrent certains hommes d'initiative pour parer aux défaillances d'en haut. L'opprobre éternel de Bazaine est de n'avoir pas voulu comprendre que celles-ci l'avaient fait le maître de l'heure, et que, pour sauver son pays, il lui aurait suffi d'être un soldat vigoureux.

Les Allemands, il est vrai, affectent de penser d'autre sorte, et, vraisemblablement pour ne pas diminuer leurs mérites, continuent à traiter avec une considération singulière la mémoire de l'ancien commandant en chef de l'armée de Metz. Ils n'y arrivent point cependant sans accumuler les sophismes, ni même sans altérer parfois, de la façon la plus audacieuse, la vérité des faits.

Ainsi, un de leurs écrivains, celui-là même dont j'ai cité plus haut les conclusions assez inattendues sur la valeur comparative de Moltke et de Napoléon, n'hésite pas à déclarer inique la condamnation qui a frappé Bazaine, et cela en lui attribuant des motifs tout autres que ceux auxquels ont justement cédé les juges de Trianon.

« On se demande, dit-il, comment il a pu arriver que la principale armée française, redoutée, brave, conduite par des généraux expérimentés, ait fini par être enfermée dans une forteresse qui commandait les deux rives d'un fleuve. La nation française a répondu à cette question en condamnant le maréchal Bazaine pour *crime de haute trahison*. Ce jugement *injuste* a été dicté par le besoin de trouver un bouc émissaire, et de décharger le pays de toute responsabilité dans la fatale issue de la guerre. C'est là ce dont ne saurait douter quiconque connaît les événements (1). »

Les événements, il apparaît que le prince de Hohenlohe les connaît assez mal, ou qu'il les arrange à sa manière. Car, d'abord, le maréchal Bazaine n'a point été condamné pour « crime de haute trahison » ni pour rien qui y ressemble; mais uniquement parce que, contrairement aux prescriptions formelles des articles 209 et 210 du Code de justice militaire, il « a capitulé en rase campagne et livré une place forte dont il avait le commandement supérieur, *sans avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur* ».

Cette distinction nécessaire dissiperait aisément, si chacun voulait la faire, l'équivoque que comporte le mot assez vague de « trahison », et éviterait bien des commentaires erronés ou des discus-

(1) Prince Kraft DE HOHENLOHE-INGELFINGEN, général de l'artillerie. — *Mémoires*, IV, p. 108. — Nous aurons à revenir sur cet ouvrage et à apprécier la valeur de ses diverses conclusions.

sions oiseuses sur le verdict du 10 décembre 1873. Mais la puissance des mots, qui a confondu les effets et leurs causes en un vocable susceptible d'interprétations diverses, a établi ici une confusion d'autant plus difficile à détruire qu'elle se prête à toutes les déductions. Que Hohenlohe ait cherché à en tirer parti, cela n'a rien qui nous étonne. Il aurait pu toutefois s'y prendre avec plus d'adresse, car l'exposé des faits sur lesquels il étaye son opinion constitue assurément contre Bazaine le plus foudroyant des réquisitoires, ou, si l'on veut, le plus formel des actes d'accusation.

Rappelant les conditions difficiles dans lesquelles le maréchal a pris le commandement suprême, il l'excuse, il est vrai, de toutes les fautes commises avant le 15 août, bien que, pour la malheureuse affaire de Spicheren, sa responsabilité soit, à n'en pas douter, suffisamment lourde. Nous chicanerons cependant d'autant moins qu'il n'y a pas ici absolution complète, et que le fait d'avoir laissé intacts les ponts de la Moselle est considéré comme impardonnable, ce qui est exact. Mais il faut bien reconnaître qu'en ce qui concerne la bataille du 16, la condamnation est décisive et aussi sévère qu'il est permis de le souhaiter.

« Toute la journée, écrit Hohenlohe, l'armée française se défend bravement; vers le soir, les attaques prussiennes se ralentissent, et les contre-attaques des Français leur promettent le succès. Les corps prussiens, qui se sont fondus et n'ont plus que la moitié de leurs effectifs, résistent encore;

mais ils sont décomposés en atomes. L'obscurité met fin au combat. Pendant la nuit, les deux armées, l'arme au pied, restent face à face, anxieuses de savoir ce que le jour qui va luire leur apportera : l'armée française avec un effectif nominal de 200,000 hommes dont la moitié s'était battue, l'armée allemande avec un effectif probable de 70,000 hommes qui avaient lutté jusqu'au dernier et étaient arrivés à l'épuisement complet (1).

« *Si Bazaine avait fait marcher et attaquer le 17 au matin ses deux corps frais, il fallait s'attendre à ce que les deux corps prussiens, à bout de forces, fussent incapables de résister*. On pouvait les vaincre facilement s'ils ne se repliaient pas très promptement. Ils pouvaient être repoussés jusqu'à Gorze et Thiaucourt, et là seulement ils eussent été recueillis par les corps qui s'avançaient en arrière (2). Pendant ce temps, Bazaine se serait ravitaillé, aurait remis en ordre les corps qui s'étaient battus la veille et fait marcher ses trains sur Verdun par Briey. Sans doute, il aurait eu affaire le 18 à toute l'armée allemande, mais dans des conditions infiniment plus favorables; *car rien n'était plus facile que d'empêcher nos troupes de déboucher des défilés de Gorze*... »

On peut juger par cet extrait que l'auteur allemand ne cherche nullement à faire illusion sur

(1) Ces chiffres sont inexacts. Les véritables effectifs sont ceux que nous avons donnés plus haut.

(2) Rien n'est moins sûr, étant données les difficultés du terrain.

l'état critique dans lequel la stratégie fantaisiste du prince Frédéric-Charles avait mis son armée. Mais pourquoi donc Bazaine n'a-t-il pas profité de l'aubaine? Pourquoi n'a-t-il pas voulu, le 17 août, « transformer en victoire » la bataille indécise de la veille? Ah! c'est ici que Hohenlohe s'embarrasse, et fait d'incroyables efforts pour découvrir des circonstances atténuantes là où personne ne saurait en voir. Son imagination, si fertile en stratagèmes, comme on le verra plus tard, si féconde et alerte quand il s'agit de pénétrer d'un œil indiscret les secrets du voisin, semble tout à coup frappée d'anémie. Elle tâtonne, s'égare, s'éclipse, et finalement aboutit à un postulat dont la puérilité déconcerte, à moins qu'on ne veuille voir là, dans son ingénuité épanouie, une de ces conceptions étranges qui germent parfois dans son cerveau paradoxal.

« Le maréchal, écrit-il, a dit qu'il avait ramené son armée en arrière pour remplacer les munitions consommées et rétablir l'ordre dans les unités. *Ces motifs ne sont pas valables, parce que les munitions doivent être amenées aux troupes, et non pas les troupes aux munitions*. D'autre part, il n'était pas besoin de réorganiser les unités dans nombre de corps qui n'avaient pas combattu le 16. Enfin, il fallait bien qu'on perdît la liaison avec Metz, puisqu'on devait reculer vers l'intérieur de la France (1). »

(1) On n'y était malheureusement pas forcé. C'est précisément parce que Bazaine n'a pas voulu de cette solution, et a préféré se coller aux murailles de la forteresse, que nous avons été perdus.

Désespérant donc de trouver au recul de l'armée française une explication rationnelle et militaire, Hohenlohe se rabat sur la psychologie, et entreprend d'analyser celle de Bazaine le 16 au soir, quand il donna des ordres pour le lendemain.

« Nous savons maintenant, poursuit-il, que le maréchal était tombé au milieu de nos cuirassiers, lorsqu'ils prirent une batterie en passant. Cette charge célèbre de la brigade Bredow a non seulement arrêté tout un corps d'armée ennemi dans son mouvement en avant, mais aussi déterminé le général en chef français à rester stationnaire (1). Après avoir personnellement fait le coup de sabre avec nos cuirassiers, il fut forcé de se sauver, *peut-être même de se rétablir physiquement.* La distribution des ordres fut interrompue pendant quelque temps, et les corps français attendirent en vain de nouvelles instructions (2).

« *Or, il est dans la nature de l'homme qu'un chef croie ses troupes épuisées quand il est arrivé lui-même*

(1) Hohenlohe commet ici une confusion qui prouve son peu de connaissance des batailles auxquelles il n'assistait pas. Bazaine et son état-major ont dû, en effet, faire un moment le coup de sabre pour se dégager de l'étreinte de cavaliers ennemis. Mais ceux-ci appartenaient à la brigade Redern, dont la charge n'a rien de commun, ni comme temps ni comme lieu, avec celle de la brigade Bredow, appelée en Allemagne *Todtenritt* (chevauchée de la mort). Celle-ci se fit une heure plus tard sur un autre terrain. La brigade de Redern se composait de hussards. La brigade Bredow comprenait le 7e cuirassiers et le 16e uhlans. Enfin, la brigade Redern n'a pris aucune batterie.

(2) Ils en attendaient depuis le matin, n'en ayant encore reçu aucune.

au bout de ses forces physiques, et c'est dans un état complet d'épuisement que Bazaine doit avoir donné ses ordres pour le 17 août (1). Il était naturel que ceux-ci fussent pour qu'on se fortifiât et qu'on se rétablisse, car, dans une situation semblable, on n'a point l'esprit à prendre des dispositions offensives. De cela, faut-il faire un crime à Bazaine? Assurément non, car l'homme est toujours un homme, même quand il tient en main le bâton de maréchal.

« En quoi donc alors a consisté sa faute, car il n'a point agi comme il aurait dû agir? *Uniquement dans sa bravoure personnelle intempestive*. Un général en chef doit maintenir en état ses forces physiques et intellectuelles pour conserver la lucidité d'esprit que commandent ses résolutions. Il a tort, par conséquent, de s'exposer en personne à toutes les vicissitudes du combat. »

Certes, la leçon ne saurait viser les chefs supérieurs de l'armée allemande, j'entends le roi, les princes et Moltke, qui, lorsqu'ils assistaient à une bataille, se tenaient prudemment à distance de la zone du feu. Quant à Bazaine, qui, à défaut des talents du général, possédait sans conteste la bravoure du soldat, il est clair que son attitude, dans la journée du 16, ne fut point celle d'un commandant en chef. Il ne dirigea rien et resta moralement

(1) La charge Redern a eu lieu vers deux heures et demie de l'après-midi. Les ordres pour le 17 furent donnés à dix heures du soir. Vraiment, Bazaine avait largement le temps de se remettre!

inerte. C'est même en allant placer en personne une batterie de la garde qu'il faillit ainsi se faire enlever — et le malheur est vraiment qu'il ne l'ait pas été.

Mais attribuer à la dépression physique qui peut-être suivit cet incident, sans qu'il soit possible d'ailleurs d'affirmer qu'elle a existé, non seulement la nature passive des ordres donnés huit heures plus tard, mais encore l'abandon des projets précédemment formés sur l'invitation pressante de l'empereur, et la détermination déplorable qui a conduit l'armée dans le guêpier de Metz, c'est vraiment se donner bien du mal pour essayer de justifier une décision injustifiable et imputable uniquement à un défaut de caractère viril, sinon à la débilité d'un tempérament ruiné.

D'ailleurs, les grands événements de l'histoire ont des causes plus profondes et surtout moins immédiates que les réflexes passifs auxquels la légende a trop souvent prétendu les rattacher Leur réalisation s'opère généralement de façon trop complexe pour pouvoir être isolée d'une série de faits antérieurs dont il est toujours possible de trouver la genèse dans l'état particulier d'une société ou d'un peuple, et il est tout aussi absurde d'expliquer la révolution d'Angleterre par le grain de sable de Cromwell que la stérilité de la bataille de la Moskowa par le rhume de cerveau de Napoléon. Seuls, les esprits frivoles se satisfont de justifications aussi sommaires, et il est à craindre qu'en dépit de ses prétentions métaphysiques, le prince

de Hohenlohe ne soit de ceux-là. Ce n'est point, en tous cas, son hypothèse inattendue qui réhabilitera la mémoire de Bazaine, ni qui la lavera de la flétrissure dont ses pairs l'ont justement frappé.

L'homme qui, après avoir perdu la bataille de Rezonville quand il lui était si facile de la gagner, a cru trouver sous les murs de Metz un refuge à son insuffisance mentale, n'était pas plus un capitaine qu'un intrigant de haute envergure. C'était un simple condottiere, poussé par les circonstances jusqu'à des sommets dont la hauteur lui donnait le vertige, et qui, se sentant incapable de maîtriser les événements, ou seulement de les influencer, attendait du hasard seul les secours que lui refusait sa pauvreté intellectuelle.

On l'avait accusé déjà d'avoir voulu, au Mexique, saper le trône de Maximilien, afin de le relever ensuite pour lui-même. C'était absurde. « Son corps épais et sans noblesse, sa tête forte, mais rusée et vulgaire, son regard circonspect dénotaient une âme médiocre, froide, sans élan, vaillante et non héroïque, se complaisant volontiers aux finasseries mesquines, mais incapable de se hausser aux vastes scélératesses; et, dans ce cas, la scélératesse eût été niaise plutôt que vaste. Le trait caractéristique de cette nature, telle qu'elle se revèle au Mexique, est l'inaptitude absolue aux initiatives personnelles... (1). »

Or, cette inaptitude, aggravée par un affaisse-

(1) Émile Ollivier, *l'Empire libéral*, IX, p. 129.

ment physique dû à l'âge et à un mariage disproportionné, paralysait le maréchal plus encore en 1870 qu'en 1866, et c'est bien elle, et elle seule, qui nous a perdus. Très brave sur le champ de bataille, Bazaine ne voyait rien de ce qui s'y passait, sinon juste devant lui, comme un sous-lieutenant menant son peloton à la charge. Il ne donnait point d'ordres, parce qu'il ne savait jamais ce qu'il y avait à faire, et qu'il ignorait l'art de se servir des auxiliaires dont le concours aurait pu l'orienter. Quand il était attaqué, il se défendait sur place, sans manœuvrer, sans répartir logiquement ses forces, sans même les utiliser toutes; et, comme il n'avait aucun but précis, il ne leur en indiquait jamais. Il ne connaissait ni stratégie ni tactique; il laissait faire, et son armée, ainsi livrée à elle-même, se battait au petit bonheur.

Conscient de son insuffisance profonde, et d'ailleurs incapable d'y remédier, il comprit tout de suite qu'à tenir le campagne, il risquait de se faire anéantir en détail. La place de Metz était là, encore incomplète et imparfaitement armée, mais tout de même difficile à réduire par une attaque de vive force, et imposante par sa masse sinon par la puissance de ses moyens. Il eut l'idée de s'y jeter, et d'y attendre, à l'abri de l'incertitude de batailles, que le solution fût dénouée sur un autre terrain. Il ne croyait pas avoir à y demeurer longtemps, ni qu'après d'aussi graves désastres, la France fût en état de continuer une guerre qui avait débuté si mal. Et, chaque soir, il disait à son entourage :

« J'attends la nouvelle d'un armistice, qui va nous tirer du pétrin (1). »

Le malheureux se trompait grandement, d'abord sur la mesure des énergies françaises, ensuite et surtout sur les conditions mêmes du stationnement ignominieux auquel il condamnait sa magnifique armée. Quand, le 16 au matin, il contremandait le départ pour Verdun ordonné sur les instances réitérées de l'empereur; quand, au soir de ce même jour, il prescrivait une retraite inexplicable; quand enfin, le 17, il faisait reconnaître, sous les forts de Metz, les emplacements qu'il réservait à ses divers corps d'armée, après la bataille suprême qu'il prévoyait mais ne voulait pas gagner plus que la précédente, ce n'était chez lui ni système de guerre, ni effet d'une dépression physique soudaine, mais simple lâcheté morale et effroi des responsabilités. La forteresse lui semblait un port de salut, où, fuyant l'orage, il irait attendre le retour du calme, en n'ayant plus rien à risquer. Et, sans songer à tout ce qu'une pareille reculade avait d'humiliant pour un homme investi de la plus haute dignité militaire, qui était comptable du salut du pays; sans même refléchir aux difficultés matérielles qui allaient bientôt l'assaillir quand les approvisionnements nécessaires à la vie de ses cent cinquante mille hommes viendraient à s'épuiser, il n'eut plus qu'une pensée et une hâte : mettre entre son

(1) Je tiens le fait de personnages qui faisaient, en 1870, partie de l'entourage intime du maréchal.

redoutable adversaire et lui l'épaisseur d'une muraille solide, pour se dérober aux risques de la lutte, et déposer le fardeau d'un commandement trop lourd.

Puis, quand il vit que la guerre se prolongeait très au delà de ses conjectures optimistes; quand, sous ses yeux, les héroïques soldats qu'avaient épargnés les balles allemandes commencèrent à traîner dans la boue des bivouacs leur corps amaigri et chancelant; quand les chevaux, n'ayant plus même à ronger l'écorce des arbres, se mirent à tomber par milliers, à côté des voitures et des canons réduits à n'être plus qu'un matériel encombrant et inutile, alors, mais trop tard, il comprit toute l'étendue de son erreur, et l'inanité de ses calculs.

Pour essayer de sauver ce qui restait de cette armée superbe, qu'il avait volontairement vouée à la mort lente, obscure et douloureuse des assiégés que tout espoir abandonne, il entama des négociations suspectes avec l'ennemi, et compromit dans de louches manœuvres ce qui lui restait encore de dignité et de prestige. C'était un crime, que les lois militaires condamnent avec une juste sévérité. C'en fut un, plus abominable encore, de persévérer jusqu'à la fin dans son apathie égoïste; de ne point tenter, en un effort désespéré, la chance suprême des combats, pour au moins sauver l'honneur des armes, et de capituler enfin, quand la famine eut réduit tant de braves gens à n'être plus que des loques humaines, en livrant délibérément

à l'ennemi un matériel immense, avec cinquante-trois drapeaux que, dans sa honteuse indolence, il ne prit même pas la peine d'anéantir.

Un aventurier de haut vol, expert en « vastes scélératesses », ne commet point d'actes aussi inutilement déshonorants; et un vrai soldat encore bien moins. Le premier a recours à des combinaisons plus subtiles, et à de plus expertes roueries. Le second va droit devant lui, sans détourner la tête, et cherche le secret du triomphe dans son intelligence, ou, à défaut, dans sa volonté. Bazaine n'a été ni l'un ni l'autre, car, si médiocre qu'il fût au point de vue militaire, des circonstances auxquelles il était étranger lui avaient fourni, le 16 août, une occasion inespérée de ramener la victoire dans nos rangs. Et quelle victoire! Celle qui était décisive, et terminait probablement la guerre d'un coup! Il ne voulut pas la saisir, ni faire ce qu'aurait fait à sa place n'importe lequel de ces hommes qu'il faisait tuer sans profit : foncer sur l'ennemi et le broyer. Dès lors, nous fûmes perdus.

Cette simple opposition entre le prodigieux anéantissement du commandement français et l'activité, pas toujours heureuse, il est vrai, mais toujours agissante, du commandement allemand, suffit à expliquer nos défaites et en précise la cause exacte.

Une seule chose, en effet, peut, à la guerre, avoir raison du génie : c'est l'entêtement. Qui

s'obstine à vouloir vaincre finit tôt ou tard par y réussir, et c'est la farouche opiniâtreté d'un Blücher qui seule a pu venir à bout des combinaisons si longtemps victorieuses de Napoléon.

Ici, sans doute, il ne saurait être question de génie, car rien dans le méthodisme calculé de Moltke n'y ressemblait de près ou de loin. Mais il existait, chez tous les généraux prussiens, comme chez la plupart des chefs en sous-ordre de leur armée, un sentiment offensif très net et très puissant, une ardeur générale, surchauffée par ce mot d'ordre en qui se résumait un plan d'opérations par lui-même assez imprécis : « Attaquer l'ennemi partout où on le rencontrera; » enfin, une communauté de vues et de doctrines qui coordonnait les efforts, favorisait les audaces et permettait même de corriger les bévues.

On ne savait pas toujours exactement où l'on allait, et nous avons vu qu'à Spicheren, à Borny, à Rezonville, personne ne possédait la notion, même approximative, de la situation militaire exacte. N'importe, on allait quand même. « Attaquer l'ennemi partout où on le rencontrera, » disait l'ordre général, et l'on attaquait, pas toujours avec prudence, encore moins avec adresse, mais toujours avec énergie. Et, une fois l'affaire engagée, chacun y apportait son concours, son activité, son dévouement, et se dépensait sans compter, pour venir en aide à ceux qui se battaient, même quand on savait qu'ils avaient tort de se battre. A défaut d'un objectif concret, que de graves erreurs straté-

giques avaient déplacé ou obscurci, il en restait un autre, d'ordre absolu et universel : battre l'ennemi. Et, celui-là, tout le monde le visait, depuis le commandant en chef, jusqu'au dernier soldat.

Ce fut là l'unique supériorité des Allemands, mais elle devait leur suffire. Ils avaient aussi le nombre, a-t-on dit bien souvent, et une meilleure artillerie. C'est exact; mais nous avions un meilleur fusil et de meilleurs soldats, ce qui faisait compensation. Et quant au nombre, on le défie par la manœuvre quand on veut. Bonaparte, en 1796, n'a-t-il pas bousculé l'une après l'autre les armées impériales avec sa poignée d'hommes? Bazaine ignorait sans doute ce précédent historique, lui qui, disposant le 16 août de 137,000 hommes, a trouvé le moyen de n'en faire combattre que la moitié, sans doute afin d'égaliser les chances contre un adversaire qui ne pouvait en engager que 70,000 tout au plus à la fois!

Pour les autres généraux français, c'étaient, je l'ai déjà dit, de fort braves militaires et d'excellents entraîneurs de troupe, mais qui avaient perdu de vue les conditions essentielles de la grande guerre, et à qui il eût fallu un guide et un chef. Celui-ci leur a toujours manqué. Ils n'ont jamais su ce qu'on attendait du courage de leurs soldats, ni pourquoi on y faisait appel. Constamment attaqués, le plus souvent surpris, ils se sont défendus à la diable, et, comme leur ignorance absolue de la situation générale leur interdisait toute initiative personnelle, ils n'ont jamais pu faire acte de chef.

Or, la défensive passive n'est point une sauvegarde, ni même un expédient. Elle n'est que le facteur de la défaite, et le véhicule de la mort.

Et c'est pour y avoir été réduits, uniquement, que nous avons été vaincus.

CHAPITRE V

DE REZONVILLE A SAINT-PRIVAT

I. — LA JOURNÉE DU 17 AOUT

Dans la *Relation* qu'il a écrite lui-même des événements de 1870-71, le feld-maréchal de Moltke affirme qu'au point de vue tactique, la bataille de Rezonville a été gagnée par les Allemands. S'il a voulu dire que le fait, pour la IIe armée, d'avoir échappé au désastre qui la menaçait, équivalait à une victoire, le chef d'état-major général a raison. Mais, s'il a entendu donner à son assertion un sens positif et absolu, il a commis, volontairement ou non, une erreur que la simple étude des faits condamne, et que soulignent ses propres décisions.

Quand, après une journée de lutte coûteuse, on reste le maître incontesté du champ de bataille, et que la rupture d'équilibre s'est réellement opérée au détriment de l'ennemi, on ne laisse pas à celui-ci la faculté de se replier en bon ordre, ni d'aller prendre à quelques kilomètres en retraite telles dispositions qu'il juge opportunes ou favorables à ses desseins. On le poursuit, on le disperse, on l'anéantit si l'on peut; et, si l'on ne peut pas, on

s'accroche à lui, on le moleste à coups de canon, on lui lance des escadrons aux trousses; on achève en un mot, par tous les moyens possibles, sa dissociation et sa ruine, dont la bataille n'était que le prolégomène obligé. C'est ainsi qu'a toujours procédé Napoléon, et c'est également ainsi qu'auraient sans doute agi les Allemands, s'ils l'avaient pu. Leur ardeur offensive eût trouvé son compte à cette œuvre d'extermination nécessaire, et l'on peut être assuré que, s'ils ont renoncé à l'accomplir, c'est qu'ils ne pouvaient faire autrement. Aucune poursuite n'a suivi les batailles de Frœschviller et de Spicheren, parce que les conditions dans lesquelles s'étaient livrées et achevées ces rencontres improvisées étaient exclusives de tout effort subséquent. Et ce qui s'est produit après Rezonville est bien plus significatif encore, car ici, non seulement l'armée allemande n'a point cherché à compléter sa prétendue victoire, mais même elle s'est maintenue dans une immobilité obstinée, et telle qu'elle en a perdu le contact de l'ennemi. Elle y était obligée, sans doute; mais elle montrait par là combien son succès était précaire. Les vrais lendemains de triomphe sont d'ordinaire plus mouvementés et plus exubérants.

Le grand quartier général avait quitté Pont-à-Mousson le 17 août, à quatre heures du matin, et était arrivé à six heures sur les hauteurs de Flavigny, où l'attendait le prince Frédéric-Charles. De là, on embrassait d'un coup d'œil la plus grande partie du champ de bataille de la veille, et l'on

pouvait voir distinctement l'armée française qui, abandonnant ses positions, se retirait vers le nord. Où allait-elle? Personne ne pouvait le dire, mais, au moyen de quelques reconnaissances, il eût été facile de le savoir. On envoya seulement deux ou trois officiers qui, faute de s'être suffisamment aventurés, ne rapportèrent que des renseignements contradictoires. C'est que Moltke redoutait tellement une reprise de l'action avant que ses corps éparpillés, qu'il venait d'appeler en hâte, eussent opéré leur réunion à sa portée, qu'il préférait rester dans l'ignorance plutôt que de courir le risque de voir l'incendie se rallumer par l'ardeur intempestive de quelque escadron trop entreprenant. On voit qu'il n'était donc ni triomphant, ni même très rassuré. Cependant, quand, à deux heures, les Français eurent à peu près complètement disparu de l'horizon, il se décida à expédier à Berlin ce télégramme succinct et modeste à la fois : « L'ennemi, malgré sa supériorité numérique, a été rejeté sur Metz (1) après une lutte très vive de douze heures. S. M. le roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, où elles se sont victorieusement maintenues. »

A peu près en même temps, il lançait, pour le lendemain 18, un ordre d'opérations en vertu duquel la IIe armée devait se mettre en marche à cinq heures du matin, et s'avancer par échelons dans la direction du nord. A la Ire armée (Stein-

(1) C'était là encore, comme on le verra, une simple supposition.

metz), le VIIIe corps devait suivre, sur la droite, et le VIIe rester en position pour protéger le mouvement contre les tentatives éventuelles d'un ennemi venant de Metz (1). Et comme, faute de renseignements fermes, on allait marcher à l'aveugle, l'ordre ajoutait : « Sa Majesté prendra d'autres déterminations d'après les dispositions de l'ennemi. »

Avant de donner des instructions aussi vagues, on aurait pu attendre, semble-t-il. Rien ne pressait, puisque avant tout on voulait éviter de se battre ce jour-là. Les corps de deuxième ligne étaient en marche pour se rendre à la hauteur de ceux qui avaient combattu la veille; l'ennemi se retirait tranquillement sans qu'on essayât de l'inquiéter, sans même qu'on le surveillât. Pourquoi donc cette hâte, pourquoi cette précipitation à rédiger un ordre aussi manifestement imprécis?

Tout simplement parce qu'il fallait ramener le roi à Pont-à-Mousson, afin de lui procurer, pendant la nuit suivante, le repos que les gîtes équivoques des villages aux trois quarts détruits du champ de bataille n'auraient pas pu fournir (2). Et, pour cela, non seulement on donna des instructions prématurées, mais encore on fit faire au grand quartier général, dans cette journée du 17, 68 kilomètres derrière les troupes (3). Les chefs suprêmes de l'armée

(1) Il était, à ce moment, partie à Ars-sur-Moselle, partie entre les bois de Vaux et Gravelotte.

(2) Fritz Hœnig. *Vingt-quatre heures de stratégie de Moltke*, traduction Birckel. Paris, Chapelot, 1901, p. 54.

(3) Le roi et Moltke étaient, il est vrai, en voiture, mais les autres suivaient à cheval.

allemande renoncaient ainsi à se procurer les renseignements les plus indispensables; ils négligaient de réunir les éléments fondamentaux de leurs décisions futures! Une nuit calme leur était nécessaire, et ils allaient la chercher, s'en remettant au hasard ou à leur bonne fortune du soin de les éclairer sur les faits et gestes d'un adversaire qui cependant ne leur cachait rien. Sans ce malencontreux départ, « que de choses on aurait pu faire, en présence d'un ennemi qui nous rendait la tâche si facile! s'écrie un écrivain allemand. Dans l'histoire militaire, avant une affaire décisive, il n'existe peut-être pas une autre circonstance où l'adversaire ait aussi bien qu'ici étalé, pour ainsi dire, toutes ses dispositions (1)! » Il est de fait que Bazaine, qui conduisait son armée comme une harde, ne se préoccupait guère de dérober à l'ennemi la vue de ses propres mouvements; et cependant, quand les Allemands attaquèrent le lendemain, ils étaient aussi ignorants de la situation véritable que si celle-ci eût été soustraite à leurs investigations par les précautions les plus minutieuses. Ils ont tout de même été vainqueurs. Si c'est là ce que Hohenlohe appelle avoir de la chance, il a, par ma foi, bien raison!

On remarquera que, dans l'ordre précité, il n'est fait aucune mention du rôle de la cavalerie, considérée comme non existante, et, qu'en outre, Moltke dispose de deux corps de la Ire armée, en passant par-dessus la tête de Steinmetz, son commandant

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*, p. 20.

en chef. La première omission était probablement involontaire, et imputable seulement à la précipitation avec laquelle le chef d'état-major général avait rédigé ses décisions, afin de retarder le moins possible le retour du roi à Pont-à-Mousson. Mais la seconde était certainement préméditée, car déjà Moltke avait résolu de se débarrasser de son fougueux antagoniste, et manifestement il cherchait à le pousser à bout. Le moment n'était pas éloigné où cette animosité déclarée allait avoir des conséquences fort graves, et provoquer des incidents de nature à tout mettre en question.

Quand il reçut, à quatre heures, les instructions du grand quartier général, le général de Steinmetz entra, à son habitude, dans une violente colère, et se plaignit publiquement, en termes furibonds, de ce qu'il appelait à bon droit un manque d'égards. « Il était de ces généraux qui croient avoir, en quelque sorte, un droit de propriété sur leurs corps d'armée une fois qu'ils leur ont été confiés, et qui se considèrent comme lésés, dès qu'on leur en retire une partie, même pour un temps (1). » Or, en réalité, son armée n'existait plus, puisque, des trois grandes unités qui la composaient, une seule, le Ier corps, encore sur la rive droite de la Moselle, restait soumise à son action directe. La situation diminuée qui lui était ainsi faite blessait donc cruellement son amour-propre, et la façon cavalière dont on l'en avait avisé augmentait encore son aigreur.

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*

Il était, au surplus, très vexé déjà d'avoir, dès le matin même, interrompu un combat commencé sinon par son ordre, au moins avec son consentement. La brigade d'avant-garde du VII[e] corps, se rendant d'Ars-sur-Moselle à Gravelotte, avait en effet, vers neuf heures, échangé des coups de feu avec nos troupes encore en position, puis, sous les yeux mêmes du commandant de l'armée, elle s'était déployée pour attaquer. Quelques instants plus tard, un ordre du roi prescrivait de rompre immédiatement le combat, et de se garder avec soin de tout engagement nouveau. On juge que ç'avait été là, pour Steinmetz, un mauvais début de journée.

Cependant, à six heures et demie du soir, il transmit à ses troupes les dernières instructions de Moltke et indiqua au VII[e] corps les positions que, conformément à leur teneur, il devrait occuper le lendemain dès cinq heures. Puis il rendit compte au quartier général, mais en accompagnant son rapport de réflexions qui rassemblaient singulièrement à des doléances, ou mieux à des récriminations. Il avait en personne, disait-il, observé, d'un point situé au sud de Gravelotte, la position ennemie au Point-du-Jour et à Moscou. Il avait constaté qu'on y travaillait avec ardeur pour le consolider par des ouvrages de campagne, et il déduisait de ce fait la conviction que l'ennemi n'attaquerait ni ne se déroberait, mais se défendrait sur place. Et il ajoutait — ceci à l'adresse de Moltke — que les masses ennemies, étant très proches du VII[e] corps

et très rassemblées, pouvaient, si elles le voulaient, mettre celui-ci dans une situation critique, étant donné son stationnement topographiquement et tactiquement défectueux (1) ; étant donné surtout qu'en raison des ordres supérieurs, *le VIII[e] corps cessait d'être disponible pour lui porter secours*, le cas échéant (2).

Comme il y a assez loin d'Ars à Pont-à-Mousson, ce document n'arriva en ce dernier point que fort tard dans la nuit, pendant que Moltke dormait. Le chef d'état-major général n'y répondit donc qu'à son lever, le 18, à quatre heures du matin, et ce fut de façon presque ironique. « Le VII[e] corps, disait-il, conservera, au début, une attitude défensive, et *ne cherchera la liaison avec le VIII[e] qu'en avant*... Si la I[re] armée a besoin d'être soutenue, elle le sera par la deuxième ligne de la II[e]. » Ce qui semblait signifier : « Vos inquiétudes sont vaines, et mes ordres doivent être maintenus. Non seulement je garde votre VIII[e] corps, mais il vous appartiendra de conserver la liaison avec lui, en suivant les péripéties de la bataille. Et, si vous avez besoin de secours, on vous en donnera plus tard. » Steinmetz comprit qu'il était joué. Le rôle qu'on lui imposait devenait « celui d'un personnage entraîné malgré lui et mené par quelqu'un de plus fort. *Sa colère s'en accrut davan-*

(1) Il avait fallu en effet, à cause des difficultés du terrain, séparer ce corps en deux parties qui étaient enfermées dans des vallées étroites que séparaient des bois peu praticables et très accidentés.

(2) F. Hoenig, *loc. cit.*

tage (1) », et, dès ce moment, il ne se posséda plus. Il prit même, de dépit sans doute, des dispositions vicieuses, ou tout au moins insuffisantes, et qui ne cadraient qu'imparfaitement tant avec la mission ultérieure du VIIe corps qu'avec la conception très exacte que le général lui-même s'était faite, lors de sa reconnaissance personnelle, de la position et des projets de l'ennemi. Par cette bouderie rageuse, il se prépara pour la journée une série de déboires qui devaient lui coûter fort cher.

Cependant, les corps de la IIe armée arrivaient un à un se ranger perpendiculairement à la grande route de Gravelotte. A la fin de l'après-midi du 17, il y en avait six avec trois divisions de cavalerie, dont Molkte pouvait déjà disposer pour se défendre, s'il le fallait, et qui devaient en tout cas lui servir le lendemain pour attaquer. Un septième était annoncé dans un délai assez proche. Il n'y avait donc plus qu'à passer à la manœuvre conçue par le chef d'état-major général en vue d'amener ces forces sur toutes les lignes de communications à la fois, et qui était, en substance, celle-ci :

Si, après avoir gagné du terrain droit vers le nord, l'armée allemande trouvait les Français en retraite vers l'ouest, elle les obligeait à s'arrêter et à accepter la bataille dans des conditions stratégiques très défavorables, puisqu'ils auraient eu à dos la frontière belge, distante de deux marches à

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*

peine. Si, au contraire, l'armée du Rhin s'était déjà repliée sur Metz, la manœuvre projetée, exécutée par échelons, l'aile gauche en avant et le VII[e] corps formant pivot à l'aile droite, préparait le changement nécessaire pour faire face à la forteresse et nous y enfermer (1).

A première vue, la combinaison paraît habile; mais, si l'on réfléchit à tout ce qu'elle présente de hasardeux, on se demande comment elle a pu si complètement réussir. Un mouvement enveloppant d'une portée aussi considérable, exécuté à une distance insignifiante des forces ennemies en position; un aussi brusque changement de ligne d'opérations, quand celle-ci n'était assurée que par des ponts situés loin en arrière; enfin, une marche de flanc opérée à découvert, pendant plusieurs heures, sans la moindre diversion pour occuper l'adversaire, tout cela constitue assurément une des opérations les plus scabreuses dont l'histoire des guerres fasse mention, et rappelle beaucoup plus les préliminaires de Rossbach que ceux d'Iéna.

Il fallait, pour tenter ainsi le destin, ou que Moltke possédât en son étoile une foi bien robuste, ou qu'il eût une bien piètre idée des talents militaires de son ennemi d'alors. Certes, le succès absout toutes les audaces. Il serait toutefois singulièrement dangereux de prendre exemple sur de tels modèles, et d'y chercher des règles pour les guerres à venir, car on ne se trouvera pas toujours

(1) *La Guerre franco-allemande*, par le grand état-major, p. 642.

en présence d'un adversaire qui pousse aussi loin que le maréchal Bazaine la pratique de l'abstention, et laisse exécuter devant lui, à bonne portée de canon, la manœuvre qui doit fatalement aboutir à sa mise hors de cause. L'écrivain allemand Fritz Hœnig qualifie de chef-d'œuvre la conception de Moltke. On se demande cependant ce qu'il en serait advenu si le gros de notre armée s'était jeté sur le flanc des colonnes allemandes en marche et les eût bousculées les unes sur les autres, sans leur laisser le temps de se déployer. Comment ces corps, surpris, suivant l'expression consacrée, en flagrant délit de mouvement et dans une formation tellement compacte que l'artillerie pouvait y faire en un instant de formidables brèches, comment, dis-je, ces corps auraient-ils fait pour regagner les ponts de la Moselle, seul débouché offert à leur retraite, seule porte ouverte sur leurs lignes de communications? Ce n'est point leur cavalerie, dont ils ne servaient pas, qui les eût avertis de l'imminence du danger. Ce n'est pas non plus leur généralissime qui, par un éclair de génie, les eût prémunis contre le désastre. Il n'avait point de génie, et il ne les accompagnait pas!

La vérité est qu'ils étaient à la merci d'un acte de virilité quelconque, dont nos braves soldats étaient assurément capables si on le leur eût demandé ou seulement inspiré. Et quand on songe que celui qui les commandait n'a pas jugé une minute que cet acte était à la fois possible et exigé par les circonstances, on s'explique, sans avoir

besoin de recourir à aucun subterfuge, qu'il ait été condamné pour avoir à ce point oublié les règles les plus élémentaires de son devoir.

II. — LE DÉPLOIEMENT DES ARMÉES ALLEMANDES

Le 18 août, dès cinq heures et demie du matin, le prince Frédéric-Charles était à cheval à Mars-la-Tour. Une demi-heure plus tard, le roi et Moltke arrivaient sur la hauteur au sud de Flavigny.

Devant eux, la marche en avant de la IIe armée, concentrée par masses de corps d'armée dans un carré de 8 kilomètres de front, venait de commencer, non sans amener quelques fâcheux incidents, tel que le croisement des Saxons et de la garde, qui était dû à l'entêtement du prince et devait provoquer un retard de plus de trois heures dans le mouvement général (1). Mais déjà un dissentiment assez grave venait de se produire entre les deux autorités.

Le prince Frédéric-Charles était convaincu que l'armée française battait en retraite vers le nord

(1) L'ordre donné par le prince obligeait les deux corps de la garde, posté à Hannonville-au-Passage, et saxon, cantonné à Mars-la-Tour et Puxieux, à se croiser pour venir prendre dans le dispositif général la place qui leur était assignée. La remarque en fut faite, paraît-il, à Frédéric-Charles, qui refusa de revenir sur sa décision. D'où collision à Mars-la-Tour, et arrêt de la garde, qui ne put commencer son mouvement qu'à neuf heures.

sur Conflans; le grand quartier général, au contraire, croyait qu'elle s'était retirée sur l'est, et qu'elle occupait les hauteurs jusqu'à Amanvillers. Ce n'étaient là que des intuitions (1), bien entendu, car les renseignements manquaient de façon absolue, et la cavalerie se gardait bien d'aller en chercher. En attendant donc que ces intuitions eussent été confirmées ou démenties, on avait pris le parti d'arrêter le mouvement à neuf heures, l'armée faisant halte, son corps de tête à hauteur de la route d'Étain. Quant aux quartiers généraux, au lieu de se rapprocher comme il eût été prudent de le faire, ils restaient respectivement à Vionville et à Flavigny.

A neuf heures et demie, nouvelle « intuition » de Moltke, qui lui fait voir l'ennemi se dirigeant sur Briey, et l'engage à en aviser la II[e] armée. Il y a bientôt vingt-quatre heures cependant que cet ennemi est en position sur le flanc droit de l'armée, à quelques kilomètres à peine! « On dispose de quatre divisions de cavalerie, et jusqu'ici on ne connaît rien de cette situation, bien qu'on aperçoive un camp s'étendant de Rozérieulles à Montigny-la-Grange, et qu'on distingue, il est vrai difficilement parfois, des mouvements de troupes (2) ! » Le fait est qu'il y a lieu de se demander ce qui est le plus extraordinaire, de la passivité des Français ou de l'inexplicable incurie du généralissime alle-

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*
(2) *Ibid.*, p. 88.

mand, qui demeure dans l'ignorance le plus complète quand il lui serait si facile de s'éclairer.

Enfin, un peu après dix heures, sur la nouvelle, donnée par la Ire armée, que l'ennemi semble vouloir « accepter le combat » du côté des bois des Genivaux (1), Moltke lance son ordre d'attaque. Les Français sont-ils arrêtés ou en marche? Leur position est-elle repérée? Leur droite s'étend-elle au delà de Montigny-la-Grange, dernier point que la vue puisse atteindre, où s'appuie-t-elle à cette ferme? Existe-t-il sur leur front des postes avancés, les travaux de fortification, des épaulements d'artillerie? Tout cela, on l'ignore. On ne cherche même pas à le savoir. On va tout de même entamer la bataille, quitte à voir après où l'on va. Pareille façon de faire dénote évidemment une belle ardeur guerrière; mais je n'y vois rien qui ressemble à la prudence du chef ni à l'art du capitaine. C'est, à proprement parler, de la tactique de taureau.

Et quel galimatias dans le document dicté par le chef d'état-major général! « *On peut admettre*, dit-il, que l'ennemi a l'intention de se maintenir entre le Point-du-Jour et Montigny-la-Grange... Sa Majesté est d'avis qu'il est opportun de diriger le XIIe corps et la garde sur Batilly, afin d'atteindre l'ennemi près de Sainte-Marie-aux-Chênes au cas

(1) Il est vrai qu'au même moment, Steinmetz envoyait personnellement un rapport où il était dit que les Français se retiraient (*Loc. cit.*, p. 95.) Mais il semblait que ses opinions eussent perdu alors toute autorité auprès du chef d'état-major général.

où il voudrait battre en retraite sur Briey, ou de l'attaquer dans la direction d'Amanvilliers au cas où il resterait sur les hauteurs. *L'attaque devra se produire simultanément* par la Ire armée partant des bois de Vaux, par le IXe corps contre le bois des Genivaux et de Vernéville, *par l'aile gauche de la IIe armée arrivant par le nord.* »

Or, à ce moment, le IXe corps est à la ferme de Caulre, le XIIe près de Jarny et la garde à Bruville. On voit quel chemin ces deux derniers (l'aile gauche de la IIe armée) vont avoir à parcourir pour dépasser Amanvillers par le nord « au cas où l'ennemi resterait sur les hauteurs ». Comment pourraient-ils donc exécuter une attaque *simultanée* avec le IXe corps, qui, lui, est à pied d'œuvre? Comment surtout devra agir la Ire armée qui, en même temps que cet ordre général, vient de recevoir la recommandation verbale de ne rien commencer avant que la IIe se soit avancée davantage, et qui se trouve ainsi condamnée au repos pendant trois heures ou moins (1)? A voir le gâchis où patauge, faute de renseignements, le général de Moltke, on est en droit de se demander vraiment lequel, de lui ou de son adversaire, accumule le plus de sottises et mériterait davantage d'être battu!

Si encore il y avait entente et conformité de vues entre le généralissime allemand et ses principaux sous-ordres; si même ils se trouvaient à

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*

portée les uns des autres, peut-être que de leur rapprochement résulterait au moins une certaine unité d'action. Mais point. Tandis que de Flavigny où le clouent sa déchéance physique et celle du roi, Moltke envoie à dix heures et demie l'ordre étrange qu'on vient de lire, le prince Frédéric-Charles en donne un autre, qui, en raison de la distance, arrive premier au IX[e] corps. Il y est dit que « le général de Manstein devra avancer dans la direction de Vernéville et de la Folie, et *attaquer*, si l'aile droite ennemie se trouve dans ces parages (1) ». Ainsi, le commandant en chef entend n'agir qu'avec toutes ses forces réunies, tandis que son principal lieutenant juge à propos d'engager l'action avec son seul corps d'avant-garde. On trouverait difficilement dans l'histoire des guerres pareil amas d'incohérences et de désordre précédant une bataille combinée. Et l'on ne peut expliquer l'issue victorieuse de celle-ci autrement que par un fait d'ordre métaphysique. Entre deux médiocrités opposées, celle qui agit, même mal, prend toujours le dessus sur celle qui reste passive, car la volonté est à elle seule une force, et l'activité constitue la garantie la meilleure contre les défaillances ou les erreurs de l'esprit.

Cependant, Frédéric-Charles venait de recevoir, vers onze heures, un avis assez inattendu. Un camp français avait été découvert bien au delà de Vernéville et de la Folie, bien au delà même de

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*

Montigny-la-Grange et d'Amanvillers, à Saint-Privat même. Et le lieutenant de hussards qui apportait cette nouvelle — exacte depuis la veille au soir, à six heures — n'était par bien sûr que nos forces ne s'étendissent pas encore plus au nord (1). Le prince devint soucieux. L'ordre de Moltke lui était parvenu presque au même moment, et il se demandait maintenant si l'attaque du IX[e] corps, opérée en plein centre de la ligne ennemie, n'allait pas constituer une opération téméraire; si surtout elle ne serait point en contradiction avec les instructions venues de Flavigny, lesquelles parlaient d'un engagement combiné avec l'aile gauche *arrivant par le nord*, c'est-à-dire par une direction devenue assez excentrique. Il jugea donc prudent de la décommander; mais c'était trop tard, car, avant qu'il eût eu le temps de rédiger le contre-ordre (2), Manstein avait déjà fait des siennes. La bataille, pour la troisième fois en quinze jours, venait de s'engager par le fait d'un sous-ordre, et contrairement aux intentions du haut commandement.

Le commandant du IX[e] corps, en effet, qui, du moins, marchait avec ses troupes, avait constaté, en arrivant à Vernéville, qu'il avait devant lui, à Montigny-la-Grange, un camp français où régnait « une insoucieuse quiétude (3) ». Ne voulant pas

(1) Il n'avait pas poussé sa reconnaissance plus loin que Batilly, bien que l'absence totale d'avant-postes français, et le néant de notre service de sûreté, lui eussent laissé tout loisir de s'aventurer plus loin.

(2) F. Hœnig, *loc. cit.*

(3) *La Guerre franco-allemande*, I, p. 376.

perdre une si belle occasion de le surprendre, il prit la résolution d'attaquer sur-le-champ, et cette résolution était fort grave. D'après les ordres qu'il avait reçus, il ne devait attaquer que *si la droite française* était à la Folie. Or, il pouvait fort bien se douter qu'elle était ailleurs. De son observatoire, il ne voyait point, il est vrai, la région au nord d'Amanvillers, cachée par le bois de la Cusse; mais il venait d'apprendre, lui aussi, que des troupes adverses se trouvaient à Saint-Privat (1). Il commettait donc là, dans le but unique de brusquer la surprise, un acte formellement contraire à ses instructions. Assurément, la tentation était séduisante; il n'aurait cependant pas dû y céder, parce qu'il risquait ainsi de compromettre la manœuvre générale. Mais de semblables considérations n'étaient pas faites pour l'arrêter.

Il fit donc déployer toute son artillerie sur une crête qu'il croyait parallèle à nos positions, et qui, en réalité, leur était oblique, ce qui la donna belle à nos batteries accourues en hâte à leur poste de combat. La lutte s'engagea aussitôt, et fut cruelle aux Allemands, qui, pris en rouage et promptement désemparés, perdirent quatre pièces, dont deux restées entre nos mains. Il fallut peu à peu jeter au feu tout ce qui arrivait de troupes à portée, afin d'éviter un désastre. Mais, pendant ce temps, les régiments français s'étaient déployés, et avaient formé leur

(1) Le renseignement, parvenu à onze heures au prince Frédéric-Charles, sur l'existence d'un camp à Saint-Privat, avait été communiqué, en passant, au général de Manstein.

ligne de bataille. En sorte que cette surprise, pour laquelle on avait risqué de tout mettre en question n'existait même pas. Ce qui démontre que si l'audace est souvent une belle chose, il convient généralement d'y joindre quelques précautions.

Tout naturellement, l'écho de cette canonnade intense, en se répercutant jusque sur les hauteurs de Flavigny, avait causé un certain émoi parmi les hauts personnages qui attendaient là que le hasard fît pour eux office d'escadrons en reconnaissance. Tous se demandaient ce que cela voulait dire, et si l'on avait enfin découvert la droite de l'armée française, si obstinément soustraite à toutes les conjectures et à toutes les intuitions Il était près de midi. Une grande bataille, pour laquelle on avait réuni tout ce qu'on possédait de forces disponibles, s'allumait à quelques kilomètres à peine, et personne ne se doutait encore ni de la position exacte de l'ennemi, ni de ses moyens, ni de ses intentions. Quatre divisions de cavalerie, sans parler des régiments divisionnaires, étaient là, qui n'avaient pas réussi à déchiffrer le premier mot de l'énigme, et déjà le canon tonnait, indiquant qu'il ne restait rien des espoirs d'attaque simultanée, et pas davantage d'un plan d'engagement bâti sur des données spéculatives manquant à la fois d'assises et de fondement.

S'image-t-on pour cela que le commandant en chef ait cherché à mieux s'orienter en procédant à un engagement général qui seul maintenant pouvait lever tous les voiles, ou seulement à

prendre telle mesure que ce soit pour sortir des ténèbres où l'avait plongé son indifférence? Point. M. de Moltke, qui semble n'avoir eu d'autre pensée que de se prémunir contre quelque nouvelle fantaisie de Steinmetz, se borna à envoyer à ce dernier un ordre amphigourique, et qui n'était certes pas fait pour lui donner une idée précise de son rôle ni de son action : « Le combat partiel que l'on entend actuellement devant Vernéville, disait-il, n'entraîne pas l'attaque générale de la Ire armée. Celle-ci ne doit pas démasquer de fractions importantes; *si l'occasion s'en présente,* on ne doit démasquer que de l'artillerie, pour préparer l'attaque future. » C'est muni d'un tel viatique que le général de Steinmetz, qui d'ailleurs ignorait tout de ce se passait au nord de Gravelotte, eut à prendre ses décisions. Il ne faut pas s'étonner si elles furent inopportunes, et presque toujours antinomiques avec le développement normal d'une action qui allait bien maintenant être simultanée à la sienne propre, mais dans des conditions et au travers de péripéties auxquelles lui-même devait forcément rester étranger jusqu'au bout.

Tels ont été, dans leur ensemble, les préliminaires de la sanglante bataille de 18 août. On n'y trouve assurément rien qui rappelle, quoi qu'en ait pu dire le prince de Hohenlohe, les méthodes napoléoniennes, ni même, dirai-je à mon tour, qui puisse se réclamer d'une méthode de guerre quelconque. Je ne disconviens pas que le fait de con-

centrer en deux jours sept corps d'armée dans un triangle de 8 kilomètres de côté ne puisse passer pour une adroite opération de guerre. Mais tout le mérite en revient aux états-majors.

Et quant à la façon dont a été poussée dans l'espace cette masse que rien ne guidait, ne couvrait, n'éclairait ou ne protégeait; quant à l'étrange conception qui lui a fait côtoyer pendant cinq heures des positions solidement occupées, dont on ne soupçonnait ni l'étendue ni la force, pour ensuite venir, après une conversion presque totale, se heurter de front à un ennemi dont on croyait déjà déborder le flanc; quant à la manœuvre inouïe qui, après des tâtonnements inexcusables, a abouti à l'engagement prématuré du IXe corps, suivi d'une bataille générale, tout cela constitue un si monstrueux assemblage d'imprévoyances, d'incohérences et de maladresses qu'on reste confondu de voir que quelqu'un ait pu en tirer vanité.

Le seul mérite de Moltke, il faut le dire une fois pour toutes, est, dans la circonstance, d'avoir été heureux. Il a eu cette invraisemblable bonne fortune que ni les mouvements découverts ni la marche périlleuse de son armée n'ont été gênés par personne ni par rien; que son adversaire, inerte jusqu'au bout, a joué au cours de toute cette affaire le rôle d'un plastron; qu'enfin, il lui a été possible de tout risquer dans un seul coup de partie sans en être puni, faute de trouver en face de lui une volonté décidée à le punir. Napoléon n'a jamais eu pareille chance. Il est vrai qu'il pou-

vait s'en passer, ayant pour habitude d'user, pour vaincre, de moyens plus efficaces, et de les mettre en œuvre avec un génie plus sûr.

C'est ce qu'un écrivain allemand, dont les jugements, pour avoir moins de prétention et de superbe que ceux du prince de Hohenlohe, n'en sont pas moins parfois plus équitables et mieux fondés, a fort bien indiqué en un court parallèle, où se marque la différence existant entre la manière de Moltke et celle de Napoléon.

« L'empereur, dit-il, avait coutume de commencer par attaquer sur tout le front avec son avant-garde ; il voulait déterminer ainsi la répartition des troupes ennemies plus exactement qu'il ne pouvait le faire par des reconnaissances personnelles ou autres, et ce n'était que lorsque l'ennemi avait révélé la répartition de ses forces qu'avait lieu la véritable attaque, dirigée d'après le déploiement qui se trouvait alors terminé. Telle est la conduite à tenir en présence de positions fortifiées, et c'est bien le cas de la bataille du 18 août. On n'y fit cependant rien de semblable... *Jamais plus on ne gagnera une bataille comme celle-ci, après des reconnaissances aussi insuffisantes* (1). »

Ceci n'est évidemment point du dithyrambe, comme celui dont les publications officielles ou officieuses sont coutumières. Mais c'est la vérité et le bon sens, qui valent infiniment mieux.

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 104.

CHAPITRE VI

BATAILLE DE SAINT-PRIVAT

I. — STEINMETZ ET MOLTKE DEVANT LE RAVIN DE LA MANCE

La journée du 18 août comporte deux batailles presque distinctes : celle que la Ire armée allemande a livrée sans succès contre l'aile gauche française, et celle que la IIe armée a gagnée contre notre centre et notre droite à Montigny-la-Grange, Amanvillers et Saint-Privat. Il me paraît superflu de donner une fois de plus, de ces événements si connus, une description détaillée, ni d'en faire à nouveau le récit. Un simple tableau d'ensemble, dessiné à grands traits et indiquant les phases essentielles de la lutte, suffira pour donner une base et un cadre à l'étude du haut commandement allemand, que seule j'ai entreprise ici.

L'attaque du IXe corps s'était produite à onze heures trois quarts. A peine le général de Steinmetz, qui se trouvait alors en personne au sud de Gravelotte, eut-il entendu le bruit du canon de Vernéville, qu'il donna à l'artillerie du VIIe corps l'ordre d'ouvrir le feu; et comme celle-ci était

massée tout à côté de lui, elle put se déployer aussitôt.

De nombreuses batteries du VIIIe corps étant venues la renforcer peu à peu, il y eût bientôt, en travers de la route de Metz, sur le plateau qui domine à l'ouest le ravin de la Mance, une ligne de 132 pièces qui couvrirent de projectiles nos positions de Rozerieulles, du Point-de-Jour et de Moscou. Celles-ci naturellement ripostèrent avec énergie, et le fracas de la canonnade devint rapidement si formidable qu'il inquiéta le général de Moltke, lequel envoya aussitôt, de Flavigny, l'ordre dont il il a été question plus haut. Cet ordre cependant n'arriva à destination qu'à une heure et quart, alors que, contrairement aux prescriptions qu'il contenait, l'infanterie était entrée partout en action, et se trouvait déjà confondue en un désordre inexprimable.

Jamais, en effet, on n'avait vu engagement se produire dans des conditions pareilles. Le terrain était extrêmement difficile; les troupes avaient devant elles un ravin profond, aux berges escarpées et couvertes de taillis presque impénétrables, dont l'unique débouché consistait en une route, qui traversait en remblai la dépression. Pour opérer dans ce fouillis et avoir chance d'en sortir avec un restant de cohésion, il eût fallu, de toute nécessité, prendre certaines dispositions tactiques qui toujours s'imposent en pareil cas. Ni Steinmetz ni Zastrow n'en eurent cure, en sorte que, lorsqu'un peu plus tard Gœben dut à son tour engager les fractions à portée du VIIIe corps pour secourir le

VIIe, la confusion était telle que les troupes y furent entraînées comme dans un torrent.

« Il n'y avait là, dit un auteur allemand, que méprises, agitation, mêlée et choc confus, sans une idée nette, sans une conception ni une vue quelconque... (1). » Par suite, les unités ne tardèrent pas à se mélanger à ce point qu'il n'y eut bientôt plus ni commandement possible, ni direction d'ensemble à donner. Steinmetz avait, dans sa précipitation, négligé toutes les mesures préventives, toutes les précautions d'usage, et Zastrow, qui ne brillait pas par l'initiative (2), en avait fait autant. Tous deux payaient maintenant d'une abdication forcée leur négligence ou leur incapacité.

Le commandant de la Ire armée était d'ailleurs, est-il besoin de le dire? de fort méchante humeur (3). Il avait la figure contractée, l'attitude inquiète, les mouvements agités, et ne rompait son silence maussade que pour donner d'une voix rude quelque gourmade à ses subordonnés. Autour de lui, son état-major restait silencieux et morne, car il n'inspirait point de sympathie, et son absolutisme pesait lourdement sur tous (4). Ayant peut-être conscience de ses fautes, mais trop entêté et « vaniteux » pour les avouer, il enrageait de voir les affaires si mal engagées, et, « devinant peut-être ce

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Lettre de Wartensleben, quartier-maître de la Ire armée, au colonel Cardinal de Widdern, et citée par ce dernier dans ses *Kritische Tage*.

(4) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 192.

qui était bon, il employait toute ses forces en lui et contre lui pour faire ce qui était mal (1). »

Tremblant devant ce personnage atrabilaire, le général de Zastrow se tenait immobile à quelques pas, sans oser donner un ordre. D'ailleurs, les deux hommes ne s'entendaient pas, et se trouvaient en complet désaccord sur la façon d'engager leurs troupes (2). Seul, le général de Gœben faisait assez bonne figure, et s'efforçait de commander autant qu'il le pouvait, sans bruit, sans cris, sans démonstrations inutiles. Malheureusement, il avait affaire à une infanterie déjà « émiettée et hors d'état de remplir aucune mission tactique (3) ». En vérité, ce qui se passait sous ses yeux, dans le ravin de la Mance, devait lui sembler bien extraordinaire, si l'on en juge par les lignes suivantes, tracées d'une plume que le souci des bienséances semble ne pas arrêter. « A trois heures et demie, dit Hœnig, l'infanterie de Steinmetz était déployée sur un front de 6,500 mètres, et se trouvait dans le plus grand désarroi. La liaison entre les unités était rompue jusque dans l'intérieur des bataillons, sans que l'on y eût été contraint par un cas de force majeure ou un combat sérieux. Les choses demeurèrent telles jusqu'à la fin de la bataille, et, de ce fait, les combats de front perdirent, comme il fallait s'y attendre, toute chance de succès (4). »

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*

Cependant, grâce à la supériorité écrasante de l'artillerie, on avait pu refouler nos avant-lignes et s'emparer ensuite de la ferme de Saint-Hubert, poste avancé qui gardait le débouché de la route. Les troupes françaises, condamnées à la défensive passive, et n'ayant d'autre indication que de résister sur place, gardaient vaillamment leurs positions, mais n'en sortaient pas. A ce moment, cependant, une vigoureuse contre-attaque aurait très certainement bousculé les deux corps prussiens, dont tous les liens tactiques étaient à peu près rompus, et c'était bien là ce que craignaient nombre d'officiers allemands qui, attribuant notre immobilité persistante à toute autre cause qu'à la carence du commandement suprême, voulaient y voir seulement la méditation d'un grand coup. Steinmetz, lui, était convaincu que nous étions en déroute, et naturellement l'honnête Zastrow pensait comme son chef. En vain le général de Gœben, mieux renseigné ou plus avisé, cherchait-il, en renforçant la ligne de bataille avec les troupes qui successivement arrivaient, à montrer que les affaires n'en étaient pas encore au point où l'on feignait de les voir. Steinmetz avait son idée et y tenait. Elle lui dicta en un instant la conception la plus extravagante qui ait jamais germé dans un cerveau militaire, et des actes qui suffiraient, à eux seuls, pour faire douter de son bon sens.

Sans plus se préoccuper des instructions qu'il avait reçues, sans chercher une confirmation quelconque de ses hypothèses toutes gratuites, il

ordonna de commencer la *poursuite* contre un ennemi qui s'était même pas entamé. A cet effet, la 1[re] division de cavalerie dut franchir le ravin de la Mance *par le défilé de Gravelotte* et se jeter sur nous, mais sans *dépasser les glacis de Metz!* Les batteries du VII[e] corps l'accompagneraient, tandis que l'infanterie passerait à un assaut général de nos positions, par le sud et par l'ouest! C'est ainsi que, tout seul, Steinmtez entendait décider de la bataille, au moment précis où le moindre effort de notre part l'eût aisément décidée contre lui (1)!

Au reçu de cet ordre stupéfiant, la division de cavalerie s'ébranla pour gagner l'étroit passage où elle devait s'engouffrer. Quant au général qui commandait l'artillerie du VII[e] corps, et qui, du point où il se tenait, pouvait mieux juger les choses, « il n'en voulut croire ni ses yeux ni ses oreilles (2)». Mais les justes observations qu'il adressait à Zastrow ayant été accueillies par une fin de non-recevoir fort sèche, il eut recours à la ruse pour dégager sa responsabilité et éviter la catastrophe qu'il prévoyait imminente. « En ayant l'air de renseigner les autres chefs sur la teneur de l'ordre reçu, dit Hœnig, les officiers chargés de transmettre celui-ci longeaient la ligne, le soufflaient à l'oreille des officiers supérieurs, mais ajoutaient *qu'il leur fallait*

(1) Hœnig fait remarquer avec raison que, s'il avait seulement regardé une carte, il aurait vu que ce n'était point vers les glacis de Metz qu'il jetait sa cavalerie, même victorieuse, mais dans l'impraticable ravin de Châtel.

(2) F. Hœnig, *loc. cit.*

à tout prix gagner quelques minutes et faire n'importe quoi pour ne pas amener les avant-trains. Ces quelques minutes pourraient peut-être sauver la situation, car il suffisait pour cela de l'hésitation d'un moment (1). » Et le subterfuge, comme l'ajoute le narrateur de cette extraordinaire aventure, sauva en effet bien des choses, sans pour cela cependant tout sauver.

Pendant ce temps, dans l'entourage même de Steinmetz, on essayait d'apaiser son ardeur démente. Le colonel de Wartensleben, sous-chef d'état-major, faisait observer, avec toute la réserve possible, mais avec avec une fermeté consciente, que vouloir enfoncer des lignes qui, loin d'être rompues, semblaient au contraire se renforcer à vue d'œil, lui semblait un peu prématuré. « Il ne faut pas que la poursuite commence encore une fois trop tard, comme à Kœniggrätz ! » répondit Steinmetz d'un ton rogue. Et personne n'osa plus insister (2).

Cependant, les troupes s'étaient mises en marche. Sur l'étroit goulot de la route dont le remblai, surplombant le ravin où grouillaient des milliers d'hommes, était battu et enfilé par un feu terrible qui venait de reprendre avec une énergie doublée par la vue de ces préparatifs d'assaut, se pressaient déjà pêle-mêle trois régiments d'infanterie, une division de cavalerie avec sa batterie, quatre

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 208.

(2) Lettre de Wartensleben à Cardinal de Widdern, citée par ce dernier. (*Kritische Tage.*)

autres batteries, enfin deux régiments de hussards, tout cela appartenant à des commandements différents et se mêlant en troupeau pour arriver au débouché.

En face de ces masses chaotiques, dans lesquelles il était impossible de mettre de l'ordre faute de pouvoir s'en faire ni entendre ni obéir, « qu'on se figure, sur l'autre versant, un nuage lointain de fumée, duquel jaillissaient vers le ciel les flammes de l'incendie du Point-du-Jour et de Moscou. Du côté allemand, 144 pièces en action; en arrière, le grand quartier général qui arrivait; en avant, des masses d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie se précipitant dans le ravin, poussées par derrière, décimées par devant. Qu'on se figure cette rencontre et ce fouillis d'hommes blessés et valides, de troupes en ordre et en désordre, l'écho des obus éclatant dans la forêt, et au-dessus des arbres, au-dessus des têtes, le sifflement des projectiles qui se croisaient; enfin, une colonne de poussière à obscurcir le ciel... On comprend alors qu'en se demandant ce qui allait advenir de tout cela, chacun des témoins de cette scène ait senti la sueur perler sur son front!... (1). »

Il y avait en effet de quoi s'émouvoir, car déjà le désastre s'annonçait, et il allait être aussi complet que possible. Comme c'était à prévoir, en effet, aucun des régiments ainsi jetés dans la fournaise ne put parvenir à se déployer. L'artillerie tenta

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*, p. 210.

vainement de se mettre en batterie sous un feu qui la réduisit bientôt en partie à une situation désespérée (1), et, pour comble de misère, les chevaux attelés à des caissons qui avaient sauté, s'étant emportés, revinrent en arrière jeter le désordre sur la route, au milieu des troupes qui y étaient pelotonnées (2). La cavalerie, décimée avant de s'être formée en bataille, n'eut que le temps de faire demi-tour, tandis que sa batterie à cheval, complètement désemparée, n'avait d'autre ressource que de se laisser glisser dans le ravin (3). Enfin l'infanterie, écrasée de projectiles, et qui poussait des cris épouvantables (4), fut ramenée, en une bousculade générale, bien au delà des points d'appui qui avaient précédemment été conquis. Telles étaient les conséquences lamentables de la furie grognonne qui poussait Steinmetz aux pires folies. Son équipée, non seulement coûtait à la Ire armée des pertes très sensibles, mais encore elle devait exercer sur le moral des troupes une influence déprimante, par laquelle furent accrus le désordre et la confusion dans lesquels elles se débattaient.

Ah! si Bazaine avait été là, pour voir! Si, au lieu de rester à sa maison de Plappeville (5), et de répondre négligemment à ceux qui lui signalaient

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. I, p. 176.
(2) *Historique* du 9e hussards prussien.
(3) *La Guerre franco-allemande*, p. 778.
(4) F. Hoenig, *loc. cit.*, p. 213.
(5) Le maréchal avait installé son quartier général dans une maison de campagne appartenant à M. de Bouteiller, député de la Moselle.

la gravité des choses : « Ce n'est rien! Il ne s'agit que d'une simple affaire d'avant-postes! », il était monté à cheval et avait pu assister à cette retraite sanglante, qu'il eût suffi du moindre effort pour transformer en déroute, peut-être qu'il se serait tout à coup retrouvé soldat, et que le simple instinct militaire, en se réveillant en lui à l'appel de la victoire, aurait triomphé de son apathie mortelle. Il ne vint pas, et notre armée, croyant en avoir assez fait en repoussant avec cette vigueur l'assaut qui menaçait les positions dont on lui avait confié la garde, y demeura immobile une fois de plus.

Pas complètement cependant, car des tranchées qui couronnaient la crête surgirent tout à coup des bandes de tirailleurs qui, obéissant à leur seule ardeur et à un besoin inconscient d'action, se jetèrent sur les contingents ennemis qui tenaient encore les fourrés, les bousculèrent et les refoulèrent jusqu'aux berges occidentales de ravin.

A ce moment, un frisson passa dans les rangs de l'état-major allemand. Ces hommes poudreux et baignés de sueur, qui les traversaient pêle-mêle, sans armes et sans coiffure, avec la frayeur peinte sur le visage (1), semblaient être les messagers de la défaite ou les courriers de la mort. Généraux et officiers jetaient en arrière des regards anxieux (2), car déjà les balles françaises sifflaient à leurs oreiles, et il leur paraissait que la zone battue par elles se

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 217.
(2) *Ibid.*

rapprochait à vue d'œil (1). Hélas! il n'en fut pas davantage, car une attaque, pour être poussée à fond, doit être préparée, ordonnée et conduite. Celle de nos soldats, à qui manquait complètement la direction supérieure, et surtout une réserve disponible (2), ne pouvait être qu'impulsive, et, comme personne ne songeait à la soutenir, elle ne se continua pas...

« Vraiment, nous avons eu de la chance (3), » dit à ce propos F. Hœnig. Voici la seconde fois que je relève le mot dans un auteur allemand, et il semble bien qu'en bonne justice, on devrait l'y rencontrer presque à chaque page, car il est bien peu d'exemples, dans l'histoire des guerres, d'un bonheur aussi constant. Cependant la fortune, quoi qu'on dise, n'est jamais tout à fait aveugle, et, si elle semble parfois combler trop libéralement ceux dont les fautes eussent mérité d'être punies, c'est que, mandataire de la justice immanente, elle dédaigne et méprise les hommes qui ne cherchent point en eux-mêmes des ressources pour la fléchir. Que Steinmetz, après Motlke, ait été heureux de ne point payer d'un désastre complet ses attaques téméraires, c'est une chose évidente, et qui surprend. Mais peut-être ne faut-il voir là que la récompense due à l'énergie, même abusive, et une

(1) Le prince Adalbert de Prusse eut là son cheval tué sous lui.

(2) La garde impériale était bien à portée, mais Bazaine en disposait seul, et il ne voulait pas s'en servir.

(3) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 232. — Voir plus haut, page 183, en note.

preuve nouvelle que, de toutes les erreurs militaires. l'inaction seule est impardonnable et comporte les pires châtiments.

Cependant, dans la Ire armée, le désordre était arrivé à son comble. Les VIIe et VIIIe corps ne formaient plus, suivant l'expression pittoresque de F. Hœnig, qu'une « salade » (1) dans laquelle personne ne se reconnaissait plus. « Ce qui, au point de vue tactique, eût été sensé et praticable, n'avait été ni reconnu, ni préparé, ni ordonné. Au contraire, tous les efforts semblaient tendre à rechercher ce qui était insensé et impraticable; on avait déployé là une énergie qui eût suffi à assurer le succès si on l'avait mieux employée (2). »

Fort heureusement pour les Allemands, une accalmie se produisit alors sur tout le champ de bataille. Elle était la conséquence à la fois de leurs attaques inconsidérées, et de l'immobilité persistante des Français. Les uns ne pouvant plus avancer, et les autres ne bougeant pas, faute de troupes fraîches, faute aussi d'esprit offensif, on continuait à se regarder en face, mais on s'en tenait là. De cinq heures à sept heures, il n'y eut d'un bout à l'autre de la ligne que des escarmouches sans importance et de longues tirailleries sans effet.

Nous verrons plus tard comment, à la IIe armée, on sut mettre à profit ce répit pour préparer le mouvement enveloppant qui devait finalement cul-

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 234.
(2) *Ibid.*

buter notre aile droite. Ici, personne ne songea à l'utiliser. Non seulement on ne prit aucune mesure pour essayer de remettre en main les troupes essaimées à travers les bois et dans le fond du ravin de la Mance, mais même on négligea de déblayer le débouché, qui « offrait le spectale confus de pièces abandonnées, d'avant-trains démolis et culbutés, gisant les uns sur les autres (1) », pêle-mêle avec un monceau de cadavres. Ce qui n'empêcha point le commandant en chef des armées allemandes de jeter, deux heures plus tard, dans ce charnier impraticable, un corps d'armée tout entier!

Et le grand quartier général venait cependant d'arriver! Installé maintenant sur le plateau de la Malmaison, il pouvait se rendre compte de la situation véritable, et voir de combien avaient été amplifiés les rapports triomphants envoyés jusque-là par Steinmetz. Le dernier de ces rapports, expédié à quatre heures un quart, n'était, à vrai dire, pas aussi rassurant, et ne laissait pressentir rien moins qu'un échec (2). Mais le grand quartier général n'en avait pas encore connaissance, et il arrivait tout confiant, croyant augmenter l'éclat de la victoire par la présence du roi. Il prit d'autant plus mal sa déconvenue que tout ce qui venait de se pas-

(1) F. Hœnig, p. 236.
(2) Il disait que « la tentative de *poursuite* avait échoué; que le combat sur le front restait indécis, et que, pour remporter ici un succès, *une attaque vigoureuse contre l'aile droite ennemie était nécessaire.* » (*Ibid.*)

ser avait été fait à l'encontre du seul ordre qu'il eût cru encore devoir donner, à l'encontre aussi de ses intentions manifestes et de ses volontés. Au lieu de l'attaque *simultanée* dont il avait escompté les effets magiques, sans d'ailleurs faire le nécessaire pour la réaliser, il voyait là le désordre d'un assaut partiel, complètement manqué et tournant à la débâcle. Pareille déception était bien faite pour augmenter encore chez Moltke l'aigreur de ses anciens ressentiments.

Quant au roi, il accueillit assez mal Steinmetz, accouru lui faire ses rapports. Comme les deux personnages s'étaient mis un peu à l'écart, on n'entendit point leur conversation, mais il apparut fort bien, à la mine qu'avait le général en quittant le monarque, que l'entretien n'avait été rien moins que cordial (1). Et l'on s'aperçut peu après, à la façon de faire du commandant en chef de la Ire armée, que sa mauvaise humeur chronique avait été plutôt exacerbée que calmée par la douche qu'il venait de recevoir. Le mécontentement du roi ne se traduisit d'ailleurs que par cette exécution discrète, et celui de Moltke par un silence plein de menaces. Mais, chose étrange, ni l'un ni l'autre ne songèrent, pour l'instant, à réparer les bévues de leur subordonné, ni à exiger qu'il s'esseyât à les réparer lui-même. Ils s'établirent, avec leur suite qui était fort nombreuse, derrière les batteries, et se contentèrent de regarder.

(1) F. Hoenig, p. 269.

Ils ignoraient d'ailleurs complètement, bien que l'heure fût déjà avancée, ce qui se passait à leur gauche, sur le front de la IIe armée, ayant totalement négligé de se mettre en communication avec elle (1). C'est-à-dire que, de cette bataille qu'ils étaient censées diriger, ils ne connaissaient qu'un seul épisode, très fâcheux à la vérité, mais nullement décisif, et que d'autres événements pouvaient fort bien, par ailleurs, compenser ou même annihiler. Un peu après cinq heures, cependant, le lieutenant-colonel de Brandenstein, le même qui joua à Borny le rôle que nous connaissons, arriva leur apporter des nouvelles, dont ils conclurent, paraît-il, que tout allait bien par là (2). S'ils avaient pu deviner ce qui devait s'y passer quelques minutes plus tard, je veux parler de la catastrophe de la garde devant Amanvillers et Saint-Privat, ils se seraient sans doute montrés moins satisfaits. Mais Brandenstein, malgré tous ses mérites, n'avait point le don de seconde vue, et il ne put que les renseigner sur le déploiement des différents corps de la IIe armée, qui d'ailleurs, jusque-là, s'effectuait normalement.

Cette assurance leur suffit, et comme il est assez naturel aux hommes, même en des circonstances

(1) La *Relation allemande* prétend cependant que des officiers d'état-major avaient été envoyés, dès le matin, pour établir la liaison. C'est qu'alors ils firent bien mal leur office, puisque le seul Brandenstein vint prévenir, et à cinq heures seulement, de ce qui se passait.

(2) F. Hœnig, p. 249.

aussi graves, de prendre leurs désirs pour des réalités, ils s'imaginèrent que le prince Frédéric-Charles n'allait pas tarder à prononcer son attaque. Or, pour agir *simultanément*, comme Moltke s'entêtait à le vouloir, en dépit des douloureux incidents survenus, il fallait recommencer ici, sans tarder davantage, les tentatives avortées. Et c'est pourquoi, sans se préoccuper plus que de raison de l'état lamentable où se trouvait la Ire armée, sans procéder à une remise en mains indispensable ni à une reconnaissance plus complète des débouchés, on envoya au IIe corps, qui venait d'arriver à Rezonville, l'ordre de se mettre à la disposition du général de Steinmetz; puis, à six heures et demie, le roi en personne prescrivit à ce dernier de jeter sur le Point-du-Jour tout ce qu'il avait de troupes sous la main.

L'initiative royale, qui se manifestait ainsi pour la première fois, après avoir été sans doute encouragée par des sollicitations pressantes, était contradictoire avec le blâme précédemment infligé à Steinmetz, puisqu'elle provoquait des fautes identiques et des imprudences tout aussi caractérisées. L'attaque qu'elle ordonnait n'était ni plus ni moins préparée que la précédente, et allait s'exécuter dans des conditions pareilles de prématurité. Elle était donc également inopportune, également hasardeuse. La crise qui tout naturellement s'ensuivit fut terrible, et telle que Guillaume Ier put, un instant, croire au naufrage définitif de ses rêves hégémoniques. Elle suscita, en tout cas, chez les uns,

des terreurs inoubliables, chez d'autres, des rancunes qui ne s'éteignirent jamais.

C'est qu'au moment même où les deux premiers bataillons prussiens s'ébranlaient, une activité nouvelle et inattendue se réveillait dans nos rangs.

« Les lignes françaises s'étaient brusquement voilées d'un épais nuage de fumée, dit la *Relation allemande* (1). Les batteries ennemies encore en état de combattre rallument leur feu depuis longtemps interrompu, et criblent les bois, ainsi que le plateau de Gravelotte, de projectiles de toute espèce, qui portent jusqu'au point où se tient Sa Majesté. Sur tout le front du corps Frossard et probablement aussi à l'aile gauche du corps le Bœuf, toutes les réserves accourent en première ligne... En même temps, des tirailleurs, débouchant en lignes épaisses, poussent vers Saint-Hubert et surtout vers le bois au sud de la grande route, chassant devant eux les hommes isolés, les petits groupes, le plus souvent sans chef, épars en rase campagne, et les culbutant jusque dans le ravin de la Mance... »

« Les Français se mouvaient avec la rapidité d'une balle élastique roulant de haut en bas, » dit à son tour F. Hœnig. On essaya de les arrêter à coups de canon, mais, au travers de la poussière et de la fumée, on ne distinguait point si les projectiles portaient... Tout à coup, vers le sud, on voit une nuée d'hommes débandés qui sortent des bois, et courent affolés vers les batteries. Dans cette

(1) I, p. 801.

cohue sans nom, qui dévale en poussant des cris sauvages, on ne reconnaît point d'abord à qui l'on a affaire, ni s'il s'agit d'assaillants emportés par leur ardeur ou de fuyards démentalisés par la panique. Mais bientôt le doute n'est plus possible; ce sont les « débris informes » de la ligne allemande qui viennent là... Alors, des officiers se précipitent; ils sont aussitôt noyés dans le remous. En vain, ils s'efforcent de ranger à coups de sabre ce troupeau misérable; en vain, les canonniers eux-mêmes font mine de vouloir les mitrailler. Rien n'y fait. La masse des fuyards, éperdue et comme privée de raison, traverse les batteries, s'éparpille en arrière, et, sourde à toutes les objurgations ainsi qu'à toutes les menaces, continue sa course éperdue jusqu'à ce que l'éloignement du danger permette enfin de l'arrêter... (1).

Ni le roi, ni le grand état-major n'avaient rien perdu de cet affligeant spectacle. Leur émotion était telle et aussi leur inquiétude, que des ordres furent donnés pour débarrasser en hâte les ponts d'Ars et de Corny, afin de permettre une retraite imminente sur la rive gauche (2). On n'osait pas cependant s'y décider encore, car on comptait sur l'arrivée prochaine du IIe corps, et d'ailleurs on était momentanément rassuré par l'arrêt de notre contre-offensive que la puissance de l'artillerie allemande, ainsi que l'entrée en ligne d'une brigade

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 260.
(2) Voir *Metz, campagne et négociation*, p. 93.

du VIII[e] corps, avaient réussi à endiguer. Mais voici qu'à ce moment une nouvelle panique, plus terrible encore que la première, vient à nouveau semer l'épouvante et évoquer le fantôme de la déroute. C'est, cette fois, une horde de cavaliers qui débouche des bois en hurlant, foule aux pieds les débris des régiments d'infanterie qu'on essayait de rassembler sur la grande route, et se jette en trombe au travers des voitures parquées dans les champs. Au vacarme que fait cette cohue déchaînée, les attelages s'affolent, font demi-tour, s'emballent, et, dans un tumulte indicible, se frayent violemment un passage vers l'arrière. C'est un flot furieux qui roule, entraînant pêle-mêle avec lui tout ce qu'il rencontre, hommes, chevaux, voitures, fourgons à bagages, et fracasse les obstacles avec l'aveugle fureur d'un cyclone. Personne ne peut arrêter la débâcle qui menace un moment d'entraîner l'état-major tout entier. Les imprécations, les commandements, les coups de sabre même sont inutiles, et c'est seulement quand le souffle leur manque que les chevaux, tremblants d'épouvante et ruisselants de sueur, achèvent leur course désordonnée, tandis que certains fuyards s'en vont jusqu'à Vionville, en criant à tue-tête : « Nous sommes battus (1) ! »

C'était un escadron du 9[e] hussards qui venait de

(1) F. Hoenig, *loc. cit.*, p. 267. — Par le fait de cette débandade, de nombreux officiers, dont trente appartenant au 9[e] hussards, perdirent leurs chevaux de main, et ne les retrouvèrent jamais.

produire cet épouvantable désordre. On avait commis l'imprudence de le former, *sur place*, avec des réservistes arrivés le jour même et dont les chevaux n'étaient même pas dressés! Le bruit de la bataille, l'odeur de la poudre, le sifflement des projectiles avaient terrorisé les malheureux animaux, et peut-être aussi leurs cavaliers incapables de les maintenir. Et tandis que le régiment, massé, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, à l'ouest de la ferme de Saint-Hubert, essayait de manœuvrer pour échapper aux effets meurtriers du feu de nos tranchées, la débandade s'était brusquement produite, emportant bêtes et gens dans son remous déchaîné!

Il semblerait vraiment qu'après une telle série de mésaventures, la seule mesure qui s'imposât eût été de remettre de l'ordre dans ce désordre, afin de relever ainsi, d'abord, le moral de troupes auxquelles avaient été infligées des secousses aussi déprimantes. Mais le roi, qui paraissait avoir décidément pris la direction de la bataille, n'en jugeait pas ainsi. Il en tenait pour son attaque avec le IIe corps, et n'avait pas l'air de se douter que, faite dans l'obscurité naissante et sur un terrain non seulement très difficile par lui-même, mais maintenant presque impraticable, tant il était obstrué. cette attaque allait se développer dans des circonstances plus défavorables encore que celles qui l'avaient précédée.

Quant à Moltke, qui jugeait mieux les choses, il aurait bien voulu la remettre à des temps meil-

leurs. S'apercevant fort nettement que Steinmetz, au lieu de manœuvrer à la fois sur le front et le flanc de nos positions, comme il en avait primitivement reçu l'ordre (1), s'était borné à y accumuler des coups de boutoir directs, et conséquemment infructueux, il se rendait parfaitement compte que ce serait peine inutile de recommencer une fois de plus la même opération stérile. Et il en faisait l'observation au roi avec une certaine vivacité, paraît-il (2). Mais, Guillaume restant intraitable et repoussant tous les conseils du chef d'état-major, celui-ci dut s'incliner, non cependant sans risquer une sorte de protestation muette. Hœnig nous raconte que lorsqu'il fut bien convaincu de l'inanité de ses efforts, il « s'éloigna lentement du roi, alla à environ cent pas sur la droite et affecta de travailler pour son compte. Il voulait faire comprendre, par là, qu'il n'approuvait pas ce qui allait se faire, et son geste fit sur tous une grande impression. Quand, plus tard, la tête du IIe corps se rapprocha de la lisière ouest du bois, Moltke la suivit quelques pas le long de la grande route; un certain nombre d'officiers d'état-major se joignirent à lui, tandis que le roi restait à la Malmaison avec Bismarck, Roon et Podbielski. Ce fut seulement à la tombée de la nuit que le grand état-major se trouva réuni à nouveau, encore incomplètement,

(1) On se rappelle que l'ordre primordial, daté de Flavigny, vers dix heures, portait que la Ire armée attaquerait « en partant du bois de Vaux ».

(2) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 273.

et que Moltke obtint du roi l'autorisation de faire cesser le feu (1). »

Et, d'ailleurs, on peut juger de l'aigreur que laissa au cœur du chef d'état-major le dédain avec lequel avaient été accueillies ses protestations légitimes, en lisant cette phrase de ses *Mémoires*, qui se rapporte aux événements du 18 au soir : « Il eût été préférable que le chef du grand état-major général de l'armée, qui se trouvait là, *n'eût point permis cette attaque* à une heure aussi avancée. Le lendemain, il pouvait être très avantageux d'avoir ces troupes d'élite absolument intactes, tandis que c'est à peine si, ce soir-là, elles pouvaient amener un changement sérieux de la situation (2). »

C'est là une constatation exacte, où perce, malgré l'orgueil et la rancune, l'aveu d'un juste souci de l'avenir. Car Moltke, au moment où il s'impatientait de l'imprudent entêtement de son maître, ne pouvait certainement pas se douter que le commandant en chef de l'armée française se chargerait lui-même d'amener dans la situation le « changement sérieux » que les efforts répétés de la Ire armée n'avaient pas accompli, et ferait le jeu de son adversaire, en abandonnant spontanément des positions inviolées qui bravaient encore tous les assauts.

Mais il n'était plus temps de récriminer. Le roi venait de formellement renouveler son ordre d'attaque, en laissant toutefois à Steinmetz le choix

(1) *Loc. cit.*, p. 276.
(2) Document cité par Hœnig, p. 274.

des procédés à employer (1); et ce dernier, malgré qu'il parût enfin comprendre les dangers d'un nouvel assaut direct, malgré qu'il les eût signalés lui-même quelques heures plus tôt (2), s'était bien gardé de faire entendre la moindre objection. Depuis son entretien avec le roi, il ne parlait plus à personne, et se bornait à exécuter. La fureur et le dépit avaient accompli ce miracle de réduire à l'obéissance passive cette âme altière qui faisait de l'indiscipline une vertu, et du particularisme un devoir; en sorte qu'il crut avoir assez fait en donnant au général de Franceski, d'un air rechigné, l'ordre de s'emparer *à tout prix* de la position du Point-du-Jour, et à Zastrow celui de reprendre le mouvement en avant.

Alors on vit des colonnes épaisses, marchant à rangs serrés, musique en tête et tambours battants, s'engouffrer à leur tour dans le redoutable défilé. Il était plus que jamais battu par la mitraille, et couvert de corps humains qui gisaient au milieu de toutes sortes de débris. La nuit tombante augmentait l'horreur de cette vision funèbre, et cachait aux nouveaux arrivants les tirailleurs prussiens qui s'étaient déployés en avant. Ceux-ci entendent tout à coup une fusillade intense éclater par derrière, car les soldats du IIe corps n'ont pas encore débouché tous qu'ils commencent à tirer. Énervés par la lutte sauvage qu'ils soutiennent depuis si

(1) F. Hœnig, p. 272.
(2) Voir plus haut, p. 235, *en note*.

longtemps sans succès, privés de leurs officiers qui sont presque tous tombés, épuisés au moral comme au physique, épouvantés enfin de ce fracas qui leur fait croire qu'il sont pris à revers, ils lâchent pied tous ensemble, se débandent et s'enfuient en hurlant (1). Pour la troisième fois, la panique hideuse disperse les troupes naguère si imposantes, et les refoule en désordre jusque dans l'épaisseur des bois...

En vain quelques officiers s'épuisent en efforts surhumains pour pousser sur nos tranchées les rares pelotons qui obéissent encore. Nos soldats, quand ils n'ont plus de cartouches, se servent de la baïonnette, à la voix de leurs chefs restés debout, dont les commandements brefs percent le tumulte et les clameurs. Les cadavres s'amoncellent aux abords des épaulements, mais ceux-ci demeurent imprenables; et, quand l'obscurité définitive vient couvrir de ses voiles cette affreuse tuerie, les Français n'ont pas perdu un pouce de terrain, tandis que les Prussiens, décimés, reculent en désordre, poursuivis par les volées de mitraille que leur envoient nos pièces encore en état de faire feu. Une seule brigade fraîche, lancée dans cette marée humaine, et c'en était fait de trois corps d'armée allemands! Hélas! nous n'avions plus même un régiment disponible, et la garde impériale, seule réserve de l'armée, attendait en arrière, l'arme au pied, des ordres que, par deux fois, Bazaine s'était

(1) F. Hœnig, p. 236.

refusé à lui donner! Il a fallu cette faillite du haut commandement, dont l'exemple est unique dans l'histoire des guerres, pour que les débris de la Ire armée et du IIe corps, échappant à la destruction qu'ils étaient venus chercher, aient pu se reconstituer tant bien que mal sur le plateau de Gravelotte. Tandis qu'ils procédaient, au milieu de difficultés infinies et en pleine nuit, à cette opération pénible, nos 2e et 3e corps évacuaient, sur l'ordre du maréchal, les positions qu'ils avaient disputées avec tant de courage et conservées intactes malgré d'aussi rudes assauts!

Il était dix heures du soir. Le roi, Bismarck et une partie du grand état-major, assaillis d'idées lugubres, s'en retournaient tristement sur la route de Rezonville. L'angoisse se lisait sur leurs visages fatigués, et les rares paroles qu'ils échangeaient trahissaient à la fois le dépit et l'inquiétude. L'échec qu'on venait de subir était-il réparable? L'armée française allait-elle, le lendemain dès l'aube, profiter du désordre où se trouvaient les Allemands pour foncer sur eux et les disperser? A l'aile gauche, le prince Frédéric-Charles avait-il été plus heureux que Steinmetz? C'est en se posant ces questions troublantes qu'ils atteignirent le village, ravagé par le combat de l'avant-veille, tout fumant encore et regorgeant de blessés.

Moltke, qui était resté en arrière, les rejoignit au moment où Bismarck, plus ému qu'il ne voulait le paraître du sanglant spectacle auquel il venait d'assister, demandait qu'on se mît sur la défensive :

« Maintenant, sire, disait-il, mon avis personnel est qu'après les terribles pertes de cette journée (1), nous ne devons pas continuer l'attaque demain matin, mais bien attendre les Français! » Et comme le lieutenant-colonel Verdy du Vernois, présent à cette scène, laissait échapper cette phrase assez osée : « Alors, je me demande pourquoi nous avons attaqué aujourd'hui? » le chancelier lui riposta d'un ton brusque : « Que voulez-vous dire, monsieur? »

Moltke vit bien que les choses menaçaient de se gâter. Certes, il était anxieux à l'égal des autres, et se demandait comme eux ce qui allait advenir de tout ceci. Mais il se sentait responsable du salut général, et comprenait qu'il ne deviendrait le maître des événements qu'en restant le maître de lui-même. Loin de l'accabler, le sentiment des immenses devoirs qui lui incombaient encore augmentait sa fermeté ordinaire et aiguisait la décision habituelle de son esprit. Se glissant entre les interlocuteurs, dont il feignait de n'avoir point entendu les paroles, il se tourna vers le roi, et lui dit d'une voix calme, mais sur un ton où perçait la volonté : « Sire, il ne nous reste plus qu'à donner l'ordre d'attaque au cas où l'ennemi serait encore demain matin devant Metz. » Et il se mit aussitôt en devoir de le rédiger (2).

Personne ne souffla. Le vieux roi, épuisé de fa-

(1) Il ne les connaissait pas toutes, puisqu'il ne savait rien encore de ce qui s'était passé devant Amanvillers et Saint-Privat.

(2) Verdy du Vernois. *Im grossem haupquartier.*

tigue et moralement anéanti, fit un geste vague d'acquiescement, puis, laissant là Bismarck qui maugréait, s'en fut chercher un peu de repos dans une masure à demi ruinée. Quant au chef d'état-major général, il conserva sa tranquillité apparente, et attendit, impassible et muet, que lui arrivassent des nouvelles de son aile gauche. Et quand, après minuit, il sut enfin que celle-ci était victorieuse, pas un muscle de son visage énigmatique ne bougea. « Comme s'il n'eût pas pu en être autrement, il prit immédiatement les dispositions nécessaires pour profiter de ce grand succès, de manière à pouvoir, le 19 au matin, présenter au roi une situation bien définie (1). »

Par cette fermeté d'âme et un esprit de décision resté à ce point intact dans des conjonctures aussi tragiques, Moltke s'est révélé, cette nuit-là, un grand capitaine. Les erreurs de sa stratégie hasardeuse, la faute grave qu'il a commise en ne se renseignant pas, celle, plus inexcusable encore, même en tenant compte du grand âge du roi, qui a consisté à laisser sans direction ni commandement d'ensemble une bataille préméditée, préparée, combinée, tout cela s'efface devant cette volonté tenace, qui refuse de céder aux coups du sort. Une telle obstination dans l'offensive mérite d'être récompensée par le succès, et doit toujours, à la fin, violenter la fortune. Le spectacle donné, le 19 au soir, par ce vieillard qui venait d'assister à la ruine par-

(1) F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 326.

tielle de ses projets, qui ignorait encore si des conceptions qu'il avait cru invincibles n'étaient point bouleversées et emportées dans le tourbillon d'une défaite totale, et qui, non seulement ne désespérait pas, mais entendait au contraire s'attacher quand même à l'ennemi, et le mordre jusqu'à l'épuisement de ses forces, ce spectacle est un des plus magnifiques qu'ait donnés l'énergie humaine.

L'opposer à celui que présentait Bazaine, réduit par son engourdissement quasi léthargique à n'être plus qu'une sorte d'être inerte, paralysé d'esprit et de corps, et attendant avec un fatalisme immuable les dénouements qu'il ne voulait ni préparer ni prévoir, c'est mettre en parallèle la force avec l'impuissance, l'action contre le renoncement, la vie contre la mort. L'issue d'un tel conflit n'est pas douteuse. Elle consacre toujours le triomphe du chef qui, à défaut de génie, possède, avec la maîtrise de soi-même, un esprit opiniâtre et une âme résolue. Celui-là peut, sans danger, être soumis à certaines défaillances, et se tromper même lourdement parfois. Ses erreurs, si fâcheuses soient-elles, ne parviendront jamais à annihiler l'activité générale qui s'inspire de son exemple, et, tôt ou tard, l'initiative heureuse d'un subordonné quelconque s'affirmera pour les réparer. C'est là toute l'histoire de cette campagne de Lorraine. C'est celle encore de la bataille de Saint-Privat où nous allons maintenant rencontrer des hommes qui, imbus des mêmes sentiments que leur chef suprême, et ayant compris ou deviné sa pensée, ont, malgré l'imperfection

de ses ordres et l'absence de son influence directe, réalisé avec plein succès une opération scabreuse qui, sans eux, eût sans doute misérablement avorté.

II. — FRÉDÉRIC-CHARLES ET LE PRINCE ROYAL DE SAXE

La canonnade de Vernéville, en interrompant brusquement une manœuvre que jusqu'ici rien n'était venu troubler, avait mis la puce à l'oreille du prince Frédéric-Charles, en lui montrant d'un coup toute l'étendue de son erreur première. Lui qui, jusqu'à dix heures, avait cru l'armée française en retraite vers Conflans, il constatait maintenant de façon ferme qu'elle était bien réellement installée sur les hauteurs à l'ouest de Metz, et que probablement elle allait faire tête.

En fait, il pouvait, depuis environ une heure, se douter que telle était bien la situation véritable, et même il s'en doutait si bien que, dès le reçu de l'ordre d'engagement envoyé par Moltke, il avait fait entamer la conversion à droite de ses différents corps, dont la formation de marche, fort habilement conçue, se prêtait à un déploiement rapide dans toutes les directions (1). Cependant, cette

(1) Dans chaque corps d'armée, les deux divisions, massées, marchaient l'une derrière l'autre, l'artillerie de corps entre les deux divisions. L'ensemble de l'armée formait une sorte de quinconce, ayant environ 8 kilomètres de côté. On doit convenir que ce

attaque inopinée l'inquiétait un peu, car il pouvait se demander si elle s'effectuait contre notre centre ou contre notre droite. Mais, comme il était jeune et actif, il piqua des deux et courut au canon. Dès une heure de l'après-midi, il arrivait près du village de Vernéville, d'où il pouvait voir l'état fâcheux où la tentative inconsidérée du général de Manstein avait mis les batteries à moitié désemparées du IX[e] corps. Il ne fit cependant aucune observation, et laissa le combat se poursuivre, jugeant avec raison que l'entrée en ligne des corps qui successivement approchaient allait rétablir les affaires et surtout obliger les Français à complètement démasquer leur position.

Le plus proche de ces corps était celui de la garde, qui, à dix heures trois quart, avait reçu l'ordre de se porter de Doncourt sur Vernéville et Amanvillers, pour soutenir le IX[e]. Il était commandé par le prince Auguste de Wurtemberg, un de ces nombreux cadets de famille souveraines qui volontiers allaient, par intérêt autant que par tradition, chercher fortune dans l'armée prussienne, et s'étaient dès longtemps familiarisés avec ses méthodes, comme avec son esprit. Celui-ci était assez adroit manœuvrier, et ne manquait pas de coup d'œil. Comme il avait été prévenu, lui aussi,

dispositif, dû au prince lui-même, était très heureux, puisqu'il suppprimait la durée d'écoulement, et permettait de faire face partout. Grâce à lui, la II[e] armée parcourut en quelques heures un espace qu'elle aurait à peine pu franchir en un jour, si elle eût été formée dans l'ordre de marche habituel.

que la droite française s'étendait beaucoup plus loin qu'Amanvillers, il jugea tout de suite que les ordres qui l'avaient touché jusqu'ici étaient caducs, et il prit sur lui d'infléchir ses troupes vers le nord, au lieu de marcher droit sur l'objectif qui lui était indiqué. C'était violer la lettre de ses instructions, mais aussi, ce qui valait mieux, s'inspirer de leur esprit; car celles qu'il venait de recevoir en dernier lieu contenaient, tout en confirmant les premières, cette phrase significative : « La garde prononcera, de concert avec le IXe corps, une vigoureuse attaque *enveloppante contre la droite ennemie* (1). » Ainsi, de sa seule initiative, il réparait une faute que le haut commandement avait commise par manque de renseignements opportuns, et il opérait un premier amorçage de la manœuvre conçue par Moltke, mais que celui-ci avait eu le grand tort de n'indiquer qu'en termes très vagues et presque sibyllins (2).

Quant au prince royal de Saxe, commandant du XIIe corps, il fit mieux encore. S'étant porté en personne sur un mamelon entre Jouaville et Batilly, il apprit là que le plateau de Saint-Privat était occupé par les Français, et que ceux-ci même s'étendaient jusqu'à Roncourt. Ses troupes étaient en ce moment arrêtées à Jarny, attendant des ordres. Il les mit aussitôt en mouvement, de son autorité

(1) Ordre donné à onze heures trente du matin.

(2) On est en droit de se demander pourquoi Frédéric-Charles avait maintenu la désignation première d'Amanvillers, puisque, dès onze heures, il était en possession des renseignements fournis par la patrouille hessoise, lesquels signalaient nettement l'occupation de Saint-Privat par les Français.

propre, et les dirigea partie sur Sainte-Marie-aux-Chênes, partie sur Roncourt, afin de *tourner la droite française;* puis, à deux heures trente, le mouvement une fois en train, il en rendit compte au commandant en chef, qui dut alors reconnaître, sans doute, que ses subordonnés avaient mieux compris la situation que lui-même, et surtout plus adroitement agi.

Ce n'est en effet ni au généralissime, ni au commandant en chef de la IIe armée qu'est due l'exécution de la manœuvre qui, en enfonçant, après plusieurs heures de lutte acharnée, le corps presque abandonné du maréchal Canrobert, a solutionné la bataille et consommé notre incarcération dans Metz. Le premier, qui aurait dû se trouver au centre de la ligne de bataille, pour ne pas dire à l'endroit de l'engagement décisif, se tenait obstinément à une aile où rien d'important ne pouvait se produire, puisqu'elle était simplement le pivot du mouvement général. Et quant au second, bien qu'il fût mieux placé pour juger des choses, il en ignorait à ce point la réalité qu'il s'imaginait déjà déborder notre ligne de bataille, alors que ses dispositions n'eussent abouti, si elles avaient été strictement obéies, qu'à jeter trois corps d'armée en plein centre de nos positions.

Les véritables artisans de la victoire, du côté allemand s'entend, car, du côté français, il y en eut encore de plus effectifs, sont le prince Auguste de Wurtemberg et le prince royal de Saxe. Je ne veux certes pas dire que Frédéric-Charles n'y ait été pour rien. Les précautions ingénieuses qu'il avait

prises pour être prêt à toute éventualité, la rapidité de décision avec laquelle, son erreur primordiale reconnue, il a opéré le déploiement de son armée, sa grande activité personnelle et celle que, tout en leur laissant la plus large initiative, il a inspirée à ses commandants de corps d'armée, le classent dans un rang des plus honorables parmi les hommes de guerre. Il n'en est pas moins vrai que, sans l'heureuse initiative de deux de ses sous-ordres, particulièrement du prince de Saxe, il eût probablement renouvelé, devant Amanvillers, les exploits désastreux de Steinmetz, et démontré au général de Molkte que lorsqu'on fait un plan de bataille, il est de toute nécessité, pour être sûr de le matérialiser, d'abord de l'expliquer clairement, d'après des données précises, puis de prendre soi-même en main la direction des affaires, au lieu de la remettre aux bons soins d'exécutants variés.

Dans cette bataille combinée, où l'action du généralissime a été absolument nulle, celle du commandant de la II[e] armée ne fut réellement effective ni dans l'ensemble, ni dans le détail. J'ai dit que je ne raconterais pas une fois de plus les péripéties de cette journée. Il m'en faut cependant rappeler brièvement quelques-unes parmi les principales, afin de montrer à quel point le commandement supérieur est resté étranger à leur développement, afin de faire comprendre aussi comment certaines circonstances, tout à fait indépendantes de son immixtion directe, ont réalisé, en dehors de lui et souvent à son insu, ses conceptions aventureuses, pour les

faire bénéficier après coup des apparences d'une rigueur méthodique, qui était, à coup sûr, ce qui leur manquait le plus.

Après divers incidents, dont le plus important fut la prise de Sainte-Marie-aux-Chênes, où le brave 94e avait dû, malgré sa vigoureuse défense, céder au nombre des assaillants, la garde était venue prolonger à gauche les bataillons du IXe corps, tandis que les Saxons continuaient leur marche enveloppante. Une artillerie formidable, déployée sur les crêtes, réduisait peu à peu la nôtre au silence, et creusait des trouées sanglantes dans les rangs français, sans toutefois y provoquer aucun symptôme d'ébranlement et même de lassitude. Nos soldats se défendaient sur place, comme toujours, mais ils se défendaient bien et ne semblaient nullement disposés à lâcher pied.

Manstein, cependant, crut devoir lancer contre eux une attaque directe, et fit foncer une brigade de la garde, soutenue en arrière, à gauche, par quatre bataillons hessois, sur Amanvillers. C'était, de toute évidence, beaucoup trop tôt; c'était, de plus, inutile, puisque la manœuvre décisive devait être opérée beaucoup plus au nord par les Saxons, qui étaient encore en marche. Mais ces considérations n'arrêtèrent ni lui ni Frédéric-Charles, lequel, entre temps, était venu se poster près d'Habonville (1), et devait, par conséquent, avoir à cette

(1) Il arriva vers deux heures sur la hauteur à l'est de ce village, et s'y tint jusqu'à sept heures du soir, moment où il la quitta pour gagner les abords sud du bois de la Cusse.

heure, de l'état des choses, une vision très nette. Si l'un ou l'autre de ces généraux les avaient envisagées de sang-froid, ils se seraient très certainement épargné le regret de faire massacrer sans profit près d'un millier d'hommes, et de voir les débris de leurs valeureux bataillons s'arrêter, morcelés et pantelants, à un demi-kilomètre des positions que tout leur élan et tout leur courage avaient été impuissants à entamer.

C'était de l'esprit d'offensive, dira-t-on. D'accord, et je conviens que, même poussé à l'excès, celui-ci est moins blâmable en soi que la passivité obstinée à laquelle étaient vouées nos troupes par un commandement qui avait abdiqué. Mais s'il constitue, dans la masse, une qualité inappréciable et comme une prime à la victoire, il doit aussi, et nécessairement, s'allier, chez les chefs de rang élevé, à une certaine prudence qui n'est, à tout prendre, que de la réflexion. Faire tuer inutilemeut des hommes est un acte brutal, à la portée du général le plus médiocre, et dont il n'y a point à tirer vanité. La difficulté consiste précisément à être ménager des existences humaines jusqu'à l'instant solennel où le salut commun exige qu'on les sacrifie sans compter, et c'est au degré d'aptitude qu'il montre à la résoudre que se mesure le véritable mérite du chef. Car il n'est pas vrai que la gloire récoltée par les troupes les plus braves rejaillisse jusqu'à ceux qui les ont inconsidérément envoyées à la mort. Sur eux pèsera toujours le souvenir des hécatombes stériles, qui mêle, à l'enivrement du triomphe, un

peu de l'amertume de l'opprobre et du remords

De telles réflexions n'assagissaient pas, cependant, les généraux allemands, dominés tous par un sentiment d'action si impérieux qu'il finissait par étouffer en eux toute sagesse. A droite, c'était Steinmetz qui attaquait avec l'inconsciente furie que l'on sait. Au centre, c'était Manstein, dont l'impatience venait d'être punie d'une leçon sévère. A gauche, enfin, c'était le prince de Wurtemberg lui-même, qui, par un acte de témérité folle, allait ternir la bonne renommée dont son initiative réfléchie de la matinée lui assurait le bénéfice, et vouer au plus sanglant désastre les régiments magnifiques dont il avait le commandement et la responsabilité.

On a dit qu'il avait été poussé à cette inconséquence par le prince Frédéric-Charles, qui jugeait que le combat, dégénérant peu à peu en canonnade, n'était pas assez énergiquement mené. Je ne pourrais l'affirmer, car aucun document ne précise une telle intervention. Mais, qu'elle se soit produite ou non, le commandant en chef n'en a pas moins une grande part de responsabilité dans cette aventure lamentable, car, présent sur les lieux, il pouvait l'empêcher, et il ne l'a pas fait. On voit une fois de plus par là que, chez nos adversaires, le haut commandement ne manifestait guère son action que dans les préliminaires, et, qu'une fois la bataille engagée, il s'en remettait aux sous-ordres du soin de la conduire à leur gré. Ceux-ci, heureusement, étaient en possession de la pensée directrice, et

leur tempérament bien connu écartait tout danger de mollesse ou de pusillanimité. Le contraire était plutôt à craindre, comme on avait pu déjà s'en apercevoir, et, pour éviter la nouvelle éruption de certaines ardeurs intempestives, la vigilance du commandant en chef n'eût point été de trop. Il faut convenir que, si elle a existé, elle ne s'est jamais traduite en actes concrets, puisque les chefs en sous-ordre ont pu, sous les yeux mêmes et avec la complicité tacite de l'autorité suprême, faire tout ce qui leur passait par la tête, au risque parfois de bouleverser de fond en comble les projets les plus laborieusement échafaudés.

Quoi qu'il en soit, le prince de Wurtemberg se sentit tout à coup, vers cinq heures du soir, pris, lui aussi, du désir de brusquer les choses. En face, sur les hauteurs de Jérusalem et de Saint-Privat, se tenaient fermes nos régiments déployés en bataille, que l'artillerie allemande avait fortement diminués mais nullement rompus. Pour les aborder, il fallait parcourir une longue bande de terrain en pente douce, rasée par une véritable nappe de plomb, et au travers de laquelle n'existait aucun cheminement protecteur. Sur un tel glacis, les troupes assaillantes devaient former une cible admirable, et ne pouvaient, sans être vouées à la destruction, se mouvoir que dans des formations extrêmement diluées. Enfin, en tardant un peu, on s'assurait le concours précieux des Saxons qui continuaient leur mouvement tournant, et l'auraient sans doute bientôt terminé. Sans s'arrêter à une seule de ces con-

sidérations cependant assez impératives, le prince galopa auprès de ses deux généraux de division, et leur ordonna de se porter, droit devant eux, à l'assaut de Saint-Privat.

Celui auquel il s'adressa le premier, et qui s'appelait Budritzki, était un petit vieillard « entêté et difficile à mener », nous dit un de ses amis les plus intimes (1). Mais lui aussi était enragé d'action, et d'ailleurs un militaire de vues assez courtes. Enchanté d'avoir quelque chose à faire, il obéit sans mot dire, et prit immédiatement ses dispositions pour se porter en avant. Quant à l'autre, le général de Pape (2), c'était un homme pondéré, un peu froid, mais plein de bon sens et d'expérience. L'ordre que lui donnait de vive voix son général en chef le stupéfia tout d'abord, et il crut devoir y opposer de sages remontrances : « Les Saxons ne sont pas encore en vue, dit-il en substance, et il serait prudent de les attendre. Quant à une attaque directe, faite brusquement et sans préparation préalable par l'artillerie, elle sera extrêmement difficile et très probablement vouée à l'insuccès. »

« Elle se fera tout de même, » riposta le prince d'un ton cassant. Et il ajouta ces mots à la fois inutiles et injurieux : « D'ailleurs, avec vous, on n'en finit jamais (3)! » Un semblable dialogue ne pouvait évidemment durer. Le général de Pape,

(1) Prince Kraft DE HOHENLOHE-INGELFINGEN, *Mémoires*.

(2) Depuis commandant du corps de la garde, colonel-général avec rang de feld-maréchal et gouverneur de Berlin.

(3) Major KUNTZ, *Kriegsgeschichtliche*.

intérieurement très froissé, y mit fin en se portant à la tête de ses régiments qui prirent instantanément la formation du combat.

Alors on vit s'avancer, sur le terrain découvert que balayaient des projectiles de toute sorte, deux colonnes denses et profondes, qui parfois semblait se fondre en une masse opaque, à travers laquelle les baïonnettes jetaient des scintillements d'étoiles. Des deux côtés de la route qui monte de Sainte-Marie-aux-Chênes à Saint-Privat, 15,000 hommes au moins, se mouvant dans un étroit espace, marchaient, à la voix de leurs officiers, avec une belle crânerie et une allure tranquille, qui semblaient défier la terrible fusillade par laquelle nos soldats avaient salué leur apparition. A mesure qu'ils approchaient cependant, des vides sans cesse élargis se creusaient dans leurs lignes, et des rangées de cadavres s'étalaient sur le terrain qu'ils venaient de parcourir. Bientôt, leur masse désorganisée devint flottante, puis elle s'éparpilla peu à peu, et finalement s'arrêta. Elle était arrivée à la limite extrême des pertes qu'une troupe peut subir sans lâcher pied, et même, en se maintenant sur place sans abandonner la partie, elle donnait un des plus beaux exemples de solidité qu'enregistre l'histoire des guerres. Elle venait, en effet, dans une demi-heure à peine, de laisser à terre 5,829 soldats avec 282 officiers; massacre bien inutile, puisque, ni à Jérusalem ni à Saint-Privat, la défense n'avait été ébranlée; massacre qui pouvait entraîner des suites désastreuses, si une contre-attaque était venue achever la dis-

persion de ces bataillons épuisés, et, pour le moment, incapables de résister à un choc quelconque préparé pour les anéantir.

La chronique ne nous a point fait part des réflexions qui durent assaillir le prince de Wurtemberg à la vue des résultats de son équipée lamentable. On peut cependant se les figurer, et mesurer la dépression morale qu'elles entraînèrent chez lui à ce fait que, depuis ce moment terrible jusqu'à la fin de la bataille, il ne donna plus un seul ordre ni une seule indication. Quand, à huit heure du soir, les Saxons ayant enfin abordé Roncourt et Saint-Privat, leur intervention victorieuse amena une reprise générale de l'attaque dans laquelle les débris du corps de la garde furent entraînés, ce fut d'une façon spontanée et comme impulsive que ceux-ci quittèrent les sillons où ils étaient restés couchés pendant une heure et demie, et se ruèrent à la voix de quelques officiers qui restaient valides, dans le village embrasé. « Chacun, a écrit un des acteurs de cette scène sauvage, agit de la place où il était quand il eut l'impression que le moment décisif était arrivé (1). »

Le prince aurait pu cependant, paraît-il, invoquer une sorte d'excuse. C'est que personne en Allemagne, ne croyait aux effets meurtriers du fusil chassepot : « Nous avions bien lu, écrit le prince de Hohenlohe, les estimations fantastiques de ces effets, longtemps avant l'entrée en campagne. Mais

(1) Général de Kessel, qui commandait la 1re brigade de la garde.

qui pourrait croire tout ce dont se vantent les Français? Nous n'en jugions pas moins impossible d'être criblés par des feux d'infanterie à une distance de près d'un quart de mille (1,800 mètres); aussi, lorsqu'en arrivant au combat on dut constater la puissance destructive de l'armement français, il était impossible de modifier les prescriptions réglementaires. C'est ainsi qu'au moment où la 4e brigade d'infanterie de la garde se mit en mouvement pour attaquer, le prince de Wurtemberg lui envoya en vain l'ordre d'avancer en tirailleurs et non en colonnes. Mais, soit que cet ordre ait été mal compris, soit que les chefs aient cru disposer du temps suffisant pour le déploiement, par la raison qu'ils jugeaient leurs troupes hors de la portée du tir, l'infanterie sortit de ses couverts en colonnes serrées de bataillons et fut, à une distance à laquelle elle ne voyait aucun ennemi, criblée d'une grêle de balles d'en effet si puissant qu'il ne put plus être question alors de modifier sa formation. Elle n'avait plus le choix qu'entre la « fuite en avant » et la retraite. C'est la première qu'elle choisit, mais cela lui coûta cher (1). »

Prenons pour ce qu'elles valent ces explications qui plaident les circonstances atténuantes, mais ne constituent point une justification. Et constatons qu'au cours de cette journée, le général de Steinmetz, par deux fois, le général de Manstein et le prince de Wurtemberg, chacun une fois, ont,

(1) Prince Kraft de Hohenlohe-Ingelfingen, *Mémoires*.

quelles qu'aient pu être leurs raisons ou leurs excuses, ordonné des attaques insensées, tout à fait contradictoires avec le plan d'engagement général. et dont les conséquences eussent été certainement désastreuses si on avait eu affaire à tout autre adversaire que Bazaine. Constatons également que, ces attaques, le commandement supérieur n'a pu les ignorer; qu'elles se sont produites, sinon de son acquiescement formel ou par son ordre direct. comme celle du IIe corps devant Gravelotte, du moins avec son aveu tacite, et que, par suite, il doit en prendre une part de responsabilité presque égale à celle des généraux qui les ont commandées. N'oublions pas enfin que, tandis que, sous les yeux mêmes du généralissime, la Ire armée livrait à elle toute seule une bataille à laquelle ne présidait aucun autre concept que celui de l'offensive aveugle, la IIe armée qui, suivant l'expression d'un Allemand, « avait en quelque sorte glissé entre les doigts du grand quartier général (1), » en livrait une autre, parfaitement indépendante de la première, tout aussi incohérente, et dont le dernier acte n'a réalisé les projets du commandement suprême que parce que deux commandants de corps d'armée ont résolument passé outre aux ordres de leur général en chef.

(1) F. Hœnig, *loc. cit.* — Hœnig n'hésite pas à ajouter que, « dans la circonstance présente, ce fut un véritable bonheur. »

III. — CONSIDÉRATIONS D'ENSEMBLE

Telle est bien la conclusion qui s'impose après un examen, fait sans passion comme sans parti pris, des événements du 18 août. Si elle écorne un peu le renom de grands capitaines que, dans la joie de leur triomphe inespéré, les Allemands ont un peu abusivement attribué à Moltke et à Frédéric-Charles, si elle ne permet de classer ces deux hommes célèbres que dans un rang fort au-dessous de Napoléon et de Turenne, du moins elle met en pleine évidence la puissance de certains facteurs moraux, dont sans doute la valeur n'a jamais été contestée, mais qui ne s'étaient pas encore révélés à ce point comme des compensateurs du génie. Je veux parler de l'énergie et de la volonté.

Celles qui ont animé les Allemands furent constantes, prodigieuses, admirables. Elles effacent le souvenir de leurs inconséquences, de leurs tâtonnements inexcusables, de leurs témérités inouïes. Elles compensent, et au delà, l'insuffisance des ordres de Moltke, ses erreurs d'appréciation; celles, tout à fait inexplicables, du prince Frédéric-Charles; enfin, l'absence presque complète d'une direction générale, qui constitue la différence essentielle entre cette bataille et l'une quelconque de celles qu'a commandées Napoléon. Elles suffisent donc à justifier le triomphe de nos adversaires, en montrant par quoi ils l'ont réellement mérité. Conséquemment, ce n'est point leur faire injure, ni les

diminuer en aucune façon, que de rattacher leur victoire à ses causes véritables, et de restituer à cette journée légendaire sa physionomie exacte. Il y a eu là, en fait, une lutte obstinée entre la volonté d'une part, et l'inertie de l'autre; entre l'action et la passivité, entre des troupes qui marchaient et d'autres qui restaient obstinément immobiles; mais l'on n'y peut rien découvrir qui, de près ni de loin, ressemble à une manœuvre se développant avec sûreté et méthode, en conformité d'un plan prémédité.

Le généralissime — Moltke, en la circonstance — esquisse un projet d'attaque sur la droite ennemie, sans d'ailleurs savoir où elle se trouve, et il en confie l'exécution à la IIe armée, la Ire formant pivot du mouvement. Il entend donc que cette dernière se bornera à occuper l'ennemi devant elle et livrera ce qu'on appelle un combat de front. Cependant, l'offensive téméraire de Steinmetz, à cinq heures, ne lui inspire aucune mesure préservatrice; il ne songe pas à en empêcher le retour; et quand, deux heures plus tard, le roi renouvelle cette offensive en l'aggravant, il laisse faire, se contentant d'une protestation muette et de la méditation d'un désaveu tardif. Serait-ce donc, comme l'a écrit G. Gilbert, que « sa pensée semble flotter aux deux extrémités du front ennemi », et qu'il veuille « essayer, par un revirement qui le condamne, d'obtenir sur notre gauche le résultat trop lent à son gré par ailleurs (1)? »

(1) *Essais de critique militaire*, p. 251.

La bataille est engagée depuis plus de cinq heures, et lui, qui est censé la commander en chef, il ignore encore, et l'étendue du front ennemi, et ce qui se passe là où il n'est pas. Il apprend cependant que la droite française s'étend au delà de Saint-Privat; mais cette nouvelle ne lui dicte aucune décision nouvelle, aucune velléité d'intervention. Il reste là, mécontent et inquiet, sans avoir l'air de se douter qu'il est le chef supérieur, le maître effectif de l'heure, et qu'il lui appartient de tout diriger, de tout connaître, de tout ordonner. Il assiste, anxieux et désolé, à l'assaut manqué du IIe corps, puis il s'en va, croyant la bataille perdue...

Elle a été gagnée cependant, mais à son insu et sans qu'il y fût pour quelque chose autre que son ordre incomplet de dix heures et demie du matin; sans que le commandant de l'armée qui venait de vaincre y fût pour davantage. Et ce dénouement inespéré, ce dénouement qui sauvait, lui, le roi et Bismarck, il ne l'apprend que fort tard dans la nuit, alors que les ordres sont déjà prêts pour une reprise désespérée de la lutte, dès l'aube du lendemain. Il s'est trouvé, heureusement pour sa renommée et pour la gloire des armées allemandes, deux hommes avisés, qui, ayant seuls compris la manœuvre dont il n'avait tracé qu'un croquis sommaire, ont substitué leur action à la sienne, et, faisant acte personnel, ont réalisé son rêve, tout seuls, en dehors de leur chef immédiat, comme par une sorte d'illumination spontanée. La qualité des

troupes, leur nombre aussi, et surtout l'activité générale, ont fait le reste, ayant été, il faut bien le dire, puissamment aidés par la défaillance prodigieuse du commandement français.

Je n'écris point ces choses avec la pensée misérable de ternir l'éclat d'une incontestable victoire. Nous n'aurions pu prétendre la remporter nous-mêmes que si, à tant d'incohérences et de fautes, nous avions opposé, sinon un peu d'habileté, du moins une volonté égale à celle de nos ennemis, et si surtout le commandant en chef de l'armée française avait apporté à le riposte la même obstination qu'il a mise à éviter tout ce qui pouvait y ressembler. Il serait donc absolument puéril de chicaner à l'armée allemande le succès que nous lui avons abandonné, non point certes gratuitement, — il lui coûtait plus de 20,000 hommes, — mais délibérément, et de faire intervenir le hasard dans une solution qui, le mérite des combinaisons militaires mis à part, se justifie très suffisamment par des considérations plus concrètes. Mais il faut cependant détruire la légende qui a fait de cette bataille une sorte de type sur lequel doivent se modeler celles de l'avenir; il faut dégager sa physionomie réelle des embellissements qui l'altèrent, et, tout en reconnaissant en elle une esquisse assez vague de la tactique de combat future, accorder aux facteurs déterminants de son dénouement extraordinaire la part prépondérante qui leur revient.

La situation insolite où se trouvait l'armée française, face à ses communications naturelles et au

territoire qu'elle devait défendre, Bazaine l'avait voulue et cherchée. Ayant encore, au moment de sa prise de commandement, la faculté entière d'opérer une retraite rapide sur les côtes de la Meuse, ou ailleurs, il avait, par sa lenteur coupable et l'impropriété de ses ordres de mouvement, laissé l'ennemi le rejoindre et le tourner. Après la bataille de Borny, où il aurait pu bousculer la Ire armée allemande, et où il s'était contenté de la contenir, il avait poursuivi, comme à regret, le mouvement qui devait l'éloigner de Metz, et, en imposant à la marche de ses troupes des entraves peut-être voulues, il avait encore retardé leur retraite, sans se soucier des progrès que, dans le même temps, les Allemands réalisaient sur son flanc.

Puis était survenue la journée du 16, où, par une chance inespérée, l'occasion était venue s'offrir à lui de réparer d'un coup tous les désastres du début, de ramener dans nos rangs l'espoir et la confiance, et de ruiner à jamais les espoirs d'enveloppement stratégique que Moltke caressait encore, au moment précis où les combinaisons imprudentes du prince Frédéric-Charles semblaient s'ingénier à les anéantir. Cette occasion, il la dédaigna. Il ne voulut pas vaincre, quand cela lui était si facile, et, toujours hypnotisé par l'attirance des murailles de Metz, il y ramena son armée, tout étonnée que le courage admirable qu'elle venait de dépenser n'eût abouti qu'à une reculade, dont il lui était impossible de s'expliquer les motifs.

On vint donc se ranger, sans y avoir été forcé

par rien, puisque les routes du nord-ouest étaient encore libres, sur les hauteurs du Point-du-Jour, de Moscou et de Saint-Privat. Était-ce pour y livrer une bataille défensive? La conception n'était peut-être pas des plus heureuses, mais elle pouvait cependant s'admettre, à la condition qu'on se préparât les moyens de passer à l'offensive quand le moment serait venu. Dans ce cas, il fallait organiser mieux les positions de combat, les couvrir par des avant-postes, et surtout disposer les réserves générales à proximité du point probable où elles auraient à intervenir (1). Bazaine ne fit rien de tout cela.

Il se retira à son quartier général, laissa l'ennemi accomplir en toute tranquillité les mouvements préparatoires d'une attaque générale, et, quand celle-ci se dessina enfin, il feignit de n'y attacher aucune importance, comme, en réalité, elle n'en avait point, puisque lui était décidé déjà à ramener ses troupes plus en arrière encore, à l'intérieur même du camp retranché de Metz (2). Ceci prouve que, dans sa pensée, le mouvement rétrograde accompli le 17 août répondait à un parti pris d'inaction, d'abdication même. Par là était évidemment perdue d'avance toute chance de ressaisir la fortune et d'infliger à l'ennemi un échec décisif.

(1) J'ai essayé d'indiquer, dans mon *4e corps de l'armée de Metz*, p. 201 et suivantes, quelles eussent été les dispositions à prendre si l'on avait voulu réellement aboutir à un acte décisif.

(2) On sait que, dès la veille, Bazaine avait fait reconnaître par le colonel Lewal, les emplacements définitifs qu'il voulait assigner à son armée.

Et il le fit bien voir pendant la bataille, à laquelle il n'assistait même pas (1). Il ne connut rien des assauts dramatiques du ravin de la Mance, ni de la situation critique où, par deux fois, les imprudences de Steinmetz jetèrent la Ire armée. Une simple brigade aurait suffi, avec quelques escadrons, pour mettre celle-ci en déroute, et, cette brigade, le maréchal l'avait sous la main, puisque, à quelques centaines de mètres en arrière, deux divisions de la garde attendaient, frémissantes, qu'on leur donnât l'ordre de marcher. Il laissa sans secours nos 2e et 3e corps, et ceux-ci, qui avaient dû engager jusqu'à leur dernier homme, durent se borner à des contre-offensives partielles, hâtives et trop courtes d'haleine, qui ne produisirent que des résultats éphémères ou de petits avantages incomplets.

Il laissa aussi sans secours — et là il fut plus criminel encore — le malheureux 6e corps, malgré les appels désespérés que lui avait adressés, par trois fois, le maréchal Canrobert. Cette histoire lamentable est bien connue. On sait comment, avec cette apathique indolence dont il était coutumier, mais où, ce jour-là, il se dépassa lui-même, il répondit aux officiers qui venaient, le cœur serré et presque les larmes aux yeux, lui annoncer

(1) Entre trois heures trente et quatre heures, il quitta Plappeville et gagna le mont Saint-Quentin, où il pointa quelques pièces, en manière d'amusement. De là, il alla au col de Lessy d'où il envoya à Bourbaki l'ordre de faire rentrer la garde. (*Revue historique* de l'état-major général, III, 1904, p. 117.) Il rentra chez lui à sept heures, au moment même où, devant Saint-Privat, commençait l'attaque suprême qui devait décider de notre sort.

l'imminence du désastre : « La retraite devait se faire demain ; elle se fera ce soir, voilà tout!... » et comment, jusqu'à la fin, il refusa obstinément de se servir de la garde pour empêcher l'écrasement des troupes qui défendaient Roncourt et Saint-Privat. Pareil exemple, on peut l'affirmer, n'a jamais été donné par un général en chef. Cette indifférence épaisse, cet effacement prémédité, joints à la tendance déprimante d'une direction vacillante, avaient achevé de tuer dans l'armée française les instincts offensifs qui y étaient si puissants encore quelques années auparavant, avant que de déplorables stratèges ne l'eussent empoisonnée de leurs théories funestes sur les « bonnes positions » et l'invincible efficacité du feu. Elle était comme anesthésiée par la tactique passive qu'on lui imposait, contrairement à ses tendances naturelles, contrairement à son tempérament, et, sous l'action d'un commandement qui devenait suspect à force d'être indolent, les ressorts de son énergie un à un se brisaient. Il ne lui restait que sa bravoure, toujours la même, mais une bravoure résignée et sans élan.

La victoire du 16 laissée inachevée, l'incompréhensible retard du 17, l'obscurité actuelle d'une situation qui s'annonçait menaçante sans qu'on la devinât entièrement, toutes ces préoccupations, s'ajoutant aux fatigues et aux tristesses d'une longue retraite, exerçaient tant sur les esprits que sur les corps leur action dissolvante, en provoquant une sorte d'inquiétude vague et de pénible

abandon. Aux espoirs renaissants de Borny, à la martiale vigueur de Mars-la-Tour succédait maintenant une apathie presque générale, faite d'indifférence et comme de renoncement. Il semblait qu'on fût las de dépenser en pure perte son sang et ses peines, et qu'on attendît sans émotion les derniers coups de l'ennemi. Réveillées brusquement par le canon, nos troupes vaillantes retrouvèrent cependant leur vieille ardeur, et opposèrent rapidement aux projectiles la muraille de leurs rangs compacts. Mais elles ne parvinrent pas à secouer l'influence funeste de cette espèce de malaise qui les tenait affaissées, et, abandonnées aux attaques furieuses de l'ennemi, elles ne surent puiser dans leurs sentiments militaires que l'héroïsme d'une admirable résistance, non l'audace des ripostes foudroyantes et des contre-coups décisifs (1).

Quand on connaît cet état psychologique, on s'explique pourquoi le 6e corps n'a point achevé la garde prussienne, après l'avoir réduite à l'état de débris. Certes, comme ils l'ont avoué eux-mêmes, les Allemands pouvaient s'attendre, à tout instant, « à voir l'ennemi prononcer un vigoureux retour offensif et culbuter sur Sainte-Marie-aux-Chênes les lignes sans consistance de l'assaillant. Chose singulière, rien de semblable ne se produisit (2). » Et cela se comprend de reste. Pour que les troupes de Canrobert, à qui ne restait plus aucune réserve et qui étaient à peu près certaines de n'en point rece-

(1) Voir mon *4e corps de l'armée de Metz*, p. 223 et suiv.
(2) *La Guerre franco-allemande*, I, p. 834.

voir, eussent foncé sur leur ennemi décimé; pour que leur cavalerie, qui comptait une brigade à peine, eût chargé à fond, sans regarder en arrière (1), il eût fallu que tout ce monde fût animé de la même furie que ceux de Malakoff, de Magenta et de Solferino; furie qui, malheureusement, n'avait survécu ni aux premiers désastres de cette guerre mal engagée, ni aux leçons timorées des amateurs de belles positions. La garde prussienne eût été sans doute anéantie comme elle devait l'être, si, avant sa mésaventure, il n'y avait pas eu la bataille de Spicheren, défensive aussi celle-là; celle de Rezonville, qui dérivait du mode abstentionniste, et surtout les mouvements incohérents des 14, 15 et 17 août. Après ces journées fatales, et l'espèce d'énervement qui en était la conséquence, il n'y avait plus à espérer que l'élan instinctif des soldats pût corriger encore la torpeur irréductible dont presque tous les généraux semblaient frappés. Un seul homme eût été capable de galvaniser ces âmes détendues, en donnant l'exemple d'une activité constante et d'une opiniâtre volonté : c'était le commandant en chef, Bazaine. Le malheur a voulu que, de tous, il fût celui qui en avait le moins.

C'est donc lui qui porte seul, et qui portera éternellement, la responsabilité de cette défaite, où la fortune de la France a définitivement sombré. Il a

(1) Quelques escadrons de chasseurs d'Afrique se déployèrent et esquissèrent une attaque, qui d'ailleurs cessa presque aussitôt qu'entamée.

pour la seconde fois, dans cette journée funeste, abandonné la victoire, qu'il tenait dans sa main. Que les Allemands s'enorgueillissent de l'avoir remportée à coups d'hommes, et grâce à la puissance souveraine du sentiment d'action qui les animait tous, c'est leur droit, et nous aurions mauvaise grâce à ne pas reconnaître que leur amour-propre est légitime.

Ils nous permettront cependant d'affirmer que ce n'est ni au mérite des conceptions de leur généralissime, ni au coup d'œil militaire de leurs commandants d'armée, qu'ils sont redevables de nous avoir battus. J'ai essayé de montrer par où ces conceptions étaient largement vulnérables, et que ce prétendu coup d'œil ne s'est traduit par rien d'effectif. Les vainqueurs véritables ne sont donc ni Moltke, ni Frédéric-Charles, ni Steinmetz (1). Ce sont ces généraux ardents et plein d'audace, qui marchaient de l'avant hardiment, en agissant au mieux de ce qu'ils jugeaient être le développement logique de la pensée offensive à laquelle ils obéis-

(1) Le commandant de la Ire armée ne pardonna pas, paraît-il, au prince Frédéric-Charles d'avoir été plus heureux que lui. Il se plaignit amèrement de la concurrence déloyale dont il se croyait la victime, et en des termes tels que son renvoi, depuis quelque temps imminent, fut immédiatement décidé. On l'expédia en Allemagne avec la mission peu reluisante d'inspecter les prisonniers de guerre, et on lui retira le commandement de son armée, qui, pour le blocus de Metz, passa aux ordres de son rival. Furieux, Steinmetz écrivit un long mémoire justificatif, et demanda à le publier. Mais le roi lui en fit défense, en sorte qu'il mourut avant d'avoir vidé la bile qui depuis longtemps l'étouffait. (Voir F. Hœnig, *loc. cit.*, p. 319.)

saient tous. Ce sont ces officiers énergiques, qui avaient étudié la guerre, et savaient la faire avec adresse. Ce sont enfin ces soldats, à qui il faut rendre hommage, quand on les voit supporter, sans fuir, des sacrifices auxquels, seules, les troupes entraînées et solidement instruites sont capables de résister.

Ainsi donc, envisagé dans son rôle historique, le haut commandement allemand n'a rien qui puisse nous effrayer, car il a été manifestement au-dessous de sa tâche, et surtout au-dessous de son bonheur constant. Le commandement moyen paraît plus redoutable, parce que, souvent, il a corrigé les erreurs venues d'en haut. En serait-il encore ainsi dans l'avenir? Nul ne peut le dire. Mais nul ne peut douter non plus que l'incroyable insuffisance du nôtre, à tous les degrés, n'ait constitué une exception unique, dont il n'est pas permis de préjuger le retour. Jamais plus un chef d'armée ne trouvera des auxiliaires pareils à ceux que Moltke a rencontrés dans l'inqualifiable anéantissement dont a souffert dès le début la direction des armées françaises, et surtout dans la complicité morale de l'homme, plus félon encore qu'incapable, qui a sacrifié à ses louches visées toutes les chances de succès que les événements lui offraient.

On a dit, et rien n'est plus exact, que le sort de notre pays avait dépendu d'une simple interversion dans la désignation des commandants en chef des deux armées françaises. Il est clair que si Mac-Mahon, qui était un brave soldat et un honnête

homme, avait été placé à la tête de l'armée de Metz, il aurait certainement gagné la bataille du 16 août. L'eût-il perdue, d'ailleurs, que jamais Bazaine, commandant l'armée de Châlons, n'eût poussé le loyalisme jusqu'à sacrifier sa renommée et sa fortune en allant se jeter dans le guêpier de Sedan. Ce qui revient à dire qu'en mêlant la politique aux choses militaires où elle n'a que faire, les partis qui ont imposé la nomination de Bazaine et exigé un peu plus tard de Mac-Mahon qu'il allât le dégager à tout prix, ont prononcé notre arrêt de mort.

Et la morale de cette histoire est que si, comme ils commencent à en convenir eux-mêmes, les Allemands doivent beaucoup à la chance, nous pouvons attribuer nos malheurs, pour une bonne part, à la fatalité.

CHAPITRE VII

ACTION PERSONNELLE DU ROI

Quelle a été, en tout ceci, la part exacte qu'a prise le roi Guillaume à la conduite des opérations, et le rôle que, tout en abandonnant à son chef d'état-major la direction de ces opérations militaires, il se réservait pour lui-même?

C'était surtout, comme on a déjà pu s'en apercevoir, celui d'un modérateur et d'un arbitre, dont l'intervention était souvent nécessaire entre chefs qui, quoi qu'on en ait dit, ne marchaient pas toujours très d'accord. C'était aussi celui d'un souverain ayant de son autorité une conception très haute, en déléguant, il est vrai, une partie dans un intérêt supérieur, mais ne voulant à aucun prix qu'on pût croire qu'il avait abdiqué. Nous l'avons vu intervenir en personne, le lendemain de Borny, pour ramener la paix entre les généraux de la Ire armée. Ultérieurement, son action paraît avoir été plus directe encore, et s'être affirmée en des actes réels de volonté. L'incident qu'on lira plus loin (1), et qui est relatif au bombardement de

(1) Voir appendice A, p. 317.

Paris, ne laisse subsister à cet égard aucun doute. Il semble ici qu'il ait entendu commander, en personne, et qu'il sût, à l'occasion, se faire obéir.

Certes, on n'est point accoutumé à envisager sous ce jour despotique les rapports habituels du roi de Prusse et de ses généraux. Il semblait jusqu'ici plutôt une personnalité de second plan, habile, assurément, à mettre les hommes en leur vraie place, mais laissant ensuite à ceux qui jouissaient de sa confiance le soin de diriger les affaires ressortissant à leur spécialité. J'inclinerais volontiers à croire, malgré certaine boutade de Moltke (1), que les choses en allaient bien réellement ainsi, au moins pour les décisions stratégiques. Seulement, Guillaume ne voulait pas qu'il y parût, et ne se jugeant point, ainsi qu'il l'avouait lui-même, compétent dans les grandes questions, il entendait, par une immixtion directe dans les petites, montrer qu'il restait le roi. Le système en vaut un autre et semble d'ailleurs lui avoir été profitable à souhait.

Mais, où son action personnelle s'affirmait nettement, donnant ainsi à cette figure un peu effacée le reflet d'une grandeur véritable, c'est dans la culture obstinée des sentiments générateurs de la force morale, et dans leur entretien jaloux parmi les officiers et les soldats. Son armée, instrument nécessaire d'une politique de conquêtes, il l'a voulue grande, il l'a voulue forte, il l'a voulue

(1) Voir appendice A, p. 318.

redoutable; et, pour la façonner ainsi à la mesure de ses ambitions, il a brisé toutes les résistances, toutes les oppositions. Mais, en plus, il lui a fixé un idéal, à la fois patriotique et religieux, presque mystique même, et a constamment veillé avec le soin le plus attentif à ce que jamais, dans ce domaine réservé, les théories déprimantes des « éteigneurs d'étoiles » n'exerçassent leur influence dévastatrice. Un épisode, conté par Hohenlohe avec une émotion communicative, nous apprend comment, chez les soldats allemands, la foi grandissait les courages et réchauffait les cœurs, quand, l'heure du sacrifice ayant sonné, chacun pouvait déjà sentir passer sur son front le souffle de la mort.

C'était à Saint-Privat, quelques moments avant l'engagement terrible où la garde prussienne devait laisser le tiers de son effectif. Ses régiments, massés sur le bord d'une route par où s'écoulaient de longues files de blessés, attendaient l'ordre de marcher au feu. Tout à coup, apparaît, à cheval, un prêtre revêtu de l'étole sur sa longue robe noire. Il passe devant les bataillons, et les exhorte, en un langage vibrant, à donner sans regret leur vie. « Avec Dieu! leur dit-il, pour le roi et la patrie! » Puis, d'un geste suprême, il les bénit et les absout au nom de Celui qui pardonne. Et aussitôt, tous, les catholiques, les protestants, les juifs, tombent à genoux.. Ils font un acte de foi, qui est aussi un acte d'abnégation et d'espérance, puis ils se relèvent, plus tranquilles et plus forts, pour regar-

der sans faiblir la mort qui marche sur eux. « Ah! venez donc, athées et rationalistes, s'écrie le narrateur de cette scène puissante, venez, et dites si, devant un pareil spectacle, on peut douter que Dieu soit une réalité, et la foi une force invincible? »

Voilà les sentiments que le roi Guillaume exaltait dans son armée, en même temps que le culte rigoureux des traditions et du souvenir. A l'heure où d'autres, qui semblent ignorer l'âme humaine ou tout au moins se refusent à sonder les replis obscurs où s'abritent ses aspirations éternelles, essayent d'étouffer en elle les derniers vestiges d'un idéal qui, seul, peut faire les peuples grands, il n'est pas inutile d'opposer au tumulte de leurs voix blasphématrices l'exemple d'une race qui doit précisément son prodigieux essor à la fidélité inébranlable qu'elle garde aux principes régulateurs des sociétés organisées. Et ce sera la conclusion logique de cette étude; car si, au cours de l'examen que nous venons de faire, il a pu nous paraître que, dans son action directe, le commandement allemand n'avait point été exempt de ces faiblesses, de ces erreurs et de ces fautes que la nature humaine ne saurait jamais éviter, du moins constatons-nous aussi qu'il a toujours escompté la « puissance invincible » des forces morales, et cherché là une compensation assurée à l'insuffisance occasionnelle de ses combinaisons. Le génie n'est point l'apanage de tout le monde; mais aussi il n'est pas indispensable pour vaincre; et quand

une armée, dirigée par des chefs vigoureux de corps et d'esprit, se compose de soldats toujours prêts au sacrifice, elle peut parfaitement, l'histoire de 1870 nous le montre, se dispenser d'avoir à sa tête un Frédéric ou un Napoléon.

FIN

APPENDICE

A. — LES « MÉMOIRES » DU PRINCE DE HOHENLOHE

I

J'ai cité quelquefois, au cours de cette étude, les *Mémoires* du prince de Hohenlohe. Il me paraît intéressant, en la terminant, d'y revenir un peu plus longuement, afin de bien mettre en évidence les méthodes allemandes, et de faire connaître, d'après une source autorisée, certains détails encore ignorés ayant trait à leur mise en œuvre, pendant la guerre de 1870.

Le bruit fait, il y a trois ans, autour des écrits posthumes de l'ancien chancelier impérial, prince Clovis de Hohenlohe-Schillingfürst, a porté un sérieux préjudice à ceux de son parent, qui était cependant, lui aussi, un personnage d'importance, puisqu'il mourut général de l'artillerie et aide de camp de l'empereur. D'autres ouvrages de cet écrivain prolixe ont eu naguère, en Allemagne et même en France, leur heure de célébrité. Ses *Lettres* sur la stratégie, l'infanterie, l'artillerie, traduites il y a une vingtaine d'années, constituent un recueil de remarques intéressantes, assaison-

nées de réflexions souvent ingénieuses, parfois aussi inattendues et baroques, mais présentées de façon alerte et avec une incontestable vivacité d'expression. On y trouve des tableaux de guerre bien brossés, pleins à la fois de couleur et de vie, et conséquemment attirants. Quitte à prendre leurs conclusions pour ce qu'elles valent, c'est-à-dire à en négliger beaucoup, on ne regrette pas de s'y être arrêté un instant. Mais on n'y revient guère, et c'est ce qui explique que leur vogue ait duré si peu.

Pour les *Mémoires*, dont le quatrième et dernier volume a paru à Berlin en novembre 1906, ils sont d'une autre sorte, et bien qu'ils méritent, en partie du moins, les honneurs de la traduction, personne n'a pris encore la peine de les publier en français. Ils restent donc, pour la majorité de notre public, comme une œuvre encore inédite, c'est-à-dire à peu près complètement ignorée.

Ayant eu la curiosité de les parcourir, je n'ai pas été surpris d'y retrouver les mêmes tendances doctrinales que j'avais déjà constatées ailleurs, ni d'y découvrir une prétention didactique encore plus accentuée. Mais j'ai constaté aussi qu'ils étaient surtout imprégnés de cette ingénuité expansive avec laquelle l'Allemand met volontiers le public au courant de ses faits et gestes, alors même que ceux-ci n'ont rien de très reluisant. Essentiellement différents des publications officielles ou officieuses, ils disent librement les choses et les présentent sans artifices ni apprêt, au risque d'écorner d'un coup de plume certaines renommées consacrées. Comme ils ignorent l'art des réticences habiles et des allusions déliées, ils vont droit à l'exposé du fait, lequel est toujours mis en lumière crue avec une brutalité qui parfois confine au cynisme; et l'auteur apporte une telle complaisance à céder au prurit de révélation qui l'obsède qu'il ne recule pas devant les aveux les plus singuliers, comme, par exemple, lorsqu'il s'agit de sortir

au clair les astuces dont la rouerie prussienne entremêle volontiers les manifestations de sa turbulente activité. Ces *Mémoires* ont, par suite, une valeur documentaire précieuse, d'autant qu'aucune protestation subséquente n'est venue faire douter de leur véracité.

Dans ces quatre copieux volumes, l'intérêt, il est vrai, ne se soutient pas toujours au même étiage. Leur lecture est souvent embroussaillée par un fouillis de détails qui se succèdent à la manière allemande, laquelle met sur un pied d'égalité les aventures les plus futiles et les événements de l'importance la plus accusée. Pour Hohenlohe, par exemple, le fait de se procurer un repas confortable dans les temps de crise, et la préparation de n'importe quelle action de guerre semblent s'équivaloir, car il se complaît pour le moins autant à exposer les artifices qui lui ont valu le premier qu'à peindre les efforts exigés par la seconde. S'il tombe d'aventure sur un mauvais gîte, il nous exposera en plusieurs pages comment il a pu le troquer contre un autre plus agréable, et donnera à cet incident futile la même intensité de coloris que s'il s'agissait d'une négociation compliquée. De même, il ne nous fait grâce d'aucune des circonstances qui ont marqué son voyage d'Italie, effectué en compagnie d'un prince malade, que le soleil des Apennins ne devait point guérir. Cependant, dans ce fatras parfois indigeste, il reste encore beaucoup à glaner, surtout en ce qui concerne la guerre de 1870-71. Ici, vraiment, se trouvent certaines pages qui éclairent l'histoire, et expliquent des événements qui, sans elles, demeureraient obscurs.

Placé d'abord à la tête de l'artillerie du corps de la garde, qu'il conduisit en qualité de général-major sur les champs de bataille de Saint-Privat, de Sedan et du Bourget, le prince Kraft de Hohenlohe-Ingelfingen devint ensuite commandant supérieur de l'artillerie de siège, sous Paris; et c'est là surtout qu'il se trouva aux prises avec certaines difficultés sur lesquelles la prude

histoire avait jeté, jusqu'ici, un voile décent. Lui nous les révèle sans vergogne. Il nous présente des états-majors en proie à ces dissensions intestines, à ces jalousies étroites, auxquelles sur la foi de narrateurs discrets, on les croyait inaccessibles. Il met à nu des défaillances que l'on soupçonnait bien peut-être, un peu sans pouvoir les authentifier. Et c'est bien là le côté le plus curieux de ces volumineux souvenirs, exception faite toutefois de la partie qui a trait au rôle diplomatique joué antérieurement par leur auteur.

Il fut assez singulier, du moins si l'on en croit entièrement un homme qui cherche volontiers à se faire valoir, et il montre sous un jour particulier non seulement les manœuvres obliques de la diplomatie prussienne, mais encore la façon dont elle savait utiliser. pour la réalisation de ses vues souterraines, certains concours assez inattendus. On y peut aussi reconnaître le manque absolu de scrupules qui caractérise certains militaires allemands, et la facilité avec laquelle ils acceptent souvent de se livrer à ce que Hohenlohe appelle euphémiquement des « procédés d'investigation indirects ». L'espionnage — désignons-le par son nom — ne leur répugne pas, ou du moins ils croient faire œuvre pie en le pratiquant au profit de la politique nationale. Et, si l'on en doutait encore, les aveux satisfaits de ce grand seigneur suffiraient à nous éclairer.

Hohenlohe était, en 1854, à la veille de la guerre de Crimée, simple lieutenant d'artillerie de la garde. quand il fut choisi pour remplacer, comme attaché militaire à Vienne, le prince de Reuss, officier très brillant, mais, paraît-il, un peu superficiel. On comptait sur son activité, sur sa connaissance des choses militaires, surtout sur son adresse, pour pénétrer les desseins secrets de l'Autriche, liée alors avec la Prusse par un traité défensif, et pour savoir jusqu'à quel point. si les cartes se brouillaient en Europe, il serait possible

d'escompter son concours éventuel. Mais, comme on ne voulait pas se compromettre, on s'était gardé de donner au jeune attaché des instructions précises : « Tâchez de bien vous amuser à Vienne, » lui avait dit simplement le roi; et, pour le ministre, il s'était borné à prononcer ces mots énigmatiques : « En Autriche, on apprend tout, quand on sait faire la cour aux femmes. »

C'est muni de « directives » aussi ténues que Hohenlohe rejoignit son poste. Mais, comme il savait ce que parler veut dire, il se mit sans plus tarder aux écoutes, et, par certaines déductions ingénieusement tirées de conversations entendues ou surprises, il ne tarda pas à se persuader que l'intimité des deux nations allemandes était toute en façade.

Il s'était aperçu, d'autre part, que l'Autriche massait des troupes sur sa frontière orientale, ce qui signifiait sans doute qu'elle se préparait à intervenir dans le conflit survenu entre le tsar Nicolas et l'empereur Napoléon, ou que, tout au moins, elle entendait être prête pour les éventualités qui pourraient surgir. Et comme elle se gardait de tenir son alliée au courant de ces armements, c'est probablement qu'elle avait un intérêt quelconque à agir isolément. Il était donc de devoir naturel, pour un Prussien, de la contrecarrer, et c'est à quoi le jeune lieutenant employa toute la souplesse d'un esprit fertile en artifices, si l'on en juge par ceux que lui dicta son désir d'aboutir vite et bien.

Entre temps, il avait étudié, sans y paraître, l'armée autrichienne, et n'avait pas tardé à se convaincre — c'est lui du moins qui le dit — qu'elle ne valait que peu de chose, sinon rien. Une infanterie peu instruite, mal armée et peu manœuvrière; une cavalerie lourde, insuffisamment exercée, montée en chevaux étiques, « à cause des malversations », et qui restait fidèle aux mouvements compassés de la vieille ordonnance; enfin, une artillerie dont le moindre vice était de ne pas savoir tirer le canon : tels étaient les éléments dont elle se

composait. Il paraît que l'état-major autrichien, qui connaissait bien ces tares, s'évertuait à les cacher soigneusement. Mais, pour les découvrir, Hohenlohe n'avait reculé devant aucun moyen.

« Pas une ambassade, écrit-il, ne saurait s'abstenir complètement de ce qu'on nomme les *procédés d'investigation indirects*, et ce serait folie de les négliger quand on peut s'en servir. On peut même les prendre pour base de l'organisation d'un véritable service d'espionnage quand une guerre le rend nécessaire, parce que les coquins dont on s'est servi sont depuis longtemps déjà compromis vis-à-vis du gouvernement de leur pays. Mais il faut être très prudent dans les rapports que l'on a avec eux, et user de toutes précautions utiles, car ils ne négligent aucune occasion de nuire, et prennent volontiers barre sur ceux qui les ont utilisés... »

Joignant alors l'exemple au précepte, il s'aboucha aussitôt qu'il le put avec un aventurier cosmopolite, ancien sous-officier, puis employé un moment par M. de Lesseps dans les travaux préparatoires du canal de Suez, et qui pour lors était à acheter.

« C'était, dit-il, un des plus beaux hommes que j'aie jamais vus. Ses cheveux d'un blond clair, ses yeux bleu de ciel, sa barbe rousse révélaient ses origines allemandes. Il vous regardait si loyalement, si franchement en face qu'on n'eût jamais soupçonné en lui le traître odieux qu'il était. »

Comment il sut lui lier les bras et le réduire à sa dévotion, c'est ce qu'il faut lire dans les *Mémoires*, avec le récit des précautions prises pour que rien ne transpirât. Comment surtout cet homme de sac et de corde finit par lui être fidèle plus qu'aux autres, c'est ce qu'explique ce court passage, d'une intense et curieuse psychologie :

« Une seule fois, lors de notre première entrevue, écrit le prince, je lui fis sentir que je le tenais pour

une fripouille; mais, depuis, je le traitai toujours poliment. Il ne doutait pas, certes, qu'il fût, aux yeux de tous les gens honnêtes, la fripouille que je disais, et il était bien forcé de rester tel, puisqu'il ne pouvait plus reprendre une existence honorable. *Mais il devait m'être toujours reconnaissant de ce que je ne lui témoignais pas quotidiennement, comme les Russes, l'opinion que j'avais de lui.* Sans doute, il répugne à un homme comme il faut d'entretenir des relations avec de telles gens. *Cependant, il ne peut en être autrement dans la vie diplomatique, sous peine de se faire battre, comme un général qui n'entretient pas d'espions...* »

Le fait est que Jérémie, — c'était le nom de l'homme en question, — touché autant des bons procédés du lieutenant que de ses arguments sonnants, lui procura sur les projets de la Hofburg, comme sur les ressources et les armements de l'Autriche, des renseignements qui furent immédiatement transmis au cabinet prussien, lequel, au dire au notre auteur, sut en tirer un profit immédiat et suffisamment avantageux (1).

Des résultats aussi décisifs ne suffisaient point encore à Hohenlohe, dont la curiosité toujours ouverte avait secours, pour se satisfaire, à des procédés imaginatifs d'une nature plus raffinée.

Il y avait alors à Vienne une danseuse célèbre, qui venait de débuter au Burg-Theater avec un succès que l'éclat de sa carrière a plus tard ratifié. C'était la Taglioni, entrée depuis par son mariage dans l'aristocratie française, et qui était alors fort courtisée, pour le bon motif, par un duc de Mecklembourg. Chaque soir, après le ballet, sa loge était prise d'assaut par

(1) Ce Jérémie, qui servit tour à tour les Russes, les Autrichiens, les Prussiens et peut-être les Français, fut trouvé mort dans son lit un jour d'avril 1859, au moment où éclatait la guerre d'Italie. Il paraît que la police autrichienne le fit enterrer secrètement.

une foule d'admirateurs, où dominait l'élément militaire, que représentait un brillant état-major appartenant à l'entourage du souverain. L'attaché prussien flaira là un champ d'opérations à sa portée, et, s'étant fait présenter, devint, à son tour, un des courtisans assidus de l'étoile, mais un courtisan pour la forme, et qui ne perdait point son temps, comme les autres, en galanteries frivoles ou en propos de boudoir.

Tandis que chacun s'empressait autour de la danseuse, lui tirait à part, sous un prétexte quelconque, les plus qualifiés, et les entraînait en des conversations adroitement amenées. Puis, si les confidences languissaient, on allait les achever chez Sacher, un cabaretier à la mode, dont le cellier contenait nombre de bouteilles d'un certain tokay qui déliait les langues. Et, de la sorte, certaines mesures militaires furent connues à Berlin avant même d'avoir reçu un commencement d'exécution.

Malgré tout, Hohenlohe ne possédait encore que des indications, précieuses à la vérité, mais insuffisamment formelles, sur les intentions réelles de l'Autriche. Il fallait pénétrer celles-ci entièrement, les tirer au clair, et, pour cela, le tokay pouvait devenir un adjuvant puissant. Notre attaché l'appela à son aide, et n'eut pas, ce semble, lieu de s'en repentir.

Certaine nuit qu'au sortir du « Club Taglioni », on s'était livré, chez Sacher, à des libations plus copieuses que de coutume, un officier autrichien, échauffé au point d'oublier toute prudence, laisse échapper cette déclaration inattendue : « Maintenant, c'est contre vous autres, Prussiens, que nous allons marcher! » Hohenlohe, toujours maître de lui, feint d'abord de ne voir là qu'une boutade sans consistance. Mais l'autre insiste, se monte, bavarde, et finit par dévoiler tout un plan de campagne combiné, d'accord avec l'empereur Napoléon, pour prendre la Russie à revers, en obligeant la Prusse à marcher, de gré ou de force.

Quelques heures plus tard, la chancellerie de Berlin était prévenue, et l'étrange nouvelle confirmée par l'ambassadeur lui-même.

Les *Mémoires* nous apprennent par quels subtils manèges on put faire échouer la combinaison, et la part qui revient à Hohenlohe dans le succès final. Le fait certain est que les projets caressés par l'empereur des Français contre notre ennemi d'alors s'en allèrent en fumée, non cependant sans qu'il en restât chez lui une vigoureuse rancune contre l'Autriche; et peut-être y a-t-il là une des causes profondes et insoupçonnées de la guerre de 1859. Pour Hohenlohe, il conclut l'incident par une pirouette : « La Taglioni est un personnage politique fort important, » dit-il à son ambassadeur qui lui demandait à quelle source il avait puisé des informations si sûres. Et il continua, sans vergogne, ses agissements singuliers.

Il semble, d'ailleurs, que le besoin de faire parler les gens fût pour lui comme celui de manger et de boire. Un autre épisode, sur lequel il s'étend avec complaisance, montre que l'âge ni le grade n'avaient éteint, douze plus tard, ses ardeurs indiscrètes, et que ceux qui croyaient pouvoir s'ouvrir à lui sans défiance étaient, pour le moins, bien imprudents.

En janvier 1866, l'attaché militaire de France à Berlin manifeste un jour le désir d'être invité à la table des officiers d'artillerie de la garde, dont Hohenlohe était alors colonel.

« Je m'étais trouvé souvent avec lui pendant la campagne de 1864, écrit le prince, et nous avions parfois dormi ensemble dans la même cabane de paysan. La guerre que nous avions faite côte à côte contre les soldats danois et la vermine *(sic)* du Schleswig, l'estime que cet officier témoignait à l'armée prussienne avaient créé entre nous des relations aussi étroites que le permettait sa situation diplomatique. Je l'invitai donc à dîner, et, en acceptant, il me dit qu'il s'était déjà

trouvé à la table de plusieurs régiments de cavalerie et que cela lui avait été fort agréable. Il avait même été surpris, disait-il, du tact montré par les officiers prussiens, qui jamais ne lui avaient posé une question politique ou diplomatique; et je pensai que que c'était là, de sa part, une indication. Aussi, avant le dîner, recommandai-je rigoureusement à mes officiers d'éviter avec soin toute conversation politique, mais, au cas où l'attaché français aborderait le premier un pareil sujet, de *l'écouter silencieusement.* »

Voilà donc celui-ci arrivé au casino de la garde. Avant le repas, on lui montre les nouvelles pièces dont l'artillerie prussienne vient d'être dotée, puis on vide nombre de coupes de champagne, et enfin on dîne. Tout à coup, l'officier français s'écrie — du moins c'est Hohenlohe qui l'affirme : — « Je ne m'explique pas comment vous autres Prussiens ne profitez pas des circonstances pour mettre de l'ordre en Allemagne! »

Et, comme son interlocuteur semblait ne pas comprendre : « Eh bien! poursuit-il, je veux dire que la France ne peut voir d'un bon œil la menace d'une Allemagne forte et unie; mais, en ce moment, elle est impuissante et ne peut que laisser faire. Toute notre armée est au Mexique (1). On a commis la faute, pour raison d'économie, d'envoyer là-bas non pas un corps d'armée mobilisé, mais les cadres et les meilleurs éléments de toute l'armée; et ce qui y est n'en revient pas, ou en revient malade ou invalide. Par suite, nous avons besoin de deux ans au moins pour remettre nos forces en un état tel que nous puissions prendre la parole en Europe, et, en attendant, la tâche de notre politique

(1) Je transcris tel quel le texte donné par Hohenlohe. Mais il contient de telles exagérations et des assertions si graves que personne ne le tiendra pour exact. Dans le but de grossir son importance, le prince a, à n'en pas douter, arrangé après coup certaines phrases qne notre attaché n'a certainement jamais prononcées, au moins dans la teneur qu'il dit.

doit être de louvoyer, de temporiser, afin d'éviter que quelque affaire d'importance ne surgisse d'ici là. C'est pourquoi je vous dis dans votre intérêt : « Agissez, mais « agissez vite ! »

Sur ce, Hohenlohe se prit à rire, affirmant que les Prussiens étaient gens pacifiques qui ne mettaient l'épée à la main que s'ils s'y trouvaient forcés. Mais, le soir même, il allait à la cour, malgré qu'il en fût dispensé par suite d'indisposition, et répétait soigneusement à Moltke et à Bismarck les paroles de l'imprudent Français. « Le premier écouta, comme toujours, attentivement et en silence. Quant à Bismarck, il sursauta et s'écria : « Deux ans! c'est beaucoup. Je n'aurais jamais cru qu'on nous laissât autant de temps! »

Si incroyable que paraisse l'aventure, j'ai voulu en transcrire intégralement le récit. Il est sans aucun doute fort amplifié et maquillé. Mais le fait en lui-même a probablement un fond d'exactitude, et, rapproché de l'affaire de Vienne, il suffit à expertiser certains procédés d'investigation qui ne sont point, il est vrai, à la portée ni du goût de tout le monde, mais qui procurent de sérieux profits à qui consent à s'en servir. Ils comportent en tout cas une moralité contenue tout entière dans ce proverbe arabe : « La parole est d'argent et le silence est d'or. »

Au surplus, cette soif de renseignements n'était pas spéciale à Hohenlohe. Lui-même nous raconte que, pendant les années qui précédèrent la guerre contre la France, on vit à plusieurs reprises les officiers principaux du grand état-major s'éclipser en des disparitions mystérieuses et soudaines. Le prince, qui avait l'habitude de les rencontrer quotidiennement à cheval au Thiergarten, s'étonnait de ces absences, et en demandait la cause aux revenants : « Voyage d'agrément en France, » répondaient-ils invariablement. Le plus surprenant était que ces voyages qui, tous avaient Paris pour objectif avoué, restaient toujours circonscrits en

fait à la frontière de l'Alsace ou de la Lorraine. Comment les sites enchanteurs de ces régions fortunées avaient obstinément triomphé des séductions de la capitale, on se gardait de l'expliquer. Mais le fait indéniable était que Belfort, Metz, Verdun, Châlons et Dijon marquaient régulièrement la limite de pérégrinations dirigées officiellement vers un autre but. « J'étais également fort surpris, ajoute le prince, que des officiers à qui je ne connaissais aucune fortune entreprissent des voyages aussi coûteux. » Mais comme l'explication du mystère eût été délicate, il valait mieux n'en pas donner du tout. Personne cependant n'était dupe, à moins de vouloir se laisser duper.

Après de pareils aveux, on ne peut s'étonner que Hohenlohe s'étende complaisamment sur les préparatifs de la Prusse et sur le souci qu'on y avait, depuis 1866, de tout disposer en vue d'une lutte prochaine contre l'adversaire désigné. Il nous montre, en vérité, l'armée allemande tout entière tournée vers le Rhin dans l'attente du signal qui devait l'y jeter d'un bond formidable, comme une bête de proie guettant sa victime et s'apprêtant à l'abattre d'un coup.

Le premier soin du gouvernement prussien avait été de perfectionner son artillerie, parce qu'il avait constaté que, pendant la campagne de 1866, elle était restée notablement au-dessous de ce qu'on en attendait. « Au polygone, dit le prince, nos canons rayés atteignaient les panneaux, sans en manquer, à une distance d'un quart de mille (1,800 mètres), et nous pensions anéantir un adversaire qui se présenterait dans cette zone. Il n'en fut pas ainsi. Et cependant, nous savions que l'artillerie autrichienne tirait encore plus mal que la nôtre avec des canons plus mauvais. A quoi tenait donc le peu d'efficacité de nos tirs? A ce qu'en temps de paix, nos écoles à feu avaient lieu sur des terrains où les distances étaient exactement mesurées au cordeau. On jugeait bien que les résultats seraient moins brillants,

quand la distance du but serait inconnue; mais c'est à peine si chaque batterie tirait ainsi une fois par an... » Et, après avoir énuméré toutes les causes dirimantes de cette sorte de faillite, causes aujourd'hui universellement connues et sur lesquelles il est inutile de s'appesentir, Hohenlohe nous montre avec quelle activité et quelle intelligence, aussitôt la guerre finie, on s'est appliqué à les supprimer.

Lui-même prit à cette rénovation une part importante et, dans des conférences faites à Berlin, en présence du roi, il fixa les nouveaux principes tactiques de l'artillerie, qu'un règlement formel allait bientôt codifier. Emploi des masses de batteries, concentration des feux, suppression de l'artillerie de réserve et son remplacement par l'artillerie de corps, placement des batteries dans les colonnes, toutes ces questions, étudiées avec soin sous la direction de l'inspecteur général de Hindersin, devinrent l'objet des méditations générales, et leur solution transforma complètement le rôle de l'arme sur le champ de bataille, préparant ainsi ses succès de 1870. Malheureusement, en France, on n'y attacha point l'importance qu'il eût fallu; et même, on semblait, au dire de notre auteur, y faire fi des idées nouvelles. « Pensant à la grande lutte décisive qui devait bientôt s'engager avec nos voisins de l'Ouest, écrit-il, je voyais avec satisfaction que la critique française attaquait mes théories, comme si elles n'eussent été qu'un tissu de sottises. Mais j'augurais trop bien de ses condamnations pour essayer d'en affaiblir la portée... »

Ici, je le crois bien, Hohenlohe se méprend, ou se vante. La critique militaire française, avant 1870, était bien peu de chose, et je ne sache pas qu'elle se soit beaucoup préoccupée de la nouvelle tactique préconisée par les artilleurs prussiens. A celle-ci, quelques officiers, fort rares, ont pu s'intéresser très vraisemblablement, mais sans émouvoir l'opinion ni y trouver grand écho.

Nous étions pour lors à l'indifférence, et la sécurité trompeuse qu'inspiraient des victoires récentes et faciles endormait les esprits dans une torpeur à peu près complètement réfractaire aux efforts émancipateurs. Je me souviens même qu'à Saint-Cyr, où j'étais alors, on enseignait officiellement que le matériel en acier, à chargement par la culasse, était infiniment moins redoutable que celui avec lequel nous avions, en 1859, écrasé les Autrichiens ! Un engourdissement aussi accusé répugne à la pénétration des méthodes de guerre nouvelles autant qu'à la répudiation d'une routine commode qui laisse au repos les esprits paresseux.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que, même en Prusse, les choses aient toujours été toutes seules, et qu'on ne se soit point heurté, là comme ailleurs, au formalisme administratif. Personne n'aime être dérangé dans ses habitudes, pas plus les militaires prébendés que les fonctionnaires huchés sur leur rond de cuir, et Hohenlohe ne fut pas long à le constater.

Pendant l'hiver de 1868, on exécutait à Spandau des exercices de tir, suivant les procédés nouveaux, et cela ne faisait pas l'affaire du commandant de place : « L'herbe qui pousse dans les fossés des forteresses, dit le prince, est affermée à des entrepreneurs. Or, nous l'avions foulée et, par conséquent, probablement dépréciée : première difficulté. En outre, le ministre de la guerre défendait à toute personne, autre que les employés du génie, de pénétrer dans les ouvrages. Il n'était même pas permis de les considérer de l'extérieur, d'en faire un levé ou de les mesurer. Il est vrai que le fermier de l'herbe pouvait pénétrer partout avec ses ouvriers, sans que personne constatât si quelque espion ne s'était pas glissé parmi eux. De même, le paysan labourait son champ devant les remparts et pouvait mesurer ou relever tout ce qui lui plaisait. Mais les officiers, sous-officiers et soldats destinés à défendre ces ouvrages en temps de guerre étaient pri-

vés de la faculté de les étudier. Réduits à leur seul bastion d'exercice, qu'ils n'étaient même pas libres de regarder du dehors, ils pointaient des canons toujours les mêmes sur des cibles toujours pareilles, et, de ce fait, l'artillerie de forteresse se trouvait confinée dans une ridicule ignorance de son propre emploi au combat. » Il ne fallut rien moins que l'intervention du ministre de la guerre lui-même, général de Roon, pour lever l'interdit et autoriser les artilleurs à circuler partout « pour le développement des exercices de la guerre de forteresse et de siège », mais sous la réserve qu'ils ne lèveraient aucun plan, et que les croquis à main levée exécutés pour les besoins du service seraient détruits ou versés aux archives. Voilà de la belle et bonne routine, et il appert de ces révélations savoureuses que sous le rapport du formalisme, les Prussiens de 1868 n'avaient rien à nous envier.

Cependant, au cours de l'hiver de 1869-1870, Hohenlohe profita de la quasi-émancipation dont la mesure ministérielle était le signal pour procéder, en compagnie de plusieurs officiers supérieurs d'artillerie, à un *Kriegsspiel* de forteresse. « Nous nous occupâmes surtout, dit-il, de l'établissement des parcs, de leur fonctionnement, du ravitaillement en munitions et du service des batteries. *La place choisie était Metz.* Les inspecteurs généraux de l'artillerie et du génie assistaient régulièrement à nos séances. Quand elles furent terminées, j'en fis le résumé et je le communiquai au général de Stiehle, qui me dit en riant : « S'il arri-
« vait que nous dussions assiéger Metz, étant donnée la
« dépense d'hommes et de munitions qu'il faudrait
« faire, mieux vaudrait réduire la place par la famine
« que de procéder à une attaque régulière. » Or, cette année-là même, le général von Stiehle devint le chef d'état-major de l'armée du prince Frédéric-Charles qui, en fait, affama la forteresse de Metz. »

Il n'est guère possible de suivre Hohenlohe dans les

détails qu'il donne de la tranformation de l'armée. détails d'ailleurs connus de tous. Mais il serait fâcheux de ne pas reproduire, ou tout au moins de ne pas résumer certaines pages qui ont trait aux événements politiques précurseurs de la grande guerre, et particulièrement à l'entrevue de Salzbourg (1). L'état d'esprit qui les a dictées était alors, semble-t-il, général dans le parti militaire prussien; l'excitation y était telle que les moindres incidents prenaient aux yeux de certains personnages une importance grandie par l'ambiance d'une atmosphère chargée d'électricité, lorsque même ils n'étaient pas exagérés ou travestis comme à plaisir (2). Il ne faut pas oublier toutefois que les événements les plus considérables de l'histoire ont parfois des causes mystérieuses et profondes, qui bouleversent les prévisions humaines, comme ces lames de fond perfides qui ébranlent les flancs d'un navire, et l'engloutissent au moindre coup de barre maladroit.

Signalons d'abord, à titre purement documentaire. les insinuations étranges colportées dans les *Mémoires*, et d'après lesquelles Bazaine aurait reçu de Napoléon III des instructions formelles pour duper le malheureux Maximilien. Les récits du prince de Salm l'attestent, paraît-il. Ils vont même jusqu'à affirmer que l'empereur du Mexique, étant prisonnier de Juarez, aurait demandé au roi de Prusse, au cas où il recouvrerait sa liberté, de servir contre la France dans l'état-major du kronprinz, « parce qu'il n'avait pas de pire ennemi que Napoléon ».

Je ne connais pas les récits du prince de Salm; mais, à en juger par cet extrait que Hohenlohe s'approprie

(1) 18 août 1867.

(2) Je ne reproduirai pas, entre autres, certains cancans relatifs à l'impératrice Eugénie et à la part qu'elle a prise à la déclaration de guerre. Ils sont à ce point enfantins qu'ils dépassent la réalité historique et se noient dans le fatras du potin.

sans rire, il tiennent plutôt du roman chez la portière que d'un document historique sérieux. Ce qui mérite plus de créance, c'est l'opinion prêtée à l'empereur des Français que, pour venir à bout de la Prusse, il serait intéressant de combiner les forces de la France, de l'Autriche et la Bavière. On aurait donc, au moment de l'entrevue de Salzbourg, cherché à agir sur l'esprit du roi Louis II, qui se montrait indécis. Le parti autrichien dominait à sa cour et avait fait envoyer en congé provisoire le premier ministre Clovis de Hohenlohe (1), qui penchait pour la Prusse. Mais, d'autre part, les Autrichiens craignaient que, du fait de l'appui français, la Bavière ne prît une situation prépondérante en Allemagne, tandis qu'ils entendaient la laisser à son rôle secondaire. On voit d'ici les complications et les difficultés.

Napoléon III allait rendre visite à François-Joseph, sous prétexte de lui présenter ses condoléances à l'occasion de la mort tragique de Maximilien, en réalité pour se concerter avec lui sur l'échéance d'une guerre commune contre la Prusse. Il devait s'arrêter à Munich. Or, au milieu du programme des fêtes, on intercala une chasse au chamois dans le canton de Königsee (lac du roi), et cela, sans consulter Louis II, qui se formalisa, rappela immédiatement son ministre, et quitta sa capitale sans dire où il allait. Ce fut donc son oncle, le prince Charles, qui dut faire les honneurs de la réception. Elle fut froide. La population, déçue par la réserve des souverains, qui se prodiguaient fort peu, afficha une réserve presque hostile, et, de tout cela, l'empereur augura très mal.

A l'arrivée en Autriche, autre incident. L'empereur

(1) Depuis, ambassadeur d'Allemagne à Paris, statthalter d'Alsace-Lorraine et chancelier de l'empire. Il a laissé également des *Mémoires*, dont la publication a suscité certain tapage qu'on n'a pas oublié.

François-Joseph avait, pour recevoir ses hôtes illustres, revêtu l'uniforme de feld-maréchal, avec le grand cordon de la Légion d'honneur, et l'impératrice Élisabeth portait une toilette de gala, tout étincelante de diamants. Napoléon III parut à la porte de son wagon avec une redingote noire, le chapeau entouré d'un crêpe, et un brassard de deuil au bras. Quant à l'impératrice Eugénie, elle était entièrement vêtue de crêpe. Les souverains avaient adopté ce costume sombre par égard pour la cour d'Autriche, sans savoir, ou sans faire attention que ce deuil avait été suspendu en raison de l'anniversaire de la naissance de l'empereur François-Joseph!

Celui-ci fut, paraît-il, contrarié autant que froissé du contraste, et son peuple, qui gardait les souvenirs de 1859, encore plus. C'est ainsi que, si l'on en croit Holenhohe, qui prenait à cette époque, peut-être à dessein, les eaux de Reichenhall, près Salzbourg, et s'était empressé d'accourir, les chasseurs de la ville refusèrent formellement de faire la haie entre la gare et le château. L'accueil fut donc assez froid, et les vivats restèrent rares. Un paysan ayant crié : « Vive notre empereur François-Joseph! » les lèvres du souverain autrichien se plissèrent en signe de mécontentement. Tout cela manquait évidemment de chaleur communicative, à tel point que, rentré le soir à Reichenhall, le prince dit à quelqu'un que rien de grave ne pouvait surgir de cette entrevue à la glace. Il ne se trompait malheureusement pas, car, au lieu d'une alliance, il n'y eut guère entre les deux cours qu'un refroidissement plus marqué et presque explicable, s'il est vrai, comme l'affirme notre auteur, que, pour mieux connaître l'état des esprits, Napoléon reçut en secret et entretint longuement les principaux chefs de l'opposition parlementaire, incorrection qui blessa profondément son hôte et le lui aliéna complètement.

Pour l'ancien patron de Jérémie, il n'était pas homme

à assister en spectateur indifférent à ces événements d'importance, et il s'empressa d'envoyer à Berlin, sans attendre qu'on l'en priât, un rapport détaillé sur les impressions qu'il avait pu recueillir : « Cela allait de soi », dit-il. En fait, l'entrevue de Salzbourg fut pour la Prusse un avertissement auquel elle ne se méprit pas : « Elle montra que Napoléon III ne voulait pas laisser subsister la situation créée par les événements de 1866, que l'agrandissement de la Prusse lui semblait intolérable, et qu'il cherchait les voies et moyens pour nous affaiblir de nouveau. Elle montrait également qu'il ne se croyait pas assez fort tout seul, parce que l'expédition du Mexique avait ébranlé la puissance militaire de la France, et qu'il recherchait des alliés. Son échec nous donnait, un certain répit; mais il était clair que dès qu'il aurait trouvé des concours suffisants et qu'il verrait son armée assez forte, il se remettrait à l'œuvre... »

Cela, tout le monde le croyait, j'entends dans les cercles politiques et militaires prussiens. Dès après Sadowa, chacun comprenait que la trêve serait courte. « Ne nous imaginons pas avoir fait de grandes choses, disait un jour le genéral de Manteuffel (1). Nous devons nous rendre compte que tout ceci n'est qu'une série de combats d'avant-garde de la grande guerre qui nous est réservée. » Et Guillaume lui-même répondait en 1867, en pleine affaire du Luxembourg, à quelqu'un qui lui demandait quels étaient ses projets pour l'été : « J'irai à Paris au mois de juin, en chemin de fer... ou à cheval. Je ne sais encore. »

L'explosion de 1870, si subite qu'elle ait été, ne prit

(1) « Avec le ton doctoral qui lui était propre », écrit Hohenlohe. Et il ajoute : « En effet, la guerre de 1866 n'a été, en comparaison de celle de 1870-71, qu'une manœuvre d'été, un excellent exercice préparatoire, une école dans laquelle nous avons fait notre instruction par nos propres fautes, pour pouvoir soutenir la lutte de géants qui devait suivre. »

donc pas nos adversaises de court. Ils l'attendaient, et, même, comme on sait, la provoquèrent par un acte de parfaite déloyauté. Mais eût-elle tardé qu'elle était inévitable, car, depuis trois ans, « on était assis sur le tonneau de poudre dont s'approche un feu qui couve sous l'herbe sèche. » Toutefois, il est intéressant de constater que les succès foudroyants du début surprirent plus encore leurs bénéficiaires qu'ils ne les réjouirent et les remplirent d'orgueil.

« L'armée française, dit Hohenlohe, jouissait dans le monde entier d'une haute considération. *Nous étions persuadés que de grandes masses militaires, franchissant brusquement la frontière, nous attaqueraient avec des forces supérieures, et, comme il nous fallait pour le moins trois semaines avant d'être en état de frapper les premiers grands coups, nous nous attendions à des insuccès pour commencer*. Nous pensions même que nos troupes stationnées sur les frontières *seraient, après quelques défaites, refoulées sur le Rhin*, où les Français se trouveraient arrêtés par les places de Cologne, Coblentz, Mayence et Rastadt, dont il leur faudrait faire le siège, pendant lequel nos forces principales pourraient arriver. *Avec le sentiment du devoir et la résignation que produit l'attente de rudes épreuves*, nous nous mimes aux travaux de préparation les plus urgents, afin de pouvoir réparer les premiers échecs et obtenir enfin la victoire. »

Quel aveu à retenir, et combien il avive nos regrets de cet aveuglement inexplicable qui a fait dédaigner si complètement, au début même de la guerre, les qualités fécondes de notre race, restées inexploitées et comme oubliées dans le désordre d'une improvisation livrée à tous les hasards! Comment ne pas déplorer, après constatation d'un pareil état d'esprit, que nos vieilles bandes de soldats aguerris n'aient point été jetées, par un acte d'offensive hardie, au milieu de cette Allemagne inquiète, fascinée par leur renommée

glorieuse, et qui peut-être eût plié sous le choc! On a bien raison de dire que les vrais capitaines doivent être avant tout de psychologues. C'est, en tout cas, un irréparable malheur que nos chefs de 1870 l'aient été si peu.

Pour Hohenlohe, qui, on le voit, ne se fait guère d'illusion sur les dangers que le déchaînement des troupes françaises laissées à leur tempérament naturel pouvait faire courir à son pays, il attribue, non sans raison, le mérite principal des succès inespérés qui nous paralysèrent au roi Guillaume, qui les avait silencieusement préparés. « La sûreté, le calme et la rapidité avec lesquels la politique prussienne agit en intime concordance avec le chef de l'armée, dans la période qui s'étend du 16 juillet aux débuts des opérations, a provoqué la juste admiration du monde entier. Ce qui a rendu possible cette concordance, c'est à la fois la fermeté et la précision de notre politique extérieure, la connaissance exacte des forces et de la situation de nos adversaires, enfin le bon état de notre armée ainsi que la préparation parfaite de sa mobilisation. Ces trois hommes considérables, Bismarck, Moltke et Roon, et, avec eux, tous ces travailleurs assidus qui étaient à leur côté, ont eu en cela un mérite incontesté. Mais celui qui a fondu en un parfait accord ces trois esprits si différents, c'est le roi Guillaume seul, et celui qui les a mis à la place qu'ils occupaient, c'est encore lui. A lui donc revient le mérite principal, car, en cette affaire, il n'a pris conseil de personne. Sous un monarque moins résolu et moins tenace, l'action de ces forces subordonnées n'aurait pas produit une telle harmonie, et des malentendus nombreux, des confusions multiples seraient survenus, *qui auraient paralysé les agissements de la Prusse*. Si l'on compare à ces avantages l'absence de plan et les contradictions qui ont caractérisé la conduite de nos ennemis, on ne peut s'étonner que la guerre ait si mal tourné pour eux. »

Il est clair, et la leçon aurait dû nous mieux servir, que le désordre annihile les meilleures volontés. Celles-ci ne nous faisaient certes point défaut, mais nous manquions à peu près de tout le reste, et surtout d'une direction ferme, résolue et tenace, maîtresse de ses décisions et de ses volontés. Le contraste est trop douloureux pour qu'on y insiste encore. On peut dire qu'il renferme toute la philosophie de cette guerre funeste, où il ne nous a manqué qu'un chef de tempérament et de caractère pour qu'elle tournât tout autrement.

II

Les opérations sont commencées et, quoi qu'en ait dit la *Relation officielle*, les choses ne marchent pas toujours comme il faudrait. Nous savons déjà à quels tiraillements s'est, au début, trouvé en butte le haut commandement : Voici maintenant que Hohenlohe nous parle des contre-ordres qui éreintaient les états-majors et les troupes. « L'irrésolution des chefs, dit-il fort justement à ce propos, même s'ils sont habiles, mène droit à la ruine, tandis que des généraux moins bien doués obtiennent des succès décisifs, quand ils ont su ce qu'ils voulaient. »

Il estime également, et nous ne le contredirons pas, que la cavalerie allemande s'est souvent montrée inférieure à sa tâche. Il la juge surtout inexcusable d'avoir, le 16 août au soir, aussi complètement perdu le contact avec les Français. Après quoi, il s'étend complaisamment sur la bataille de Saint-Privat, à laquelle il a pris une part importante, en commandant cette artillerie de la garde qui fit tant de mal à nos 4e et 6e corps. Mais, nombre des faits qu'il raconte sont déjà connus, et d'autres, complètement dénuées d'intérêt, ne méritent point qu'on s'y arrête.

Il n'est pas possible, cependant, de passer sous silence l'appréciation suivante, si contraire aux données les plus élémentaires de la tactique et je dirai presque à celles du bons sens : « La position française, le 18 août, était, au point de vue tactique, *aussi parfaitement choisie que possible, et elle était occupée comme elle devait l'être*. C'est ce que prouvent la résistance acharnée qu'y fit la brave armée française et les épouvantables pertes que nous avons subies. On peut seulement reprocher à ces dispositions que les réserves étaient, *au commencement*, derrière l'aile gauche, laquelle était appuyée à la forteresse, et ne pouvait par suite être tournée. Quand ces réserves (la garde impériale) furent dirigées vers l'aile droite, elles arrivèrent trop tard pour empêcher la chute de Saint-Privat ou reconquérir cette position. » Ce petit aperçu historique en dit plus que de longues discussions sur la façon dont notre auteur arrange les faits pour sa convenance personnelle, et sur la portée des conclusions qu'il donne à ses récits habilement résumés. Mais passons.

Il paraîtrait que, le lendemain de cette victoire, qui fut cependant décisive, le roi de Prusse n'était rien moins que rassuré sur l'avenir. Il fit part de ses inquiétudes au prince de Wurtemberg, dans une lettre où il disait que, si Bazaine, après quelques jours de répit, perçait vers le sud et atteignait Épinal, *ce qui, en raison de la situation actuelle, était exécutable dans les premiers temps*, il pouvait couper les Allemands de toutes leurs ressources, conserver à son pays une grande partie de son armée et dérober à l'ennemi tous les bénéfices d'un succès si chèrement acheté. Malheureusement, Bazaine avait d'autres projets en tête. Ayant réussi à se tapir dans Metz, il ne voulait plus en bouger. C'est à ses combinaisons louches qu'est uniquement imputable l'apathie qu'il a montrée, et non pas, comme le croit Hohenlohe, au fait d'avoir pallié

sa défaite par des rapports inexacts. « Le mensonge fut la cause du désastre, » dit-il. Pour une part, c'est possible. Mais pourquoi le mensonge, si la volonté d'agir avait existé?

On voit qu'il ne faut chercher, dans ces *Mémoires*, ni l'exposé rigoureux des faits ni des leçons militaires impérieuses. Au point de vue historique général, ils ne nous apprennent rien, et, au point de vue stratégique ou tactique, pas grand'chose. Leur intérêt est ailleurs. Il réside dans la révélation de certains incidents peu connus, qui sont comme les dessous du drame, et l'illuminent souvent ou l'expliquent.

Par malheur, il s'en rencontre dans le tas de tellement invraisemblables qu'on se demande si la crédulité de l'auteur n'égale pas son antipathie pour nous. Les racontars les plus absurdes ne le trouvent point en garde, et il va jusqu'à affirmer, sur la foi, paraît-il, de Frédéric-Charles, lequel me paraît bien, en l'occurrence, lui en avoir conté, que, dans son entrevue de Bellevue avec Guillaume, l'empereur Napoléon aurait manifesté son étonnement de ce que les Allemands en marche sur Sedan n'aient point été pris entre deux feux par une attaque de l'armée de Bazaine, et qu'en plus il se serait montré « fort effrayé *en apprenant* que celle-ci était toujours à Metz, investie et bloquée » ! Tout cela pour démontrer que nous ignorions complètement les mouvements de l'ennemi! Il est vrai que nous ne les connaissions guère. Mais ceci, en vérité, ne serait plus de l'ignorance, et, d'ailleurs, il est faux, historiquement et effectivement, que Napoléon III ni personne ait poussé l'aveuglement jusque-là.

Je laisse donc de côté et ces considérations militaires banales et des anas par trop indigestes. Voici, par contre, un détail qui ne manque pas d'intérêt. Le corps de la garde comptait, avant la bataille du 18 août, 28,160 fusils. Il perdit dans cette journée environ 8,000 fantassins, ce qui le réduisait à 20,000 hommes

pour le moins. Or, le 1er septembre au matin, il ne put pas mettre en ligne plus de 13,000 fusils. Tout le reste jonchait les routes où l'armée de la Meuse venait d'accomplir des marches fatigantes, ou bien s'était réfugié dans les localités avoisinantes. Et cependant, depuis le 26 août, on avait retiré les sacs, qui suivaient, chargés sur des voitures de réquisition! Tant il est vrai que les mouvements brusques et précipités sont plus épuisants que la lutte elle-même et coûtent, au moins pour un temps, beaucoup plus cher.

Autres détails, relatifs au bombardement de Montmédy. Malgré l'échec éprouvé précédemment devant Verdun par le prince royal de Saxe, on avait voulu essayer de réduire Montmédy par le feu de l'artillerie de campagne. Hohenlohe fut chargé de l'opération, bien qu'il la jugeât impuissante, et il dut en effet l'interrompre après avoir tiré 3,812 obus. Mais il fit là une observation curieuse, dont plus tard il tira profit. « Il y avait, dans un angle saillant de bastion où l'on ne voyait ni embrasure ni servants, une pièce que nous ne parvenions pas à réduire au silence. Aussitôt qu'elle avait fait feu, elle disparaissait derrière la pointe du rempart, puis, au bout d'un moment, on voyait surgir au-dessus du parapet une partie de la volée et aussitôt un nouveau coup partait. Sans doute il y avait là quelque chose d'analogue à notre système de pointage indirect, que nous nommions la méthode Richter, et par lequel l'effet du coup lui-même fait reculer la pièce dans son abri, où elle est chargée et pointée de nouveau sans danger pour les servants. Ce canon ne tirait que sur les batteries à cheval, toujours au même but, et un peu trop loin, ce qui fortifia ma supposition. Mais la sécurité dont il jouissait m'amena plus tard, devant Paris, à faire adopter, pour toutes les batteries de siège, la méthode du pointage indirect. »

III

Ce qui suit à trait au siège de Paris et dépasse, par conséquent, les limites que, pour des raisons déjà dites, j'avais fixées à cette étude. Je ne crois pas cependant devoir priver le lecteur des détails intéressants que donne Hohenlohe sur certains incidents capitaux de ce siège, tels, par exemple, que l'affaire du Bourget et le bombardement.

On sait que le village du Bourget avait été occupé le 28 octobre au matin, par une petite colonne française que le général de Bellemare, partisan d'un élargissement de nos lignes de défense, avait lancée de son autorité propre, et sans y être autorisé par le gouverneur (1). Ce même jour, vers huit heures du soir, quatre compagnies du régiment de la garde Empereur-François étaient envoyées pour « *essayer de reprendre le village,* si l'ennemi ne s'y maintenait pas énergiquement ». Elles furent repoussées vigoureusement et laissèrent sur le terrain 2 officiers avec 49 hommes. Or, cet insuccès inspire à Hohenlohe des considérations qui méritent d'être retenues. « A la guerre, dit-il, rien ne peut réussir, si l'on commande simplement d'*essayer. Les demi-mesures sont pires que de n'en prendre aucune*. Un soldat qui doit uniquement essayer ne s'explique pas pourquoi il va exposer sa vie. S'il reçoit l'ordre de « prendre d'assaut », alors il marche résolument... » Et il ajoute, avec moins de raison, ce semble : « Dans le cas présent, l'heure était extrêmement défavorable. Quand on veut obtenir un succès et pénétrer

(1) Hohenlohe prétend que l'attaque du village fut la suite d'un pari fait par un officier français. Mais il ne dit pas où il a puisé ce renseignement qu'aucun document ne corrobore.

dans les rangs de l'ennemi à la faveur de l'obscurité, il faut au moins que le jour commence à poindre *immédiatement après le premier choc*. Tout combat provoque le désordre, le combat de nuit plus encore que le combat de jour. Ici, donc, l'attaque aurait dû avoir lieu une heure avant le lever du jour, c'est-à-dire entre six et sept heures du matin. » Hohenlohe oublie que, si une troupe prend l'habitude de n'attaquer qu'avant le lever du jour, elle ne surprendra jamais son adversaire, lequel saura qu'il y a pour lui un moment critique, et se tiendra sur ses gardes. Sa doctrine est une formule, et toutes les formules sont à rejeter.

Mais voici maintenant un épisode caractéristique, et qui montre combien l'accord était souvent précaire dans le haut commandement allemand. Le prince Auguste de Wurtemberg, commandant du corps de la garde, était d'avis que les Français ne pourraient pas se maintenir longtemps dans le Bourget, dont la position en flèche et la situation exposée aux feux concentriques de l'artillerie faisaient une conquête peu avantageuse. Il croyait que bientôt ses occupants seraient forcés de l'évacuer, et qu'il n'était pas besoin de les y contraindre par la force. Il avait donc prescrit de ne rien engager, quand lui parvint, de son commandant d'armée, le prince royal de Saxe, l'ordre formel de reconquérir le village, « opération qui était pour la garde une question d'honneur ».

Aussitôt, le prince Auguste dépêche au prince royal son chef d'état-major, le général de Dannenberg, lequel, se méfiant « de la violence de son propre caractère », se fait accompagner par le général de Pape (1), homme au tempérament beaucoup plus calme et plus pondéré. Arrivés au quartier général de l'armée, les deux am-

(1) Commandant la 1re division de la garde. Nous le connaissons depuis Saint-Privat.

bassadeurs font au commandement en chef leurs représentations motivées. Ils expliquent l'inutilité d'une nouvelle effusion de sang, que rien ne semble rendre nécessaire. Ils montrent que les retranchements établis à Dugny, Pont-Iblon, etc., sont suffisants et au delà pour assurer à l'armée la maîtrise de la plaine, et que le village lui-même n'a aucune valeur tactique. Mais ils se heurtent à une volonté de fer.

Bientôt la discussion monte de ton. Le chef d'état-major du prince de Saxe (Schlotheim) se montre très vif, Dannenberg de même. La dispute entre ces deux têtes chaudes devient de plus en plus violente, et des paroles très aigres sont échangées. A la fin, Schlotheim se laisse aller à dire que la garde n'a plus envie de se battre. Et, sur ce mot, les deux généraux prussiens se lèvent, en déclarant au prince Albert que la conversation est terminée, « que les gardes prouveront qu'ils ont envie de se battre, et que maintenant la reprise du Bourget devient une question d'honneur pour eux, non point vis-à-vis des Français, mais vis-à-vis du commandement de l'armée ».

Revenus auprès du prince Auguste, à Gonesse, ils lui font partager leur colère, et aussitôt il est décidé que la 2e division sera chargée de reprendre le Bourget le 30, dès le matin. Mais alors, autre affaire! Le commandant de cette division, général de Budritzki, était un vieillard « entêté et difficile à mener ». Il détestait le chef d'état-major Dannenberg, car c'est souvent à la guerre « le sort des chefs d'état-major d'être pris comme boucs émissaires de tous les désagréments ». Aussi, pour tâcher d'éviter un éclat, on adjoint à Dannenberg le prince de Hohenlohe, vieil ami de Budritzki, avec mission d'arrondir les angles, si la communication de l'ordre ne va pas toute seule. La précaution n'était pas superflue.

A peine mis au courant des intentions de son chef, Budritzki éclate, en effet, et se répand en objections

mêlées de récriminations violentes. Hohenlohe le laisse dire, puis, quand il le voit « épuisé », il lui raconte tout ce qui s'était passé. « Alors, dit-il, ce respectable petit vieillard pâlit, son visage devient aussi blanc que ses cheveux et sa barbe, et il joint les mains pour une courte prière. Ainsi, silencieux et résigné aux volontés de Dieu, il produisait, avec son regard tourné vers le ciel, une impression de grandeur mystique, car sa religion n'était point de l'ostentation. « A la volonté de « Dieu! reprit-il bientôt. Messieurs! dites de ma part à « S. A. R. le général commandant que demain à huit « heures le premier coup de canon sera tiré et qu'à neuf « heures précises je serai dans le Bourget. »

Il y fut en effet, mais il lui fallut plus de quatre heures de lutte pour conquérir entièrement le village. A midi passé on se battait encore, et chaudement. Hohenlohe nous dit que le régiment Élisabeth, qui fut mené en colonnes contre le front nord, perdit 19 officiers et 263 hommes, tandis que les régiments Alexandre et François, qui avaient donné l'assaut déployés en tirailleurs, ne perdirent, le premier, que 37 hommes, le second 3 officiers et 54 hommes. « Mais, ajoute-t-il, la proportion des pertes en officiers, par rapport à celle des soldats, était effrayante. Nous n'avions qu'un officier pour 120 hommes et nous avons laissé par terre un officier pour 12 hommes, soit dix fois plus. Cela vient de ce que les officiers ne se couchèrent pas, tandis qu'il était ordonné aux hommes de le faire. Un ordre du corps d'armée, adressé aux premiers, blâmait cette manière de faire, tout en rendant hommage au courage qui l'avait inspirée (1). »

(1) A propos de l'affaire du Bourget, Hohenlohe critique le célèbre tableau de Neuville, auquel il reproche de n'avoir rien de commun avec la réalité des faits. Ainsi, on y voit une pièce attelée qui passe sur la chaussée entre les maisons en feu. « Nous ne pouvons nous reconnaître coupables de cette faute

A signaler maintenant, en passant, une petite scène prise sur le vif. Le 3 novembre, à l'occasion de la Saint-Hubert, les officiers de la cavalerie de la garde invitèrent à dîner leurs camarades de l'artillerie. A la fin du repas, deux officiers apportèrent à Hohenlohe la croix de Saint-Georges que le roi lui faisait remettre au nom de l'empereur de Russie : « Alors, raconte le prince, le vacarme reprit de plus belle, et ne prit fin que lorsque de nombreux cadavres furent couchés sous la table. Lorsque, cependant, le lendemain matin, il fit assez clair pour que l'artillerie pût tirer, ils revinrent à la vie. » Il est vraisemblable qu'à une pareille orgie, l'austère et pieux Budritzki n'avait point été convié.

Voici également un trait du général de Moltke, avec qui notre auteur entretenait des rapports assez suivis. Le chef du grand état-major était un passionné joueur de whist, à qui, chaque soir, il fallait sa partie. Cependant, dans la période comprise entre le 25 août et le 2 septembre, la gravité des circonstances, en lui imposant des préoccupations et un travail supplémentaires, le priva de sa distraction favorite. Mais, dès le lendemain de Sedan, il y revenait. « Maintenant que l'*incident* qui nous a dérangés est clos, dit-il à ses officiers, je pense que nous pourrions peut-être reprendre nos parties. » Je crois bien qu'il y avait dans cette tranquillité affectée quelque chose d'artificiel et d'apprêté. Elle ne messied pas, en tout cas, à un chef d'armée, car le calme constitue toujours une force, qui commande la confiance et impose le respect.

héroïque, dit le prince; elle était absolument impossible, car toutes les entrées du village étaient barricadées de telle sorte que ni canons ni chevaux ne pouvaient y entrer. » Il se défend également d'avoir bombardé l'église et prétend qu'elle n'a reçu de projectiles que de nos propres forts.

IV

Le 23 décembre au soir, Hohenlohe recevait un message du cabinet du roi lui déléguant le commandement supérieur de l'artillerie d'attaque contre Paris. La fonction était d'autant plus vague qu'on ne savait pas encore si cette attaque serait faite dans les règles, ou brusquée par un bombardement. En outre, au milieu des divergences d'opinion qui divisaient les grands chefs de Versailles, sur le choix du front à battre, il était à craindre, comme le disait le général de Pape, qu'elle ne pût jamais s'opérer.

Le nouveau promu alla donc voir le roi, qui lui parla longuement de la nécessité d'attaquer vigoureusement Paris, et déclara que tant de tergiversations l'obsédaient. Il voulait en finir, et pour cela exigeait deux choses : que le feu commençât le plus tôt possible, et qu'on s'en tînt au front d'attaque sud. « Je tiens le choix de ce front pour une sottise, disait le souverain; mais j'ai assez des hésitations et des pertes de temps. J'avais moi-même proposé d'opérer par Saint-Denis, point que je juge encore le plus favorable; mais les « savants » ont préféré agir par l'est. Puis, trouvant là trop forte partie, ils ont proposé le front sud; on y a élevé des batteries et établi des parcs. Maintenant, on semble ne plus en vouloir. En voilà assez. Allez le reconnaître, aménagez-le, mais ne le changez pas. » Et, comme Hohenlohe lui demandait quels étaient les supérieurs dont il devait prendre l'ordre : « Mais, moi! » riposta vivement le roi. Puis, après un instant, il ajouta : « Et naturellement mon fils. »

Une déclaration aussi nette était faite pour réjouir Hohenlohe; il se voyait ainsi dégagé de toutes les

entraves dont il redoutait la contrainte. Il craignait surtout Blumenthal, chef d'état-major du prince royal, et sa rétivité paralysante (1). Aussi pensa-t-il en défaillir de plaisir : « Le cœur me tomba dans les culottes, dit-il; mais, encouragé, je me permis d'adresser au roi une deuxième question : « Quel est le but que se propose Votre Majesté? Un siège en règle ou seulement un *bombardement*? — C'est, répondit Guillaume, d'amener la populace, qui est maîtresse de Paris, à désirer une capitulation et la paix, puisque les privations dues à l'investissement ne suffisent pas, et que nous n'aurons jamais les moyens de faire un siège régulier. »

Il convient d'ajouter que, de cette détermination violente, le roi n'avait pas la paternité exclusive, et que Moltke, son fidèle conseiller, y entrait sans doute pour quelque chose aussi. Il était frappé de la rapidité incroyable avec laquelle Gambetta improvisait des armées. « Elles ne valent pas grand'chose, disait-il, mais il nous faut cependant les combattre... C'est comme lorsque, par un soir d'été, on écarte de la main un essaim de moucherons; il est impossible de s'arrêter parce qu'ils reviennent toujours. Mais, aussitôt que

(1) Le général de Blumenthal, mort feld-maréchal il y a quatre ans, nous a laissé un *Journal de guerre* qui respire une haine ardente et féroce contre nous, en même temps qu'une fureur jalouse contre presque tous les grands personnages allemands. L'auteur, qui paraît avoir été à la fois grincheux, vantard et vaniteux, n'est jamais content de rien ni de personne, si ce n'est de lui-même. Il paraît en vouloir aux Français de leur longue résistance, à Moltke de sa prépondérance, au roi lui-même et au prince royal de leurs prétentions à tout diriger; il déclare nettement que seuls ses avis sont bons, et qu'on perd tout à ne pas les suivre. Il condamne le bombardement, prétendant que la « vile populace » de Paris est bonne tout au plus pour « crever de faim ». On peut juger d'après cela que ce n'est pas auprès de lui que Hohenlohe dut trouver beaucoup d'aide ni de secours.

Paris sera pris, cela cessera; aussi doit-on hâter le début du bombardement. »

Il insistait en conséquence pour que l'ouverture du feu fût hâtée. Tout paraissait donc s'arranger au mieux, et Hohenlohe croyait n'avoir plus qu'à prendre ses dispositions définitives. Il n'était pas encore au bout de ses peines, ni vainqueur de toutes les difficultés.

D'abord, les transports du gros matériel étaient d'une désespérante lenteur, et les ressources en munitions insuffisantes. Force était donc d'attendre que les convois annoncés fussent arrivés, et, pendant ce temps, on construisait et on consolidait les batteries, dont la ligne allait des hauteurs de Bagneux jusqu'au-dessus de Saint-Cloud. En ce dernier lieu, il y en avait une qui était, parait-il, « l'orgueil de l'artillerie de siège. Elle était bâtie sur le roc qu'il avait fallu faire sauter pour l'établir. Le rocher s'élevait peu à peu derrière elle à mesure qu'on creusait pour agrandir le terre-plein, de sorte que celui-ci aboutissait à une paroi à pic de la hauteur de trois hommes au moins. Pour ne pas trop prolonger le travail, on avait restreint autant que possible la largeur de ce terre-plein, et ménagé les traverses. Et, cependant, le travail avait duré trois semaines! Cette batterie était devenue comme un lieu de pèlerinage pour qui s'intéressait aux travaux d'artillerie. Mais, malgré tout, je dus constater, dès que je la vis, qu'elle était complètement manquée. En face d'elle, se dressaient, à 3,000 mètres, quarante à cinquante pièces françaises. Chaque obus qui passait au-dessus de la crête allait frapper la paroi rocheuse, et faisait rebondir, comme un coup de mitraille, ses éclats mêlés aux débris de roche, en sorte que personne n'y pouvait tenir. Sur le flanc gauche, à 5 kilomètres, était le Mont-Valérien, avec le canon le plus lourd qui ait été fondu jusque-là, la *Valérie*, que les Allemands appelaient *Buller Jann* (Jean le Taureau)... »

Il fallut donc compléter les traverses, et tapisser de

clayonnage la paroi rocheuse du fond. Hohenlohe déclara qu'il ne permettrait pas de tirer un seul coup de canon avant que ces travaux fussent terminés, « sa conscience ne l'autorisant pas à livrer à une mort certaine, dès le premier jour, tous les servants de la batterie. » Et, malgré qu'on en eût, il fallut bien lui obéir.

D'ailleurs, si les autres batteries déjà construites ne présentaient pas des inconvénients aussi manifestement rédhibitoires que celle de Saint-Cloud, beaucoup occupaient des emplacements assez mal choisis, sur un front d'attaque qui ne l'était pas moins; mais, pour aller plus vite, le commandant de l'artillerie les accepta toutes, en se bornant à les améliorer dans les limites du possible. Ce qui paraîtra le plus étrange, c'est que personne, dans l'armée, ne croyait à leur efficacité, ou même à leur action.

« L'opinion générale était que ces batteries avaient été mises là pour la montre, et non pas pour tirer. Elles se trouvaient dans la ligne des avant-postes, *qui les utilisaient pour les sentinelles ou les soutiens*, selon le cas, et leur enlevaient ce dont ils avaient besoin, en sorte que des ouvrages si péniblement construits tombaient déjà en ruine. Les Bavarois en particulier, étaient si habitués à tout utiliser pour leurs besoins du moment, qu'ils plaçaient dans les chambres à poudre des poêles provenant des villages voisins, et transformaient ces chambres en cuisines. Les plates-formes, si coûteuses et installées avec tant de peine, avaient été arrachées et transformées en bois de chauffage... »

Enfin, on répara les dégâts tant bien que mal, et avec beaucoup de difficultés, « le sol étant gelé jusqu'à 18 pouces de profondeur ». On fit transporter les projectiles de Lagny à Villacoublay (1), puis de là aux

(1) C'était en ce point, voisin de Châtillon, qu'avait été établi le grand parc. Comme, d'autre part, Lagny était la gare terminus

batteries, dans les voitures empruntées aux colonnes de munitions, et finalement Hohenlohe, s'étant mis d'accord avec le général de Kameke, commandant le génie, adressa au roi, dont il relevait directement, un plan d'ensemble fixant la progression des opérations. Mais les difficultés intestines ne cessaient point pour cela. Le VIe corps, invité à construire deux batteries dans son secteur, faisait entendre des protestations. De son côté, le kronprinz, influencé par Blumenthal, émettait des doutes sur la valeur d'une action d'artillerie isolée et se plaignait qu'elle dérangeât la symétrie de ses avant-postes. Quant aux commandants de corps d'armée, mécontents de se voir privés de toute chance d'assaut, ils regardaient d'un mauvais œil les artilleurs, « dont les actions étaient en hausse... »

Le 31 décembre au matin, il y eut à Versailles, chez le roi, un grand conseil de guerre. Sur la proposition du général de Kameke, on abandonna le projet, primitivement formé, de procéder à une attaque régulière des forts d'Issy et de Vanves ; puis, à une question faite par le souverain, Hohenlohe déclara qu'il était prêt à commencer le feu le 3 janvier, à la pointe du jour. « Fort bien, risposta Guillaume agréablement surpris de cette promptitude. Mais vous êtes-vous fait présenter le dispositif de l'armement, et l'approuvez-vous? Montrez-le-moi. »

Hohenlohe dut avouer qu'il ne l'avait pas apporté, ne pensant pas que Sa Majesté eût le temps de s'occuper de détails aussi spéciaux. « Ah çà ! risposta le roi d'un ton sévère, vous figurez-vous que, pour un acte aussi important que le commencement du bombardement de Paris, je donnerai jamais mon consentement avant d'avoir examiné dans toutes ses parties et approuvé le projet d'armement? Revenez demain matin

de la voie ferrée venant d'Allemagne, les transports entre ces deux points devaient se faire par voie de terre, et en convois.

à dix heures, présentez-le-moi, et je donnerai mes ordres. » C'était un retard de vingt-quatre heures, dont, en sortant, Hohenlohe se plaignit à Moltke : « Félicitons-nous qu'il ne soit pas plus long, lui dit le chef d'état-major; car, une fois qu'il a parlé, il ne tolère aucune contradiction. » L'incident est topique, en ce qu'il montre sous un jour nouveau l'action directe du roi Guillaume dans les opérations militaires. Nous étions jusqu'ici en droit, sur la foi des historiens allemands eux-mêmes, de le croire plus passif (1).

Dans ce même conseil de guerre se place une scène assez curieuse. Hohenlohe tenait essentiellement à garder secrète la date de l'ouverture du feu. Il craignait que, si elle venait à être rendue publique, les princes allemands, qui prenaient leurs repas à l'hôtel des Réservoirs, n'en parlassent devant les garçons, et que la garnison de Paris, mise au courant, ne fît, dans la nuit précédente, une grande sortie. Mais demander au roi de paraître se méfier ainsi de son entourage le plus immédiat semblait chose très osée, au point que Moltke, pressenti par Hohenlohe, avait formellement refusé de s'en charger. Le commandant de l'artillerie brûla donc ses vaisseaux et, contre l'attente générale, obtint sans difficulté l'assentiment royal. Il fut même convenu qu'on annoncerait partout la date du 15 janvier, afin de mieux détourner l'attention. En sortant, le général de Boyen aborda Hohenlohe : « Que vous soyez l'être le plus butor du monde, lui dit-il en riant, je le savais depuis longtemps. Mais que dans votre rudesse vous montriez tant de courage, je ne l'aurais jamais cru. » Et comme son interlocuteur lui

(1) Il faut admettre cependant que, dans l'armée prussienne, on connaissait bien la vigilance du roi, témoin cette apostrophe d'un général, que relate notre auteur : « Votre Majesté a donc toujours son sacré b... de vieil œil? » aurait dit le général en question de façon assez irrévérencieuse. Et Guillaume, paraît-il, s'amusa beaucoup de cette boutade qui, au fond, le flattait.

demandait quel était ce courage : « Eh bien! reprit-il, pour dire au roi et au kronprinz, en notre présence à tous, qu'il existe dans leur entourage un tas de commères dont ils doivent se méfier, il faut assurément plus de courage que pour se faire fusiller! »

Puis vient une conversation avec Bismarck qui ne manque pas de saveur, et revèle une fois de plus cette tendance commune à nombres d'hommes célèbres, de se croire doués de talents tout autres que ceux dont ils sont le plus abondamment pourvus. « Le chancelier, écrit le prince, m'ayant fait dire par son cousin Bismarck-Bohlen qu'il avait une communication à me faire et qu'une indisposition l'empêchait de me venir voir, je me rendis chez lui, bien que je n'en eusse guère envie. Je le trouvai étendu sur son canapé. Il me reçut fort amicalement, et se mit à critiquer avec sa verdeur coutumière la façon dont la guerre avait été menée jusqu'ici. Avant Sedan, disait-il, on avait passablement bien opéré; mais, depuis, on commettait sottises sur sottises. Lui, Bismarck, n'était pas, il le savait bien, un homme de mérite transcendant; il se sentait dépourvu de hautes capacités! Il n'y avait guère qu'une chose à laquelle il s'entendît, c'était la stratégie; mais, celle-là, il l'entendait à fond... Après la bataille de Sedan, continua-t-il, au lieu rester avec des forces concentrées dans la forêt de l'Argonne, et de taper sur l'ennemi, on avait couru comme des fous sur Paris, *sans savoir pourquoi*. Lui avait bien protesté là contre, mais Moltke n'avait pas voulu entendre raison... Je lui répondis ironiquement que la sottise de Moltke était d'autant plus incompréhensible qu'il aurait dû savoir, d'après l'histoire de la guerre de 1792, combien les armées prussiennes avaient eu à se féliciter d'être restées dans l'Argonne... » Hohenlohe ne nous dit point si son illustre interlocuteur para ce coup droit. Mais, après tout, Bismarck stratège n'est pas plus étonnant que Frédéric flûtiste, Gœthe physicien ou Ingres joueur de

violon. Les hommes célèbres ont souvent de ces faiblesses, qui prêtent à rire ; elles ne diminuent par leur renom.

Je passe sur les détails touffus que Hohenlohe nous donne à propos de la façon dont s'opérait le ravitaillement en munitions et en matériel. Ils ne nous apprennent rien que nous ne sachions aujourd'hui. A noter cependant que, sur le front de Saint-Denis, où se faisait une attaque secondaire qui faillit devenir principale, on était obligé d'envoyer à Strasbourg les tubes de canons détériorés, parce qu'il n'y avait point là d'ateliers de réparations, et que le transport par chemin de fer de Gonesse à Strasbourg exigeait moins de temps que le voyage par route jusqu'au parc de Villacoublay. Cela prouve « combien il est important dans un siège de disposer d'un chemin de fer aboutissant directement au parc ». Un fait également à retenir est que les ambulances avaient été si mal placées qu'il fallut les changer. L'une d'elles, installée au château de Meudon, juste derrière la batterie, était tellement exposée qu'un canonnier qu'on allait amputer eut le pied emporté par un éclat d'obus alors qu'il était déjà couché sur la table d'opérations.

Enfin, le 5 janvier, après des retards imputables à diverses causes, dont une des principales fut l'épais brouillard qui obscurcit l'atmosphère toute la journée du 4, le feu s'ouvrit partout avec une violence extrême et une efficacité que la surprise augmentait. Les forts d'Issy et de Vanves, très éprouvés, durent bientôt se taire : « Cependant, dit Hohenlohe, nous reçûmes jusqu'au soir des projectiles lancés par des pièces dont il nous fut impossible, plusieurs jours durant, de reconnaître la position. C'étaient des batteries annexes, habilement dissimulées dans le terrain, et qui recevaient leurs munitions des forts avec lesquels elles étaient en communication par les chemins couverts. Les Français

nous en ont appris l'usage, et maintenant, dans nos forteresses, leur emploi a été érigé en système. »

Ces batteries tiraient fort juste. Un de leurs obus emporta la jambe du capitaine qui commandait la batterie n° 8 (Kronprinz), située près de Châtillon, et mit le désordre dans les rangs des servants, qui lâchèrent pied. Il fallut que le colonel commandant le secteur (Rieff) montât sur le parapet et « jurât aux hommes sa parole d'honneur que, si chacun ne reprenait aussitôt sa place et n'y faisait son devoir, il ferait former la compagnie en rang sur le parapet, commanderait : « Fixe! » et la ferait canonner par l'ennemi ».

Malheureusement, l'éloignement et certains accidents de terrain, en trompant l'assiégé sur la distance, ne lui permettaient pas toujours de riposter avec une égale précision. C'est ainsi qu'une batterie de huit pièces, construite dans une prairie au-dessus de Clamart, fut préservée par une haie épaisse située à 200 ou 300 pas en avant. Nos artilleurs, la croyant plus rapprochée, prirent cette haie pour but et la criblèrent de feux, sans aucun résultat (1). Une autre, qui fit brèche au fort d'Issy à 2,200 mètres, dut à des maisons avoisinantes de ne pas révéler sa position exacte, et ne subit que des dommages insignifiants.

Cependant, si les forts ne luttaient plus que faiblement, ils n'en étaient ni réduits, ni évacués pour cela : Hohenlohe eut alors l'idée de rapprocher ses batteries de 1,000 à 1,200 mètres, et dans ce but demanda des travailleurs auxiliaires à la IIIe armée. Mais cela ne faisait point l'affaire du kronprinz, qui protesta vivement devant le roi, « déclarant qu'on lui avait fait espérer que le feu de l'artillerie de siège allégerait le service des avant-postes, » tandis que c'était le contraire. Les rapports entre lui et Hohenlohe étaient

(1) Un canon, ayant éclaté dans cette batterie, tua trois hommes. Mais l'accident ne provenait pas du fait de nos obus.

tendus. Il se montrait froissé que ce dernier proposât directement au roi pour la Croix de fer des officiers de son armée. « On m'enlève, disait-il, la seule satisfaction que j'aie ici! » Bref, il l'emporta, et les choses restèrent en l'état, à la grande fureur du commandant de l'artillerie, qui écrit à ce propos très justement : « A la guerre, il n'y a pas d'état stationnaire. Si l'on n'avance pas, on recule, » et qui considère que c'était une faute de se déclarer satisfait parce que les forts ne tiraient plus.

Il en voulait surtout au Mont-Valérien : « Si j'avais réussi, écrit-il en style lyrique, à mettre le feu avec mes canons à cette couronne, à cet orgueil de la fortification parisienne, l'incendie, qui eût été visible de tout Paris, n'eût pas manqué d'y produire une impression forte, et c'eût peut-être été la torche à la lueur de laquelle la force de résistance du peuple parisien eût été brisée! » Sans doute, mais la forteresse défiait les morsures de l'artillerie allemande, et, assise sur sa solide base de pierres, semblait porter un défi perpétuel à nos arrogants vainqueurs. Hohenlohe alla en personne en reconnaître les approches. Il dut s'avouer que le morceau était encore trop dur à avaler, d'autant plus que la fameuse batterie de Saint-Cloud, qui, elle, était « l'orgueil de l'artillerie prussienne », se trouvait en fort mauvaise posture et semblait à chaque instant prête à s'effondrer sous nos coups.

Il se contentait donc de lancer dans le cœur de la capitale des projectiles d'autant plus destructeurs que les indiscrétions de la presse parisienne se chargeaient, avec une légèreté déplorable, de lui fournir des indications précieuses, et presque de rectifier son tir. « Un jour, raconte-t-il, le kronprinz m'aborda sur la terrasse de Meudon. Il tenait à la main un journal de Paris où il était dit que le premier des projectiles tirés sur la ville était tombé dans le jardin du Luxembourg. « C'est « un triomphe pour vous, me dit-il. Vous vous souvenez

« de l'incrédulité avec laquelle j'accueillais naguère « votre prétention de tirer à un mille de distance. Eh « bien ! j'ai mesuré cette distance à partir de la batterie « n° 8. Il y a exactement un mille. » C'est ainsi que les journaux français formaient nos pointeurs. D'après la comparaison des résultats obtenus avec les relations données par la presse, nous réglâmes désormais la hausse et le pointage de nos canons (1)!... »

Une des causes principales de l'infériorité de la riposte consistait en ceci, que les remparts tiraient toujours par salves. « Dès que la sentinelle d'observation, dit à ce propos Hohenlohe, apercevait la lueur des coups, elle poussait un cri d'avertissement, et, aussitôt, tous les hommes sautaient dans les espaces creusés sous les batteries. Quand les obus avaient sifflé sur leurs têtes, ils reprenaient leurs places. Dans les forts, au contraire, l'ennemi n'avait pas un moment de tranquillité avec notre méthode de tirer coup par coup. »

Le bombardement continuait donc, avec une intensité croissante et une obstination sauvage. Les officiers du grand état-major, les princes allemands qui suivaient l'armée allaient aux batteries comme à un spectacle, et, entre deux beuveries aux Réservoirs, se donnaient rendez-vous dans le terre-plein des ouvrages de Meudon ou de Bagneux. Hohenlohe s'en montra fort mécontent. D'abord, à leur arrivée, il fallait interrompre le tir pour leur rendre les honneurs; puis certains se plaçaient au poste d'observation, d'où ils préten-

(1) On s'était servi d'abord, pour activer l'œuvre dévastatrice, d'obus incendiaires. Mais un tiers d'entre eux éclatèrent dans la pièce même, blessant nombre de fantassins des avant-postes. Il fallut y renoncer complètement et se contenter des obus ordinaires, qui d'ailleurs avaient une portée plus grande et mettaient le feu presque aussi bien. Le seul regret d'Hohenlohe est qu'ils n'allassent pas jusqu'à l'Hôtel de Ville : « Que j'aurais aimé, s'écrie-t-il, à envoyer à Jules Favre ma carte de visite sous forme d'un obus ! »

daient rectifier le tir, et, comme ils manquaient de pratique, leurs indications étaient généralement erronées. L'un d'eux, même, s'étant un jour trompé de chemin, passa devant une embrasure juste au moment où l'on donnait le signal de tirer, et si le général, qui était présent, n'avait en hâte crié : « Arrêtez ! » l'imprudent aurait eu la tête emportée. Celui-là n'était pas le duc de Cobourg, car Hohenlohe a soin de faire remarquer — peut-être est-ce de l'ironie? — que ce seigneur fut le seul qui n'alla jamais importuner les artilleurs. Quoi qu'il en soit, le commandant des batteries demanda au roi d'interdire une fois pour toutes ces promenades oiseuses, et il paraît que les princes ne le lui pardonnèrent pas.

Sur ces entrefaites, le général Trochu avait écrit à Moltke pour se plaindre que l'artillerie allemande tirât de préférence sur les églises et les hôpitaux. « Le chef d'état-major me fit venir, écrit le prince, et me demanda si le fait était vrai. Je lui démontrai qu'une telle affirmation était absurde, car nous n'avions vu Paris que rarement, sans jamais pouvoir distinguer les points de chute des projectiles au delà des remparts. Je le priai donc de faire une réponse très ironique. Pour lui, il ne voyait dans la lettre du gouverneur que le désir de recommencer à parlementer. Il disait que Trochu était à Paris le seul homme raisonnable avec qui il fût possible de traiter d'une capitulation, et par suite il ne voulait pas, par une réponse trop vive, lui ôter le désir d'entrer en composition. En fait, il lui écrivit qu'il protestait contre le reproche de barbarie, car le brouillard, la neige et la pluie nous empêchaient, à la distance où nous étions, de distinguer les ambulances (1). » Et il n'en fut pas autre chose.

(1) La réponse de Moltke disait que « les faits signalés ne se reproduiraient probablement plus *dès que les batteries allemandes seraient plus rapprochées de l'enceinte de Paris,* et qu'un temps clair rendrait le but de leur tir plus apparent ».

Cet échec n'empêcha d'ailleurs point Trochu de renvoyer, le 20 janvier, lendemain de l'affaire de Buzenval, un parlementaire pour demander un armistice de quarante-huit heures, s'étendant à toute la circonférence de la place, afin d'enterrer les morts. Cette fois, le roi intervint en personne et refusa net. Il croyait voir dans la démarche du gouverneur un réveil de ses sentiments pacifiques, et il en concluait que, loin de sembler faiblir, il fallait au contraire redoubler de violence, pour augmenter encore « l'horreur qu'inspire la guerre par une action d'artillerie plus vigoureuse ». Il le fit dire à Hohenlohe, qui, naturellement, fut enchanté. On se mit à tirer double, jour et nuit, au point que le « vacarme infernal que faisaient les batteries de siège effraya les habitants de Versailles dans leur sommeil » ! Des poudrières sautaient, des canons encrassés ne voulaient plus s'allumer (1), mais l'œuvre diabolique continuait, sans parvenir à lasser la population parisienne, qui, il faut le dire très haut, supporta cette suprême épreuve avec une fermeté qui doit l'absoudre de bien des erreurs. On lança sur elle plus de dix mille projectiles, et de cet acte d'inutile cruauté nos adversaires implacables ne récoltèrent rien, si ce n'est le léger ridicule qui s'attache toujours aux grands moyens produisant de petits résultats. La chute de la capitale n'en fut pas avancée d'un seul jour.

Cependant, les difficultés intestines auxquelles les forces assiégeantes étaient en proie ne cessaient pas. Il paraît que l'armée de la Meuse, postée sur le front

(1) Hohenlohe nous apprend que, le 23 janvier, un canon Krupp de 24, tout neuf, éclata. « Cet événement fit sensation, dit-il, parce que l'on croyait pareil accident impossible. On prétendit qu'un projectile ennemi avait frappé la pièce juste au moment où elle faisait feu, et que la double vibration avait produit l'éclatement. Mais j'appris plus tard qu'au lieu d'une gargousse de six livres, les canonniers en avaient mis deux de quatre livres et demie. C'est là, je crois, la cause de l'accident. »

nord, se montrait d'assez bonne composition quand il s'agissait d'aider l'artillerie, mais la IIIe armée, celle du kronprinz, opposait à toutes les réquisitions de cette arme une force d'inertie qui témoignait de son incoercible mauvais vouloir. Il fut même question un moment, pour faire cesser tous ces tiraillements, d'appeler d'Allemagne l'artillerie de marine, dont il semblait que les ports de guerre pouvaient désormais se passer. S'il ne fut pas donné suite à ce projet, c'est que la famine, en ayant raison de Paris, rendit l'expédient inutile.

On approchait en effet du dénouement. La disette achevait ce que ni la puissance des armes ni l'intimidation n'avaient pu faire, et le blocus accomplissait tout seul l'œuvre avortée des canons Krupp. Le 26, un télégramme de l'empereur ordonnait partout la cessation du feu, à minuit. « *Je donnai aussitôt l'ordre de faire jusque-là un feu deux fois plus violent,* » écrit Hohenlohe. Le colonel Bartsch, qui commandait l'attaque de Saint-Denis, en fit autant, en sorte que cette journée suprême entendit le plus épouvantable vacarme dont aient jamais retenti les murailles d'une forteresse assiégée. C'est avec une sorte de joie féroce que notre auteur, en en parlant, croit l'entendre encore, et même, dans sa lourde ironie de Prussien, il va jusqu'à parler d'humanité en affirmant que son intervention barbare, en hâtant la chute de Paris, a sauvé la vie à quelques centaines de malheureux qui, sans elle, seraient morts de faim ! Cet homme ignore, vraiment, en même temps qu'une modestie séante, la générosité du vainqueur, et son plus grand regret est que la signature des préliminaires de paix ait rendu inutiles les soins pris pour réarmer nos forts contre la ville, afin de tirer sur celle-ci au cas où les hostilités auraient recommencé. « Mon cœur d'artilleur était en deuil, dit-il, que la musique de 680 pièces de siège ne dût plus être entendue. » Tel est le seul sentiment

qu'inspire à cette âme desséchée le spectacle de tant de désastres, et le tragique appareil de tant de douleurs!

Ici se terminent réellement ces *Mémoires,* car tout ce qui suit est à peu près complètement dénué d'intérêt. J'y relèverai seulement encore quelques détails sur l'entrée des Allemands dans Paris.

Elle fut piteuse, chacun sait cela, et bien insuffisamment pompeuse au gré d'un orgueil que nous connaissons maintenant. « De même que la convention n'était qu'une *demi-capitulation*, écrit Hohenlohe, l'entrée triomphale dans Paris n'a été qu'une *demi-entrée,* à laquelle des restrictions singulières donnaient un cachet de timidité peu en rapport avec l'éclat de nos victoires. Là-haut, à Montmartre, se tenait une population fanatisée, gardant avec orgueil les canons chargés de la garde nationale, et prête à tout instant à ouvrir le feu qui eût décidé de la ruine de la ville. Et nous tolérions cela! Nous tolérions que les drapeaux pris sur nous en 1806 fussent encore à l'hôtel des Invalides (1)!... » Et plus loin : « Des grandes statues qui entourent l'Arc de triomphe *(sic),* celle de Strasbourg était voilée de deuil. Kameke, le gouverneur de Paris, avait permis aux Parisiens *cette plaisanterie*... Tout cela nous inspirait des pensées mélancoliques et nous rappelait le mot du vieux Blücher sur les diplomates, d'autant plus que le bruit courait que Bismarck avait songé, sur la demande de Thiers, à renoncer à la possession de Metz! »

Il est certain que cette occupation lugubre ne rappelait que de fort loin l'entrée triomphale faite à Berlin, le 27 octobre 1806, par Napoléon, entouré de sa garde, des maréchaux et des glorieux vainqueurs d'Auerstædt. Une prise de possession semblable, les Allemands la rêvaient sans doute en 1870, mais nous

(1) C'est une erreur. Ils n'y étaient plus, ayant été transportés en lieu sûr.

n'étions pas encore assez abattus pour qu'ils aient osé tenter l'expérience périlleuse. Ils ont dû reculer devant la griffe du lion agonisant.

Ce n'est cependant pas sur une parole de haine que se terminent les *Mémoires* du prince Kraft de Hohenlohe. Avant de les fermer, au contraire, on peut y découvrir une note plus aimable et plus juste, où notre caractère national reçoit enfin l'hommage qui lui est dû. Est-ce la pensée mélancolique d'un éternel adieu adressé à cette belle terre de France, toute baignée alors d'un printemps inconnu dans les steppes brumeuses du Brandebourg, qui inspire au « bombardeur » féroce cet acte de réparation? Est-ce l'allégresse d'une pénible victoire qui donne à cette âme violente une sorte d'apaisement qui calme et tempère son habituelle aigreur? Toujours est-il qu'en regagnant ses pénates abandonnées depuis sept mois, l'ancien commandant de l'artillerie du siège ne peut se défendre de quelques regrets pour le ciel fortuné qu'il quitte, ni d'un sentiment presque sympatique à l'égard du peuple dont il se vantait naguère d'avoir été l'un des bourreaux.

Il nous conte qu'en passant par Reims, il dîna chez Mme Pommery, dont la large hospitalité lui était d'autant plus agréable que cette dame avait précédemment préservé le grand-duc de Mecklembourg d'une tentative de meurtre. « C'est là, ajoute-il, un trait bien caractéristique des Français. Ils voudraient nous anéantir en masse, mais, en même temps, ils seraient prêts à sauver chacun de nous au péril de leur propre vie. » Et, en effet, le propre de la générosité française est d'oublier, après la bataille, des adversaires qui, eux parfois, sont moins prompts à désarmer.

B. — LETTRE DU CAPITAINE DE BAUMANN RELATIVE AU PASSAGE DE LA MOSELLE PAR LA Ire ARMÉE

(Adressée à Cardinal de Widdern, et publiée par ce dernier dans *les journées critiques*).

Les nouvelles reçues à Coin-sur-Seille par l'état-major (1), notamment vers le soir (du 16), étaient très graves. On prétendait que l'ennemi avait infligé de grandes pertes à nos troupes et les avait rejetées sur Gorze. Par suite, Steinmetz résolut de s'avancer le 17 à la première heure, avec les VIIe et VIIIe corps, par Arry et Corny. Le général de Manstein, commandant le IXe corps, en fut informé par écrit. On le priait en même temps de faire dégager par les trains, équipages, etc., les routes passant à Arry et Corny, pour que les deux corps pussent franchir la rivière sans encombre.

Dans le sombre château où nous étions cantonnés, on ne disposait, en fait de moyens d'éclairage, que de quelques lampes et bougies. Seule, la chambre de Steinmetz était éclairée. Après m'être mis en tenue pour partir, j'attendis au haut de l'escalier, devant la porte de Steinmetz, qu'il voulût bien me dire ce que j'avais à aire. Assis sur la première marche, je m'étais assoupi, quand la porte voisine s'ouvrit et laissa passer un flot de lumière. En même temps, je m'entendis appeler par le colonel comte de Wartensleben (2), qui ne me voyait pas dans l'obscurité : « Baumann, êtes-vous

(1) Le capitaine de Baumann, depuis lieutenant général, appartenait à l'état-major de la Ire armée. Nous le connaissons depuis Borny.

(2) Quartier-maître (sous-chef d'état-major) de la Ire armée.

ici? — Me voici! lui répondis-je. — Bien, répliqua-t-il. Montez immédiatement à cheval et portez cette lettre au général de Manstein. — Où le trouverai-je? — Ma foi! je ne le sais pas au juste. Il faudra le chercher. Il est probablement du côté de Corny. »

Comme je n'étais pas sûr de rencontrer en temps opportun le commandant du IXe corps, je demandai et obtins communication du contenu de la lettre, ce qui me permettait, le cas échéant, de saisir quelque autre général du IXe corps, voire même un officier d'état-major ou adjudant (1), de l'objet de ma mission, afin de faire faire le nécessaire.

La nuit était noire; on distinguait à peine la silhouette des arbres plantés le long de la route. Il me fut donc impossible d'aller vite. Après avoir traversé Fey, j'arrivai à minuit devant Corny, dont l'entrée était obstruée. On ne voyait pas à deux pas devant soi. Suivi d'un ordonnance conduisant un de mes chevaux par la bride, je pus peu à peu me frayer un passage. Il ne me fallut pas longtemps pour constater que la route du village était absolument impraticable pour des troupes; les trains du IXe corps y stationnaient pêle-mêle avec les voitures et charrettes sur lesquelles on avait ramené des blessés du champ de bataille de Vionville. On faisait un tapage infernal. Les blessés et les mourants, couchés sur les voitures, poussaient des gémissements et des cris déchirants alternant avec les imprécations des conducteurs, le hennissement des chevaux qui ruaient de tous côtés. Il était impossible de se faire entendre et de débrouiller ce chaos, car on ne voyait pas les gens qu'on interpellait.

La première des choses à faire était donc de se procurer de la lumière. Je frappai donc de mon sabre tous les volets à portée. Çà et là, ils s'ouvrirent, et je criai aux habitants de mettre à leurs fenêtres des lampes et

(1) Officier d'ordonnance.

des bougies. On en vit paraître en effet, mais fort peu d'abord. Je continuai donc à harceler les habitants, ce qui me fatiguait beaucoup, jusqu'à ce qu'on vît assez clair dans ce chaos. Alors, pour commencer, je fis remiser autant que possible les voitures de blessés dans les cours voisines, ce qui dégagea en partie les rues.

Préoccupé de m'acquitter de ma mission, je gagnai aussitôt après le pont suspendu de Novéant. Je rencontrai sur ma route quelques officiers isolés, des chevaliers de Saint-Jean venus là pour secourir les blessés, des ordonnances d'état-major, des domestiques en livrée; mais personne ne sut me dire de quel côté pouvait bien se trouver le général de Manstein. A côté de la rampe qui mène au pont, je vis un bivouac d'infanterie. Il y avait là un bataillon hessois du IX[e] corps, chargé de garder les monceaux de sacs déposés à cet endroit par les troupes qui s'étaient portées vers le champ de bataille. L'officier qui le commandait ne savait pas plus que les autres où était le général. Où le trouver? Si je continuais ma route, j'avais peu de chance de le joindre assez tôt pour qu'il eût le temps de faire dégager par ses trains les abords des ponts de Corny et d'Arry, avant l'arrivée de la I[re] armée.

Il était déjà une heure et demie du matin. Je résolus donc d'essayer moi-même de déblayer les routes.

A côté du bivouac des Hessois, il me semblait avoir remarqué des prairies sèches sur la rive droite de la Moselle. Elles figuraient du reste sur la carte d'état-major, que j'avais consultée tant bien que mal à la lueur d'un feu de bivouac. A tout hasard, j'allai les reconnaître à cheval, dans l'obscurité, me guidant sur le murmure des eaux de la Moselle. Mon cheval fit plusieurs chutes, en rencontrant des fossés qui heureusement étaient secs, et je pus chaque fois me remettre en selle, sans accident. Les feux de bivouac servirent également à m'orienter, et finalement j'ac-

quis la conviction qu'il y avait dans ces prairies place suffisante pour de nombreuses voitures. Il était au surplus impossible de faire déboîter celles-ci ailleurs, en raison de la raideur des pentes de chaque côté de la route d'Arry à Corny. Je revins donc à Corny. Les conducteurs des trains avaient dételé leurs chevaux qui, attachés à l'arrière-train des voitures, grignotaient le contenu de leurs musettes-mangeoires. Eux-mêmes étaient couchés pour la plupart au sommet de leur chargement, et dormaient profondément, malgré le vacarme qui se faisait autour d'eux. Ce n'était pas une mince besogne de les réveiller. Il me suffit cependant de prononcer le nom de « Steinmetz » pour les rendre souples comme des gants. Quand le premier convoi fut prêt, je le conduisis moi-même à travers le bivouac des Hessois dans les prairies du bord de la Moselle. Entre temps, de grands feux y avaient été allumés, qui les éclairaient sur une bonne étendue. J'amenai successivement les autres parcs et convois, en sorte que finalement les rues de Corny et leurs abords se trouvèrent à peu près dégagés.

Je montai ensuite mon deuxième cheval, après avoir logé mon ordonnance avec mes deux autres chevaux dans une écurie, et me transportai à Arry, où je dus procéder comme à Corny pour faire disparaître le désordre qui y régnait. Vers six heures du matin, les routes et les rues y étaient également dégagées.

Je revins à Corny, où mon ordonnance avait entre temps fait manger mes chevaux. Il me rendit compte qu'une demi-heure auparavant, le colonel comte de Wartensleben avait passé par là, en me laissant l'ordre de le suivre par Gorze sur le champ de bataille. Je venais de passer une troisième nuit sans dormir; j'avais faim et ne trouvai rien à me mettre sous la dent; quand je me remis en selle sur mon cheval frais, pour aller rejoindre le colonel de Wartensleben, j'étais absolument exténué, comme il est facile de se l'imaginer.

Mais, une fois arrivé sur le champ de bataille couvert de morts, toute sensation de fatigue disparut.

C. — L'INITIATIVE DU CAPITAINE DE LIGNITZ

Widdern nous conte que, causant un jour des incidents du 16 août avec un officier général, qu'il ne nomme pas, celui-ci s'écria tout à coup : « Mais enfin, qu'est-ce qui obligeait le capitaine de Lignitz à se mêler de ce qui ne le regardait pas? Tout officier d'état-major doit connaître la manière de faire de son général, et régler la sienne en conséquence. Le capitaine de Lignitz aurait dû se borner, en quittant Pont-à-Mousson, à apporter directement au commandant du corps d'armée les ordres qu'il avait reçus, et lui laisser le soin de donner ceux qu'il jugerait convenables. Il se serait ainsi, tout en mettant sa responsabilité à l'abri, évité bien des désagréments. Au reste, il a peut-être trop stimulé les gens, trop empiété sur leur libre arbitre... »

Cet officier général me paraît appartenir à l'école abstentionniste, dont les adeptes, jadis fort nombreux dans l'armée française, n'ont pas encore complètement disparu. Ils ne sont point gens à jamais se compromettre, ni à dépasser en quoi que ce soit la stricte exécution de leur mandat. Mais aussi ils en veulent aux autres, quand ceux-ci ont par aventure une conception plus large de leur devoir.

Il est clair qu'en aucun cas, l'officier d'état-major ne doit se susbstituer à son chef. Il n'a même le droit d'interpréter ses ordres que lorsque, manifestement, ceux-ci s'appliquent à des circonstances de temps ou de lieux qui ont cessé d'exister; et j'ai déjà dit qu'une intervention personnelle trop accentuée dans la con-

duite des affaires, telle que celle de Brandenstein à Borny, devait être blâmée comme abusive.

Mais ici la situation était toute différente. Le capitaine de Lignitz n'a en aucune façon imposé son autorité morale, — ou tout au moins celle que, dans l'armée allemande, on attribuait aux aides du commandement — aux généraux et officiers qu'il rencontrait sur son chemin. Il ne les a point, comme Brandenstein, poussés à des actes téméraires, sous le prétexte que, dépositaire de la pensée dirigeante, il se faisait fort de justifier auprès de qui de droit leur indépendance, et de faire ratifier les décisions qu'il leur dictait.

Il a simplement communiqué aux uns et aux autres ce qu'il connaissait de la situation générale, et a donné à tous des renseignements qui n'étaient nullement des conseils. En quoi il me paraît avoir compris son rôle à merveille, sans qu'on puisse l'accuser d'avoir outrepassé le moins du monde son rôle d'officier d'état-major. Et, n'en déplaise à l'officier général qui aurait, à sa place, trouvé l'abstention plus commode, je crois son exemple bon à connaître, afin de pouvoir le suivre à l'occasion.

D'ailleurs, la morale de cette affaire est donnée par Widdern lui-même, qui l'a jugée avec beaucoup de bon sens. « Frédéric II exigeait de ses généraux, dit-il, qu'ils eussent assez de caractère pour être prêts, dans leurs décisions, à endosser les responsabilités nécessaires, et à prendre certaines choses sur eux (sur leurs cornes, comme il disait). Dans une certaine mesure, il faut que leurs auxiliaires possèdent cette même qualité. » Heureuse l'armée où elle est l'apanage du plus grand nombre, et non le signe distinctif d'une élite à qui la défiance, sinon l'hostilité d'une multitude amorphe et passive, ne permet pas de s'en servir!

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos I

CHAPITRE PREMIER

Méthodes de commandement 1

CHAPITRE II

Les difficultés du début. — Steinmetz 32

CHAPITRE III

La bataille de Borny 68

CHAPITRE IV

Bataille de Rezonville 128
I. — Le général Constantin d'Avensleben 128
II. — Le X[e] corps et le général de Voigts-Rhetz 149
III. — Derniers renforts amenés sur le champ de bataille. Les généraux de Manstein et de Gœben 160
IV. — Considérations d'ensemble 176

CHAPITRE V

De Rezonville à Saint-Privat.......................... 201
I. — La journée du 17 août.................... 201
II. — Le déploiement des armées allemandes....... 211

CHAPITRE VI

Bataille de Saint-Privat.......................... 223
I. — Steinmetz et Moltke devant le ravin de la Mance 223
II. — Frédéric-Charles et le prince royal de Saxe.... 251
III. — Considérations d'ensemble.................. 265

CHAPITRE VII

Action personnelle du roi.......................... 278

APPENDICE.. 283

A. — Les *Mémoires* du prince de Holenlohe......... 283
B. — Lettre du capitaine de Baumann relative au passage de la Moselle par la Ire armée (adressée à Cardinal de Widdern, et publiée par ce dernier dans ses *Journées critiques*)............. 329
C. — L'initiative du capitaine de Lignitz........... 333

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 11756.

A LA MÊME LIBRAIRIE

PARIS (FRANCE). — TYP. PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1937. 49988-XII-3

